

La Russie accusée d'ingérence dans l'élection de 2016, Trump embarrassé

► Le procureur spécial américain Robert Mueller a inculpé treize Russes et trois entités russes pour interférence dans le scrutin présidentiel de 2016

► L'acte d'accusation détaille les méthodes d'une officine de 80 personnes qui discréditait Clinton au profit de Trump sur les réseaux sociaux

► La Maison Blanche s'est employée à minimiser ces révélations en niant toute collusion entre l'équipe de campagne de Trump et ces agents russes

► Le renseignement américain craint que la Russie ne poursuive cette guerre d'influence lors des élections de novembre 2018

PAGE 2

Vers une présidence unique pour l'audiovisuel public

L'AUDIOVISUEL PUBLIC pourrait être désormais chapeauté par une présidence commune, chargée de superviser trois directeurs généraux à la tête de France Télévisions, Radio France et France Médias Monde (RFI, France 24). La ministre de la culture, Françoise Nyssen, envisage cette option pour renforcer la collaboration entre les différentes entités, alors que les arbitrages finaux sur la réforme de l'audiovisuel public seront rendus fin mars par Emmanuel Macron.

CAHIER ÉCO - PAGE 1

Politique
Wauquiez veut tourner la page Sarkozy

PAGE 6

Justice
La plainte pour viol contre Darmanin classée sans suite

PAGE 8

M
ÉDITORIAL
SNCF : LE PARI DE LA RÉFORME

PAGE 28

ALERTE MONDIALE SUR LA PÉNURIE D'EAU

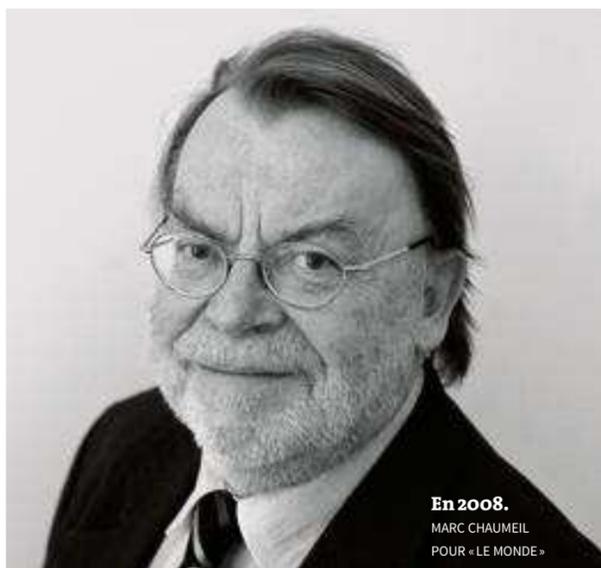
► Quatre personnes sur dix souffrent de la raréfaction de l'eau sur la planète. Ces pénuries pourraient s'aggraver dans les grandes villes surpeuplées

PAGES 10-11



Au barrage de Theewaterskloof, près du Cap (Afrique du Sud), en janvier 2018. MIKE HUTCHING/REUTERS

Disparition Daniel Vernet, figure historique du « Monde »



En 2008.
MARC CHAUMEIL
POUR « LE MONDE »

Ancien rédacteur en chef et directeur de la rédaction du *Monde* (1985-1991), Daniel Vernet est mort, jeudi 15 février, à Paris, à l'âge de 73 ans. Ce grand professionnel, que toutes les générations du journal admiraient, a été successivement correspondant à Bonn,

à Moscou puis à Londres. Spécialiste émérite des relations internationales, européen convaincu et engagé, il a continué à s'impliquer dans la vie publique bien après avoir quitté la rédaction, en 2009. *Le Monde* lui rend hommage.

PAGE 23



► Les consommateurs se rebiffent contre l'obsolescence programmée des objets. La riposte s'organise, entre bidouille et bataille juridique
► Comment la repentance publique devient un rituel fréquent pour les figures médiatiques

SUPPLÉMENT

Economie
En Vendée, plongée au pays du plein-emploi

CAHIER ÉCO - PAGE 3

Balkans
L'UE face au dilemme de l'élargissement

PAGES 14-16

Entretien
Sempé : « Je dessine ce que j'aurais voulu être »

PAGE 25

Arts
Rivalités culturelles entre Arles et Avignon

PAGE 18



Rod Rosenstein, le numéro deux du ministère de la justice américain, annonce l'inculpation de treize ressortissants russes, vendredi 16 février, à Washington.

WIN MCNAMEE/AFP



Russiagate : des Russes inculpés, Trump gêné

Le procureur spécial accuse la Russie d'avoir tenté d'influencer le scrutin de 2016, ce que le président a toujours nié

WASHINGTON - correspondant

Longtemps niée par Donald Trump, la réalité d'une tentative russe de peser sur la présidentielle de novembre 2016 a pris une nouvelle consistance, vendredi 16 février, avec la mise en cause par le ministère de la justice de treize ressortissants et de trois entités russes. Ils sont accusés d'avoir voulu peser sur les débats aux Etats-Unis, principalement par le truchement de réseaux sociaux instrumentalisés à distance par des agents se présentant faussement comme des citoyens américains.

La Maison Blanche a rapidement réagi aux avancées de l'enquête conduite par le procureur

spécial Robert Mueller. Mais, plutôt que de dénoncer une ingérence de la Russie, la présidence a préféré mettre en avant des éléments qui innocentent, selon elle, Donald Trump.

Tout d'abord la date du lancement de cette machination, antérieure à la déclaration de candidature du milliardaire. Ensuite, l'absence à ce stade – précisée par l'acte d'accusation – de tout élément de collusion consciente entre l'équipe de campagne du candidat républicain et ces agents russes. Le fait, enfin, que le résultat de l'élection n'a pas été « affecté » par cette campagne. La formulation utilisée, vendredi, par le numéro deux du ministère de la justice, Rod Rosenstein, laisse plutôt entendre que l'acte d'accu-

sation ne s'est pas penché sur des conséquences éventuelles sur le vote du 8 novembre 2016, évidemment délicates à établir.

« Chasse aux sorcières »

Le volet de l'enquête exposé vendredi ne vise que l'offensive russe sur les réseaux sociaux. Il ne concerne pas les piratages informatiques ciblant des responsables démocrates pratiqués pendant cette même période et également prêtés à la Russie, ni les contacts noués au même moment par des membres de l'équipe de campagne de Donald Trump avec des personnalités russes.

Les bonnes nouvelles mises en avant par la Maison Blanche ont également été relativisées par la description extrêmement dé-

Les réseaux sociaux ont été instrumentalisés par des agents se présentant comme des citoyens américains

taillée d'une opération longtemps qualifiée de « bobard » et de « plus grande chasse aux sorcières de l'histoire des Etats-Unis » par le président Trump.

En dépit du rapport resté classifié qui lui avait été présenté en janvier 2017 par le renseignement

américain, Donald Trump n'a cessé de répéter que cette affaire avait été montée de toutes pièces par le Parti démocrate pour s'exonérer de toute responsabilité dans sa défaite inattendue.

Après une brève rencontre avec son homologue russe, Vladimir Poutine, en marge d'un sommet régional au Vietnam, en novembre 2017, le président américain avait ainsi déclaré : « Chaque fois qu'il me voit, il me dit : "Je n'ai pas fait ça" et je le crois vraiment quand il me le dit. » Donald Trump avait ensuite réitéré sa confiance dans ses services de renseignement après une vive réaction de la CIA.

Véritable film d'espionnage

L'acte d'accusation, qui se lit parfois comme le script d'un film d'espionnage, assure que les agents russes mobilisés pour la circonstance ont fini par se fixer un agenda précis : favoriser le candidat républicain, y compris face à ses rivaux des primaires, dénigrer au contraire son adversaire démocrate, Hillary Clinton, et tenter de démobiliser des électeurs jugés favorables à l'ancienne secrétaire d'Etat. Des accusations qualifiées d'« absurdes » par Moscou, vendredi soir.

Les premières inculpations annoncées à l'automne 2017 par le procureur spécial avaient visé des infractions découvertes par les enquêteurs sans lien direct avec les soupçons d'interférences (fraude fiscale et mensonges au FBI). Celles-ci visent, au contraire, l'un des objets précis d'une enquête qui ne semble pas proche de son terme et que Robert Mueller est parvenu, jusqu'à présent, à conduire dans la plus grande confidentialité.

Ces dernières semaines, le procureur spécial et Rod Rosenstein étaient la cible d'une campagne de déstabilisation conduite par des fidèles du président. Il est probable que les annonces de vendredi les confortent au contraire

dans leurs fonctions. La solidité apparente de l'acte d'accusation va aussi mettre Donald Trump à l'épreuve sur un sujet à propos duquel il ne cesse d'entretenir l'ambiguïté. Le 30 janvier, le président a ainsi laissé passer une date limite pour imposer des sanctions visant la Russie votées à la quasi-unanimité par le Congrès, en riposte justement à ces accusations d'interférences. Le département du Trésor s'est contenté de publier une liste de personnalités russes désormais dans le viseur de Washington.

Le 13 février, au cours d'une audition annuelle au Sénat consacrée aux menaces internationales, les responsables du renseignement américain ont assuré que la Russie n'a pas renoncé à cette forme de guerre d'influence. « Au sein de la communauté [du renseignement], nous n'avons pas vu de preuve de changement significatif », a expliqué Dan Coats, le directeur du renseignement national, approuvé notamment par Mike Pompeo, responsable de la CIA. « Il ne devrait y avoir aucun doute sur le fait que la Russie estime que ses efforts ont porté leurs fruits [en 2016] et considère les élections de mi-mandat en 2018 comme une cible pour des opérations d'influence », a ajouté Dan Coats.

Lorsque le sénateur démocrate Jack Reed (Rhode Island) a demandé aux responsables quelles « actions spécifiques » le président leur a indiquées de mettre en place « pour contrer et limiter » ces efforts prêtés à la Russie, Dan Coats et le directeur du FBI, Christopher Wray, ont bien été en peine d'en indiquer une seule. « Nous ne pouvons pas faire face à cette menace, qui est sérieuse, avec une réponse de l'ensemble de l'administration, lorsque le chef de cette dernière continue de nier qu'elle existe », s'est agacé le sénateur indépendant du Maine Angus King. ■

GILLES PARIS

IRA, une officine engagée dans une « guerre informationnelle »

DANS SON COURRIEL, Irina Kaverzina s'excusait presque. « Il y a eu une petite crise au travail », écrit-elle, le 13 septembre 2017, à un membre de sa famille. Mais elle n'est pas une simple employée de bureau en retard à un dîner. Depuis 2014, elle travaille, selon la justice américaine, au sein de l'Internet Research Agency (IRA), un organisme russe engagé depuis des mois « dans une guerre informationnelle contre les Etats-Unis ». Et elle sent le vent tourner. « Le FBI a repéré nos activités (je blague pas !). J'ai dû m'occuper de couvrir les traces. »

Ce court message figure dans les 37 pages du document d'accusation publié par les équipes du procureur spécial Robert Mueller dans lequel il inculpe M^{me} Kaverzina et douze de ses compatriotes pour avoir tenté d'infléchir le cours de l'élection présidentielle américaine de 2016. Ce document résumant les éléments en possession de la justice américaine donne pour la première fois un aperçu du dispositif mis en place par la Russie pour peser sur le scrutin.

Le cœur de l'opération se déroule au 55, rue Savushkina, à Saint-Pétersbourg. C'est dans ce banal immeuble de trois étages que l'IRA a été installée en 2013. Dès l'année suivante, cet organisme, spécialisé

dans la propagande sur Internet et fort de quelques centaines d'employés, s'intéresse, toujours selon le document d'inculpation, « aux questions sociales et politiques controversées aux Etats-Unis ».

Une unité qui comptera plus de 80 personnes en vue de l'élection de novembre 2016 est mise en place : plus l'échéance s'approche et plus l'activité semble intense. Des agents sont chargés de créer des centaines de comptes sur les réseaux sociaux, dont certains attireront des dizaines de milliers d'abonnés. Leur hiérarchie demande à ce que soient particulièrement visés « les utilisateurs insatisfaits de la situation sociale et économique ».

« Critiquer Hillary »

Ces faux comptes traiteront donc largement de religion, d'immigration ou de la place des Noirs dans la société américaine. Cette myriade de comptes propagera également de nombreuses rumeurs – par exemple sur des irrégularités dans le vote par correspondance – dont l'audience sera assurée par l'achat régulier de publicités sur les réseaux sociaux, à hauteur de plusieurs milliers de dollars par mois. Courant 2016, ces pages tentent de façonner l'image des can-

didats à la présidence. Il leur est ainsi ordonné « d'utiliser toutes les occasions possibles pour critiquer Hillary et les autres (sauf Sanders et Trump, on les soutient) », selon une instruction interne reproduite dans le document d'inculpation. A peu près à la même période, leur effort de propagande s'intensifie en direction des Etats « violets », dont le vote pour l'élection est indécis, entre le rouge républicain et le bleu démocrate.

L'influence de l'IRA dépasse largement le monde virtuel des réseaux. Selon le document, des agents russes ont organisé sur le sol américain des manifestations, quasi systématiquement en faveur de Donald Trump ou contre Hillary Clinton.

Pour cela, la mécanique est rodée. D'abord, leurs influents comptes sur les réseaux sociaux promeuvent le rassemblement. En se faisant passer pour de simples militants, ils contactent des sympathisants de Trump pour les convaincre d'y assister. Il leur arrive aussi de dédommager certains sympathisants. En Floride, l'IRA a payé pour la construction d'une cage fixée sur un camion. A l'intérieur, un manifestant y incarnait Hillary Clinton en tenue de prisonnière. Lui aussi contre rémunération. ■

MARTIN UNTERSINGER

Syrie: Ankara et Washington calment le jeu

Turcs et Américains se sont engagés à « travailler ensemble » mais des ambiguïtés demeurent

ISTANBUL - *correspondante*

Revenant sur sa promesse d'administrer une « *claque ottomane* » aux Américains, le président turc Recep Tayyip Erdogan a finalement mis ses griefs de côté en recevant Rex Tillerson, le secrétaire d'Etat américain, dans son palais de Bestepe à Ankara, jeudi 15 février.

La rencontre, qui a duré trois heures et quinze minutes, s'est déroulée dans une atmosphère secrète et très peu protocolaire puisque Mevlüt Cavusoglu, le ministre turc des affaires étrangères, unique témoin de la conversation, a joué les interprètes entre MM. Erdogan et Tillerson.

Habituellement, le protocole exige la présence d'un interprète du département d'Etat afin d'être sûr que les propos du diplomate en chef ont été bien compris. Or, cette fois-ci, M. Tillerson était seul face à MM. Erdogan et Cavusoglu. A première vue, les Etats-Unis et la Turquie sont revenus à de meilleurs sentiments. Les propos acrimonieux et querelleurs tenus les jours précédents ont été oubliés au profit d'une détermination partagée, celle de travailler « ensemble » en Syrie et de tout

« Les Etats-Unis avaient fait des promesses qui n'ont toujours pas été honorées »

REX TILLERSON
secrétaire d'Etat américain

faire pour surmonter les divergences qui les opposent. Celles-ci sont à leur paroxysme depuis que l'armée turque a lancé une offensive, le 20 janvier, dans l'enclave d'Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie.

Voici trois semaines que les soldats turcs et leurs supplétifs rebelles syriens y affrontent les combattants kurdes syriens des Unités de protection du peuple (YPG), alliés de Washington dans la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI). La progression turque est très lente sur un terrain accidenté parfaitement connu des YPG, combattants aguerris qui ont reçu des renforts des autres cantons kurdes de l'Est de la Syrie: 31 soldats turcs ont perdu la vie en vingt-neuf jours d'intervention. Ulcéré par l'alliance durable

scellée entre le Pentagone et les milices kurdes, qu'il accuse d'être liées au PKK, le président Erdogan a menacé à plusieurs reprises depuis le début de l'offensive sur Afrin de lancer son armée à l'assaut de Manbij, une ville située à une centaine de kilomètres à l'est d'Afrin où sont stationnés des militaires américains et des YPG.

« Nos deux pays partagent les mêmes objectifs en Syrie: la défaite du groupe djihadiste Etat islamique et la recherche d'un règlement politique pour mettre fin aux combats », a tenu à rassurer M. Tillerson lors de sa conférence de presse, vendredi matin.

Le rôle des milices YPG

Pour désamorcer les problèmes, Ankara et Washington ont décidé de former ensemble un groupe de travail dont la première réunion aura lieu à la mi-mars. Pétrie de bonnes intentions, la déclaration commune publiée à l'issue de la rencontre rappelle que les deux pays, « alliés au sein de l'OTAN et partenaires stratégiques depuis soixante-cinq ans », s'engagent à préserver « l'intégrité territoriale et l'unité nationale de la Syrie », dans le cadre d'une solution politique basée sur les négociations de Genève sous l'égide de l'ONU.

Ankara et Washington réitèrent par ailleurs leur engagement à lutter « contre Daech, le PKK, Al-Qaïda et toutes les autres organisations terroristes et leurs filiales » et reconnaissent leur droit respectif à se défendre des « attaques terroristes visant directement nos nations ».

Hormis ces vœux pieux, aucun engagement précis n'a été pris. Les divergences demeurent, notamment sur le rôle joué par les milices YPG, considérées comme des alliées par Washington et comme des « terroristes » par Ankara. M. Cavusoglu a ainsi estimé à l'issue de la rencontre que le retrait des YPG de Manbij était un préalable à toute discussion. Située à l'ouest de l'Euphrate, Manbij aurait dû être évacuée depuis longtemps estiment les Turcs, prompts à rappeler, qu'en 2016, Barack Obama s'y était engagé. Désormais, Ankara est convaincu que les Etats-Unis ont acquiescé à son plan, soit le retrait des YPG à l'est de l'Euphrate et le stationnement conjoint de troupes turques et américaines à Manbij.

« Discuter de Manbij sera la priorité. Les Etats-Unis avaient fait des promesses qui n'ont toujours pas été honorées », a reconnu Rex Tillerson. Y aura-t-il pour autant

Accusations d'attaque chimique à Afrin

Les forces kurdes syriennes et l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) ont accusé l'armée turque d'avoir lancé une attaque au gaz au cours de laquelle six personnes ont été intoxiquées, vendredi 16 février, dans la région d'Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie. La Turquie n'a pas réagi pour le moment à cette accusation. Birusk Hasaka, porte-parole des milices kurdes YPG à Afrin, a déclaré que le bombardement turc avait visé une localité proche de la frontière turque. L'OSDH, qui cite des sources médicales, a fait état de six civils intoxiqués, souffrant de difficultés respiratoires, attribuant ces symptômes à une attaque chimique menée par l'armée turque et ses alliés.

un retrait des YPG de Manbij? Rien n'est moins sûr. « Bien que Daech en ait été chassé, Manbij est très important géographiquement et nous ne voulons pas d'autres forces que celles de notre coalition », a-t-il expliqué. Rex Tillerson a ensuite minimisé l'aide de 550 millions de dollars accordée par Washington aux YPG pour 2019, la mettant au compte de la « lutte contre Daech ».

Washington demeure, par ailleurs, « préoccupé » par l'ampleur des purges et des détentions en Turquie, qui affectent certains ressortissants américains ainsi que plusieurs employés des missions diplomatiques américaines sur place. Deux jours avant la visite de Rex Tillerson, le physicien turco-américain Serkan Golge, employé par la NASA, l'agence spatiale américaine, avait été condamné à sept ans de prison pour « appartenance » au mouvement du prédicateur Gülen, accusé par Ankara d'avoir organisé le putsch raté de juillet 2016. ■

M. JÉ.

MARIE JÉGO

NIGERIA
Un attentat-suicide fait au moins 18 morts

Trois kamikazes ont tué au moins 18 personnes, vendredi 16 février, à Konduga, ville du nord-est du Nigeria proche de Maiduguri, le berceau du groupe armé djihadiste Boko Haram, rapportent les autorités. L'attaque s'est produite vers 20 h 30 sur un marché aux poissons. « Vingt-deux personnes sont blessées », a aussi précisé samedi Damian Chukwu, chef de la police de l'Etat de Borno. L'attentat n'a, pour l'instant, pas été revendiqué. - (AP)

ÉTATS-UNIS
Mitt Romney candidat au Sénat dans l'Utah

L'ancien candidat républicain à l'élection présidentielle de 2012, Mitt Romney, 70 ans, a annoncé, vendredi 16 février, son intention de concourir, à l'automne, pour le poste de sénateur de l'Utah, Etat où vit une importante population mormone, comme lui. Dans le message vidéo annonçant sa candidature, il critique indirectement l'administration Trump: « L'Utah accueille les immigrés légaux venus du monde entier. Washington envoie aux immigrés un message d'exclusion. Et au Capitole de l'Utah, les gens se traitent avec respect », déclare-t-il. - (AFP)

ÉTHIOPIE
Retour de l'état d'urgence

L'Éthiopie a déclaré, vendredi 16 février, l'état d'urgence, au lendemain de l'annonce de la démission du premier ministre Hailemariam Desalegn, après trois années de crise politique et de violences qui ont fait des centaines de morts à travers le pays. Le conseil du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE), la coalition au pouvoir dont l'opposition a demandé le départ, n'a pas précisé combien de temps s'appliquerait la mesure. L'état d'urgence avait déjà été en vigueur d'octobre 2016 à août dernier. - (Reuters.)

Trois journalistes condamnés à la perpétuité, un autre libéré

VENDREDI 16 FÉVRIER, la porte de la prison de Silivri, à 70 kilomètres d'Istanbul, s'est ouverte pour le correspondant du quotidien allemand *Die Welt*, Deniz Yücel, remis en liberté conditionnelle, mais s'est refermée définitivement sur six Turcs, dont trois journalistes, condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité.

Accusés d'avoir participé au putsch manqué du 15 juillet 2016 par leurs écrits et leurs déclarations, Ahmet Altan, ancien rédacteur en chef du quotidien *Taraf*, et les journalistes Mehmet Altan, Nazlı Ilıcak, ainsi que trois autres personnes, incarcérés depuis 2016, resteront en prison pour le restant de leurs jours, selon le verdict de « perpétuité aggravée » prononcé par le tribunal de Silivri.

Plus chanceux que ses collègues, le journaliste turco-allemand Deniz Yücel a recouvré la liberté après l'intervention de la chancelière allemande, Angela Merkel, qui avait reçu, jeudi, le premier ministre turc, Binali Yildirim, à Berlin. « J'ai souligné pour la énième fois le caractère urgent de ce cas » qui a « terni nos relations et continué à le faire », avait souligné Mme Merkel.

Volonté d'Ankara d'aller à l'apaisement

Le journaliste, âgé de 44 ans, avait été arrêté le 14 février 2017 dans le cadre des purges déclenchées après le coup d'Etat manqué de juillet 2016. Sa détention empoisonnait la relation turco-allemande, sa libération dit la volonté d'apaisement d'Ankara.

Se pliant aux décisions du pouvoir exécutif, le bureau du procureur général d'Istanbul a officialisé, vendredi, la remise en liberté de Deniz Yücel, tout en requérant en même temps quatre et dix-huit ans de prison contre lui pour « propagande pour le compte d'une organisation terroriste » et « incitation à la haine ». Le journaliste ne passera pas en procès. Vendredi soir, il s'est envolé à bord d'un avion privé pour l'Allemagne avec son épouse.

En réponse aux médias allemands, qui demandaient si la libération avait été monnayée contre des livraisons d'armes, Rainer Breul, porte-parole du ministère des affaires étrangères, a exclu « qu'il y ait eu un quelconque deal ». ■

M. JÉ.

MARIE JÉGO

« Damas utilise l'aide comme arme de guerre »

L'ONG SAMS appelle Paris au secours des 400 000 civils syriens piégés dans la Ghouta

Où qu'il se trouve, Mohamed Katoub est relié, par le biais de son téléphone portable, à la Ghouta orientale, une enclave tenue par l'opposition armée dans la périphérie rurale de Damas, où dominent le fracas des armes, la maladie et la mort. Dentiste syrien exilé, Mohamed Katoub est originaire de cette région assiégée par les forces du régime de Bachar Al-Assad depuis 2013 et frappée par des bombardements d'une intensité renouvelée depuis début février. « Pour rester en contact avec ceux qui sont sur place, il n'y a que [la messagerie instantanée] WhatsApp. A chaque bombardement, on essaie de savoir qui est en vie, qui a péri. Je ne sais pas jusqu'à quand ces gens peuvent supporter cette situation », souffle M. Katoub.

Avec d'autres médecins de la Société médicale américano-syrienne (SAMS), une ONG qui gère un réseau de soignants et d'infrastructures médicales dans les zones tenues par l'opposition, M. Katoub a été reçu, jeudi 15 février, par des officiels de l'Elysée et du Quai d'Orsay. SAMS entend alerter les autorités françaises sur les conditions humanitaires catastrophiques qui règnent dans l'enclave de la Ghouta orientale, mais aussi dans les bastions rebelles et djihadistes de la province d'Idlib, actuellement visés par

une offensive du régime syrien avec l'appui de l'aviation russe. Au total, deux millions de personnes y vivent.

« Dans la Ghouta orientale, près de 400 000 personnes sont prises au piège sous les bombardements. La population trouve refuge dans des abris souterrains. Les médecins manquent de matériel, et des cas qui seraient bénins dans d'autres circonstances peuvent mener à la mort », rapporte M. Katoub.

Les hôpitaux « pris pour cible »

La situation sanitaire est encore aggravée par le manque de nourriture et les prix prohibitifs des rares denrées vendues sur les marchés de l'enclave, située à quelques kilomètres du centre de la capitale syrienne. « Le taux de malnutrition est aujourd'hui le plus haut depuis le début du siège il y a cinq ans », indique M. Katoub.

Dans les régions contrôlées par l'opposition, les installations médicales sont toujours une cible de choix pour l'aviation du régime et ses alliés. « Les hôpitaux sont systématiquement pris pour cible », rappelle le docteur Ayaman Al-Cheikh, un autre membre de la délégation de SAMS, qui exerce dans la province d'Idlib: « Nous perdons nos médecins dans les bombardements et des habitants ne vont plus se soigner de peur de mourir dans des frappes aériennes. »

Alors qu'un projet de résolution réclamant un cessez-le-feu de trente jours en Syrie a été remis au Conseil de sécurité de l'ONU jeudi, et qu'un vote est attendu la semaine prochaine, l'accès de l'aide aux zones assiégées est un des enjeux les plus immédiats des efforts diplomatiques visant à limiter la crise humanitaire en cours. « Le gouvernement syrien utilise l'aide humanitaire comme une arme de guerre, dénonce M. Katoub. Les entrepôts des Nations unies à Damas sont pleins, mais c'est le gouvernement qui décide ce qui est envoyé et à quelle destination. Il utilise l'aide internationale pour récompenser ses alliés et punir ses ennemis. »

Mercredi, un convoi d'aide a atteint la Ghouta orientale assiégée pour la première fois depuis fin novembre 2017. Neuf camions d'aide ont acheminé de quoi approvisionner en nourriture et en matériel de santé 2 % de la population de la poche rebelle pendant un mois. Pas de quoi répondre aux besoins énormes de l'enclave, mais suffisamment pour permettre au régime syrien de faire bonne figure.

« La situation actuelle n'est pas liée à une question d'argent mais à une question d'accès, résume Mohammed Katoub. Les alliés du gouvernement syrien devraient exercer une pression plus forte sur

Damas pour que l'aide parvienne à tous ceux qui en ont besoin au lieu d'être utilisée à des fins politiques. »

Mercredi 14 février, l'émissaire des Nations unies pour la Syrie, Staffan de Mistura, a déclaré devant le Conseil de sécurité: « Cela fait maintenant quatre ans que je suis envoyé spécial, c'est le moment le plus violent, le plus inquiétant et dangereux de tout ce que j'ai vu durant mon mandat. » « Les civils ont été tués à une échelle horrible, on rapporte plus de mille morts au cours de la première semaine de février seulement, et les frappes sur les écoles, les hôpitaux et les marchés se poursuivent », a ajouté le diplomate. Ces dernières semaines, l'usage réitéré par le régime syrien de gaz chloré comme arme chimique visant à terroriser les populations vivant dans les zones rebelles a été dénoncé par les Etats-Unis.

Pour les représentants de SAMS, Paris aurait un rôle central à jouer pour que l'aide humanitaire arrive à ses destinataires. « Nous pensons que la France occupe une position unique. Elle peut parler à la Russie comme à l'Iran et travailler à des mesures pratiques, dépolitisées, qui permettront d'améliorer la situation humanitaire », estime Ahmed Tarakji, président de SAMS, également venu à Paris. ■

ALLAN KAVAL

“UN ÉROTISME SALVATEUR”
TELERAMA

“UN MANIFESTE POIGNANT EN FAVEUR DE LA CAUSE FÉMININE”
CRITIQUE-FILM

“UN EXPLOSIF TRIANGLE AMOUREUX”
ABS DE CINÉ

PANAME DISTRIBUTION PRÉSENTE

PAR LA RÉALISATRICE DE SATIN ROUGE

جسد غريب

CORPS ÉTRANGER
UN FILM DE RAJA AMARI

HIAM ABBASS SARRA HANNACHI SALIM KECHIOUCHE

TRANSFUCE

AU CINÉMA LE 21 FÉVRIER

Télérama

Paris et Berlin ne sont pas en phase sur la défense européenne

Le « contrat de coalition » entre la CDU-CSU et le SPD limite les ambitions militaires allemandes

MUNICH - envoyé spécial

Officieusement, tout va pour le mieux entre Paris et Berlin sur les questions de défense. Tel est en tout cas le message que souhaitaient faire passer Florence Parly et Ursula von der Leyen, vendredi 16 février, à Munich. Invitées à ouvrir la 54^e conférence annuelle sur la sécurité, qui se tient jusqu'à dimanche dans la capitale bavaroise, la ministre française des forces armées et son homologue allemande chargée de la défense pouvaient difficilement en faire plus pour se montrer à l'unisson.

« Nous avons le Rhin entre nous, mais le Rhin est un fleuve, ce n'est pas une véritable frontière », s'est ainsi enflammée M^{me} Parly à l'adresse de sa « chère Ursula », avant d'assurer qu'il n'y a pas « deux nations plus intégrées » que la France et l'Allemagne.

« Nous avons une brigade commune, des avions communs, des hélicoptères communs, et [lors du conseil des ministres franco-allemand du 13 juillet 2017] nous avons décidé que nous aurions demain aussi des drones communs, des canons communs, des avions de chasse communs », a ajouté la ministre française, promettant « une intensification encore plus grande de ce partenariat dans les prochains mois ».

« L'Allemagne et la France sont prêtes à faire progresser ensemble le projet européen, et nous invitons

tous les Européens à aller de l'avant avec nous », a lancé plus sobrement M^{me} von der Leyen, précisant qu'elle souhaitait que l'Europe, pour se défendre, puisse « se tenir sur ses propres jambes ». Une adresse clairement destinée à certaines personnalités présentes dans la salle, comme le secrétaire américain à la défense, James Mattis, ou le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg. M^{me} Parly n'a pas dit autre chose en revendiquant elle aussi pour l'Europe « une autonomie stratégique » qui n'oblige pas « les Etats-Unis à venir à [son] chevet ».

« Flou artistique volontaire »

Cette démonstration d'unité ne doit cependant pas masquer l'essentiel : la persistance de réelles divergences entre Paris et Berlin. Or celles-ci ne sont aucunement levées par le « contrat de coalition » signé entre les conservateurs (CDU-CSU) et les sociaux-démocrates (SPD) allemands, le 7 février.

« L'accord reste dans un flou artistique volontaire sur les sujets de défense », explique Barbara Kunz, de l'Institut français des relations internationales (IFRI). « La réponse de Berlin aux propositions de M. Macron sur la défense est très prudente, et on ne voit pas ce qui pourrait lever les désaccords ou les crispations qui existent entre la France et l'Allemagne sur ces sujets », ajoute Christian Mölling, du Conseil allemand des relations internationales.

Trois points, en particulier, posent problème. L'état de l'armée allemande, d'abord. L'accord de coalition promet certes de « renforcer la Bundeswehr ». Mais l'augmentation budgétaire prévue (de 38,75 milliards d'euros en 2018 à 42,65 milliards en 2021) est limitée.

Si la trajectoire est respectée, le budget allemand de la défense représenterait 1,5 % du produit intérieur brut (PIB) du pays en 2021, contre 1,2 % aujourd'hui, loin de l'objectif de 2 % fixé par l'OTAN à ses membres d'ici à 2024. Or, s'il

est entendu que celui-ci ne peut être atteint dans un si bref délai, le fait qu'il ne soit pas rappelé explicitement – une exigence du SPD, qui avait contesté le bien-fondé de cet objectif des 2 % pendant la campagne des législatives – jette un doute sur la volonté du prochain gouvernement allemand d'investir en faveur d'une Bundeswehr dans un état déplorable, dont aucun des six sous-marins n'est opérationnel et dont seuls 105 chars sur 244 sont utilisables...

En outre, le contrat de coalition ne permet pas de savoir à quoi ressemblera la future armée allemande. « On attend depuis des mois le plan de la Bundeswehr. Or celui-ci s'annonce comme un document à 110 % otanien, marquant un net retour à l'idée de défense territoriale. La vraie politique de défense allemande reste l'OTAN », analyse M^{me} Kunz.

Dans cette optique, une divergence de fond demeure. « Là où Macron souhaite une initiative européenne d'intervention autour d'un noyau dur de quelques Etats, l'Allemagne préfère rester dans le cadre de la "coopération structurée permanente" pour augmenter les capacités militaires de l'Union

« Si on veut construire un char de combat ensemble, mais qu'on ne peut pas l'exporter, c'est un problème »

BARBARA KUNZ
Institut français des relations internationales

européenne. Dans ce domaine, le fossé entre Paris et Berlin s'est creusé plus qu'il ne s'est comblé ces derniers mois », observe M. Mölling. La place importante accordée par M^{me} von der Leyen à l'aide au développement, vendredi, semblait clairement l'indiquer. Sans doute fallait-il y voir un message de politique intérieure.

A la veille du vote des adhérents du SPD sur le « contrat de coalition », prévu du 20 février au 2 mars, la ministre de la défense, membre de la CDU, sait qu'elle a intérêt à gommer tout accent martial dans son discours, afin de ne pas hérisser la fibre paci-

fiste des sociaux-démocrates. « Dans le cadre de l'Europe de la défense, l'Allemagne va continuer à mettre l'accent sur le civil, et l'éternel débat entre opérations militaires et aide au développement perdurera », prédit déjà M^{me} Kunz.

Le mur de la réalité
Reste les exportations d'armements. La volonté affichée de Berlin d'être encore plus strict pourrait remettre en question les projets communs sur les chars et les avions de combat. « Si on veut construire un char ensemble, mais qu'on ne peut pas l'exporter, c'est un problème », résume M^{me} Kunz.

Sur ce plan, l'accord entre le SPD et la CDU-CSU « ne règle absolument pas le problème », abonde M. Mölling. Une façon de souligner que, dans le domaine de la défense comme dans d'autres, tel l'avenir de la zone euro, le « nouvel élan pour l'Europe » qui a été choisi comme titre au programme de la future « grande coalition », qu'entend conduire la chancelière Angela Merkel, risque de rapidement se heurter au mur d'une réalité beaucoup moins lyrique. ■

THOMAS WIEDER
ET NATHALIE GUIBERT (À PARIS)

Le retour des inquiétudes américaines sur les projets de défense de l'UE

EN 2017, LA CONFÉRENCE DE MUNICH sur la sécurité (MSC) avait été ouverte par les ministres allemand et américain de la défense. Vendredi 16 février, ce sont deux ministres européennes, l'Allemande Ursula von der Leyen et la Française Florence Parly, qui ont été choisies pour ouvrir les travaux de cette 54^e conférence annuelle. « Ce n'est pas par hasard », a souligné le grand orateur de ces réunions, Wolfgang Ischinger, après avoir relevé que le monde se rapprochait dangereusement de conflits interétatiques. « Il y a une nouvelle détermination franco-allemande » à agir ensemble au sein de l'UE, « et il y a un sentiment d'urgence ».

M. Ischinger est trop poli pour observer qu'en 2017, la délégation américaine avait laissé les Européens sur leur faim, un mois après l'entrée en fonction du président Trump. Un an plus tard, les Européens ont commencé à prendre les choses en main, mais ce sont à présent les Américains qui

s'inquiètent, suivant un schéma assez classique dans l'Alliance atlantique : Washington demande à l'Europe de partager le fardeau de la défense, mais se cabre lorsque l'Europe augmente ses dépenses militaires et prend un peu d'autonomie.

« Un faux débat »

Les experts font état d'une « crispation » très nette des Etats-Unis depuis un mois, face à la volonté affichée par les Européens d'avancer concrètement sur le projet européen de défense. Cette crispation a été évoquée au cours de la réunion des ministres de la défense de l'OTAN à Bruxelles, les 14 et 15 février. Selon des participants, la réunion s'est cependant bien passée, la ministre française assurant que les initiatives européennes de défense pourraient aussi être utilisées pour l'Alliance.

Mais le sujet a refait surface vendredi à Munich. M^{me} Parly a défendu la nécessité

pour l'Europe d'acquiescer son « autonomie stratégique dans le bon sens du terme » et demandé d'oublier « les chagrins périodiques de ceux qui opposent l'UE et l'OTAN » : pour elle, « c'est un faux débat ». C'était aussi l'avis de nombreux Européens dans la salle, atterrés de voir ressurgir les polémiques transatlantiques du début des années 2000, et qui soupçonnaient l'administration Trump d'être surtout inquiète d'une montée en puissance de l'industrie de défense européenne.

Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a jugé utile de remettre les points sur les « i ». Les efforts budgétaires européens sur la défense, a-t-il dit, sont « une opportunité de renforcer le pilier européen de l'OTAN, mais avec les opportunités viennent des risques » : celui, notamment, d'affaiblir l'Alliance et de discriminer les Etats membres qui ne sont pas dans l'UE. ■

SYLVIE KAUFFMANN
(MUNICH, ENVOYÉE SPÉCIALE)

Le pouvoir envoie l'armée pour pacifier Rio

Face à l'anarchie causée par les gangs, l'impopulaire président Temer choisit la manière forte

SAO PAULO - correspondante

Asituation extrême, réponse exceptionnelle. Le gouvernement fédéral brésilien a décrété, vendredi 16 février, une intervention militaire afin de reprendre le contrôle de la sécurité de l'Etat de Rio de Janeiro. Une première depuis le retour de la démocratie en 1988. Le président, Michel Temer, a dû reconnaître le chaos causé par le trafic de drogue et la guerre des gangs.

« Le crime organisé a presque pris le contrôle de l'Etat de Rio. C'est une métastase qui se répand dans le pays et menace la tranquillité de notre peuple », a expliqué Michel Temer. « Nous ne pouvons accepter passivement la mort d'innocents. Il est intolérable que nous enterriions des pères et des mères de famille, des travailleurs, des policiers, des jeunes et des enfants, [il est intolérable de voir] des écoles cernées par les fusils et des rues transformées en tranchées. C'est fini. Assez.

Nous n'allons pas accepter qu'ils tuent notre présent et continuent d'assassiner notre avenir. » Le général Walter Souza Braga Netto assumera la responsabilité des tâches policières jusqu'au 31 décembre, en lieu et place du secrétaire à la sécurité de l'Etat, Roberto Sa.

Rien qu'en 2017, l'Etat a recensé 6731 morts violents, deux toutes les trois heures. Chaque jour, les journaux brésiliens relatent des fusillades. Le 6 février, l'opinion s'est encore émue de la mort d'une enfant de 3 ans, Emily, tuée dans la voiture de ses parents par des voleurs en panique. Le même jour, Jérémias, 13 ans, tombait d'une balle dans le thorax alors qu'il jouait au foot dans sa favela du Complexo da Maré. Selon l'ONG Rio de Paz, 44 enfants sont morts victimes de balles perdues depuis 2007.

Le naufrage de Rio s'est répercuté jusque dans les défilés du carnaval. Sur un air de samba, l'école Beija-Flor a résumé en une heure, lors de son arrivée sur le Sambodrome, dans la nuit de lundi 12 à mardi 13 février, la tragédie de l'ancienne capitale, en faisant défiler la corruption, la mort, les policiers assassinés et l'indécence des responsables politiques. Point d'orgue du spectacle : un char allégorique incarnant une madone, tenant dans ses bras un policier tué. Acclamée, l'école de samba a remporté la compétition. « Ce carnaval très politique a renforcé l'idée que la ville était dans une situation d'anarchie », commente le politologue Mathias de Alencastro.

A moins d'un an de la fin du mandat de Michel Temer, président à l'impopularité historique,

l'intervention de l'armée à Rio suscite la perplexité, voire la frayeur. Certains n'y voient qu'une manœuvre visant à faire oublier l'incapacité du gouvernement à faire voter la réforme des retraites. D'autres fustigent une mesure vouée à l'échec dans un Etat en faillite où l'extrême violence le dispute à l'indigence des services publics.

« Escalade de violence »

« Ce décret ne répond pas aux besoins de Rio. On n'obtient pas la paix en militarisant la police. Le résultat ne sera qu'une escalade de violence », alerte Adilson Paes de Souza, ancien lieutenant-colonel de l'armée et auteur d'un ouvrage sur le malaise des policiers brésiliens.

Dans un pays où le souvenir de la dictature militaire (1964-1985) reste dans les esprits, cette démonstration de fermeté fait aussi trembler. « La démocratie exige l'ordre. Cette mesure vise à renforcer la démocratie. Il n'y aura aucune restriction des droits », a tenté de rassurer, vendredi, Raul Jungmann, le ministre de la défense.

Sur les réseaux sociaux, quelques heures après son annonce, Michel Temer était déjà caricaturé en maréchal Castelo Branco, principal architecte du coup d'Etat de 1964. « Le gouvernement de Michel Temer sait qu'il ne laissera aucune trace, alors il tente un dernier coup en satisfaisant l'électorat le plus extrémiste, qui ne voit de salut que dans l'intervention militaire », résume Mathias de Alencastro. ■

CLAIRE GATINOIS

Au Salvador, plus de dix ans en prison pour une fausse couche

La libération de la Salvadorienne Teodora Vasquez, condamnée à 30 ans de prison en 2008 pour une fausse couche qualifiée d'« homicide aggravé » par la justice, a relancé le débat sur les législations antiavortement en Amérique latine. M^{me} Vasquez a passé dix ans et sept mois derrière les barreaux. Elle a quitté la prison d'Ilopango, jeudi 15 février, après que le Tribunal suprême eut décidé de commuer sa peine « pour des raisons de justice, d'équité et de caractère juridique ».

En décembre dernier, un tribunal de San Salvador avait confirmé sa condamnation. La Cour suprême n'a pas reconnu son innocence, mais a jugé que « les preuves scientifiques ne permettaient pas de déterminer qu'il y a eu une action volontaire conduisant à la mort de la créature en gestation ». Teodora Vasquez était cuisinière au lycée canadien de San Salvador. Le 13 juillet 2007, enceinte de neuf mois, elle a ressenti de vives douleurs à son travail et a tenté d'appeler à plusieurs reprises le service des urgences, sans réponse. Elle s'est rendue aux toilettes où elle s'est évanouie. Lorsque la police, alertée par un employé du lycée, est arrivée, elle gisait inconsciente dans une mare de sang avec son bébé mort-né.

LE DRAME D'AVOIR UN BÉBÉ MORT-NÉ A ÉTÉ QUALIFIÉ D'« HOMICIDE AGGRAVÉ » PAR LA JUSTICE

Elle fut immédiatement arrêtée et accusée d'avoir tué le nouveau-né sur la base de rapports d'autopsie contestés par ses avocats. Teodora, qui avait un fils de 4 ans au moment de son arrestation, n'a pu le voir que sept fois durant les dix années de son incarcération. « La libération de Teodora est un pas important, mais il est insuffisant, car il ne reconnaît pas son innocence, a souligné Morena Herrera, animatrice du regroupement citoyen pour la dépénalisation de l'avortement. Il est temps d'en finir avec cette situation de criminalisation des femmes. »

En avril 1997, une réforme pénale a interdit toute forme d'avortement au Salvador, y compris en cas de viol, lorsque la vie de la mère est en danger ou quand le fœtus n'a aucune chance de survie. Ces trois exceptions étaient acceptées avant la réforme. En février 1999, les députés ont donné force constitutionnelle à cette interdiction totale de l'avortement. La peine prévue en cas d'avortement est de 2 à 8 ans de prison, mais les tribunaux qualifient fréquemment les avortements d'« homicides aggravés », passibles de 30 à 50 ans de prison. Selon Amnesty International, il reste encore au moins vingt-sept femmes emprisonnées au Salvador en application de la loi sur l'avortement. Trois autres pays de la région interdisent toute forme d'avortement : le Honduras, le Nicaragua et la République dominicaine. ■

JEAN-MICHEL CAROIT (SAINT-DOMINGUE, CORRESPONDANT)

INTERNATIONALES
Le grand entretien sur l'actualité du monde
Ce dimanche à 12h10

CÉCILE KYENGE
eurodéputée italienne
et ancienne ministre de l'intégration

répond aux questions de **Françoise Joly** (TV5MONDE), **Sophie Malibeu** (RFI) et **Christophe Ayad** (Le Monde).

Diffusion sur TV5MONDE, RFI et sur Internationales.fr

TV5MONDE RFI Le Monde

en partenariat avec

À PARTIR DU 1^{ER} JUILLET



**ROULER MOINS VITE
C'EST SAUVER PLUS DE VIES**

**SÉCURITÉ ROUTIÈRE
TOUS RESPONSABLES**





Nicolas Sarkozy et Laurent Wauquiez, à Lyon, le 8 décembre.

JEFF PACHOUD/AFP

Wauquiez veut tourner la page de l'ère Sarkozy

Elu président de LR sur la ligne de l'ancien chef de l'Etat, le nouveau patron de la droite veut prendre sa liberté

Qu'importe la qualité du discours ou de l'orateur. Dans la plupart des réunions publiques du parti Les Républicains (LR), prononcer le nom de Nicolas Sarkozy à la tribune suffit à emporter les vivats des militants et sympathisants, et à gagner sans trop forcer un concours de l'applaudimètre. L'ancien président de la République a certes quitté la vie politique, et l'heure glorieuse de sa victoire à l'élection présidentielle remonte à 2007, mais il garde une cote d'amour inégalée au sein de sa famille politique. Laurent Wauquiez le sait bien, lui qui a patiemment sagement dans l'ombre de l'ex-chef de l'Etat, puis s'est posé en héritier du sarkozysme pour emporter la présidence de LR en décembre 2017. Mais le passage de témoin entre M. Sarkozy et celui qui veut « bâtir une nouvelle droite, une droite qui a appris de ses erreurs », ne va sans pas heurts et vexations.

Dans son entreprise de refondation, M. Wauquiez ne cache pas qu'il souhaite tourner la page. « Je ne distribue pas de postes aux chères pour acheter le silence des uns ou des autres », a-t-il assuré lors du conseil national de LR, le 27 janvier, disant vouloir en finir avec les « chapelles » et les « querelles d'ego ». Pas question de satisfaire tout le monde par de subtils équilibres dans les instances internes du parti. Pas question, non plus, de retenir à tout prix ceux qui menacent de claquer la porte pour exprimer leurs désaccords. Une manière de se poser en rupture avec M. Sarkozy, réputé prompt, en son temps, à accorder plus de place à ceux qui le critiquaient qu'à ses propres amis. Devant certains visiteurs, ces dernières semaines, l'ancien président de la République n'a d'ailleurs cessé d'enjoindre à Laurent Wauquiez de se montrer plus « rassembleur ».

« Les rapports à la concurrence ne sont pas les mêmes. Nicolas la recherchait, ça lui permettait de s'affirmer. Laurent, lui, élimine », décrypte un ténor de LR, qui s'amuse : « Laurent a expliqué qu'il ne ferait pas de débauchages, mais il a pris Geoffroy Didier comme directeur de sa campagne interne. » Le ralliement à M. Wauquiez de cet ancien sarkozyste, devenu secrétaire général délégué de LR, a déplu à l'ex-chef de l'Etat, qui reproche à M. Didier sa tentative de candidature à la primaire de la droite en 2016. La nomination de Lydia Guirous comme porte-parole de LR n'a pas non plus été digérée : la jeune femme avait émis des critiques contre M. Sarkozy après avoir été débarquée du même poste, en 2016.

Affichage de la fidélité

Cette dimension humaine, où prime l'affichage de la fidélité, a joué à plein dans le soutien apporté par M. Sarkozy à son ancien directeur de campagne, Gérard Darmanin, qui était visé par une enquête judiciaire – classée sans suite vendredi 16 février – à la suite d'une plainte pour viol. Harsard du calendrier, l'ex-président de la République dînait avec lui à Bercy, le 29 janvier, quelques heures tout juste après que LR a réclamé la démission du ministre de l'action et des comptes publics. Dès le lendemain, l'information fuyait dans *Le Figaro*. « Darmanin ne l'aurait pas fait savoir si Sarkozy n'avait pas donné son accord », veut croire un député de droite.

Pas de rupture, pour autant, entre M. Wauquiez et son prédécesseur. Après tout, M. Sarkozy a soutenu publiquement son cadet lors de la campagne interne pour la présidence de LR. Et le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes creuse le sillon droitier qu'empruntait déjà son aîné, tout en ménageant des grognards de la Sarkozy, comme Brice Hortefeux, Pierre Charon ou Nadine

Morano. Entre les deux hommes, l'enjeu réside plutôt dans la capacité à passer le flambeau du leadership de la « famille ». Le jeune retraité de la politique, âgé de 63 ans, commence tout juste à être concurrencé dans le cœur du peuple de droite par l'ambitieux patron de LR, 42 ans.

Dans le dernier baromètre IFOP pour *Paris Match* et Sud Radio, réalisé auprès de 968 personnes du 9 au 10 février, M. Wauquiez récolte 83 % de bonnes opinions chez les sympathisants LR – une progression fulgurante de 20 points par rapport au baromètre de janvier –, contre 88 % pour M. Sarkozy. Devant le conseil national, le premier a cité le nom du second au moment d'égrener la liste des glorieux anciens, de Charles de Gaulle à Jacques Chirac, en passant par Georges Pompidou. Un crève-cœur pour M. Sarkozy, lui qui aime citer devant ses amis Georges Clemen-

« Il faut que tu te méfies d'une seule chose en politique, c'est de l'ingratitude »

NICOLAS SARKOZY

ex-président de la République

ceau, l'homme du recours que l'on vient sortir de sa retraite quand gronde la tempête ?

« Leurs relations sont anciennes et respectueuses des deux côtés. En même temps, il y a un besoin légitime pour Laurent de tracer son propre chemin, c'est plutôt sain », estime Guillaume Peltier, vice-président de LR et ancien sarkozyste, qui évoque entre les deux hommes « un lien sincère, fort et libre ». « Laurent était très libre pendant des années, Nicolas est libre aussi », souligne de son côté Eric

Woerth, député de l'Oise. L'ancien locataire de l'Élysée rencontre encore de nombreux élus, et a multiplié ces dernières semaines les interventions médiatiques sur des sujets parallèles à la politique. « Pour moi, c'est du passé », a-t-il assuré, jeudi, sur France 5. « Nicolas Sarkozy ne peut pas en vouloir à Laurent Wauquiez de considérer que la page Sarkozy est tournée. Il est trop fin politique pour ignorer que celui qui veut être le premier prend sa liberté », note Camille Pascal, son ancienne plume, qui conseille aujourd'hui le président de LR. Et Laurent Wauquiez ne peut pas en vouloir à Nicolas Sarkozy de vouloir garder une place dans le jeu. »

« Devoir d'inventaire »

En 2013, l'ancien ministre avait invoqué un nécessaire « devoir d'inventaire » du sarkozysme, avant de faire volte-face et de se ranger derrière l'ancien président

de la République. Dans leur relation, la politique le dispute parfois à l'affect. Lors d'un déjeuner avec de jeunes élus de droite, en janvier, Nicolas Sarkozy a souligné avec ironie, selon certains participants, que Laurent Wauquiez ne l'appelle plus beaucoup depuis son élection comme président des Républicains. « Ils se sont parlé avant et après le passage de Laurent à l'Emission politique », fait-on pourtant valoir dans l'entourage de M. Wauquiez.

A un jeune parlementaire LR qui lui rendait visite ces dernières semaines dans ses bureaux de la rue de Miromesnil, à Paris, Nicolas Sarkozy a lâché, au moment de le raccompagner sur le pas de la porte : « Il faut que tu te méfies d'une seule chose en politique, c'est de l'ingratitude. » Sans préciser s'il pensait à quelqu'un en particulier. ■

OLIVIER FAYE

Wauquiez « se lâche » devant des étudiants à Lyon

UN PROFESSEUR NE DEVRAIT PAS dire ça. Devant des étudiants de l'EM Lyon, jeudi 15 février, où il donnait un cours consacré aux « grands enjeux de société et de géopolitique », Laurent Wauquiez s'est livré à une série de confidences déroutantes sur sa famille politique et l'actualité récente. Convaincu de parler en confiance dans le huis clos de cette école de commerce réputée, où les élèves désireux d'assister à sa classe étaient sélectionnés après avoir déposé un dossier de motivation, le président du parti Les Républicains (LR) a eu la mauvaise surprise de voir ses propos enregistrés et diffusés dans l'émission « Quotidien », sur TMC, vendredi 16 février.

L'ancien ministre de Nicolas Sarkozy s'est notamment montré dur devant ses élèves à l'encontre de l'ex-président de la République, assurant que ce dernier avait mis sur écoute ses ministres lors de son quinquennat. « Nicolas Sarkozy en était arrivé au point où il contrôlait les téléphones portables de ceux qui rentraient en conseil

des ministres, raconte M. Wauquiez dans la bande-son diffusée par « Quotidien ». Il les mettait sur écoute pour pomper tous leurs mails, tous les textos. Et vérifiait ce que chacun de ses ministres disait au moment où on rentrait en conseil des ministres. »

« Darmanin va tomber »

Dans cet enregistrement, le président de LR revient sur la mise en cause de Gérard Darmanin, le ministre visé par une plainte pour viol qui a été classée sans suite, vendredi 16 février, et qui fait encore l'objet d'une plainte pour abus de faiblesse. « C'est du Cahuzac puissance 10, a estimé M. Wauquiez devant ses élèves, en référence à l'ancien ministre du budget de François Hollande, accusé d'évasion fiscale. Vous penserez à moi dans les semaines qui viennent, mais lui, je ne lui promets pas un grand destin. (...) Ça va devenir l'incarnation de ce qu'a été Cahuzac. (...) Il va tomber. » Et M. Wauquiez d'expliquer pour quelles raisons, selon lui, il a été peu suivi au sein de LR au

moment de réclamer la démission du gouvernement de M. Darmanin. « Moi, j'ai sorti ça, j'ai été en minorité à l'intérieur de mon parti. Moment très dur pour moi à gérer, a-t-il reconnu. En ayant eu une séance de débat autour de la table avec un certain nombre de responsables de ma famille politique, en les regardant dans les yeux, je me demandais : il y en a combien qui se disent "pourvu que ça ne m'arrive pas" ».

Enfin, concernant les accusations d'emplois fictifs visant l'épouse de François Fillon pendant la campagne présidentielle de 2017, Laurent Wauquiez a assuré : « Je n'ai aucun doute que le machin a été totalement téléguidé. » « Si on veut que ce lieu soit un lieu de liberté, il faut que tout ce que je dis reste entre nous, avait prévenu M. Wauquiez au début de sa classe. Sinon, ce que je vais vous sortir sera juste le bullshit que je peux sortir sur un plateau médiatique. » Contacté par *Le Monde*, vendredi soir, le président de LR n'a pas réagi à la diffusion de ses propos. ■

O. F.

2 PERSONNES TUÉES SUR 3 LE SONT SUR LES ROUTES HORS AGGLOMÉRATION



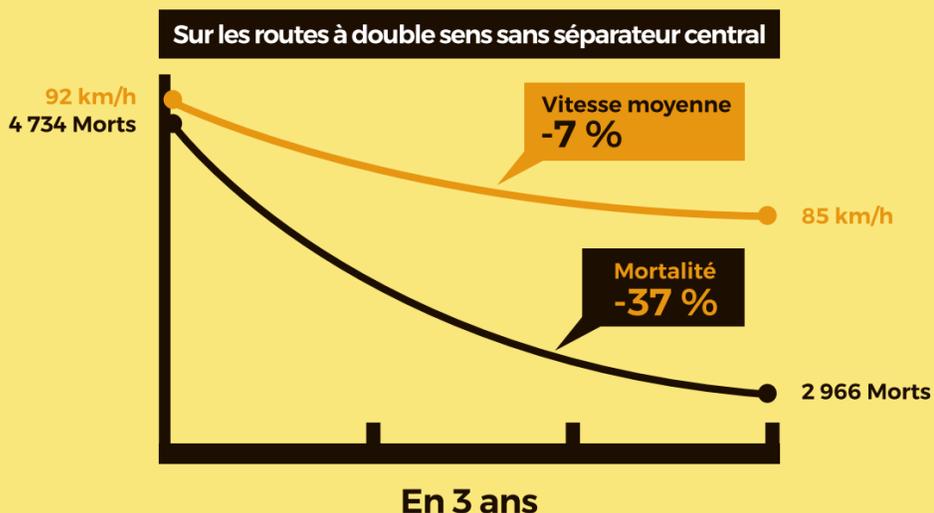
« Baisser la vitesse de 10 km/h sur les routes à double sens sans séparateur central pourrait permettre de sauver 350 à 400 vies chaque année. » : conclusion de l'étude menée à la demande du Conseil national de la sécurité routière par une équipe d'accidentologues français indépendants publiée en 2013.*

À compter du 1er juillet 2018 la vitesse maximale autorisée sur les routes à double sens sans séparateur central sera limitée à 80 km/h.

QUAND LA VITESSE BAISSÉ, LA MORTALITÉ ROUTIÈRE BAISSÉ

En France, après l'implantation des premiers radars, la vitesse moyenne sur les routes concernées a baissé, entre 2002 et 2005, de 7 %. La mortalité a baissé de 37 % sur ces mêmes axes.

Source :
Observatoire national interministériel
de la sécurité routière.



DES DISTANCES DE FREINAGE MOINS ÉLEVÉES

En réduisant la vitesse de 10 km/h, la distance d'arrêt diminue de **13 mètres**.



Distance d'arrêt =  Distance parcourue pendant le temps de réaction +  Distance de freinage 

PEU DE DIFFÉRENCE DANS LE TEMPS DE TRAJET

En roulant à **90** plutôt qu'à **80** vous ne gagnez que ...



SÉCURITÉ ROUTIÈRE
TOUS RESPONSABLES



* Consultez l'étude complète sur www.conseil-national-securite-routiere.fr

Darmanin : la plainte pour viol classée sans suite

Le ministre reste visé par l'enquête préliminaire ouverte le 13 février pour « abus de faiblesse »

Une première décision vient d'être rendue dans l'une des deux affaires à caractère sexuel qui visent Gérard Darmanin, le ministre de l'action et des comptes publics. Vendredi 16 février, le procureur de la République de Paris a procédé au classement sans suite de l'enquête préliminaire pour viol, qui avait été ouverte une première fois au début de l'été, puis relancée, fin janvier, après une nouvelle plainte déposée par Sophie Spatz Patterson, une femme de 46 ans.

Cette dernière accuse l'ancien député du Nord d'avoir promis de lui rendre un « service » (l'intervention dans un dossier judiciaire la concernant), en échange de faveurs sexuelles. Les faits remonteraient à 2009. Fraîchement diplômé de Sciences Po Lille, Gérard Darmanin, 26 ans, était chargé de mission au service des affaires juridiques de l'UMP lorsqu'il a reçu cette femme qui cherchait désespérément de l'aide pour nettoyer son casier judiciaire. Sa peine de dix mois de prison avec sursis pour chantage, appels malveillants et menace de crime, prononcée en 2004, confirmée en appel, après une plainte de son ex, elle voulait la faire effacer. Après ce rendez-vous rue La Boétie, il y aurait eu un dîner, un détour par un club privé, puis une nuit à l'hôtel.

Courriers et SMS

Dans son bref communiqué, le parquet de Paris a expliqué que « les actes d'enquête réalisés n'ont pas permis d'établir l'absence de consentement de la plaignante et n'ont pas caractérisé davantage l'existence d'une contrainte, d'une menace, d'une surprise ou d'une quelconque violence à son encontre ». En droit français, pour que le viol soit constitué, il faut qu'il y ait eu « violence, contrainte, menace ou surprise » lors de la pénétration sexuelle, précise l'article 222-23 du code pénal. L'avocate de Sophie Spatz, M^e Elodie

Tuillon-Hibon, avait, elle, fondé son raisonnement juridique sur le principe d'une relation sexuelle dont le consentement aurait été acquis par surprise. Aussitôt le classement prononcé par le parquet, elle a fait savoir qu'elle n'en resterait pas là. « Nous contestons l'appréciation portée à ce stade sur l'impossibilité de prouver l'absence de consentement », a-t-elle réagi auprès de l'AFP. Aujourd'hui, Sophie Spatz a la possibilité de déposer une plainte avec constitution de partie civile. Un juge d'instruction serait alors directement désigné et l'affaire relancée.

A l'appui de sa plainte, Elodie Tuillon-Hibon avait remis aux policiers des copies de courriers et de SMS échangés entre sa cliente et Gérard Darmanin. A la lecture, on devine une femme obnubilée par une lettre qui, croit-elle, l'innocenterait. De l'autre, un homme qui prie « So » de lui accorder un nouveau rendez-vous, de prendre un verre.

L'enquête du parquet a été bouclée en trois semaines. Les policiers ont entendu Sophie Spatz plus de huit heures, son mari, mais aussi l'ami à qui elle avait aussi confié son histoire. Une expertise psychologique a été menée. Le téléphone portable de la plaignante examiné. Et, lundi 12 février, le ministre entendu en audition libre, au siège de la police judiciaire.

Tout le temps de l'enquête, Gérard Darmanin a gardé le silence. Vendredi, en fin de journée, il a fait savoir, par la voix de ses avocats, que, « depuis le début de cette calomnie », il avait « toujours eu confiance en la justice ». « Si j'ai tenu à ne jamais m'exprimer, c'est justement pour la laisser travailler la plus sereinement possible, a-t-il expliqué. C'est une ligne de conduite que je continuerai d'appliquer en toutes circonstances et j'appelle tout le monde à en faire de même. C'est la condition de l'Etat de droit. » Et d'ajouter que « la justice procède aujourd'hui à un deuxième classement sans suite ». Si le dossier a été clôturé une pre-

Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, le 13 février, à l'Assemblée.

CHARLES PLATIAU/REUTERS



« Les actes d'enquête réalisés n'ont pas permis d'établir l'absence de consentement de la plaignante »

LE PARQUET DE PARIS

mière fois, en juillet 2017, c'est uniquement parce que Sophie Spatz, malgré quatre appels des policiers, avait, à ce moment-là, refusé de se présenter à eux.

« Il y a ceux qui veulent une République du soupçon. Et il y a la justice qui est rendue », s'est réjouie

Aurore Bergé, députée La République en marche des Yvelines, reprenant l'expression de « République du soupçon » utilisée par M. Macron, mardi, devant la presse présidentielle, pour défendre Gérard Darmanin et Nicolas Hulot. Le ministre de la transition énergétique est lui aussi mis en cause publiquement suite à la révélation d'une ancienne plainte pour viol déposée contre lui. Gérard Darmanin, qui « remercie chaleureusement ceux qui [l']ont soutenu dans cette difficile épreuve personnelle », a rappelé la plainte en dénonciation calomnieuse qu'il a déposée cet été. « Il va sans dire que j'irai jusqu'au bout », a-t-il déclaré.

Le classement de cette enquête ne signifie pas la fin des ennuis judiciaires pour le ministre du bud-

get. Depuis cette semaine, le locataire de Bercy est visé par une seconde affaire. Mardi en fin de journée, une femme qui vit dans le nord de la France a poussé la porte d'une antenne de la police judiciaire parisienne installée dans le XVII^e arrondissement, pour déposer plainte pour « abus de faiblesse » contre lui. Elle a aussitôt été entendue. Dans le même temps, le procureur de la République de Paris ouvrait une nouvelle enquête préliminaire.

Première étape

Selon *Le Point*, cette femme aurait expliqué avoir reçu des « demandes à caractère sexuel » de la part de M. Darmanin lorsqu'il était maire de Tourcoing, en échange d'un logement. Les faits remonte-

raient à 2016. A l'époque, aurait-elle expliqué, elle vivait dans un appartement insalubre, et demandait à être relogée. L'audition de cette femme n'est qu'une première étape. L'enquête se poursuit et de nombreux actes d'investigations restent encore à réaliser, a fait savoir le parquet. A l'annonce de cette nouvelle menace qui pèse contre l'un des membres du gouvernement, le Premier ministre, Edouard Philippe, n'a pas changé de position. Mercredi, il a appelé à respecter « la parole du plaignant » comme « la présomption d'innocence » et réaffirmé « la même » position selon laquelle un ministre peut rester en poste tant qu'il n'est pas mis en examen. ■

ÉMELINE CAZI, OLIVIER FAYE ET LUCIE SOULLIER

Philippot en quête de notoriété pour ses Patriotes

Cinq mois après sa rupture avec le FN, l'ex-vice-président lance son parti et peine à se constituer un espace politique

Alors, vous le lancez quand, votre parti ? Florian Philippot admet que la question lui revient encore un peu trop souvent, alors que sa formation est déjà sur les rails. « Mais j'ai une arme pour leur répondre. » Fièremment, il retourne son téléphone, dévoilant le logo d'une Marianne signée « Les Patriotes ». « C'est bleu marine », s'amuse-t-il.

En septembre 2017, l'ancien numéro deux du Front national a claqué la porte du parti d'extrême droite, qui l'a verrouillée derrière lui. Depuis, Florian Philippot tente, un chapelet de fidèles à sa suite, de relever le « premier défi » de son nouveau mouvement : en faire connaître l'existence.

L'heure de la grand-messe philippotiste est finalement arrivée, près de cinq mois après sa rupture avec Marine Le Pen. Dimanche 18 février, Les Patriotes organisent leur « événement fondateur » à Arras, dans le Pas-de-Calais. L'occasion de coller quelques affiches – tirées à « pas gros » – et d'aller faire un peu de porte-à-porte jusque sur les terres de la députée voisine – Marine Le Pen, encore elle –, raconte Guillaume Kaznowski, conseiller régional ex-FN désormais « Patriote ».

Au menu de l'initiation dominicale : adoption des statuts du parti, confirmation de la présidence et discours de Florian

Philippot. Sans oublier les travaux pratiques, pour les quelque 500 adhérents (sur les 6500 revendiqués) s'étant acquittés de leur entrée : un sondage en direct sur le sentiment d'être « de droite, de gauche, ni l'un ni l'autre », des stands terroirs à arpenter et, Graal pour eux qui prônent la sortie de l'Union européenne, un message de Nigel Farage – l'ancien leader du parti europhobe britannique UKIP – à ovationner.

Agenda maigrelet

Dans moins d'un mois, le Front national organisera son propre congrès chez la voisine lilloise. Un rapport avec le choix d'Arras ? « Rien à voir, c'est parce que la salle était moins chère qu'à Paris », rétorque Florian Philippot, pas tout à fait ironique. Car l'ancien bras droit de la finaliste de la dernière présidentielle est revenu à la politique des bouts de ficelle. Les 15000 euros de location de salle et quelques « prestations » associées ont été financés à 100% par les Patriotes, assure son directeur de cabinet, Joffrey Bollée. Aux deux tiers par les entrées payantes ; restait donc un tiers à tirer des cotisations, dons et autres diverses rentrées – comme la coque de téléphone vendue 24 euros sur la boutique en ligne, et qui aura fait au moins un adepte. Le rendez-vous d'Arras ne devrait donc « pas

trop grever les maigres comptes des Patriotes », assure M. Bollée, « conscient » que les moyens limités du mouvement n'aident pas à combler son manque de notoriété. Le parti ne compte ainsi aucun salarié ; quant aux tracts, si les maquettes sont fournies par le siège, « chacun se débrouille pour les imprimer », poursuit le directeur de cabinet.

Le dirigeant des Patriotes lui-même n'est pas toujours reconnu par le grand public. Pas très à l'aise dans l'exercice des mains à serrer, Florian Philippot s'est ainsi trouvé très seul dans les rues de Belfort, où il était venu soutenir sa candidate et numéro deux, Sophie Montel, le 20 janvier. Il a finalement préféré se tourner vers les caméras qui l'accompagnaient. C'est que l'homme est plus habitué aux plateaux médiatiques qu'aux tribunes populaires. Et son agenda désormais maigrelet risque de s'essouffler encore, au regard de ses résultats aux législatives partielles : 1,19% dans le Val-d'Oise, à peine 2% dans le territoire de Belfort... Aucun regret du côté des Patriotes. « Il fallait être présents », insiste Florian Philippot. Au moins aux premières, ajoute Joffrey Bollée : « On sait que les suivantes seront moins médiatisées... »

La petite équipe repousse son véritable test électoral aux euro-

peennes de 2019, visant les 5%. Puisque ni Laurent Wauquiez, ni Jean-Luc Mélenchon, ni Marine Le Pen ne s'y aventurent, l'entourage de Florian Philippot espère que placer leur « star » en tête de liste lui offrira de la visibilité. Du côté du FN, on ne manque pas de railler son « charisme d'énergie ».

« Pas d'espace politique »

Qu'il leur ait raflé un député – José Evrard – et un maire symbolique – celui de Brachay, ville où Marine Le Pen faisait sa rentrée depuis plusieurs années – n'est « vraiment pas un sujet », balaye un proche de la dirigeante frontiste. Pour Sébastien Chenu, député FN du Nord, Florian Philippot « ne s'est pas rendu compte qu'il fallait plus de huit jours pour monter un parti ». Et le porte-parole du FN d'appuyer sur « l'erreur de débutant » de son ancien vice-président : « Il est entre le crâneau souverainiste de Nicolas Dupont-Aignan et le Frexit d'Asselineau, il n'a tout simplement pas d'espace politique. »

Florian Philippot, lui, répète tant qu'il peut ne pas vouloir « remplacer » ni être défini à travers son ancien parti, tout en « remarquant » un recensement sur l'immigration dans les discours de Marine Le Pen. « Je ne fais pas le tableau des différences et des res-

semblances... », entame-t-il, et le « mais » ne manque pas de suivre. Certes, avance-t-il, lui aussi prône une « maîtrise forte de l'immigration », mais il s'estime plus « protecteur » sur le volet social, plus « moderne » sur certains points de société, dont le mariage homosexuel. Et surtout « #FrexitVite », comme l'adepte des réseaux sociaux aime à le tweeter.

« Il faut qu'il arrête avec son europhobie pathologique », dit un conseiller de Marine Le Pen. C'est d'ailleurs, selon lui, son « entêtement » sur la question européenne qui a valu à Florian Philippot l'ire de nombreux cadres frontistes, et probablement sa place, alors que le bureau politique du FN repoussait la sortie de l'euro en lanterne rouge de ses priorités, dès sa première réunion de l'été post-présidentielle.

Pour Florian Philippot, la défaite vient d'ailleurs. Et en premier lieu du « manque de professionnalisme » du FN, qu'il ne cesse de dénoncer depuis son départ. Sur ce point, ses Patriotes peuvent compter sur les quelques trentenaires diplômés partis à la suite de leur énarque de leader. Une flotte de cadres sans troupes. Sans faire le tableau des différences et des ressemblances, on y verrait presque le pendant du Front national. ■

L. SO.

ANTITERRORISME Contrôle des juges renforcé sur les assignations à résidence

Le Conseil constitutionnel, saisi d'une question prioritaire de constitutionnalité, a censuré, vendredi 16 février, une des dispositions de la loi du 30 octobre 2017 renforçant la lutte contre le terrorisme. Il a renforcé le contrôle des juges administratifs sur les assignations à résidence, une des mesures emblématiques héritées de l'état d'urgence. Le recours contre ce texte avait été déposé par les avocats de Farouk Ben Abbes, une figure de la mouvance islamiste radicale. La date d'abrogation des dispositions contestées a été reportée au 1^{er} octobre pour laisser au législateur le temps de les modifier. – (AFP)

JUSTICE Le tueur en série Michel Fourniret reconnu deux autres meurtriers

Condamné à la prison à perpétuité en 2008 pour les meurtres de sept jeunes filles, Michel Fourniret a reconnu avoir tué dans les années 1990 Joanna Parrish et Marie-Angèle Domece, selon Didier Seban, l'avocat de la famille de Joanna Parrish. La première, âgée de 20 ans, avait été retrouvée nue et l'autopsie avait révélé qu'elle avait été violée et battue avant sa mort. Le corps de la seconde, handicapée mentale, n'a jamais été retrouvé. – (AFP)

A Colombes, la police joue la carte de la proximité

« Le Monde » a suivi pendant deux jours des brigades dans un quartier

REPORTAGE

A Colombes (Hauts-de-Seine), il fut un temps où « Grosses Dents », le patron de la brigade anticriminalité (BAC), faisait respecter la loi. Il était épaulé par « Grand Slip ». Aujourd'hui, c'est « Passe-partout » qui court après le « P'tit Nunuche » – un cambrioleur un peu benêt – et tient à l'œil « Biggy » – une petite main du trafic de cannabis dotée d'un léger embonpoint.

Dans les cités, tout le monde porte un « blaze » (surnom), les policiers comme les jeunes. « Passe-partout », 45 ans, s'appelle Vincent. Il est brigadier-chef au sein de la BAC de cette ville des Hauts-de-Seine de 85 000 habitants qui abrite le quartier du Petit-Colombes, haut lieu du deal où les règlements de comptes à l'arme à feu sont fréquents. Sous ses ordres, une équipe de quatre « saute-dessus » : c'est ainsi que, dans la police, sont baptisés ces agents en civil chargés de faire du « flag » (flagrant délit). « Quand on reste suffisamment longtemps sur un territoire, les jeunes finissent par nous affubler de surnoms », sourit Vincent.

« Tête de lion », « Yeux bleus »... « Passe-partout » connaît aussi les leurs, un atout précieux pour « comprendre qui fait quoi dans la cité ». Cela fait quinze ans qu'il arpente les rues de Colombes, quinze ans qu'il joue « au chat et à la souris » avec les délinquants et qu'il affine sa méthode de travail. Il n'a pas attendu le lancement de la police de sécurité du quotidien (PSQ), annoncée jeudi 8 février par le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, pour tourner le dos à la doctrine dominante. « Faire uniquement de la répression et du chiffre, cela n'a aucun intérêt et c'est contre-productif, affirme-t-il. Je crois au contact et au dialogue. » Des réformes, Vincent en a vu passer d'autres. Aucune n'a su harmoniser les pratiques. « Dans les faits, tout dépend de la conception que chacun a de son métier. »

Bocal de cornichons sur la tête

Comme « Passe-partout », cela fait longtemps que « Chef » joue la carte de la « proximité ». « Chef », c'est Dominique, 45 ans, le patron de la brigade de soutien de quartier (BSQ), une unité de terrain composée de sept agents en uniforme chargés de sécuriser certains lieux, à pied. Parkings, halls d'immeuble, rues désertes, points de deal, gares ferroviaires, établissements scolaires... ils se montrent un peu partout dans la ville. Sur tout là où ils ne sont pas forcément les bienvenus.

Dans le quartier du Petit-Colombes, classé en zone de sécurité

« Arrêter un petit guetteur ne mène à rien pénalement. Créer une relation de confiance, c'est bien plus constructif »

« PASSE-PARTOUT »
brigadier-chef

prioritaire (ZSP) en 2013, les « képis » prennent soin de ne jamais se tenir à l'aplomb des immeubles. Le risque de recevoir des projectiles (cailloux, bocal de cornichons...) sur la tête est trop élevé. « Dans certaines zones, les relations de la police avec les jeunes ne sont pas toujours simples, mais elles n'ont jamais dégénéré en violences », se félicite Dominique.

« Chef » est un grand gaillard aux cheveux blancs qui ne rate jamais une occasion de faire un bon mot – plus ou moins réussi –, histoire d'alléger l'ambiance. Comme avec ces deux jeunes que sa brigade contrôle dans le sous-sol d'un parking de la cité des Côtes-d'Auty, à quelques mètres d'une planque de cannabis que les policiers viennent de découvrir, dans une gaine d'aération. Juste au-dessus, sur un conduit : dix bouteilles de vodka et une de Jack Daniel's. « Wow, tu portes du Karl Lagerfeld, t'as du goût, dis donc, lance-t-il à l'un des jeunes. Patiente deux minutes, on attend de voir si tu es fiché au FBI. »

Il y a trois ans, à son arrivée à la tête de cette unité composée de sept fonctionnaires en uniforme, Dominique a d'emblée entrepris des tournées quasi quotidiennes chez les commerçants, du centre-ville notamment. « Commerces, gardiens d'immeubles, habitants : il est essentiel que tous nous connaissent et soient présents », martèle-t-il. Sa conception de la relation entre la police et la population le pousse parfois à donner son numéro de téléphone portable. Il s'en mord régulièrement les doigts, il est débordé d'appels. Ce qui ne l'empêche pas de récidiver.

Affecté à Colombes à la sortie de l'école de police, Jules (le prénom a été modifié), 32 ans, évoque un « choc ». « Je viens d'un petit village du sud de la France, je n'avais jamais mis les pieds dans une cité, j'étais complètement largué, se souvient l'officier de police judiciaire. Sans encadrement, on peut vite se sentir dépassé et avoir des difficultés à gérer son stress. » C'est avec Dominique qu'il a tout appris. Les règles ont été posées dès le départ : pas d'attitude rentredans, pas de provocations, pas d'insultes, pas d'agressivité. « Sou-



Au Petit-Colombes (Hauts-de-Seine), la BAC effectue des contrôles d'identité, le 13 février. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

ple, respectueux, mais ferme », résume « Chef ».

Le commissariat de Colombes a mis au point un protocole maison concernant la gestion des nouvelles recrues. Pas question de les envoyer sur le terrain avant plusieurs mois et jamais sans qu'elles soient accompagnées par un fonctionnaire expérimenté. « Quand ils arrivent, ils ont tout à apprendre sur la dureté de la vie en banlieue et l'hostilité que la police peut générer », constate Dominique.

« De plus en plus d'armes »

Et pour cause, la formation initiale dispensée aux apprentis policiers fait l'impasse sur les spécificités liées aux quartiers populaires. « Entre ce qu'on nous dit en formation et la réalité, rien ne colle », regrette Manu, 27 ans, à la BSQ depuis un an. « Quand on arrive, on a zéro expérience pratique », confirme Samuel, 29 ans, de la BAC. « A part un module sur les violences urbaines où on nous explique comment lancer des grenades, charger et se replier, il n'y a rien », abonde Jean-Baptiste, 26 ans, sous les ordres de Vincent depuis six mois.

Tout repose sur les « anciens » et la façon dont ils impriment leur marque au sein du groupe qu'ils dirigent. Si bien que les approches varient sensiblement d'une brigade à l'autre. « La PM [police municipale], ce sont des chiens ! s'empare Mourad, 16 ans, au pied d'une barre de la cité Total. Ils nous claquent sans arrêt. » « Ils se prennent pour des gorilles », tempête « Biggy ». « La BST [Brigade spécialisée de terrain], ils sont hyper agressifs, s'indigne un jeune homme de 18 ans, à la cité des Fossés-Jean. Mais la BAC de "Passe-partout", eux, ça va, ils sont corrects, on peut parler avec eux. » Et éviter de se faire embarquer au commissariat pour des infractions mineures. Défaut de présentation des papiers d'assurance du véhicule, joint dans la poche... Vincent, comme Dominique, ferme parfois les yeux. « Arrêter un petit guetteur, par exemple, ne mène à rien pénalement, soutient le chef de la BAC. Créer une relation de confiance, montrer qu'on n'est pas là que pour les punir, c'est bien plus constructif. »

Ils sont plusieurs, ce jour-là, à bénéficier de cette stratégie. Dont un jeune homme qui vient de resquiller à la sortie du Transilien. « Oh, salut Chef ! Comment ça va ? », lance le garçon à Dominique, tout sourire, alors qu'il tombe nez à nez sur la BSQ. « Oui, oui, on se connaît, je t'ai reconnu et je t'ai vu aussi, hein ! répond « Chef », avec la moue entendue de celui à qui on ne la fait pas. Allez, c'est bon, file. » « Oh ! Merci, merci Chef ! A bientôt », bredouille le jeune homme, la mine réjouie, en détalant comme un lapin.

De fait, les contrôles d'identité débouchent rarement sur des in-

terpellations. Une seule en deux jours pour la BSQ : un homme conduisant en état d'ivresse. Zéro côté BAC. « Ce n'est pas l'objectif, souligne « Passe-partout ». Le but est d'être présent sur le terrain, de rassurer les uns tout en gênant le business des autres, et surtout d'obtenir des informations. Car, sans s'en rendre compte, certains lâchent de vrais renseignements pendant qu'on discute. » La pratique cristallise pourtant l'hostilité entre les forces de l'ordre et ceux qui les subissent. « Si on s'adresse aux gens correctement et si on prend

un peu le temps de parler, ça se passe bien », assure « Chef ».

Manifestement rompus à l'exercice, les jeunes obtiennent. Qu'il s'agisse de cet homme d'une vingtaine d'années fumant sa cigarette dans sa voiture, de ces six copains rigolant dans le sous-sol d'un parking ou de ces quatre adolescents discutant devant la porte d'entrée d'un immeuble. Tous contrôlés. Tous palpés et fouillés. « Pour des raisons de sécurité, explique « Passe-partout ». Il y a de plus en plus d'armes. » Résultat, le processus alterne banalités bon

enfant et injonctions brutales : « Quoi ! T'es pour le Real Madrid ? » ; « Mets tes mains sur le capot » ; « Comment tu vas, tu travailles en ce moment ? » ; « Ecarte les jambes » ; « T'as un grand frère, non ? » ; « Vide tes poches. » « La pratique des contrôles assortis de palpations et de fouilles s'est dramatiquement banalisée, et souvent illégalement, se désole Jules. Il est vrai que l'on récolte des renseignements à cette occasion. Mais, franchement, n'y aurait-il pas d'autres moyens de communiquer ? » ■

LOUISE COUVELAIRE

OSSAMA BAWARDI AVEC JACQUES BIDOU, MARIANNE DUMOLIN PRÉSENTENT

DEUX PRODIGIEUX ACTEURS, PÈRE ET FILS ASSOCIÉS POUR LA PREMIÈRE FOIS À L'ÉCRAN
PREMIÈRE ★★★

UN FILM CHALEUREUX PLACÉ SOUS LE SIGNE DE LA TENDRESSE
TÉLÉRAMA

WAJIB
L'INVITATION AU MARIAGE

un film de **ANNEMARIE JACIR**

FESTIVAL DU FILM DE LOCARNO COMPETITION

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'AMIENS GRAND PRIX DU JURY PRIX DU PUBLIC

MOHAMMAD BAKRI SALEH BAKRI

ACTUELLEMENT

Le Monde Télérama

PYRAMIDE DISTRIBUTION

france culture

Le nombre de tués et de blessés graves par la police désormais recensé

Le nombre de particuliers morts ou grièvement blessés dans le cadre d'une mission de police fait désormais l'objet d'un recensement et sera rendu public. « Il s'agit pour une police démocratique qui a des pouvoirs particuliers, notamment par rapport à l'usage de la force, de savoir combien de blessés et de tués elle fait », défend Marie-France Moneger, la chef de l'inspection générale de la police nationale (IGPN), qui centralisera les données. Nous avons testé l'outil pendant six mois dans les départements des Yvelines et de la Gironde. C'est concluant. La direction générale a décidé de le généraliser. Nous pourrions faire un premier bilan à la fin de l'année. Jusque-là, aucun chiffre relatif aux blessés ou aux morts imputables à la police n'était rendu public.

LA CRISE DE L'EAU

Sécheresse, surexploitation : le monde a soif

Quatre personnes sur dix souffrent de la raréfaction de l'eau. Les villes soumises à l'explosion démographique sont à leur tour touchées et menacées de rupture d'approvisionnement

Alerte à la sécheresse ! Mardi 13 février, les autorités sud-africaines ont proclamé l'état de catastrophe naturelle dans tout le pays. Les 4,5 millions d'habitants du Cap sont menacés de se voir couper les robinets. Au Mozambique voisin, alors que les réserves sont au plus bas, un quart de l'agglomération de Maputo (4 millions d'habitants) est privée d'eau potable car le gouvernement a décidé d'alimenter en priorité l'agriculture et la production d'électricité. La situation en Afrique australe est révélatrice d'une crise mondiale de l'eau. Elle touche désormais les centres urbains et non plus seulement les campagnes. En 2015 déjà, Sao Paulo, la ville la plus peuplée du Brésil, avait failli connaître elle aussi les affres du « jour zéro ». Puis en 2016, ce fut le tour de Freetown en Sierra Leone, de La Paz en Bolivie, de Ouagadougou au Burkina Faso.

Quatre personnes sur dix souffrent de pénurie dans le monde, selon l'Organisation des Nations unies, qui prévoit une probable dégradation à l'avenir sous l'effet du changement climatique. Le réchauffement va accentuer l'aridité des régions du monde qui en souffrent déjà, contribuant au dessèchement des sols, accélérant l'évaporation des végétaux et rendant plus difficile l'absorption des pluies diluviennes qui filent alors trop vite vers l'océan. Les sécheresses à répétition vont aggraver les problèmes que connaissent déjà les centres urbains sous la pression d'une explosion démographique généralisée. Plus de la moitié (54 %) de la population

mondiale vit en ville aujourd'hui et les prévisions d'augmentation oscillent entre 60 % et 92 % d'ici à la fin du siècle. Les installations d'alimentation et d'assainissement ne parviennent pas à suivre un tel rythme.

« Ce ne sont pas les mégapoles mais les villes de taille moyenne qui vont avoir le plus de difficultés, car elles manquent de capacités techniques, mais aussi d'experts à l'esprit grand ouvert pour réfléchir autrement aux défis posés par une augmentation rapide de leur population de 2 % ou 3 % », estime Richard Connor, qui coordonne les rapports de référence réalisés par le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau (ONU-Eau). Le thème de cette année porte sur les solutions davantage inspirées de la nature que de la technologie pour faire face aux pénuries.

TENSIONS INÉVITABLES

Car les hommes épuisent les nappes souterraines dont ils dépendent sans leur laisser le temps de se recharger ; détournent des fleuves en fonction de leurs besoins sans se soucier des conséquences chez leurs voisins ; drainent les zones humides et rejettent les eaux usées dans l'environnement à 80 % sans traitement sur toute la planète. Résultat : les inquiétudes portent désormais sur les sources mêmes d'approvisionnement et les tensions paraissent inévitables.

D'autant que plus de citadins à nourrir signifie, dans les campagnes, des besoins accrus en eau pour l'agriculture – alors que ce secteur représente déjà 70 % des prélèvements mondiaux. Les surfaces irriguées ont plus que doublé et le cheptel d'animaux do-

mestiques a triplé en cinquante ans, selon l'ONU-Eau. « L'émergence de classes moyennes en Inde, en Chine, qui mangent plus de viande, achètent des machines à laver... accélère la demande globale », résume Richard Connor. Et de souligner : « Le problème de l'eau reste directement proportionnel à celui de la pauvreté. Au Canada, par exemple, qui est un pays riche, des populations amérindiennes n'ont pas accès à un service d'eau adéquat... »

La Banque mondiale vient d'annoncer qu'elle allait financer à hauteur de 210 millions de dollars (170 millions d'euros) un important projet pour améliorer la desserte en eau potable et l'assainissement de Bagdad. Après des années de guerre, la capitale de l'Irak, dont la population a augmenté de 45 % en trois ans, souffre de fuites dans les canalisations, de coupures en été et d'épidémie de maladies d'origine hydrique, responsables

2,1 MILLIARDS DE PERSONNES SUR LA PLANÈTE N'ONT PAS ACCÈS À UNE EAU GÉRÉE EN TOUTE SÉCURITÉ, SELON L'ONU

de dysenteries. Les pays développés sont eux aussi confrontés à des difficultés d'approvisionnement. Aux Etats-Unis, les hydrologues du bassin du Colorado prévoient que le lac Powell, l'un des principaux réservoirs du sud-ouest du pays, risque de ne même pas atteindre la moitié de son niveau habituel (47 %) au printemps, compte tenu des faibles tombées de neige de l'hiver. Or ce fleuve alimente 40 millions de personnes et de nombreuses fermes dans sept Etats américains et jusqu'au Mexique.

En Californie, qui connaît déjà des mesures fréquentes de réduction d'eau, Los Angeles figure en tête des métropoles les plus menacées à l'avenir par les pénuries, indique une étude publiée dans *Nature Sustainability* en janvier. Celle-ci note que la consommation d'eau domestique a presque quadruplé au cours des soixante dernières années – da-



Au Maroc, « il n'y a plus d'eau ni dans le ciel ni dans le sol »

Dans le Haut Atlas, devant des nappes phréatiques qui s'épuisent, les paysans doivent creuser de plus en plus profond pour trouver de l'eau

REPORTAGE

OUIRGANE (MAROC) - envoyée spéciale

Enfin, le ciel obstinément bleu s'est assombri. Après trois mois de sécheresse, des pluies torrentielles ont arrosé les récoltes assoiffées partout au Maroc. Depuis le début de l'automne 2017, les Marocains renaient leur souffle, inquiets que la faible pluviométrie ne plombe la campagne agricole dans un pays où ce secteur contribue à 20 % du produit intérieur brut.

Les averse de janvier ont fait remonter le niveau des barrages, rempli les oueds et les puits, et atténué l'impact sur la croissance marocaine, qui oscille tous les ans au gré des précipitations. Mais pour combien de temps ? Au Maroc, le déficit hydrique ne cesse de se creuser. Chaque année, le niveau des nappes phréatiques diminue dangereusement. Et ni les précipitations, de plus en plus faibles, ni les prières ordonnées par le roi Mohammed VI pour « explorer la pluie » ne ralentiront le tarissement de l'or bleu.

Ihya aussi a prié. Un mois plus tôt, sous le soleil brûlant des montagnes du Haut Atlas, ce produc-

teur de céréales espérait que la pluie vienne irriguer sa petite parcelle de 1 hectare, dans la région de Ouirgane. Comme lui, des milliers d'agriculteurs avaient semé le blé début octobre, une période cruciale où démarrent ces cultures. « Ces graines, que j'ai achetées cher, vont être perdues, se résignait Ihya, à la mi-décembre. Quand il ne pleut pas, on creuse des puits. Mais cette fois, tout est sec. Il n'y a plus d'eau ni dans le ciel ni dans le sol. »

« Stress hydrique »

Dans les petites parcelles surplombant la vallée de Ouirgane, où l'on cultive le plus souvent des céréales ou des petites légumineuses vendues dans les souks hebdomadaires, les paysans ont l'habitude de creuser des puits sans autorisation. Lorsqu'il reste un peu d'eau dans quelques sources non tariées, ils acheminent la ressource jusqu'aux surfaces agricoles dans les traditionnelles séguia, des canaux d'irrigation à ciel ouvert. Privés des premières pluies, de septembre à décembre, les petits agriculteurs devront se tourner vers les cultures de printemps ou vers l'élevage pour sauver leur production agricole.

Même les exploitants dont les

surfaces agricoles sont équipées de systèmes d'irrigation dotés de pompes électriques souffrent désormais de la raréfaction de l'eau. « Lorsqu'il ne pleut pas, il faut creuser de plus en plus profond dans la nappe, témoigne un riche exploitant d'agrumes de la région de Taroudant. Avant, on trouvait de l'eau à 70 mètres. Aujourd'hui, il faut descendre la pompe jusqu'à 300 mètres. A cette profondeur, on se dit : soit on cherche du pétrole, soit on creuse un autre puits plus loin. »

Petit à petit, les prélèvements excessifs ont plongé le Maroc dans une situation de « stress hydrique ». L'accès à l'eau potable est menacé. « En 1980, 2500 mètres cubes d'eau potable étaient disponi-

bles par personne. En 2013, elle se situait à 720 m³ », avait reconnu le gouvernement début 2013. Aujourd'hui, le niveau ne dépasse pas 500 m³ par personne.

A qui la faute ? « On accuse le changement climatique et le tourisme. On dit que la population augmente et les besoins domestiques avec. Mais cela ne suffit pas à expliquer les crises », analyse François Molle, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement. Au Maroc, la température a augmenté de près de 1 °C degré en moyenne en quarante ans. Les épisodes de sécheresse sont plus longs. Mais, pour comprendre la récurrence des pénuries, il faut aussi revenir dix ans en arrière, lorsque le royaume a lancé son plan Maroc vert (PMV).

Destiné à aider les petits agriculteurs dans un pays où la plupart des terres agricoles n'étaient pas irriguées, le programme a subventionné des systèmes d'irrigation gravitaire en goutte-à-goutte, censés leur permettre d'économiser jusqu'à 45 % d'eau. « Mais on oublie que les pertes permettaient de recharger la nappe », précise François Molle. De plus, « comme les surfaces agricoles étaient équipées quasiment gratuitement, tout

le monde a voulu faire des cultures à plus forte valeur ajoutée, comme le maraîchage. Or celles-ci consomment beaucoup plus d'eau, explique l'économiste marocain Najib Akesbi. Au lieu de l'économiser, on s'est mis à la surconsommer. »

Sans une goutte au robinet

Depuis 2008, beaucoup de paysans qui se contentaient de produire des céréales se sont mis à densifier leurs plantations ou à cultiver des agrumes, des arbres fruitiers, voire de la betterave à sucre, gourmande en eau. Le PMV a permis l'octroi de subventions et d'autorisations de creusement de puits, et un accès facilité aux terres grâce à des partenariats publics-privés, faisant exploser le territoire irrigué. « Il s'agit d'un plan ultraproduktiviste conçu sur le modèle de la Politique agricole commune des années 1950 », estime M. Akesbi. « Normalement, les nappes phréatiques sont utilisées en deuxième recours. Or, au Maroc, elles souffrent d'un déficit estimé à 1 milliard de mètres cubes par an : c'est un indicateur fiable de l'excès de la consommation d'eau pour l'agriculture », affirme M. Molle.

Le choix de l'irrigation se paie par l'épuisement des réserves sou-

terraines mais aussi par le risque d'une pénurie d'eau potable. A l'été 2017, les habitants de Zagora, aux portes du désert, dans le Sud, ont subi de plein fouet les conséquences de la culture de la pastèque. Des familles entières sont restées plusieurs semaines sans une goutte au robinet. Pour protester, ils ont organisé des « manifestations de la soif ». Huit mineurs ont été arrêtés et condamnés à deux mois de prison ferme. « On prive les êtres humains d'eau pour produire des fruits qu'on va exporter », s'indigne Najib Akesbi.

Difficile de résister au puissant outil politique que constitue le plan Maroc vert. Alors que le PIB agricole moyen a dépassé 100 milliards de dirhams par an (8,8 milliards d'euros), contre 75 milliards avant 2008, le programme jouit d'une grande popularité au Maroc, où l'agriculture fait vivre 40 % de la population. « Ces dix ans d'irrigation avancée et de modernisation de l'agriculture nous ont permis d'atteindre une certaine autosuffisance alimentaire », note Mohamed Azzouz, directeur de Magri-ser, entreprise spécialisée en matériel d'irrigation. Entre manger et boire, il faudra bientôt choisir. ■

GHALIA KADIRI

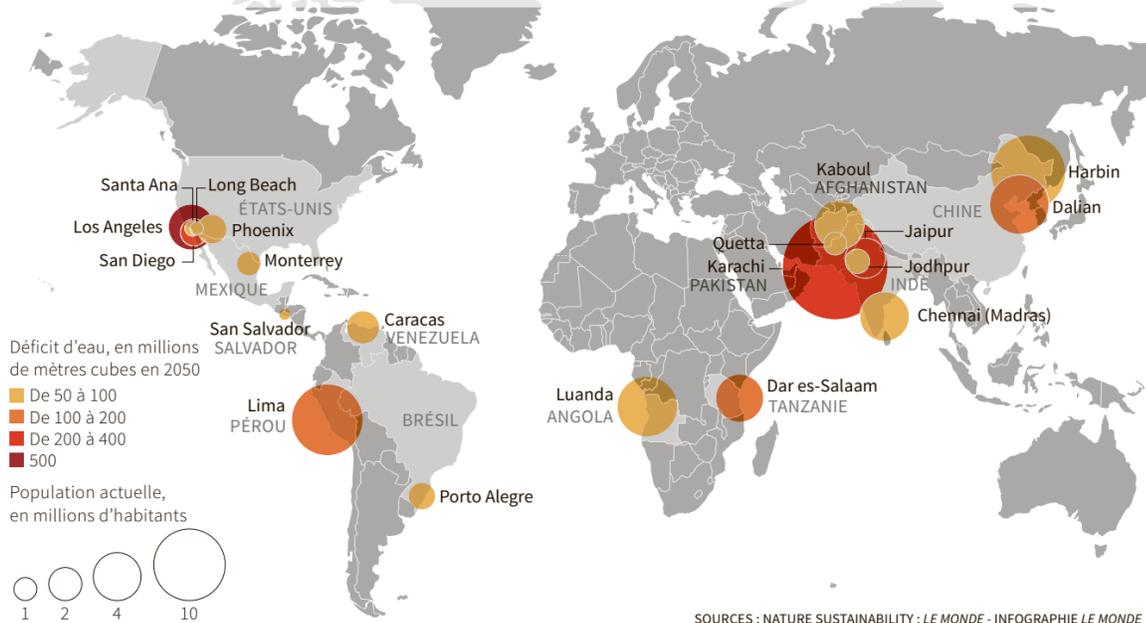
« ON PRIVE LES ÊTRES HUMAINS D'EAU POUR PRODUIRE DES FRUITS QU'ON VA EXPORTER »

NAJIB AKESBI économiste marocain



Les vingt villes qui risquent de connaître les plus gros déficits en eau en 2050

SELON LE SCÉNARIO OÙ LA PRIORITÉ EST DONNÉE AUX ACTIVITÉS AGRICOLES ET INDUSTRIELLES AVANT L'APPROVISIONNEMENT EN EAU DE LA POPULATION



SOURCES : NATURE SUSTAINABILITY ; LE MONDE - INFOGRAPHIE LE MONDE

Au Cap, en Afrique du Sud, les habitants viennent se ravitailler en eau, le 2 février.

BRAM JANSSEN/AP

vantage encore dans les villes, dont la demande pourrait encore augmenter de 80 % d'ici à 2050. A l'aune du changement climatique, la compétition s'annonce rude pour l'eau potable.

Les auteurs de cette étude – des chercheurs de l'université de Cassel, en Allemagne – ont travaillé pendant deux ans, croisant des prévisions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et des recueils de données socio-économiques, en particulier les tendances démographiques. Ils ont systématiquement développé trois scénarios : soit les prélèvements en eau servent en priorité les citoyens, soit l'agriculture et l'industrie, soit ils protègent aussi les besoins des écosystèmes naturels, maintenant notamment le débit de fleuves. Des éléments qui changent considérablement la donne.

« UN FORT POTENTIEL DE CONFLIT »

Quoi qu'il en soit, selon cette publication, sur les 482 principales agglomérations du monde abritant 736 millions d'habitants, près d'une sur quatre (27 %, soit 233 millions de personnes) devrait connaître de sérieux problèmes puisque, en 2050, ses besoins en eau seront supérieurs aux volumes disponibles en surface. Et près d'une sur cinq (19 %) de celles qui sont alimentées grâce à des transferts massifs depuis d'autres bassins versants présente « un fort potentiel de conflit entre secteurs urbain et agricole », notent les experts, en particulier dans le sud de l'Afrique, en Amérique latine, en Asie du Sud.

Pourquoi Le Cap ne figure-t-elle pas dans leur liste des 100 villes les plus vulnérables au stress hydrique ? « Parce qu'elle est victime d'une situation de sécheresse conjoncturelle, nos modèles prennent en compte des tendances de long terme », explique Martina Flörke, du Centre de recherche sur les systèmes environnementaux de l'université de Cassel, qui a dirigé l'étude avec son collègue Christof Schneider et Robert I. McDonald de l'ONG américaine The Nature Conservancy. Dans l'ensemble, les risques s'aggravent pour les villes qui manquent déjà d'eau. Et notre recherche devrait alerter les dirigeants : leurs choix stratégiques pour approvisionner les centres-villes affectent aussi les populations de zones rurales déjà soumises à des pénuries, prévient-elle. Il est temps en outre que dans des régions comme l'Amérique du Nord, les gens réalisent qu'ils utilisent beaucoup trop d'eau. »

Les difficultés des urbains ne doivent pas occulter la réalité du moment. Selon l'ONU, qui a revu ses statistiques en 2017, 2,1 milliards de personnes sur la planète n'ont pas accès à une eau gérée en toute sécurité – 263 millions se trouvent même à plus d'une demi-heure du premier point d'eau – et 892 millions défèquent en plein air. La plupart vivent en zone rurale. ■

MARTINE VALO

Les habitants du Cap se préparent au « jour zéro »

Face à une sécheresse historique, les autorités de la ville sud-africaine menacent de couper le système de distribution d'eau dans les quartiers résidentiels à partir du 4 juin

REPORTAGE

LE CAP (AFRIQUE DU SUD) - envoyé spécial

Jusqu'à, c'était un secret bien gardé. Il y avait une ou deux personnes par jour qui remplissaient quelques bouteilles. Maintenant c'est la zizanie ! Darelle, 58 ans, habite en face d'une fontaine à Newlands Springs, un quartier huppé situé sur les hauteurs du Cap. Depuis plusieurs jours, ce point d'eau est pris d'assaut par des centaines de personnes venues remplir toutes sortes de bidons.

Alors que la métropole sud-africaine de 4,5 millions d'habitants est confrontée à une sécheresse historique, cette course à l'eau est désormais le quotidien des Capétoniens, toutes classes sociales confondues.

« Pas le choix »

Mardi 13 février, le gouvernement sud-africain a décrété l'état de catastrophe naturelle, alors que quatre provinces enregistrent le plus bas niveau de précipitations depuis 1921. Au Cap, la municipalité estime que le 4 juin, en l'état actuel des réserves, le système de distribution d'eau devra être coupé dans les quartiers résidentiels. Les six barrages qui alimentent la ville auront alors atteint le niveau critique de 13,5 % de remplissage. A partir de ce « jour zéro » (Day Zero en anglais), l'armée prendra en charge la distribution d'eau : les habitants devront se rendre dans 200 points de distribution, où chaque personne aura droit de retirer 25 litres par jour.

Compte à rebours, le « jour zéro » est présent sur toutes les lèvres, alors que les Capétoniens vivent déjà au rythme des restrictions drastiques depuis plusieurs semaines. Début février, celles-ci ont été encore relevées à 50 litres par personne et par jour, l'équivalent d'une douche de trois minutes. La municipalité fait la chasse aux grands gaspilleurs : pour ceux qui dépassent, une société privée vient installer un compteur d'eau, à leurs frais.

A Newlands Springs, Joe, 43 ans, un entrepreneur noir sortant du travail,

est venu des quartiers nord pour se ravitailler. « Je n'ai pas le choix, je n'ai déjà plus d'eau chez moi », explique-t-il en attendant son tour à la fontaine. A ses côtés, Miche, une professeure métisse de 25 ans, porte son fils de 9 mois dans les bras. « Le prix de l'eau en bouteille a presque doublé. Au supermarché, on ne peut pas acheter plus de quatre ou cinq bidons d'eau à la fois, et près de chez moi, ils sont tous en rupture de stock. »

Tous rivalisent d'inventivité pour consommer le moins possible et recycler « l'eau grise ». « On récupère l'eau du lave-linge et on s'en sert pour nettoyer les sols ou pour les toilettes », poursuit Miche. « Moi, je ne me lave qu'un jour sur deux, ne vous approchez pas trop près ! », plaisante Darelle, qui récupère l'eau de sa vaisselle pour arroser les quelques plantes auxquelles elle tient absolument dans son jardin desséché.

Sur la fontaine elle-même, un habitant a installé un gros tuyau en dérivation, percé d'une dizaine de trous, d'où l'eau s'échappe en abondance, pour finir au sol en grande partie. « C'est vrai que c'est un gâchis, ils devraient faire quelque chose », commente un policier qui préfère garder l'anonymat. Depuis une semaine, les forces de l'ordre sont présentes 24 heures sur 24. « Il y a eu des bagarres et des abus, certaines personnes sont venues avec des camionnettes pour prendre des milliers de litres et les revendre », ajoute-t-il.

Hausse de l'insécurité

Dans les townships, on s'amuse de voir les habitants des zones aisées qui vont s'approvisionner au puits. « Ah, c'est l'égalité, enfin ! », ironise Kwaito, 31 ans, dans une baraque de fortune qui sert de petit commerce à Langa, l'un des townships les plus anciens de la ville. Au Cap, la crise de l'eau agit comme un révélateur des inégalités héritées de l'apartheid. La politique de ségrégation y a été poussée à son paroxysme, alors que des quartiers entiers ont été rasés pour réorganiser radicalement la population.

Au township de Langa, composé

« ON RÉCUPÈRE L'EAU DU LAVÉ-LINGE ET ON S'EN SERT POUR NETTOYER LES SOLS OU POUR LES TOILETTES »

MICHE professeure

pour moitié de logements informels, les habitants sont depuis toujours confrontés au « jour zéro ». Pour la plupart, l'accès à l'eau se limite à un puits collectif et à des latrines publiques. « Depuis quelques semaines, on n'a de l'eau que le matin. Le reste du temps, c'est coupé », explique le jeune homme, qui dit ne pas avoir besoin de plus de 20 litres d'eau par jour, bien en dessous des restrictions en vigueur.

D'avantage que des pénuries, ces habitants s'inquiètent d'une augmentation de l'insécurité, alors que Le Cap compte déjà les plus hauts taux de criminalité du pays. « La police fait des descentes pour fermer les car-washes. Mais du coup, tous ces jeunes qui n'ont rien à faire vont finir dans les gangs », décrit Sakman, 27 ans, un jeune rastafari habillé en toile de jute.

La municipalité avait promis que les zones défavorisées seraient épargnées par les restrictions drastiques. Aujourd'hui, 66 % de la consommation d'eau de la ville vient des quartiers résidentiels, contre 5 % des townships. Et si les autorités construisent à la hâte des forages et des usines de désalinisation pour augmenter l'approvisionnement en eau, la seule solution immédiate est une réduction drastique des volumes utilisés. D'où la nécessité d'un sursaut collectif, quitte à se faire peur. Avec le « jour zéro », la ville a déployé une vaste campagne de sensibilisation pour inciter les habitants et les touristes à se servir moins au robinet. Les résultats sont au rendez-vous : la

consommation du Cap est désormais de 526 millions de litres par jour en moyenne, contre 830 millions en 2017. Et la date fatidique où les tuyaux d'alimentation seront coupés, initialement annoncée pour avril, a été repoussée à début juin.

« Désormais, le « jour zéro » est devenu une possibilité plutôt qu'une probabilité. Mais nous ne sommes pas pour autant sortis d'affaire. Avec le changement climatique, la météo est devenue complètement imprévisible », affirme la première ministre de la province du Cap, Helen Zille. Figure historique de l'opposition, déchue de son propre parti depuis des Tweet controversés sur les bienfaits de l'opposition, elle se rachète une santé politique en prenant le leadership dans cette crise.

« Nous gaspillons sans compter »

Elle-même montre l'exemple, en expliquant qu'elle se limite à deux douches par semaine. « Nous devons changer notre culture de l'eau. Nous sommes un pays aride et nous gaspillons sans compter. Mon mari et moi dépensons moins de 50 litres d'eau par jour, c'est tout à fait possible », explique-t-elle dans sa résidence officielle, dont le somptueux jardin ne montre cependant aucun signe d'assèchement, comme ailleurs dans la province.

L'une des destinations les plus prisées d'Afrique, Le Cap dépend fortement du secteur du tourisme, crucial à son économie. La province redouble d'efforts pour convaincre les visiteurs de venir, alors que le nombre de réservations est en baisse par rapport à l'an dernier. « Le message est clair : nous sommes ouverts, venez, mais faites attention à votre consommation », explique Helen Zille. Avec la gestion actuelle de la crise, elle voit déjà Le Cap comme la région du monde la plus résiliente en la matière. « Qui sait, dans quelques années, les autres métropoles vivront sûrement nous voir pour savoir comment nous avons fait », imagine-t-elle. ■

ADRIEN BARBIER

Hanyu a trouvé le bon équilibre

Grâce à sa maîtrise du quadruple saut, le Japonais a conservé son titre en patinage artistique

Yuzuru Hanyu a répondu d'une révérence à l'ovation debout, aux drapeaux du Japon et au bruit, énorme. Autour de l'acrobate, un essaim violet s'est mis à tourbillonner, ramassant les Winnie l'Ours qui rebondissaient par dizaines sur la patinoire de Gangneung. C'est par un lancer de peluches que les admiratrices ont pris l'habitude de saluer les performances de Yuzuru Hanyu, et celle-là le méritait : au prix d'un programme ponctué de quatre quadruples sauts, dont trois réalisés parfaitement, le Japonais a conservé le titre olympique obtenu à Sotchi il y a quatre ans. Le dernier doublé en patinage messieurs, discipline à la hiérarchie mouvante, remontait à l'Américain Dick Button, en 1948 et 1952.

Le public japonais, chez lequel la passion pour les patineurs dépasse parfois les limites du raisonnable, trouvait une deuxième raison de s'embraser avec la médaille d'argent de Shoma Uno, 20 ans seulement. En bronze, l'Espagnol Javier Fernandez enfonce un coin dans la suprématie asiatique – cinq des six premiers sont nés en Asie ou sont d'origine asiatique, pour les Américains Nathan Chen et Vincent Zhou. Il y a quatre ans, l'histoire de Yuzuru Hanyu était celle d'un patineur de 19 ans ayant dû, trois ans plus tôt, fuir la patinoire locale sans déchausser ses lames en raison du séisme et du tsunami au large de Fukushima.

A Pyeongchang, Yuzuru Hanyu a fait la démonstration d'une volonté et d'un physique hors norme, puisqu'il arrivait sans la moindre compétition dans les jambes depuis trois mois. Le 9 novembre, il s'était blessé aux ligaments de la cheville droite en tentant un quadruple lutz à l'entraînement. « J'ai juste pensé : "Patine". Pensé à patiner toute la journée, chaque jour, chaque semaine. Et j'ai gardé la foi. » Le quadruple, réalisé pour la première fois en compétition il y a trente ans, est le compagnon infidèle du patineur contemporain. La figure absolue, indispensable et traitresse. Le « quad » est la nouvelle pomme de discorde du patinage artistique masculin.

Yuzuru Hanyu n'est pas le maître de la quadruple rotation. Mais il est celui qui, à Pyeongchang, a



Yuzuru Hanyu, lors du programme court de l'épreuve de patinage artistique, vendredi 16 février, à Pyeongchang. ARIS MESSINIS/AFP

trouvé le meilleur équilibre entre la prise de risque et la réussite. Celui que l'on donnait favori pour l'or était l'Américain Nathan Chen, surnommé « The quad king ». Il en a fait l'élément essentiel de son patinage, mais en rate plus d'un sur trois en compétition.

Plus réaliste que romantique

Cette tendance lui a coûté une médaille olympique : deux erreurs sur ses « quads » du programme court l'avaient relégué à la 17^e place. Un programme libre exceptionnel, ponctué de six « quads », dont cinq bien exécutés – une première dans l'histoire du patinage –, l'a vu remonter à la cinquième place. Athlète exceptionnel, Nathan Chen a relégué dans l'ombre les danseurs, les esthètes aux transitions déliées et aux suites de pas enchantées. Ceux que certains observateurs considèrent comme les véritables artistes parce qu'ils suscitent une

émotion plus forte, mais que les changements dans la méthode de notation ont tués. Parce que les scandales sur la notation subjective étaient incessants, l'International Skating Union (ISU) a introduit une méthode plus objective. Et parce que le verdict des Jeux olympiques de Vancouver, en 2010, a suscité un nouveau tollé, elle a renforcé l'importance des quadruples sauts.

L'Américain Evan Lysacek y avait glané l'or devant le Russe Evgueni Plushenko sans passer un seul « quad » – il était le premier champion olympique dans ce cas depuis 1994. Plushenko et son quadruple saut pour rien avait tempêté : « Ceux qui ne font pas de quadruple ne sont pas des hommes. Ce n'est plus du patinage, c'est de la danse. » L'ISU a relevé la note des « quads » à une hauteur telle que ceux-ci constituent désormais l'essentiel des sauts réalisés par les meilleurs. Le Japonais Shoma Uno

Le quadruple saut est la nouvelle pomme de discorde du patinage artistique masculin

a ainsi devancé Javier Fernandez malgré une chute et une erreur sur deux de ses quadruples sauts.

Son quadruple boucle terminé sur les fesses lui a rapporté plus de points qu'un triple boucle réussi par l'Espagnol. Le réalisme a pris le pas sur le romantisme, l'efficacité sur la perfection. Conséquence de cette prime au risque, Yuzuru Hanyu a remporté ses deux titres olympiques en ra-

tant à chaque fois deux sauts : cette fois, ce fut un quadruple boucle piqué lui coûtant une main sur la glace et un triple lutz mal réceptionné. « Le patinage doit récompenser le plus complet, et non le meilleur sauteur, non ? », faisait mine de s'interroger Javier Fernandez avant les Jeux. L'ISU s'interroge aussi. Elle envisage maintenant de réviser à la baisse le nombre de sauts autorisés et la valeur des quadruples. Mais la prochaine frontière, estiment les entraîneurs, sera bientôt franchie : celle du quadruple axel, ajoutant une demi-rotation, et un jour le quintuple saut.

Yuzuru Hanyu sera-t-il de cette ère-là ? L'usure qu'imposent les « quads » sur le corps des patineurs raccourcit les carrières mais le double champion olympique n'a que 23 ans. Les Winnie l'Ours n'ont peut-être pas fini de pleuvoir. ■

CLÉMENT GUILLOU

A mi-Jeux, la France revoit ses objectifs à la baisse

Avec sept podiums après une semaine de compétition, l'objectif de vingt médailles paraît difficilement atteignable

PYEONGCHANG (CORÉE DU SUD)
- envoyé spécial

C'était l'automne et le ciel était au beau fixe. Sur la scène de la Salle Pleyel, à Paris, le président de la Fédération française de ski (FFS), Michel Vion, affichait les ambitions françaises, à quelques mois des Jeux olympiques de Pyeongchang : « A Sotchi, la France avait établi un record de quinze médailles. L'ambition que l'on s'est fixée [pour 2018] est de vingt médailles olympiques. » Un objectif élevé mais justifié par l'empilement de médailles mondiales dans les disciplines olympiques sur les épaules bleues : après vingt et une en 2015, l'équipe de France dans son ensemble en a récolté vingt-trois en 2017.

Tout juste débarqué en Corée, quelques jours avant l'ouverture des Jeux, Fabien Saguez, le directeur technique national du ski français, réaffirmait cet objectif.

Et de préciser : « Plutôt que d'être dans le combien, on va donc surtout être dans le comment », insistant sur le fait qu'il « n'y aurait rien de facile ».

Une semaine a passé depuis l'ouverture des Jeux, et la belle flamme bleue est un peu retombée. Avec trois titres, deux médailles d'argent et deux de bronze après la première semaine de compétitions, la France figurait au septième rang du classement des nations. Loin derrière l'Allemagne (15 médailles), et en-deça de ses objectifs. Qu'elle a discrètement revus à la baisse.

« Mon but est de faire mieux qu'à Sotchi, soit plus que quinze médailles, explique Luc Tardif, samedi 17 février. A mi-chemin, cet objectif est complètement atteignable. Il faudra des surprises agréables, mais il y a encore de quoi faire, notamment avec les relais. » Néanmoins « ce qui est sûr, c'est que l'objectif de vingt médailles va être très difficile à attein-

dre, à moins d'une seconde semaine éblouissante », ajoute-t-il. Ne souhaitant pas « apprécier le bilan sportif des Jeux tant qu'il y a des compétitions en cours », Denis Massegla, président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), rappelle que l'objectif de vingt médailles a été « basé sur les résultats des championnats du monde de l'année précédente ». « On ne fixe jamais l'objectif au niveau le plus élevé : c'est toujours en équilibre entre les perspectives les plus heureuses et celles qui le sont moins », précise-t-il.

Encore des chances de briller

Deux tirs de Martin Fourcade à côté de la cible (sur le 20 km de biathlon), Tessa Worley qui rate sa première manche du géant, quatre secondes qui manquent à Maurice Manificat (sur le 15 km en ski de fond), une chute de Tess Ledeux sur son dernier saut en slopestyle... La chance n'a guère souri à plusieurs Français candi-

data au podium, compromettant cet objectif de vingt médailles, qui aurait constitué un record dans l'histoire des Jeux d'hiver pour la délégation tricolore.

Avec les titres de Perrine Laffont en ski de bosses et de Pierre Vaultier en snowboardcross, et l'argent de Julia Pereira de Sousa-Mabileau dans cette même discipline, les disciplines acrobatiques et cross ont comme prévu apporté leur quote-part de métaux précieux. Petite déception en revanche du côté du biathlon avec deux courses qui ont échappé à l'emprise de Martin Fourcade. Mais deux podium néanmoins, l'or pour le Pyrénéen et le bronze pour Anaïs Bescond, tous deux en poursuite.

Quant au tir groupé français sur le combiné (Alexis Pinturault 2^e et Victor Muffat-Jeandet 3^e), il écarte le spectre du zéro pointé en ski alpin et remplit – dès la première course – l'objectif de deux médailles fixé à la discipline.

En seconde semaine, il reste aux Bleus de nombreuses chances de briller. Outre Fourcade (une épreuve individuelle et deux relais), le couple Papadakis-Cizeron fait figure de favori en danse sur glace, de même que le ski-cross français (qui avait réalisé le triplé à Sotchi). Le podium est également envisageable pour les relais en ski de fond, combiné nordique et biathlon féminin, tout comme pour Alexis Contin en patinage de vitesse, le sprint par équipes en ski de fond, les géantistes ainsi que dans la nouvelle épreuve par équipes en ski alpin.

Sans oublier les surprises, toujours possible. « A tous les Jeux il y en a », souligne Luc Tardif. Des favoris ont du mal à concrétiser, et il y a des surprises. Il suffit d'une petite erreur et on est loin du podium. » Et le chef de mission de conclure : « A partir du moment où l'on fera entre quinze et vingt médailles, le bilan de ces Jeux sera positif. » ■

CLÉMENT MARTEL

CHRONIQUE

PAR PHILIPPE MESMER

La Corée, une fascination française

SÉOUL - envoyé spécial

CORÉE. Les amoureux des détails olympiques auront sans doute remarqué le code pays retenu pour l'équipe féminine unifiée coréenne de hockey sur glace engagée aux Jeux olympiques de Pyeongchang. Comme en 1991 aux championnats du monde de tennis de table et lors de la coupe du monde de football des moins de 19 ans, la formation réunissant des joueuses des deux Corées, il n'était pas question d'employer le code pays KOR, habituellement dévolu au Sud, ou le PRK réservé au Nord. Les trois premières lettres du français (langue officielle des JO) « Corée » ont donc été retenues. Pour symbolique qu'il soit, ce choix rappelle que les relations franco-sud-coréennes se portent bien, comme en témoigne le succès en 2016-2017 de l'année France-Corée et, en 2016, l'admission comme observateur de la Corée du Sud à l'Organisation internationale de la francophonie (OIF).

En France, l'intérêt pour la Corée se développe depuis la fin des années 2000, sous l'effet de la Hallyu (la « vague coréenne »), culture populaire incluant entre autres la K-Pop et qui « a fait de la Corée du Sud une véritable puissance culturelle », écrit dans l'intéressante galerie de portraits *Les Sud-Coréens* (Ateliers Henry Doucier, 2017) Frédéric Ojardias, correspondant à Séoul (RFI, Média-part, La Croix). Le nombre de résidents français en Corée du Sud a doublé en une dizaine d'années pour dépasser les 4 000. « Ce sont surtout des 18-30 ans », observe Benjamin Joinau, directeur de la très active maison d'édition les Ateliers de Corée, par ailleurs coauteur avec l'artiste Elodie Dornand de Rouville des *Croquis de Corée* (Ateliers des Cahiers, 2016) dont la traduction anglaise a intéressé les organisateurs des JO qui souhaitent pour les volontaires un guide présentant l'essentiel de la culture coréenne.

M. Joinau rappelle toutefois que l'intérêt des Français pour la péninsule est ancien. « Au XIX^e siècle, la France est le pays européen produisant le plus de publications sur la Corée ». Ce qui lui fait dire qu'il y a toujours eu « une fascination profonde cachée » des Français pour ce pays. Une passion dont les premières « victimes » furent notamment Maurice Courant (1865-1935), premier coréanologue français, dont les travaux sur l'administration royale coréenne et la censure bibliographique réalisée à Séoul font toujours référence. De même, le diplomate Victor Collin de Plancy (1853-1922) contribua à faire connaître l'art coréen en France et encouragea la participation de la péninsule à l'exposition universelle de 1900. M. Collin de Plancy défendit également l'œuvre des Missions étrangères de Paris, déjà très actives dans la péninsule. Les missionnaires érigèrent en 1892 à Séoul la cathédrale de Myeongdong qui fut, du temps des dictatures entre les années 1950 et 1980, un refuge pour les opposants.

A noter également la franco-allemande Marie-Antoinette Sontag (née en Alsace en 1838-1922), employée à la légation russe de Séoul, qui initia au plaisir du café le roi Gojong (1852-1919), réfugié là en 1895 après l'assassinat par les Japonais de la reine Min, et qui allait devenir responsable du protocole de la cour coréenne. En remerciement, elle reçut un bâtiment dont elle fit l'hôtel Sontag, premier hôtel occidental de Séoul. ■

Arnaque-moi si tu peux

Pierre Dadak, un homme d'affaires franco-polonais au parcours troublant, est poursuivi en Espagne pour fraude et blanchiment d'argent. En toile de fond : des soupçons d'escroquerie et de trafic international d'armes

Les hivers sont longs aux Baléares. Surtout pour un homme seul avec ses secrets. A bientôt 42 ans, Pierre Dadak a beau cultiver ses manières de dandy, sa vie a changé. Il y a encore trois ans, ce millionnaire franco-polonais pavaisait au volant de bolides et donnait des fêtes dans sa villa d'architecte, sur l'île d'Ibiza. A l'époque, ses activités intriguaient, ses voyages faisaient jaser, mais ses amis ignoraient ce qu'il faisait, ou préféreraient ne pas le savoir. D'où tirait-il son argent ? Du commerce des armes ? D'un business inavouable ? Lui-même savait dissuader toute curiosité, et se montrer intimidant. Entouré de ses gardes du corps, des colosses passés paraît-il par les services secrets polonais, il jouait volontiers de la menace, quitte à faire valoir son amitié, réelle ou supposée, avec Franck Barresi, souvent présenté comme une figure de la pègre marseillaise. Et puis, le 14 juillet 2016, tout a basculé...

Ce matin-là, les forces spéciales espagnoles surgissent dans sa demeure. Les vitres blindées n'y changent rien, ni la plaque diplomatique de la Guinée-Bissau apposée à l'entrée. Les gardes du corps finissent ventre au sol, en sous-vêtements. Sa compagne, Katerina Dirgina, ex-mannequin ukrainien au charme capiteux, est arrêtée. Pierre Dadak, lui, se retranche dans une salle sécurisée, non loin de la piscine. Intercepté alors qu'il tente de fuir, il est incarcéré. La presse locale le qualifie bientôt de « seigneur de guerre » ou de « trafiquant d'armes international ». La justice, elle, l'accuse de fraude et de blanchiment d'argent, tout en continuant de constituer le dossier d'accusation pour trafic d'armes.

Libéré le 12 décembre 2017, après avoir versé 30 000 euros de caution, l'homme d'affaires attend son procès, prévu à Madrid à une date indéterminée. D'ici là, il a interdiction de quitter le pays, et peut donc peaufiner sa défense. « J'ai vécu comme un petit frimeur arrogant, admet-il par téléphone. Ma réussite a dérangé et je me suis mis beaucoup de gens à dos. On me fait passer pour un Pablo Escobar, mais moi, je ne suis rien et je ne suis pas inculpé pour trafic de drogue ou d'armes. » Dans l'attente du procès, les investigations se poursuivent, menées par des enquêteurs espagnols en lien avec les polices suisse, allemande et polonaise, mais aussi avec l'appui du FBI, d'Europol et des Nations unies. En toile de fond, des soupçons récurrents de trafic d'armes, et une énigme : qui est vraiment Pierre Dadak ?

JET PRIVÉ, JEANS ET BERLUTI

Le Monde, en collaboration avec le consortium de journalistes d'investigation Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP), a retracé son itinéraire. Il est né le 28 mars 1976 à Paris, où sa mère, artiste de variétés, et son père, ingénieur, se sont installés après avoir fui le communisme. La famille habite alors rue Caulaincourt, dans le 18^e arrondissement. Le jeune Pierre, réputé débrouillard, parvient à financer ses études dans une école de communication, l'EFAP, puis à l'Institut français de gestion. « Je viens d'un milieu pauvre, précise-t-il. Ma mère faisait des portraits sur le port de Saint-Tropez. Je voulais réussir à tout prix. » A l'époque, ce surdoudé de la tchatche excelle dans la vente de photocopieurs dans les beaux quartiers.

Au début des années 2000, personne ne sait trop comment il parvient à rouler en Ferrari de location et à occuper des appartements de luxe, mais il se comporte déjà en nabab. « C'était un type plein d'esbrouffe, plutôt beau gosse, dont on savait bien qu'il avait un côté arnaqueur, probablement mytho et bidon », se souvient l'une de ses fréquentations. Arrêté à cinq reprises, il est condamné pour « recel de vol » (2003), « escroquerie » (2005), puis « fraude fiscale » (2007). Entre deux fêtes à Paris ou à Saint-Tropez, il s'initie

au commerce international auprès du père de sa compagne du moment, patron d'une société de vente d'uniformes et d'équipements militaires non létaux ayant pour principal client l'Angola. L'expérience se termine mal. Ecarté de la famille, il se rabat sur un job de vendeur de logiciels puis file tenter sa chance en Pologne.

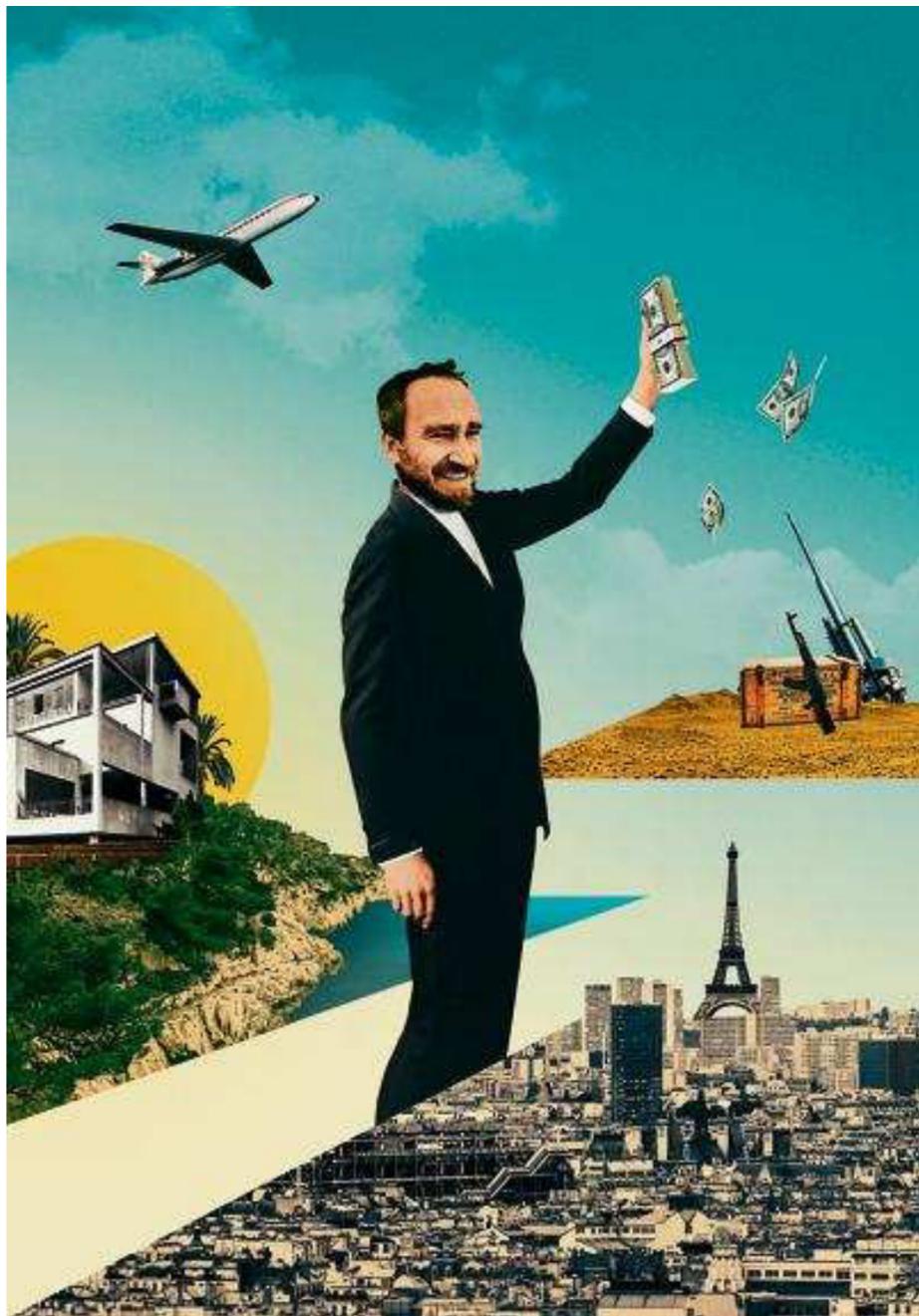
Nanti d'un CV taillé à sa mesure – il affirme avoir passé à la New York University une thèse « classée secret-défense » –, il parvient, dès 2009, à s'immiscer dans l'industrie militaire polonaise. L'homme d'affaires Krzysztof Wegrzyn, vice-ministre de la défense dans les années 1990, l'introduit dans ce monde particulier. Ensemble, ils créent une société, Rosevar, présidée par M. Dadak, également promu « conseiller » du conseil d'administration du groupe public de vente d'armes Bumar.

La même année, il se rend en Colombie, l'un des marchés – avec l'Afrique – où il est censé chercher des clients. Il y rencontre un Français en cavale, bien placé dans les cercles du pouvoir local : Didier Schuller, l'ancien patron de l'office HLM des Hauts-de-Seine, impliqué dans une affaire politico-financière. « Dadak était mythomane mais il disposait de très bonnes connexions en Pologne, se souvient M. Schuller. Il disait vouloir vendre des autobus polonais aux Colombiens. Ça n'a rien donné, et il a disparu sans me rembourser mes frais de voyage à Saint-Domingue, où je l'avais introduit auprès du général colombien Fernando Tapias. »

En tant que représentant du groupe Bumar, M. Dadak fait la connaissance à travers le monde d'une myriade d'intermédiaires et de vrais vendeurs d'armes désireux de pénétrer le marché polonais. Le Monde a pu rencontrer, à Paris, l'un de ces professionnels, Thierry Carbou. Cet élégant quadragénaire canadien d'origine camerounaise le dépeint comme un « escroc doté d'un bagou extraordinaire ». A l'en croire, M. Dadak lui avait fait miroiter des contrats avec Bumar avant de lui soutirer au total près de 1 million de dollars (800 000 euros).

Tout commence en octobre 2011 avec l'obligation, pour Thierry Carbou, de verser 46 000 euros sur le compte de Vinam Enterprises, une société de M. Dadak établie à Chypre. A cela s'ajoutent des frais d'avocat et d'autres dépenses pour créer à Malte une société prétendument conforme aux exigences de Bumar. A Varsovie, où il reçoit M. Carbou, le Franco-Polonais s'autoproclame « lieutenant-colonel » et sort le grand jeu : rendez-vous avec l'état-major de Bumar, soirées dans les clubs huppés entourés de naïades et de militaires des services secrets. Autant d'étapes nécessaires, d'après lui, pour espérer des contrats avec le mastodonte de l'armement polonais. « Son scénario était bien rodé », résume M. Carbou. Ce dernier ouvre son carnet d'adresses et entreprend plusieurs voyages en sa compagnie : au Cameroun, M. Dadak sort du jet privé en jeans et Berluti pour rencontrer le ministre de la défense ; en Birmanie, ils s'entretiennent avec des cadres de la junte visée par un embargo ; en Gambie, le dictateur, Yahya Jammeh, leur prête son jet personnel. Après diverses étapes (Tunisie, Liban, Pologne), l'avion se pose, le 22 janvier 2012, à Marseille. La plupart des passagers en route pour Banjul, la capitale gambienne, sont des hommes d'affaires libanais, dont certains sont proches du mouvement chiite Hezbollah. Un surprenant voyageur les rejoint à bord : Franck Barresi.

Sa présence attire d'autant plus l'attention des enquêteurs français qu'ils ont un temps soupçonné Dadak – sans parvenir à l'établir – d'avoir « blanchi » de l'argent pour lui. Les deux hommes auraient été en affaires en marge de la fameuse arnaque à la TVA sur le marché du carbone, à la fin des années 2000. Leurs liens financiers ont été épluchés, dont les transferts en 2011 de 200 000 euros,



JULIEN PACAUD

« C'ÉTAIT UN TYPE PLEIN D'ESBROUFFE, PLUTÔT BEAU GOSSE, DONT ON SAVAIT BIEN QU'IL AVAIT UN CÔTÉ ARNAQUEUR, PROBABLEMENT MYTHO ET BIDON »

UNE FRÉQUENTATION

effectués par la société de M. Barresi, Fanatik SAS, vers Vinam Enterprises. Mais l'enquête s'est conclue par un non-lieu. Sollicité par Le Monde, l'avocat de M. Barresi, M^e Pierre Bruno, n'a pas souhaité réagir.

« Franck est un ami, rencontré au Cameroun par hasard, et avec lequel j'ai noué une relation étroite, se justifie M. Dadak. Le président gambien m'avait demandé de venir voir un footballer qu'il pensait prometteur. Et j'ai songé à Franck, qui représentait alors une marque de sport et dont la famille était proche de l'OM. » Cette invitation a de quoi surprendre. Car, une fois à Banjul, la présence du Marseillais interpelle l'entourage présidentiel. M. Barresi lui-même semble surpris. « Je ne sais pas ce que je fous là », répète-t-il à voix basse. Dans le même temps, MM. Dadak, Carbou et d'autres négociants livraient à la Gambie de véhicules blindés, de munitions, d'uniformes et autres équipements polonais, pour un montant total de plus de 150 millions d'euros. Même si Dadak scelle l'affaire, il ne donnera pas suite. De retour en Europe, il s'évapore. « Tout ce qu'il disait n'était que mensonges », assure Richard Jreissati, l'un des passagers libanais de l'avion. Alors que le contrat était susceptible de lui rapporter plusieurs millions, M. Dadak se contentera des dizaines de milliers de dollars soutirés à ses partenaires. Ceux qui osent réclamer leur argent s'exposent à des menaces ou reçoivent des lettres très sèches de son avocat parisien d'alors Sébastien Bono. Ce que ce dernier conteste formellement.

Que ce soit avec des vendeurs d'armes éprouvés comme M. Carbou ou pour le compte de Bumar, Pierre Dadak a récolté des sommes importantes sans concrétiser – du moins a priori – de ventes d'armes. Dès lors, pourquoi Bumar l'a-t-il laissé agir entre 2009 et 2012 ? « Il n'apportait aucune plus-value. On s'est dit qu'il valait mieux se séparer », précise simplement l'ancien président du groupe, Marcin Idzik.

Même sans Bumar, Dadak poursuit ses activités. Début 2013, il s'envole en jet privé avec sa compagne vers la Guinée-Bissau. Dans ce pays très pauvre d'Afrique de l'Ouest, ce couple glamour fait son petit effet, amplifié par des promesses d'investissements. De retour en Espagne, M. Dadak verse 60 000 euros au consul honoraire à Malaga pour obtenir un passeport diplomatique, selon les enquêteurs espagnols. Et c'est en tant que diplomate bissauguinéen qu'il se rend en Haïti en octobre 2013. Le président haïtien, Michel Martelly, le reçoit.

Persuadé d'accueillir un entrepreneur prêt à investir dans le tourisme, il met à sa disposition un hélicoptère pour visiter l'île-à-Vache, autrefois prise par le pirate Henry Morgan et plus récemment par les narcotrafiants. Mais, au retour, M. Dadak s'emporte, menace de mort l'ex-sénateur haïtien dépêché pour l'accompagner et quitte son hôtel sans régler la note. Le quadragénaire hâbleur se transforme : à Ibiza, il menace ses voisins, qui lui signalent l'illégalité des travaux entrepris sur sa villa. Convoqué par la police, il présente son passeport diplomatique...

« LE SALE BOULOT DES GOUVERNEMENTS »

Dans le même temps, les enquêteurs espagnols le surveillent, persuadés qu'il n'a pas vraiment renoncé à vendre des armes. Officiellement, il s'est reconverti dans l'industrie du plastique avec sa nouvelle société Polietica, domiciliée dans l'Etat américain du Delaware. Mais l'une de ses filiales en Belgique a vu ses comptes gelés par les autorités locales à la suite de transferts douteux de millions de dollars. Polietica serait-elle l'ultime couverture de ce « trafiquant d'armes » présumé ?

En mai 2014, une mystérieuse employée de la société, Jennifer Forbes, a en tout cas discuté depuis son mail professionnel avec des rebelles au service de l'ancien vice-président du Soudan du Sud et chef de guerre, Riek Machar. Pour les enquêteurs, cette employée ne serait autre que Pierre Dadak lui-même, cité dans un rapport d'avril 2017 du groupe des experts des Nations unies pour avoir négocié la livraison de 40 000 kalachnikovs, 30 000 mitraillettes, des milliers de missiles antichars et antiaériens, de même que des centaines de milliers de munitions. « Je n'ai jamais été au Soudan du Sud, rétorque-t-il. Depuis le 11 septembre 2001, il faut être fou pour faire du trafic d'armes, et moi je travaillais légalement. »

A l'écouter, le Franco-Polonais serait donc pris au piège de sa propre légende. Aux questions trop précises, il répond : « Secret-défense ! » Pourtant, lors de conversations téléphoniques interceptées en Espagne, il lâchait, en janvier 2015 : « Je vends des armes, j'ai des oreilles partout », et définissait ainsi son activité : « Je fais le sale boulot pour les gouvernements. » Sa manière à lui d'intimider, d'intriguer, d'exister. Certaines victimes de ses manœuvres affirment, elles, qu'il serait davantage en sécurité en prison. A priori, ça le fait sourire. ■

SIMON PIEL ET JOAN TILOUINE

Balkans

L'UE face au dilemme de l'élargissement

Les dirigeants européens divergent sur l'opportunité de relancer le processus d'adhésion des pays de la région, alors que Serbie, Monténégro, Macédoine, Albanie, Bosnie-Herzégovine et Kosovo affrontent de multiples crises

CÉCILE DUCOURTIEUX
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS
BRUXELLES - bureau européen

Morne ambiance. A Strasbourg, mardi 6 février, la salle de presse du Parlement européen est aux trois quarts vide, tandis qu'à Bruxelles, dans celle de la Commission, connectée en visioconférence, l'assistance est encore plus clairsemée. Federica Mogherini, la haute représentante de l'Union européenne (UE) pour les affaires étrangères, présente sa « Stratégie pour les Balkans occidentaux » sur laquelle la Commission a tenté de maintenir un peu de suspense, même si une bonne partie des documents a déjà été éventée.

M^{me} Mogherini évoque une perspective « potentielle » d'adhésions en 2025, surtout pour la Serbie et le Monténégro, déjà officiellement candidats. Quatre autres pays (Albanie, le Kosovo, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine) sont concernés mais, pour eux, la perspective est plus éloignée encore. Six « projets de coopération » sont aussi à l'ordre du jour, pour le renforcement de l'Etat de droit, l'aide à la construction de réseaux de transport et de communication, l'énergie, etc.

Le tout est assorti d'un appel aux réformes et à la réconciliation avec une aide de 500 millions d'euros pour la période 2018-2020. L'intégration de ces Etats, faiblement développés au plan économique, à la démographie déclinante et en proie à une corruption galopante, serait une « nécessité continentale », à en croire Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, qui la laissera en héritage à son successeur, son mandat s'achevant à la fin de 2019.

Mais l'accueil est réservé : les grandes capitales ont d'autres soucis et, en réalité, personne ne juge réaliste la date de 2025. Tous les pays des Balkans occidentaux sont en fait censés mener d'indispensables réformes pour assurer la stabilité politique, assainir la justice et la fonction publique, éradiquer la corruption, faire respecter les normes et valeurs européennes, etc. « Vaste programme, non ? », sourit un spécialiste du dossier, cachant mal son scepticisme.

Même si la Serbie, la plus avancée, travaille depuis une dizaine d'années à intégrer l'acquis communautaire, son chemin vers une démocratie répondant aux standards occidentaux sera long. En outre, comment envisager une candidature du Kosovo, dès lors que cinq pays de l'UE (dont la Grèce et l'Espagne) refusent de le reconnaître comme un Etat indépendant ? Et quid de la Macédoine, à laquelle la Grèce conteste encore avec véhémence le droit de porter ce nom ? Le développement d'une rhétorique nationaliste, les tensions ethniques ou l'expansion des trafics maintiennent Bruxelles en alerte.

Nombre de dirigeants européens redoutent que la simple mention d'un nouvel élargissement apporte de l'eau au moulin des populistes et des eurosceptiques lors de la campagne pour les élections européennes, au printemps 2019. « Aucun gouvernement ne veut faire un pas dans cette direction, sinon il lui faudra expliquer à son opinion que l'on risque d'assister à un nouvel afflux de travailleurs, comme ce fut le cas avec les autres élargissements », relève Enrico Letta, ancien premier ministre italien et professeur à Sciences Po Paris.

Quand Emmanuel Macron a paru défendre la nécessité d'une intégration, Laurent Wauquiez, le président de LR, a immédiatement exploité ce filon, agitant le spectre d'un élargissement rapide. Le président Macron avait en fait indiqué, dans son discours de la Sorbonne, le 26 septembre 2017, qu'il fallait sans doute dire oui à l'ouverture, mais seulement si les pays concernés respectaient pleinement « l'acquis et les exigences démocratiques ». Même tonalité en Allemagne, où conservateurs (CDU) et sociaux-démocrates (SPD) reconnaissent, sans donner la moindre date, « une perspective d'adhésion à tous les Etats des Balkans occidentaux » : « Nous surveillerons tout particulièrement l'évolution de la démocratie et de l'Etat de droit » dans ces pays, indique l'accord de grande coalition scellé, le 7 février, entre la CDU et le SPD.

BOULEVERSEMENT

A Bruxelles, les fonctionnaires chargés de la politique d'élargissement n'ignorent rien de ces réticences. Depuis l'adhésion de la Croatie, le 1^{er} juillet 2013, cette politique n'a plus le vent en poupe. Avec la crise financière qui menaçait l'existence de l'euro, la Commission a affronté d'autres urgences et les institutions évoquent désormais une « fatigue de l'élargissement ».

Depuis 1951 et la naissance de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) avec six pays fondateurs – France, Allemagne, Italie, Luxembourg, Belgique et Pays-Bas –, l'expansion progressive de l'Union a en fait été dictée par des considérations politiques et géopolitiques. Le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark ont rejoint le club en 1973, la Grèce en 1981 – « On ne fait pas attendre Platon », déclarait Valéry Giscard d'Estaing –, l'Espagne et le Portugal en 1986.

Après l'effondrement de l'URSS, c'est le cinquième élargissement, le plus massif, avec l'entrée de dix pays d'un seul coup : Pologne, République tchèque, Hongrie, Etats baltes, etc. « Dépêchez-vous de nous accueillir avant que l'ours russe ne se réveille », disait le président polonais Lech Walesa à ses visiteurs occidentaux au début des années 1990. Cette vague d'adhésions, survenue en 2004, a provoqué un bouleversement dont les décideurs n'ont pas mesuré toutes les conséquences, à commencer par le déplacement du centre de gravité de l'Union vers l'est, principalement à l'avantage de Berlin.

Pierre Mirel fut au cœur des négociations d'adhésion en tant que responsable de la direction générale Elargissement de la Commission, au début des années 2000. « La France s'inquiétait pour la politique agricole commune, explique ce grand témoin, car la Pologne et la Hongrie disposaient de terres parmi les plus fertiles d'Europe. Les Espagnols craignaient de voir fondre leurs fonds "post-adhésion". Les Allemands, eux, étaient confiants : ils avaient commencé à investir dans ces pays dès les années 1980 et voyaient le moyen d'y renforcer leur chaîne de production. » « Mais à l'époque, poursuit M. Mirel, une forme d'angélisme prévalait et l'on croyait à la "fin de l'histoire". Du côté des pays de l'Est, il y avait un consensus politique et social très fort pour rejoindre l'UE et "retourner dans la famille". »

Si personne ne conteste la nécessité de cette intégration, beaucoup d'experts critiquent aujourd'hui la manière dont elle a été menée. « La Commission s'est aveuglée. Faire fonctionner la machine avec 15 Etats au développement économique comparable, puis passer à 28 [désormais], cela n'a rien à voir. On s'est mis à travailler en 24 langues, on a changé de monde », raconte un autre témoin de l'époque, qui entend rester anonyme.

Les Français font partie de ceux qui dénoncent le plus les lourdeurs de la gouvernance à Bruxelles. M. Macron réclame une réduction du collège européen à 15 commissaires, mais en réalité, aucune capitale n'entend « lâcher » son mandataire. Impossible, pourtant, d'imaginer une Commission à 33 commissaires si les six pays des Balkans sont finalement intégrés un jour...

Depuis l'élargissement de 2004, les divergences persistantes entre les pays membres ont, en outre, entraîné le ressentiment des opinions à l'ouest avec, comme cible des critiques les plus virulentes, en France notamment, la directive sur les travailleurs détachés. Celle-ci favoriserait, vue de Paris, une forme de « dumping social » au profit des salariés venus de l'est.

La crise migratoire a, elle, creusé un fossé entre pays membres, dévoilant des approches totalement différentes de l'UE et de ses finalités. A l'est, on la voit comme un grand marché commun ; à l'ouest, davantage comme une communauté de destin. Les libertés prises par rapport à l'Etat de droit en Pologne et les dérives du Hongrois Viktor Orban, chantre de l'illibéralisme, entraînent une véritable crise existentielle au sein du bloc communautaire.

L'Union, qui n'avait pas prévu de tels cas de figure, est mal armée, avec un article 7 des traités activable en cas de violation grave de l'Etat de droit, mais presque impossible à utiliser : pour aboutir à l'exclusion du pays violant l'Etat de droit, le Conseil – qui regroupe les Etats membres – doit se prononcer à l'unanimité. D'où ce débat qui monte, attisé par Paris et Berlin, de condi-



tionner le versement des fonds européens au respect de l'Etat de droit et au respect des normes sociales de l'Union.

« On n'aurait pas dû accueillir tous ces pays en même temps, mais progressivement, en n'intégrant que ceux qui étaient vraiment prêts, estime rétrospectivement M. Letta. Et il aurait fallu être beaucoup plus clair avec les Hongrois et les Polonais, en insistant sur le fait que l'UE n'est pas le supermarché de la solidarité. On paye l'alliance nouée à ce moment-là entre les Allemands et les Britanniques, qui souhaitaient un élargissement à tout prix. Les Allemands pour renforcer leurs intérêts dans une zone proche, les Britanniques parce qu'ils paraient sur l'élargissement pour affaiblir le cœur fédéraliste de l'Union. »

« MAUVAISE CONSCIENCE »

Les critiques sont bien plus vives encore à l'égard de l'élargissement survenu en 2007, avec l'entrée de la Bulgarie et de Roumanie. Une décision manifestement adoptée sans prise en compte du niveau réel de développement de ces pays. La France défendait la candidature de Bucarest, espérant compenser un peu l'influence grandissante de l'Allemagne en Europe centrale. Et on voulait remercier les deux capitales d'avoir accepté le survol de leur territoire par les avions de l'OTAN durant les guerres en ex-Yougoslavie.

L'entrée des deux pays a toutefois été assortie d'une condition : un mécanisme de « monitoring » avec, à la clé, des « rapports de progrès » annuels. Celui portant sur la Bulgarie, début 2017, restait pessimiste, constatant que « la lutte contre la corruption est le secteur où le pays a réalisé le moins de progrès depuis dix ans »... Bulgares et Roumains ne sont, en tout cas, toujours pas membres de la zone sans passeport de Schengen.

Aux Balkans occidentaux, Bruxelles a fait miroiter la perspective de l'adhésion dès 1999, juste au sortir de la guerre du Kosovo. « Cela faisait sens, autant du point de vue géographique qu'historique. En 1989, en termes de développement économique, la Yougoslavie était bien moins éloignée de l'UE que l'Europe centrale. Et l'Union avait mauvaise conscience d'être restée aussi passive pendant la guerre », souligne M. Mirel.

Mais, contrairement à l'est de l'Europe, qui s'est réformé à marche forcée, les Balkans végètent. « La perspective européenne n'offre pas

« IL FAUT ÉVITER, ENTRE AUTRES, DE RÉPÉTER CE QUE L'ON A FAIT AVEC LA TURQUIE, DEVENUE ANTI-EUROPEENNE À FORCE D'AVOIR ÉTÉ BALADÉE »

JEAN-MICHEL DE WAELE
spécialiste
des pays de l'Est



« On attend toujours le soleil », affiche-t-on sur un mur du centre de Pristina, capitale du Kosovo, le 6 février.

LOULOU D'AKI/AGENCE VU
POUR « LE MONDE »

tion de pays à majorité musulmane, comme le Kosovo ou la Bosnie, et se préoccupe du rôle croissant de la Turquie, voire de l'Arabie saoudite et des pays du Golfe dans la région. Ces derniers tentent d'instiller une vision radicale de l'islam dans les sociétés balkaniques, d'où sont d'ailleurs partis de nombreux djihadistes pour rejoindre les zones de combat en Syrie et en Irak.

« L'Europe peut être stable, en sécurité et développée si les Balkans occidentaux sont stables, en sécurité et développés », estime la ministre bulgare des affaires étrangères, Ekaterina Zaharieva, soulignant implicitement le dilemme de Bruxelles. Le premier ministre albanais, Edi Rama, jugeait, il y a quelques semaines, que « si la perspective [d'une adhésion] s'éteint ou devient une illusion, les choses pourraient mal tourner ».

La Commission européenne se condamne donc au double discours : elle affirme que l'élargissement est impossible à court terme, mais souhaitable en fin de compte. « Le président de la Commission jugeait sans doute nécessaire de donner un signal à cette région qui semble disparaître de l'actualité européenne. Il fallait bien que quelqu'un se charge de ce sale boulot, analyse le professeur De Waele. Pour éviter, entre autres, de répéter ce que l'on a fait avec la Turquie, devenue antieuropéenne à force d'avoir été baladée. » Le sentiment eurosceptique monte, en tout cas, dangereusement dans plusieurs pays balkaniques et les hésitations des membres de l'UE pourraient entraîner « des situations rapidement ingérables pour les leaders locaux, qui entendent évidemment que leur pays puisse y adhérer », ajoute le politologue.

L'hypothétique élargissement de l'UE aux Balkans relance, quoi qu'il en soit, le débat sur l'Europe à plusieurs vitesses. « Si on continue avec cette idée d'une adhésion unique et totale, nos opinions n'en voudront plus et on sera finalement obligé de rejeter ces pays, ce qui serait une grave erreur géostratégique », estime Enrico Letta. Comme François Hollande avant lui, Emmanuel Macron a aussi défendu ce point de vue. Les Allemands sont, eux, plus réservés.

La question reviendra sur la table le 17 mai, à Sofia (Bulgarie), à l'occasion d'un sommet des chefs d'Etat consacré aux Balkans. L'occasion, peut-être, de sortir une fois pour toutes des faux-semblants. ■

le droit de ne rien changer, et nous le disons aux intéressés », affirme un expert impliqué dans ces négociations. « On a fait semblant de les intégrer, ils ont fait semblant de se réformer », regrette M. Mirel. Le seul pays qui soit parvenu jusqu'ici à franchir toutes les étapes de la course d'obstacles à l'adhésion est la Croatie. Sans doute parce que la leçon des précédents élargissements a été en partie tirée. Les Etats membres, qui contrôlent toutes les étapes du processus, y regardent désormais à deux fois avant de donner leur feu vert à chaque ouverture de « chapitre » (les pans de l'acquis communautaire à adopter). A Paris, on juge désormais inacceptable d'abais-

ser les critères d'adhésion au nom d'un quelconque impératif géostratégique.

« Fatigue » de l'élargissement ou pas, la Commission est, en tout cas, dans une impasse. Elle ne peut revenir sur la promesse faite aux Balkans, craignant de les déstabiliser un peu plus. « Une zone aux limites de l'Union qui serait économiquement faible, mal stabilisée, en proie aux trafics, à la corruption et aux nationalismes aurait un coût », souligne le professeur Jean-Michel De Waele, spécialiste des pays de l'Est à l'Université libre de Bruxelles.

Et la Turquie, qui a visiblement peu apprécié les promesses réitérées, même mollement, aux Balkans ? Elle est candidate à l'ad-

LES EUROPÉENS VOUDRAIENT LIMITER L'INFLUENCE DE LA RUSSIE, DE LA TURQUIE, VOIRE DES PAYS DU GOLFE DANS LA RÉGION

hésion depuis 1987 et négocie formellement depuis 2005. Son arrivée dans l'UE n'est toutefois plus du tout à l'ordre du jour, surtout depuis que le président Recep Tayyip Erdogan a imposé un virage répressif et autoritaire à son régime. De plus en plus de pays membres considèrent qu'il vaut mieux en finir et proposer à Ankara, à l'instar de M. Macron, une « coopération » ou un « partenariat » plutôt qu'une perspective d'adhésion.

Les Européens voudraient aussi limiter l'influence grandissante de la Russie dans la région, où elle répand une propagande nationaliste et antieuropéenne. Bruxelles voit un enjeu « civilisationnel » dans l'intégra-

Six pays encore loin de remplir les critères d'adhésion

Les pays des Balkans ne faisant pas encore partie de l'Union européenne (UE) représentent une population d'un peu moins de 18 millions d'habitants, équivalente à celle des Pays-Bas ou de la Roumanie, mais répartie entre six Etats. Cinq d'entre eux faisaient partie de la Yougoslavie avant les guerres des années 1990. Si la région s'est désormais largement stabilisée, les différentes communautés entretiennent toujours des relations tendues. La corruption et l'Etat de droit constituent des problèmes récurrents, même si l'avancement des négociations d'adhésion diverge considérablement d'un pays à l'autre.

Les plus avancés

Monténégro Pays le plus riche de la région, le Monténégro fait figure de premier de la classe dans les Balkans occidentaux. Candidat à l'adhésion depuis 2010, ce pays de 600 000 habitants, indépendant depuis 2006, a ouvert trente chapitres de négociation

avec l'UE sur les trente-cinq que compte la feuille de route de l'adhésion. Le non-respect de l'Etat de droit, la corruption et le crime organisé restent les principaux points noirs de la candidature monténégrine. L'adhésion de Podgorica à l'OTAN, entérinée en 2016, a aussi montré combien le thème de « l'intégration euro-atlantique » reste sensible à l'intérieur même du Monténégro, où des manifestations contre l'Alliance atlantique ont régulièrement lieu. Le poids économique de la Russie a sensiblement diminué dans le pays ces dernières années, mais Moscou y conserve de nombreux partisans.

Serbie Avec douze chapitres ouverts sur trente-cinq, la Serbie, candidate depuis 2012, avance rapidement. Mais la Commission européenne rappelait en février que l'objectif affiché de 2025 restait « extrêmement ambitieux ». Les progrès de Belgrade doivent beaucoup à Aleksandar Vucic, au pouvoir depuis 2014 comme premier ministre, puis président. Cet ancien dirigeant ultranationa-

liste a fait de l'adhésion à l'UE sa priorité. Mais la mainmise du président Vucic sur son pays pourrait paradoxalement devenir un point faible, Bruxelles ne goûtant guère le contrôle serré que le président exerce sur les médias et la vie politique. Par ailleurs, M. Vucic continue d'entretenir une certaine ambiguïté, vantant à sa population uniquement les avantages économiques d'une adhésion, tout en rappelant régulièrement l'amitié « indéfectible » qui lie son pays à la Russie. Reste également le dossier du Kosovo : avant d'espérer une adhésion, Belgrade devra normaliser ses relations avec son ancienne province, si ce n'est reconnaître son indépendance.

Le ventre mou

Macédoine Le pays s'est vu accorder le statut de candidat à l'adhésion dès 2005, mais il a, depuis, fait du surplace. La Grèce, qui dénie à Skopje le droit d'utiliser le nom « Macédoine », est en partie responsable de ce retard.

Pour le reste, les dix années de règne des nationalistes du VMRO-DPMNE se sont aussi accompagnées d'une dégradation de l'Etat de droit, régulièrement soulignée par l'UE. La transition politique de 2017 ainsi que le climat positif des dernières négociations avec Athènes offrent de nouvelles perspectives.

Albanie Le pays a déposé sa candidature en 2009 et a vu son statut de pays-candidat reconnu en 2014. Depuis, sa candidature avance lentement, même si la Commission européenne pourrait prochainement recommander l'ouverture des négociations. Le principal problème de l'Albanie reste la lutte contre la corruption et le crime organisé, deux maux endémiques qui profitent de la florissante culture du cannabis. Sous la pression de l'UE, une réforme de la justice a été adoptée en 2016, mais sa mise en œuvre patine. Le comité chargé d'examiner le profil et la carrière des huit cents magistrats du pays a commencé ses travaux seulement en janvier. Il est censé pou-

voir démettre de ses fonctions n'importe quel juge ou procureur soupçonné de corruption.

A la traîne

Bosnie-Herzégovine Le pays a beau avoir déposé sa candidature à l'UE en février 2016, celle-ci est à l'arrêt. En cause, l'instabilité chronique de cet Etat de 3,5 millions d'habitants où les trois communautés (Bosniaques, Serbes et Croates) cohabitent toujours difficilement. Les accords de paix de Dayton, signés en 1995, ont créé des institutions dysfonctionnelles pour pouvoir représenter chaque communauté à la tête de l'Etat. Chaque décision nécessite d'interminables négociations, à l'image du questionnaire que la Bosnie est censée renvoyer pour obtenir le statut de pays-candidat. Ce document de 20 000 pages est bloqué par les Serbes, car il fait état d'une traduction « en bosnien », alors que ceux-ci préféreraient l'expression « dans la langue des Bosniaques ». A cela

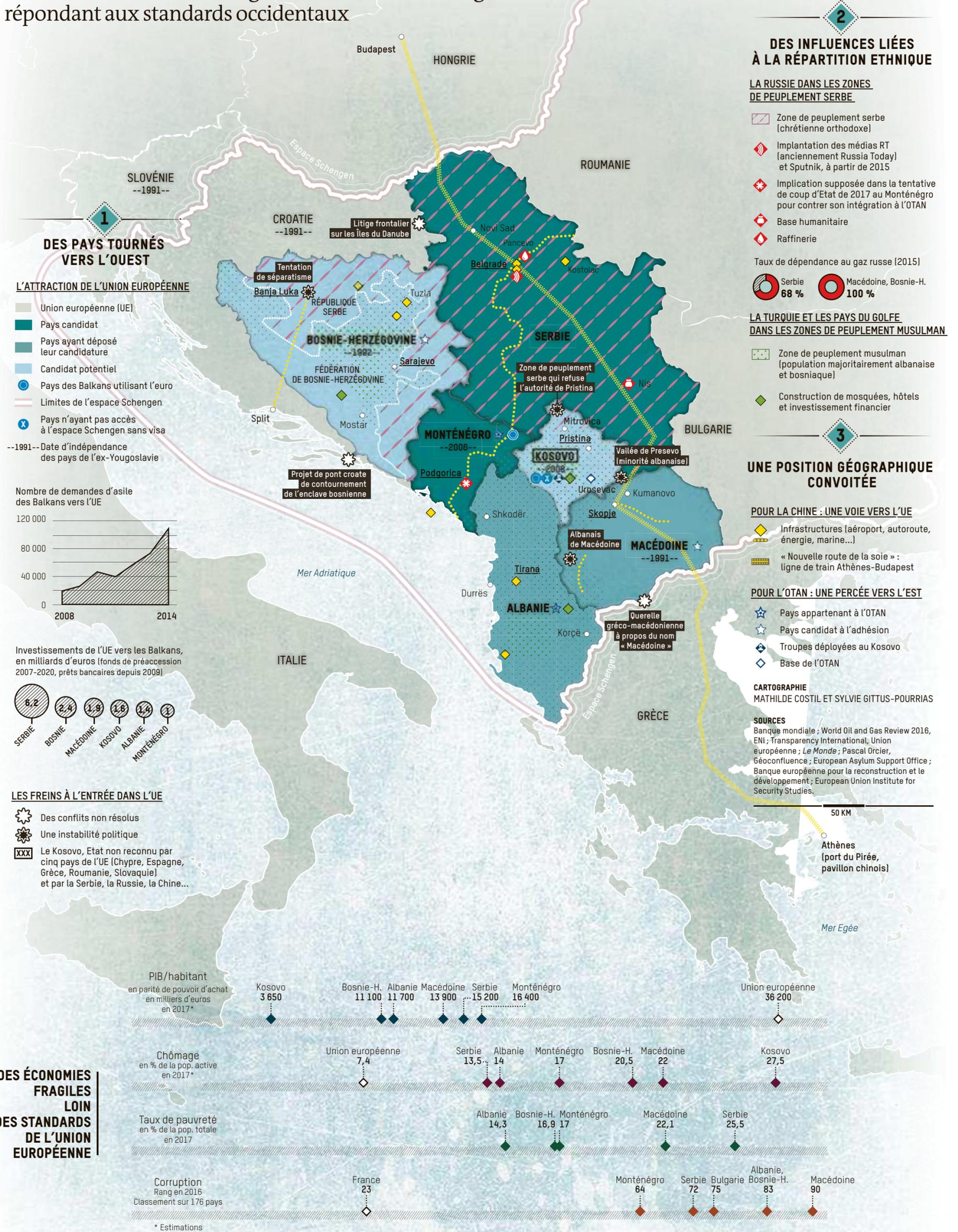
s'ajoutent des divergences sur la méthode du recensement de chaque ethnie.

Kosovo Plus jeune Etat des Balkans, le Kosovo est aussi le plus éloigné d'une adhésion. Le pays n'a toujours pas formellement déposé sa candidature et les 1,8 million de Kosovars sont les derniers citoyens de la région à ne pas pouvoir voyager dans l'espace Schengen sans visa. Même s'il utilise déjà l'euro, l'Etat kosovar est encore très loin d'assurer un fonctionnement conforme aux standards européens. Sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire n'est même pas encore totalement assurée, faute d'accords avec la Serbie sur le fonctionnement des municipalités à majorité serbe du nord du pays. La corruption est endémique et le système judiciaire toujours largement inefficace. Le Kosovo pâtit en plus de n'avoir pas été reconnu par la totalité des membres de l'UE, bien qu'il ait proclamé son indépendance depuis dix ans.

BENOÎT VITKINE
ET JEAN-BAPTISTE CHASTAND

Les Balkans, quel avenir dans l'Europe ?

La région, convoitée par la Russie, la Turquie, l'OTAN ou encore la Chine, conserve une économie fragile. Et le chemin sera long vers une démocratie répondant aux standards occidentaux



Peter Ricketts

« Le Brexit impose au Royaume-Uni de repenser sa place dans le monde »

ENTRETIEN

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE BERNARD
LONDRES - correspondant

Ambassadeur du Royaume-Uni en France entre 2012 et 2016, Peter Ricketts, 65 ans, siège aujourd'hui à la Chambre des lords. Haut diplomate proeuropéen et francophile écouté, Lord Ricketts a auparavant exercé les fonctions de secrétaire général du Foreign Office (2006-2010) puis de conseiller national pour la sécurité sous le gouvernement du conservateur David Cameron, le premier ministre qui a accepté, puis perdu, le 23 juin 2016, le référendum sur le Brexit.

En isolant le Royaume-Uni, le Brexit met-il en cause sa place dans le monde ?

Honnêtement, je ne pense pas que nous sommes en train de perdre notre place dans le monde. Bien sûr, le Brexit va changer beaucoup de choses. Mais, en même temps, nous restons membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et, avec la France, nous sommes les deux seuls pays européens dotés de l'arme nucléaire et d'une volonté politique d'agir dans le monde. Je ne vois pas pourquoi le Brexit diminuerait notre capacité ou notre volonté d'être un pays actif dans le soutien à la sécurité internationale.

Tout de même, avec la sortie de l'Union européenne (UE) et l'éloignement des Etats-Unis de Donald Trump, on a l'impression que le Royaume-Uni se cherche une nouvelle place dans le monde...

Le Brexit est un énorme changement de contexte et de cap. Dans l'immédiat, il absorbe tout l'oxygène du système politique. Il ne laisse ni temps ni énergie pour prendre des initiatives de politique étrangère. A moyen terme, il nous impose une réflexion profonde sur notre place dans le monde. Les deux piliers de notre politique étrangère depuis 1945 étaient l'Europe et les Etats-Unis. Or le Brexit change le contexte européen et les Etats-Unis diminuent leur rôle dans le système international multilatéral. Nous devons donc repenser les bases de notre stratégie. C'est un vrai pari.

Sur quels piliers refonder votre stratégie ?

Comme la France, nous avons toujours un intérêt majeur à défendre un Etat de droit qui protège les pays, quelle que soit leur taille, et à éviter de glisser vers un monde où plusieurs grands pays nationalistes essaient de dominer leur région. Nous devrions donc continuer d'agir pour protéger l'ordre inter-

national fondé sur les règles des Nations unies. Le Brexit ne change pas cela.

Après la débâcle de Suez, en 1956, le Royaume-Uni a choisi le « grand large », tandis que la France optait pour l'Europe. Aujourd'hui, le Royaume-Uni se trouve-t-il devant un choix comparable ?

Après Suez, nous avons conclu qu'il ne faut pas être séparé des Etats-Unis. La leçon que la France a tirée, elle, c'est qu'elle doit être indépendante et se construire un avenir européen distinct des Etats-Unis. Aujourd'hui, nous sommes devant des choix. Mais ma référence est plutôt 1945, lorsque les Britanniques, les Américains et les Français ont construit l'ordre international qui est en train de changer, le Brexit étant l'un des signes de ce changement. Le vrai pari est de repenser cet ordre-là et de trouver pour le Royaume-Uni la bonne place en dehors des structures de l'UE mais sans oublier la géographie !

L'idée que le Royaume-Uni pourrait être plus fort dans l'UE n'a jamais pris. Pourquoi ?

La France a conçu l'Europe comme quelque chose qui peut la renforcer. Pour nous, l'adhésion à la Communauté économique européenne (CEE) était un choix d'intérêt commercial. Le marché unique était central, pas l'intégration politique. Cela reflète notre histoire, qui nous a amenés depuis plus de deux siècles à chercher à éviter d'entrer dans les systèmes politiques européens et à être un facteur d'équilibre. Depuis le début, la France et le Royaume-Uni ont une approche très différente de la construction européenne.

Les références à la seconde guerre mondiale sont omniprésentes pour justifier le Brexit. La puissance mémorielle de la bataille d'Angleterre de 1940 empêche-t-elle le Royaume-Uni de se sentir européen ?

Tous les pays ont leurs mythes. Et celui d'avoir résisté seuls est bien ancré chez nous. Nous avons eu des expériences différentes pendant la guerre. Et cela peut expliquer la différence d'approche de la question européenne. L'Europe n'a jamais convaincu une majorité de Britanniques. Le Brexit s'est joué à 52/48 et ce n'est donc pas toute la population britannique qui a voté contre l'Europe. Une majorité de Britanniques n'a jamais trouvé sa place dans l'UE et d'autres facteurs ont joué, comme l'incapacité du système à répondre aux préoccupations des perdants de la mondialisation.

Mais le Brexit ne va-t-il pas empêcher le Royaume-Uni de jouer ce rôle d'arbitre en Europe que vous décriviez ?

Personne ne cherche plus aujourd'hui à être l'arbitre de l'équilibre en Europe. Mais l'histoire nous enseigne que ce qui se passe sur le continent reste d'un intérêt majeur pour nous. J'espère que le Brexit ne marquera pas une diminution de notre engagement bilatéral avec nos voisins, en premier lieu la France.



« BREXIT NIGHTMARE (QU2EU) » (2016), de Pure Evil. Peinture en sept couleurs représentant le visage de la reine Elizabeth jeune. PURE EVIL

Pure Evil
De son vrai nom Charles Uzzell Edwards, l'artiste est né en 1968, au Pays de Galles. Il a étudié la mode et le graphisme à Londres. Il s'installe en Californie en 1990, après les émeutes contre la « poll tax » instaurée au Royaume-Uni par le gouvernement de Margaret Thatcher. Pendant dix ans, il réalise des tee-shirts imprimés, pratique le skateboard, côtoie la scène artistique de la Côte ouest, participe à de nombreuses raves et prend des drogues psychédéliques. Il regagne Londres, où, muni d'une bombe, il commence à peindre des lapins-vampires. Son travail est marqué par une vision sombre de la société avec un vif intérêt pour l'apocalypse et les conflits. Il tient aujourd'hui une galerie dans le quartier de Shoreditch.

L'isolationnisme de Donald Trump compromet-il la « relation particulière » entre Londres et Washington, ou révèle-t-il qu'il s'agit d'un mythe ?

Nous devons apprendre à vivre avec des Etats-Unis moins actifs dans le monde. Le Brexit renforce l'importance de nos relations avec Washington car nous avons besoin d'une alliance stratégique.

Boris Johnson, qui a mené la campagne pour le Brexit, dirige le Foreign Office. N'est-ce pas contre-productif pour le rayonnement du pays ?

Ce n'est pas à moi de commenter le choix de la première ministre. Nous devons travailler avec le Foreign Secretary que nous avons. Mais évidemment ça n'est pas facile d'avoir Boris Johnson dans cette position-là.

« France is back », assure Emmanuel Macron. Sommes-nous à un moment de bascule entre influences britannique et française ?

Je suis admiratif de ce que le président Macron a pu faire de ses premiers mois de présidence. Cela montre qu'une personne peut insuffler de l'optimisme à un pays. J'ai vécu en France dans les années 1990 puis 2010, et je me souviens que les Français manquaient de confiance en eux-mêmes. Cela a beaucoup changé.

Comment les Britanniques, qui sont hostiles à l'idée d'une défense européenne, vont-ils pouvoir collaborer avec l'UE sur ce point ?

Les Britanniques ont toujours été hostiles à une institutionnalisation de la défense européenne, mais beaucoup plus favorables à une capacité d'action commune. Nous avons déjà constitué une force expéditionnaire franco-britannique commune et il faut trouver une bonne occasion de l'utiliser au service du maintien de la paix.

Comment le Royaume-Uni pourrait-il coopérer avec une institution dont il n'est plus membre ?

Certes, nous ne serons pas à la table des décisions, mais rien n'empêche que, si l'UE décide une mission militaire, elle puisse être ouverte à d'autres pays, principalement à nous, car nous sommes la principale puissance militaire avec la France en Europe. Si nous bénéficions du Fonds européen de la défense, nous devons y contribuer ! Ce serait contre-productif d'empêcher une coopération entre les deux industries de défense les plus importantes en Europe. Dans tous ces domaines de défense et de sécurité, nous sommes des partenaires incontournables.

On prête à Theresa May l'intention d'utiliser ce chantage à la sécurité et à la défense pour négocier le Brexit...

Ce n'est pas exact. Elle a souvent répété que notre coopération dans ces domaines est inconditionnelle. Dans le domaine nucléaire militaire, il s'agit de relations bilatérales. Cela

Selon le diplomate britannique, la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne est une opération « perdant-perdant » dans un monde déjà fracturé

n'a rien à voir avec Europol ou Schengen, qui relèvent de l'UE. Il est essentiel que nous restions dans le circuit européen des échanges d'informations sur la lutte contre le terrorisme et le crime organisé.

Emmanuel Macron a renoncé à renégocier les accords du Touquet en vigueur depuis 2004. Pourquoi la frontière britannique n'est-elle pas à Douvres ?

Tous les gouvernements français ont été convaincus que, si on reportait la frontière à Douvres, les migrants penseraient que c'est facile de passer en Angleterre et afflueraient à Calais. Vous imaginez le chaos ! Des dizaines de milliers de migrants tenteraient de prendre d'assaut le tunnel et seraient refoulés de chez nous en arrivant.

Mais vous seriez obligés d'examiner leur situation ! La vraie question n'est-elle pas le maintien à tout prix de la fluidité du trafic transmanche ?

Ce serait un désastre total avec, comme dommage collatéral, beaucoup plus de temps d'attente dans le mouvement massif de fret et de passagers entre Douvres et Calais. Le moindre retard se traduit par des kilomètres d'attente et des millions perdus en produits frais notamment. Le seul moyen d'éviter une énorme présence de migrants à Calais est de montrer clairement que ce n'est pas possible de passer. Du fait que l'étanchéité doit être assurée par les Français, il est tout à fait raisonnable que les Britanniques contribuent financièrement et aident dans des cas particuliers, comme les enfants isolés.

Que répondez-vous aux Français qui accueillent favorablement le Brexit, y voyant une chance de relance de l'UE ?

Je ne pense pas que l'Europe sera plus forte en perdant la deuxième économie et la deuxième puissance militaire européenne. Notre départ nous affaiblit et affaiblit l'Europe. Nous avons apporté une diversité à l'Europe, une vue mondiale. Même après le Brexit, je ne pense pas qu'à long terme un moule européen unique puisse fonctionner.

Considérez-vous comme une illusion l'idée de Theresa May selon laquelle le Brexit peut être une opération « gagnant-gagnant » ?

Pour moi, le Brexit est « perdant-perdant » dans ce monde si fracturé et compliqué. Maintenant, il faut être pragmatique et gérer au mieux les pertes.

Les Britanniques pourraient-ils changer d'avis ?

La possibilité de tout stopper est très faible. Je n'imagine pas un deuxième référendum après un premier, tellement viscéral et cliant. Recommencer ? Je ne pense pas que c'est une bonne idée et je ne suis pas sûr du résultat. Le seul moyen de reposer la question serait que le Parlement [de Westminster] vote contre l'accord avec l'UE. Un tel refus provoquerait une crise et sans doute des élections. Mais le plus probable est que nous allons partir. Il faut trouver un moyen de le faire tout en conservant des relations très proches avec nos partenaires européens. ■



D. LIVANAWATTE/REUTERS

Arles et Avignon en lutte pour la lumière

Chantier culturel à ciel ouvert, la ville camarguaise fait de plus en plus concurrence à la Cité des papes, qui peine à diversifier son offre

ENQUÊTE

ARLES, AVIGNON-*envoyé spécial*

Et si Arles était en train de voler la vedette à Avignon? Comment? Avignon, l'une des « marques » françaises les plus connues au monde – avec le champagne, le bordeaux et Cannes? La question trouble, fait hausser les épaules. Et pourtant...

Face à face: Avignon (Vaucluse), Cité des papes, pont légendaire et remparts enserrant une ville bourgeoise et un festival qu'on ne présente plus. Et Arles (Bouches-du-Rhône), cité ouvrière – ateliers ferroviaires, usine à riz Lustucru, Papeteries Etienne – et des moustiques gros comme des bombardiers... Oui, sauf que ça, c'était il y a trente ans. Exit les ateliers, l'usine et les papeteries, en 2018, Arles, ce sont les éditions Actes Sud, les Rencontres photographiques internationales, la Fondation Van Gogh... et bien sûr l'impressionnante Fondation Luma, de Maja Hoffmann.

Car Arles est aujourd'hui un chantier culturel à ciel ouvert qui commence à faire de l'ombre à sa sœur rivale du nord de la Durance. Que l'artiste coréen Lee Ufan ait renoncé à New York pour installer son fonds ici, et que Roger Ballen, célèbre photographe américain vivant à Johannesburg (Afrique du Sud), dont la fondation défend la photographie du continent africain, veuille y poser son ambassade européenne, est symptomatique. D'autant que, pour couronner le tout, on annonce également pour 2019 une nouvelle gare TGV entre Nîmes et Arles. Pas étonnant que le *New York Times* ait d'ores et déjà placé la ville de Camargue dans les « 52 places to go in 2018 », sa sélection annuelle des lieux à visiter dans le monde.

Désormais, c'est Arles la branchée. Une invasion de trentenaires et d'artistes qui y font exploser le prix du mètre carré, et la cohorte de people qui l'accompagne – les acteurs Edouard Baer et Virginie Efira, comme le danseur Benjamin Millepied, installé en résidence pour trois ans à la Fondation Luma... « On a l'impression qu'il s'ouvre ici une galerie d'art toutes les semaines. Je ne crois pas qu'il y ait aujourd'hui un phénomène équivalent en France », témoigne le photographe Pascal Bois, qui y est installé depuis belle lurette.

« C'est un truc assez unique que cette ville en léthargie pendant trente ans, qui a vécu le

choc de la désindustrialisation de manière assez violente, aujourd'hui se relève », confirme Philippe Schiepan, le patron du Collatéral, une ancienne église du quartier populaire de la Roquette transformée en un mini-hôtel où il organise conférences, rencontres, événements... « Arles est encore horizontale dans sa sociologie, pleine de vitalité, où l'on sent cette possibilité de faire des choses... De Jules César à Maja Hoffmann en passant par le marquis de Baroncelli-Javon [l'homme qui inventa la tradition des gardians, un ami de Buffalo Bill], la ville ne s'est fabriquée que d'"input" [contributions], mais désormais il y a un écosystème qui est en train de s'organiser. Le jeu tourne. J'ai l'impression qu'Avignon a vécu son moment. C'est maintenant celui d'Arles. Il ne faut pas le rater. »

Le moment, c'est la Fondation Luma. Un centre de recherche et de production en art contemporain, lieu de spectacles, d'expositions et de résidence, dont le joyau, une tour de 56 mètres de haut, 9 étages, vue imprenable sur la ville et la Camargue, devrait ouvrir ses portes en 2019. A la manœuvre: Maja Hoffmann, 61 ans, héritière des laboratoires Hoffmann-La Roche, dont le père, fondateur du WWF, est lui-même venu créer un laboratoire en Camargue dans les

années 1950. Maja Hoffmann a grandi ici jusqu'à ses 15 ans. « Désormais, c'est le parcours obligé: tout président ou premier ministre en visite dans la région passe par chez Maja Hoffmann, raconte un habitué. Et c'est elle qui fixe l'heure. Protocolairement, elle est maîtresse du temps. »

Une ville qui renaît de ses cendres à la faveur d'un événement ou d'un édifice culturel majeur, on appelle cela « l'effet Bilbao », en référence au port du Pays basque espagnol redevenu trendy par la grâce du Musée Guggenheim. Pour obtenir l'effet Bilbao, rien de tel que l'architecte de Bilbao: Frank Gehry signe la tour de la Fondation Luma, dont l'ossature coiffe déjà la ville comme un symbole. « Je voulais pour Arles un équipement culturel digne d'une capitale », expliquait, en 2017, Maja Hoffmann dans une interview à *L'Express*.

« Arles a un côté laboratoire que les gens ressentent, constate Sam Stourdé, qui y dirige les Rencontres photographiques, dont la renommée devient majeure. L'effet Arles est dû à ce projet pharaonique qu'est Luma. Mais aussi à la multiplicité assez unique des acteurs culturels, par rapport à la taille de la ville. Et à la façon dont ces différentes entités travaillent entre elles. »

A 35 kilomètres au nord (vingt minutes en train, près d'une heure en voiture), la Cité des papes est, elle, sous tension. « Tous les dossiers culturels avignonnais sont encalminés, témoigne un haut fonctionnaire: le Festival a des soucis financiers, les Hivernales de la danse, qui fêtent leurs 40 ans, ont été de problème en problème, l'école d'art a été envoyée dans un no man's land à la lisière de la ville, l'orchestre est en très grande souffrance... » Il y a bien eu la dotation de la collection Lambert, une chance pour la ville, mais depuis, le torchon brûle entre les tutelles et son directeur, Eric Mézil, imposé par Yvon Lambert lui-même, et dont le dernier conseil d'administration a acté le départ: « Tout ça a créé un climat délétère, et c'est vrai qu'Avignon renvoie une image de marasme. »

TROIS SEMAINES, CINQUANTE SPECTACLES Pourtant, le Festival et son « off » enregistrent des records de fréquentation, comme le souligne la maire d'Avignon. « On s'imagine que nous sommes riches parce que nous sommes prestigieux. Mais les comptes sont transparents: on n'y arrive plus », confie Olivier Py, qui dirige le Festival depuis 2014. « Trois semaines, cinquante spectacles... S'il n'y a pas une aide supplémentaire des pou-



« À ARLES, ON A L'IMPRESSION QU'IL S'OUVRE UNE GALERIE D'ART TOUTES LES SEMAINES »

PASCAL BOIS
photographe

Corot, peintre du vivant

En soixante œuvres, le Musée Marmottan Monet prouve que le portraitiste et peintre de nus est aussi important que le paysagiste

ARTS

Jean-Baptiste Camille Corot (1796-1875) se laissait aller parfois à un procédé curieux : il écrivait directement dans la peinture, avec un crayon ou l'extrémité du manche de sa brosse, un nom, un lieu, une date. « Février 1826 » en bas du portrait d'un vieil homme assis sur une malle, dont le titre précise que celle-ci appartient au peintre ; ou « Marietta - à Rome » au-dessus du nu de la jeune femme, en 1843. Sa signature, tout en lettres capitales, est aussi nettement lisible. Ces œuvres sont des huiles sur papier, montées sur toile, ce qui n'est pas tout à fait un détail : l'artiste ne s'engage pas dans l'exécution d'une composition préalablement réfléchie, mais répond aux sollicitations de l'instant, en peignant sur un support léger et peu coûteux.

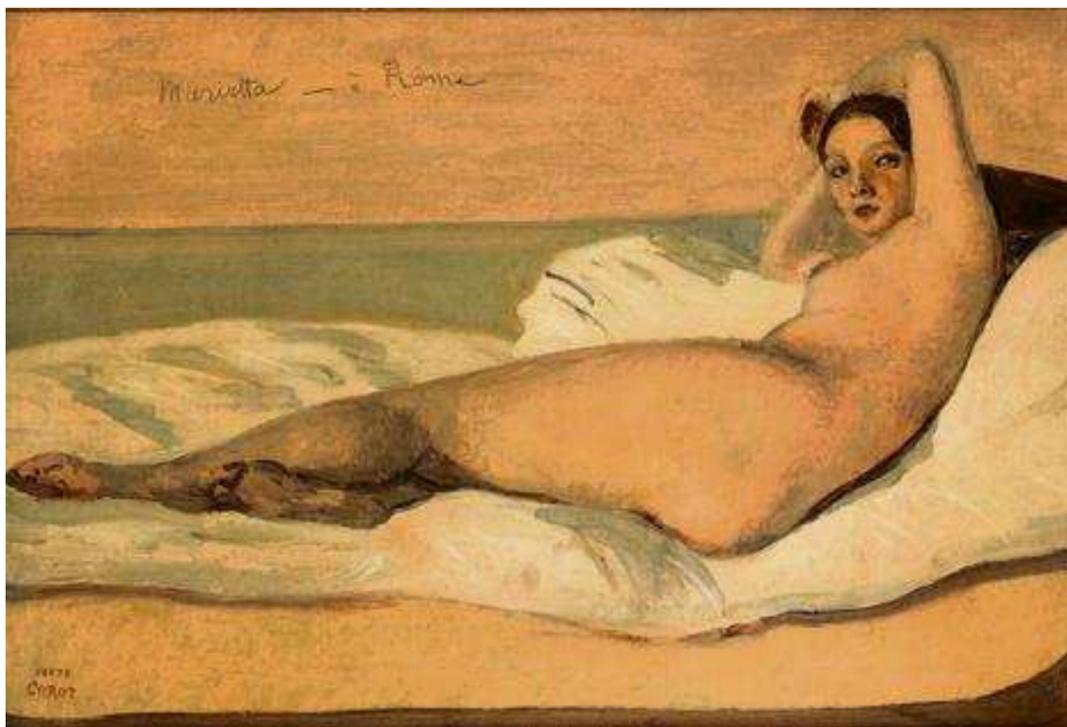
On l'imagine ainsi, dans l'atelier, l'œil attiré par tel ou tel élément. Il regarde un vieillard aux habits, chapeau et canne de berger d'Ombrie ou de Toscane, assis sur une malle dans un intérieur, situation incongrue d'un modèle rustique que l'on s'attendrait à voir en plein air. Le peintre sem-

ble surtout intéressé par la ligne de lumière le long du gilet. Il la saisit avec un mince liseré de blanc pur. Ou il regarde Marietta nue, allongée sur un drap blanc, de dos, se tournant vers la droite, les bras derrière la tête. Le mouvement fait saillir son sein gauche. Mais Corot semble plus intéressé par la longue courbe continue que tracent sa cuisse et sa jambe gauches, de l'attache de la hanche à l'extrémité du pied. Cette ligne est reprise au crayon, afin qu'elle soit plus visible. Un peintre soucieux des règles ne ferait pas cela : ni reprendre au crayon ni écrire le prénom du modèle. Il achèverait la figure du vieillard et ne se contenterait pas de vagues badigeons de gris pour les murs et la fenêtre. Il compléterait le bras droit de Marietta et finirait ses mains. C'est ainsi que font ses contemporains, dont Ingres et ses minutieux élèves. Corot, non. Il peint ce qui retient son attention.

Qu'il agisse ainsi pour de petites peintures sur papier, passe encore. Mais il est aussi libre quand le format est plus grand, un tableau au sens où Salon, critiques et marchands entendent le mot au XIX^e siècle. Il est loin d'eux, très loin. Il le sait si bien qu'il s'abstient

« Marietta » ou « L'Odalisque romaine », (1843, huile sur papier marouflé sur toile, 29 x 44 cm).

PETIT PALAIS / ROGER-VIOLETTE



de montrer ses figures. Voyez *L'Italienne* de 1872, prêtée par la National Gallery of Art de Washington, l'une des œuvres peu connues que révèle l'exposition. Le procédé est en lui-même banal : travestir le modèle pour le rendre plus pittoresque et attrayant. Une Italienne, ce sont des vêtements vivement colorés, des coiffes étranges, l'amorce d'une histoire d'amour éventuellement. Mais Corot l'oublie. Cette supposée Italienne est une jeune femme assise, accoudée à une table vide, devant un mur vide - frottis d'ocres et de gris sale. Mais son visage est remarquable parce qu'elle ne joue pas le jeu de la pose et du charme. Il suggère un mutisme têtue et de la méfiance. Sa tête est

un volume nettement découpé, aux yeux enfoncés sous les sourcils. Sa poitrine est aussi nettement soulignée. Mais c'est tout. Pour costume, elle se drape d'une trame de taches vivement colorées entrecroisées ou superposées, sans épaisseur, sans perspective. On dirait que Corot pousse sciemment au plus intense le contraste entre l'évanescence de ces étoffes flottantes et la densité minérale de la tête. C'est admirable, cette manière d'aller à l'essentiel.

Il n'idéalise pas, ni n'érotise

Au fil de la soixantaine d'œuvres réunies, cette exigence, peut-être inconsciente, se maintient. La manière évolue, sèche et méticuleuse, dans ses portraits d'enfants et de famille des années 1840, fluide et duveteuse dans ses deux dernières décennies. Dans tous les cas, le principal est, comme le suggère le sous-titre de l'exposition, le modèle, ses particularités, ses expressions, les sensations que le peintre perçoit en l'étudiant. Corot peut bien faire semblant de peindre une nymphe ou une déesse en lui associant une panthère ou une allégorie. Il ne peint véritablement qu'une femme,

qu'il n'idéalise pas, n'élève, ni n'amincit, ni n'érotise. Une femme telle qu'elle est - telle qu'il la voit. Les témoignages affirment qu'à l'inverse de ses confrères, loin de demander aux modèles une immobilité de statue, il souhaite qu'ils bougent et changent de position. C'est logique : l'immobilité serait imposée et factice. Un corps vivant, le plus souvent, ne reste pas dans la même position bien longtemps, et ces changements aident à mieux le voir et le connaître. Les nus de Corot sont donc des nus vivants, comme ceux de Degas et de Cézanne.

Il en est de même des visages, individuels et singuliers. Les cartels disent « Grecque », « Italienne », « Algérienne », « liseuse ». Leurs noms sont Emma Dobigny, M^{me} Hirsch - « superbe tête » -, Adèle Rosenfeld, Rosine Gompel. Ils se trouvent dans le *Journal* de Delacroix, en 1859 : « adresses de modèles données par Corot ». Emma devient Haydée et la muse de l'Histoire, Clio. Qu'importent ces rôles. Ce qui compte, c'est l'arc des orbites, l'arête nasale, le bombement du front et le regard absent. Là encore, Corot va à l'essentiel et parvient à rendre sensible

l'ossature sous la peau en synthétisant le visage en quelques volumes courbes. Son *Italienne au manchon jaune* de 1870 est à cet égard un pur chef-d'œuvre. Là encore, on ne voit que Degas et Cézanne à cette hauteur au XIX^e siècle. Degas le savait si bien qu'il lui est arrivé de dire que Corot était encore bien plus grand peintre de figures que de paysages. Quant à Cézanne, les deux artistes se sont rencontrés à titre posthume dans l'atelier de Picasso. Ce dernier peint, en 1910, une *Jeune fille à la mandoline* dans le style cristallin qui est alors le sien, « déduit » de Cézanne. Or, en 1909, pour la première fois, le Salon d'automne a présenté vingt-trois figures de Corot, jusqu'alors à peu près inconnues. Et la mandoline est l'un des rares accessoires que Corot met volontiers entre les mains de son modèle. Coïncidence ? Non, hommage. ■

PHILIPPE DAGEN

Corot, le peintre et ses modèles. Musée Marmottan Monet, 2, rue Louis-Boilly, Paris 16^e. Du mardi au dimanche de 10 heures à 18 heures, le jeudi jusqu'à 21 heures. Marmottan.fr. Jusqu'au 8 juillet.

PINK FLOYD LA COLLECTION REMASTERISÉE

DÉCOUVREZ L'INTÉGRALE DES ALBUMS ORIGINAUX DANS UNE COLLECTION ÉVÉNEMENT !

L'ALBUM N° 5 : 9,99€ SEULEMENT

ANIMALS

Album-concept explorant les thèmes similaires abordés dans *La Ferme des animaux*, *Animals* est une critique acerbe et virulente du capitalisme des années 70. Le cochon gonflable qu'on voit flotter au-dessus de l'usine Battersea de Londres, a été spécialement fabriqué pour l'occasion. Il deviendra l'icône du groupe et le suivra tout au long de sa carrière.

LA COLLECTION :

EN VENTE ACTUELLEMENT CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU SUR WWW.COLLECTION-PINKFLOYD.COM

Le Monde hachette Europe 1

Katharina Grosse ressuscite les pins parasols de la Villa Médicis

La peintre allemande est invitée avec la plasticienne Tatiana Trouvé

EXPOSITION ROME

Les pins parasols de la Villa Médicis, c'était comme une signature dans le ciel de Rome. S'élançant de la colline de la Trinité-des-Monts, ils faisaient partie de l'ADN de l'institution, enclave française en Italie. Mais voilà, un jour, il a fallu se résoudre à abattre ceux qui étaient malades et menaçaient de contaminer le parc. « Pour les Romains, c'était un peu comme si on leur arrachait le cœur », confie Chiara Parisi, chargée de la programmation artistique à la Villa, sous la direction de Muriel Mayette.

Les artistes peuvent-ils réparer ce genre de blessure ? La Franco-Romaine en est convaincue. Mais elle a tout de même été épatée par la proposition de Katharina Grosse, qu'elle avait invitée en duo avec la plasticienne italienne Tatiana Trouvé : la peintre allemande, experte en débordements en tout genre, s'est emparée des souches des pins arrachés, elle les a aspergées de peinture, avant de les traîner jusqu'aux salles d'exposition. Elles y sont désormais disposées en une sorte de bûcher joyeux, enflammées de pigments.

Etre dans la peinture, plutôt que devant : voilà l'expérience que propose la plasticienne, réputée pour ses interventions colossales et qui

joue souvent à l'échelle de la ville plutôt que du chevalet. Etre sur la peinture, plutôt que devant : un escalier recouvert d'un tissu polychrome y invite, aussi pétulant que casse-gueule. Pluie de pourpre, vagues carmin, plis et replis émeraude, cette toile convoque le corps tout entier et mène vers les œuvres de sa complice Tatiana Trouvé. « Nos deux univers sont formellement très éloignés, mais nous partageons beaucoup d'affinités, et une vraie amitié », résume l'artiste, qui s'était faite discrète depuis sa somptueuse rétrospective au Mamco de Genève, en 2014.

Avec le feu de la peinture

Quand Grosse couvre de couleurs, Trouvé compose en transparences ; quand la première joue avec le feu de la peinture, la seconde manipule fer, verre, et imaginaire surtout. Ses vitrines s'alignent, superposant les objets étranges qu'elles contiennent, qui les soulignent ou les traversent. Ces lignes d'acier, par exemple ? Elles lui ont été inspirées par le travail mené après-guerre par le thérapeute Fernand Deligny avec des enfants autistes. « Il leur a fait dessiner leur rapport à l'espace comme des lignes d'air, montrant comment, en bougeant, ils construisaient des frontières invisibles, rappelle l'artiste. Ses recherches sont fondamentales pour quel-

qu'un qui travaille l'espace comme moi ; cet hommage est ma façon de jouer à l'intérieur d'un enferme-

ment, de convoquer un rapport magnétique à l'environnement. » Magnétique, cette salle l'est, chargée de références au « danser ma vie » d'Isadora Duncan comme aux muséographies transparentes de la Brésilienne Lina Bo Bardi. Magnétique, car elle ouvre sur un entre-deux-mondes où l'invisible est aussi important que le visible. Ainsi de cette forêt de socles métalliques, vides, qui « attendent des œuvres absentes, ou qui n'existent pas encore. Des œuvres que je créerai peut-être, ou pas », raconte Tatiana Trouvé. Sur chaque socle, une étiquette délivre titre, date et fiche technique de ces œuvres en puissance. Des poèmes en soi. « *Le Musée des sentiments*, 2061, papier peint, velours, bitume, nicotine et cuivre », est-il écrit sur l'une d'elles. « *Doppelgänger*, 2052, poids d'une pierre », dit une autre. Ou encore : « *Promesse autodétruite si tenue*, 1994 ». Fantômes à venir, qui viennent converser avec les pins revenants. ■

EMMANUELLE LEQUEUX

Katharina Grosse et Tatiana Trouvé : « Le numerosse irregolarità », Villa Médicis, à Rome. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 h 30. De 6 euros à 12 euros. Jusqu'au 29 avril.

SÉLECTION ALBUMS

LUDWIG VAN BEETHOVEN
Triple concerto pour piano, violon, violoncelle et orchestre op. 56. Trio pour clarinette, violoncelle et piano en si bémol majeur op. 11



Nicholas Angelich (piano), Gil Shaham (violon), Anne Gastinel (violoncelle), Andreas Ottensamer (clarinette). Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, Paavo Järvi (direction).

Partition faisant fête à la musique s'il en fut, le *Triple concerto* de Beethoven établi au sein de l'orchestre un lumineux et éloquent trilogue chambriste entre cordes frappées – le piano de Nicholas Angelich, somptueux d'allure et de poésie – et cordes frottées – le violoncelle frondeur, chantant et délicat d'Anne Gastinel et le violon souverain de Gil Shaham, déjà présent dans une déjà magnifique version de 2004 avec Yefim Bronfman et Truls Mork chez Arte Nova. La rencontre au sommet de ces trois tempéraments sous la direction musclée et dramatique de Paavo Järvi ne laisse aucun répit. Belle idée de couplage : en bonus, le *Trio op. 11* permet d'admirer dans l'« Adagio » la clarinette liane, idéalement ronde et souple du jeune Andreas Ottensamer, complètement adoptée par Angelich et Gastinel. ■ MARIE-AUDE ROUX
1 CD Naïve.

ONDREJ ADAMEK
Sinuoues Voices



Diverses œuvres par Roméo Monteiro (*Air Machine*) et l'Ensemble orchestral contemporain sous la direction de Daniel Kawka et d'Ondrej Adamek.

Soufflé ! Il n'y a pas d'autre mot pour résumer la musique d'Ondrej Adamek, depuis son inspiration (souffle d'origine vocale ou tout simplement mécanique) jusqu'à sa réalisation (souffle atomique à partir de cellules dévastatrices) en passant par l'effet produit sur l'auditeur (soufflé, littéralement aspiré par l'inouï à long terme). *Sinuoues Voices* fait écho à des prières récitées dans une église et à une lointaine berceuse quand *Conséquences particulièrement blanches ou noires concerto* investit avec mille trouvailles le champ expressif d'une *Air Machine*, conçue pour aller au bout de la passion du compositeur pour l'aspirateur. Deux rituels, ardents jusqu'à la sauvagerie. Plus souriante mais plus anecdotique, *Ça tourne, ça bloque* s'amuse avec des jingles électroniques importés du Japon. Aux commandes de l'Ensemble orchestral contemporain, Daniel Kawka semble aussi beaucoup jouer, comme avec une console venue d'un autre monde. ■ PIERRE GERVASONI
1 CD Aeon/Outhere Music.

HENRI TEXIER
Sand Woman



En 1976, Henri Texier enregistre seul, jouant de la contrebasse et de la basse, du oud, des percussions, de la flûte, et chantant plusieurs de ses compositions dont *Amir*, qui ouvre alors l'album du même nom. Elle devient un classique de Texier. Qui la remet en jeu pour débiter son album *Sand Woman*, cette fois avec

les jeunes musiciens de son quintette, les saxophonistes Sébastien Texier et Vincent Lê Quang, le guitariste Manu Codjia et le batteur Gautier Garrigue. Texier constituant avec ce dernier une rythmique dansante et radieuse. D'autres anciens thèmes (*Les Là-Bas, Indiens*), deux nouvelles compositions (dont *Hungry Man*, en forme de blues) sont abordés par de lisibles mélodies, marque de toujours chez Texier. Le sens de l'espace, la profondeur lyrique des thèmes, l'assurance musicienne emportent vers un grand bonheur de jazz. ■ SYLVAIN SICLIER
1 CD Label bleu/L'Autre Distribution.

DIRTMUSIC
Bu Bir Ruya



Réunissant Chris Eckman (ancien cofondateur des Walkabouts, groupe rock de Seattle), Hugo Race (membre, à leurs débuts, des Bad Seeds de Nick Cave) et Murat Ertel (du groupe stambouliote psychédélique Baba Zula), Dirmusic propose un album d'atmosphère. Sombre, oppressant, sinon menaçant, rarement percée d'un rai de lumière – grâce aux arabesques du luth saz de Murat Ertel et de la chanteuse turque Gaye Su Akyol. Avec des cordes saturées et un martèlement quasi martial des percussions. Vénéneuse, cette transe sonore n'en est pas moins envoûtante. Les voix, graves et glaciales, parlent plus souvent qu'elles ne chantent. Il y est question de fuite, de pays où la pluie ne s'arrête jamais, de camps, de murs, de frontières fermées, d'impasse... Enregistré à Istanbul, ce disque militant dénonce la situation faite aux migrants en Europe. ■ PATRICK LABESSE
1 CD Glitterbeat/Differ-Ant.

JOHAN CRETEN
Galerie Perrotin

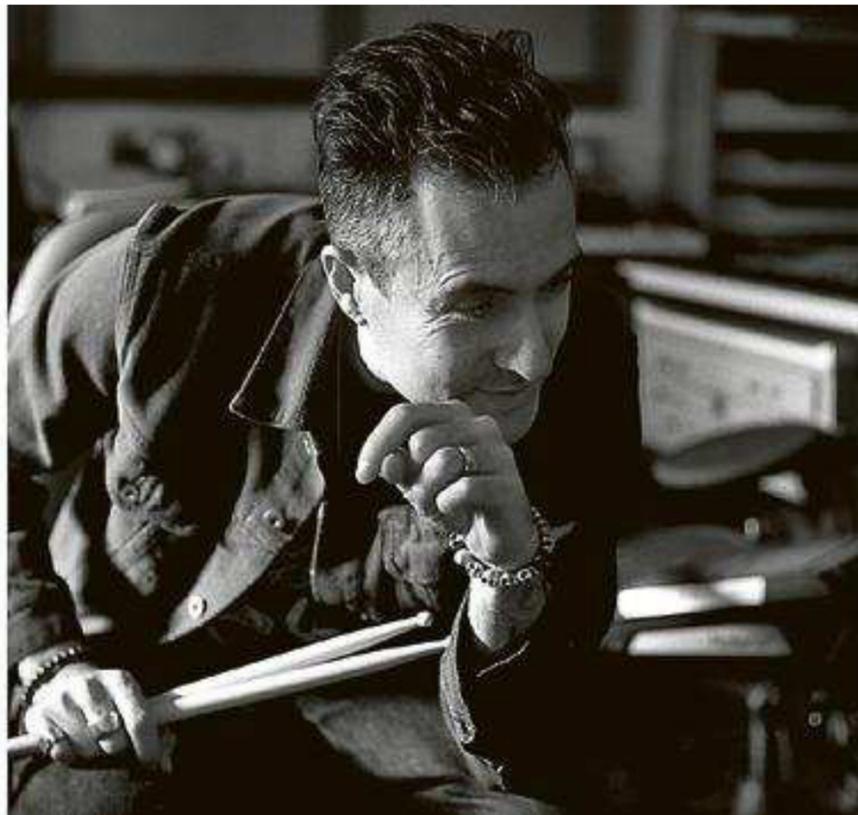
Il modèle la céramique à l'image de sa pensée : a(r)gile et iconoclaste. Pour son nouvel accrochage, l'artiste flamand Johan Creten tente de ralentir la visite en semant le parcours de bittes d'amarrage émaillées qui invitent à savourer son art du double sens. Assis sur ces socles, le visiteur peut ainsi observer aux murs toutes sortes d'épidermes – des visages, des « vulva » en bronze doré, la peau d'une orange, une bouche d'où sort une perle. Mais aussi de voilures : voiles de femmes, voilages qu'il a ajoutés aux fenêtres. A ces joyeuses et transgressives polysémies se greffe l'inquiétante étrangeté de diverses proliférations (fleurs, insectes, taches...). Et de ses récents bronzes : des oiseaux hybrides, comme mazoutés, qui semblent se désintégrer. De résonances écologiques en échos sociétaux, le parcours permet de redécouvrir deux de ses interventions anciennes, documentées par des photographies. Il y est question de réparer des logements sociaux avec des reliefs muraux et de révéler la nature hostile d'un portique de parking qui s'avère être un aménagement anti-Gitans. ■ EMMANUELLE JARDONNET
Sunrise/Sunset, de Johan Creten. Galerie Perrotin, 76, rue de Turenne, Paris 3^e. Du mardi au samedi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 mars.

Richard Russell, producteur XL

Le Londonien, découvreur d'Adele, publie un premier album collectif, où figurent Peter Gabriel, Syd ou encore les sœurs Ibeyi

MUSIQUE

Mieux qu'un « home studio », Richard Russell s'est offert un « house studio » pour aller au bout de sa reconversion. Dans une rue résidentielle de Notting Hill, à Londres, une maison, la Copper House, qu'il a transformée en studio d'enregistrement, sert d'outil d'expression au cofondateur et copropriétaire de XL Recordings, l'un des labels discographiques les plus cotés (grâce à la star Adele, mais aussi The Prodigy, The xx, M.I.A., Jungle...) de l'industrie musicale britannique, depuis le début des années 1990. Effaçant dorénavant les frontières entre ses fonctions de producteur et ses envies de création, ce Londonien de 46 ans publie un premier album, *Everything Is Recorded by Richard Russell*, qu'on évitera de qualifier d'œuvre solo, tant ce disque gorgé de soul et de mélanges urbains a été conçu sur un mode collaboratif.



Richard Russell, lors de l'enregistrement de l'album dans son studio londonien, The Copper House, en 2017. NICK WALKER

Admirateur de figures telles que Berry Gordy, Rick Rubin ou Chris Blackwell, dont le management des labels respectifs – Motown, Def Jam, Island – allait de pair avec une implication artistique, Richard Russell ne voit pas de casure entre sa vie d'entrepreneur et celle de musicien. « *Tout est ici affaire de sensibilité artistique*, souligne l'homme aux cheveux courts et au visage émacié. *Comme pour le label, il s'agissait dans ce disque de trouver les bonnes personnes et de les mettre dans les conditions pour qu'elles donnent le meilleur d'elles-mêmes.* »

D'abord petite unité vouée à la dance music, XL Recordings a construit son succès sur sa capacité à parier sur la singularité des talents, subtilement en phase avec l'air du temps. Une prise de risque que le label a su concilier avec de grandes ambitions commerciales, comme l'ont prouvé, après le triomphe fondateur de The Prodigy, des réussites comme celles de Vampire Weekend ou The xx, jamais portées par de véritables tubes. Le label pouvant se permettre la radicalité de certains choix, tel l'expérimentateur électro vénézuélien Arca, grâce au jackpot décroché par Adele, découverte adolescente, en 2006, par Richard Russell, dans un club londonien. « *J'ai tout de suite été impressionné par sa confiance en elle. Elle savait pourquoi elle était là et où elle voulait aller* », se souvient le découvreur de talents, qui dit avoir vu en la future diva soul-pop une « *Barbra Streisand punk* ».

Après plus de quinze années consacrées à l'épanouissement de nouveaux talents, Richard Russell choisit, à la fin des années 2000, de s'impliquer dans la réalisation artistique pour accompagner l'une de ses idoles, le chanteur soul-jazz Gil Scott-Heron (1949-2011), tout

juste signé par XL. Pour l'enregistrement, commencé en 2006, de ce qui sera le dernier album (*I'm New Here*, 2010) de ce poète engagé, le producteur propose des beats et des sons, mais se heurte aussi à la fin d'une époque. « *A chaque fois que nous commençons à travailler dans un grand studio, celui-ci fermait. Nous avons terminé le disque dans le minuscule home studio, installé dans le sous-sol de ma maison.* »

Enfant du hip-hop

De nouveau sollicité par un autre de ses héros, le soulman américain Bobby Womack (1944-2014), dont l'album *The Bravest Man in the Universe* (2012) sera le dernier disque, Russell coréalise cette production avec Damon Albarn, dans le grand studio que s'est offert le leader de Blur et des Gorillaz. « *J'ai adoré l'expérience et compris l'intérêt d'avoir son propre espace d'enregistrement* », dit celui qui, après avoir fait construire un studio dans les locaux d'XL, se décide à acheter une maison pour en faire son propre lieu de création.

Si les travaux de la Copper House débutent alors que Russell réalise l'album solo de Damon Albarn (*Everyday Robots*, paru en 2014), le producteur mettra du temps à en profiter. Paralysé par le syndrome de Guillain-Barré, qui l'envoie à l'hôpital pour plus d'un an, il fera de son studio un élément de son rétablissement. D'abord en y enregistrant le premier album d'Ibeyi,

XL Recordings a construit son succès sur sa capacité à parier sur la singularité des talents

le duo français des jumelles Lisa-Kaindé et Naomi Diaz, puis en choisissant d'y passer l'essentiel de son temps, les affaires courantes de XL Recordings étant désormais gérées par Ben Beardsworth.

Ce modeste multi-instrumentiste (« *je joue mal de tout* ») reconnaît d'abord s'inspirer de samples et de rythmes, en enfant du hip-hop. « *La découverte du rap a eu un effet énorme sur mon adolescence. Autant pour les textes – Rakim était un dieu –, que pour l'énergie de la musique et cette façon qu'avaient des DJ-producteurs comme Marley Marl de recontextualiser l'histoire de la soul et du funk.* » Ayant grandi dans la banlieue nord de Londres, ce fils d'une professeure et d'un vendeur d'assurances n'a pas échappé à l'influence jamaïcaine. « *J'avais 15 ans lors de mon premier carnaval de Notting Hill. Deux millions de personnes, bougeant au rythme des musiques caribéennes et des sound systems ! Je me suis dit : "Je veux vivre ici !" C'est ce que j'ai fait !* », s'enthousiasme-t-il encore.

Tel un sound system invitant différents chanteurs à se poser

sur les « riddims », Richard Russell a convié de multiples vocalistes et instrumentistes à s'exprimer sur ses instrumentaux et boucles d'échantillons (Curtis Mayfield, Keith Hudson...). La convivialité de son studio, joyeux futoir de vinyles, objets souvenirs, instruments vintage et technologie moderne, jouant un rôle central dans la chaleur et la dimension spirituelle de l'album. « *J'ai cherché à créer une atmosphère et provoquer des rencontres comme dans une jam à l'ancienne*, explique Russell. *J'ai ensuite fait le tri pour composer avec les moments de magie.* »

Plus que l'effet racoleur de grands noms qu'aurait pu lui permettre son carnet d'adresses (on trouve tout de même Peter Gabriel, Mark Ronson, Damon Albarn...), ces « featurings » privilégient de jeunes complices familiers des productions XL, telles les voix soul d'Ibeyi, Syd ou du Nigérian Obongjayar, le rap sombre de Giggs et Wiki, le saxophone de Kamasi Washington. Proches des ambiances crépusculaires de Massive Attack, les chansons de *Everything Is Recorded*, marquées par la fragilité et la solitude, brillent aussi d'un souffle relaxant et riche d'espoir. Comme le témoignage d'une reconstruction. ■

STÉPHANE DAVET

Everything Is Recorded By Richard Russell (XL Recordings/Beggars/Wagram)

Les Dupuy, retour sur une vie de danse

C'est un livre insolite. Il s'intitule *Album* et est signé par les danseurs et chorégraphes Françoise et Dominique Dupuy. Il est composé de photos en noir et blanc dont le grain même transporte dans le temps. Il met en scène plus de soixante ans de spectacles créés et interprétés par ce couple d'artistes parmi les plus singuliers de la scène chorégraphique. Il draine des émerveillements et des mystères, il captive par son dynamisme et fait rêver autour de ces deux vies dévouées à la danse. Des pages blanches rythment le livre. Elles sont des trous de mémoire, marquent le temps comme des nuages qui passent mais elles servent aussi les images, les encadrent. Deux textes courts, l'un des artistes Norbert et Nicole Corsino, l'autre d'Eugenia Casini Ropa, surgissent à la fin du livre. L'un d'eux s'intitule *Jamais à la mode mais toujours modernes*, ce qui colle bien au parcours de Françoise (née en 1925) et Dominique (né en 1930) Dupuy. Leur trajet depuis la fin des années 1940 a permis l'écllosion de quelques pièces étapes de la danse moderne et contemporaine dont ils ont aussi aidé à la structuration. Qu'ils soient sous les feux de la rampe ou dans les bureaux des institutions – entre 1989 et 1991, Dominique Dupuy est inspecteur de la danse au ministère de la culture –,

ils ont une haute idée de la chaîne de l'histoire. En 2005, au Théâtre national de Chaillot, ils présentaient une soirée de pièces intitulée *WMD* qui rassemblait des spectacles de deux de leurs complices de création : Jean Weidt (1904-1992) et Deryk Mendel (1920-2013). *Vieilles gens, vieux fers*, chorégraphié par Weidt en 1929, repris par les Dupuy en 1948, étire une guirlande intemporelle de gens cabossés dont les masques croquent l'humain en quelques rictus. Rien ne fait peur aux Dupuy. En 2010, les voilà face à face dans *Solo-Solo*. Quatre ans plus tard, Dominique rapplique en scène avec l'acrobate Tsirihaka Harrivel dans *Acte sans paroles 1*, de Samuel Beckett. En 2016, toujours soutenu par Chaillot, Dominique Dupuy lançait l'opération *Silence(s)*, qui sera déclinée dans différents endroits et théâtres jusqu'en décembre 2017. De cet *Album*, Dominique Dupuy dit : « *Même en images, on est loin d'un récit de vie. Des dates, oui, mais en ordre dispersé. Un parcours, oui, mais en éclats l'éclat des œuvres provoquant l'entrechoir des ans... Images et mots qui semblent tout simplement dire : vous dansiez, j'en suis fort aise, eh bien dansons maintenant* ». ■ ROSITA BOISSEAU

Album, de Françoise et Dominique Dupuy. Editions Analogues, 2017.

GALERIE

Robert Frank, d'art et d'essais

Un documentaire intimiste est consacré au photographe et cinéaste né en 1924, auteur du célèbre ouvrage « Les Américains »



Le photographe américain Robert Frank. ED LACHMAN

ARTE
LUNDI 19 - 23 H 35
DOCUMENTAIRE

Ses photos sont un miroir tendu à l'Amérique. Des rues, des paysages, des visages de riches et de pauvres, de citadins et de ruraux, de Blancs et de Noirs saisis dans l'objectif comme autant de sentiments intérieurs. Cinéaste, auteur de nombreux films expérimentaux, Robert Frank a surtout laissé sa trace dans la photographie. Et un livre de référence, d'influence même, *Les Américains*, publié en 1958 en France par Robert Delpire puis l'année suivante aux Etats-Unis.

Dans le documentaire intimiste qui lui est consacré, à la fois foutraque, méticuleux et chaleureux, à son image en quelque sorte, le nonagénaire malicieux - il est né à Zurich en 1924 et a débarqué en Amérique après la seconde guerre mondiale - déroule le film de sa longue et très riche existence. Il revient, notamment, sur le processus ayant abouti aux *Americains*: neuf mois de travail, 16 000 kilomètres parcourus,

30 Etats traversés, 767 rouleaux de pellicule, 27 000 images. Parfois, des problèmes avec la police, qui, à l'époque, pense qu'un type venu de New York pour prendre des photos du côté de Detroit est forcément un communiste.

« Agir vite, au plus près »

Finalement, Frank sélectionnera 83 clichés, tous remarquables. Mais, à la sortie du livre, il s'attirera plutôt de féroces critiques: « Un poème triste pour pervers », « Flou absurde, livre sale », « L'Amérique vue par un type sans joie qui la déteste ! » En se rappelant cet accueil violent, Frank sourit: « Ce voyage m'a appris à aimer l'Amérique. Cela a mis au moins dix ans avant que le livre ait du succès. Pour faire une bonne photo, il faut agir vite, au plus près. Je prenais les gens avant qu'ils ne remarquent l'appareil. Souvent, la première photo est la meilleure... »

Son père était un bon photographe amateur. Et le tout premier cliché du très jeune Robert Frank aura pour modèle une église zurichoise. Mais c'est le grand Walker Evans (1903-1975) qui encouragera Robert Frank à en faire son

métier. « Après-guerre, l'Amérique était un pays fantastique pour nous qui arrivions d'Europe. Tout était possible, il n'y avait qu'à essayer », lance-t-il, sourire en coin. Des premières piges dans le magazine féminin *Harper's Bazaar* à la consécration artistique, sa vie sera faite de prises de risque, de panache, d'amitiés solides, de drames familiaux et d'envies toujours renouvelées de travailler l'image, fixe ou animée.

Porté par une formidable bande-son (Tom Waits, Patti Smith, Lou Reed, John Cale, Charlie Mingus...), le documentaire propose notamment de nombreux extraits de

films signés Robert Frank. Expérimentaux, étranges, mettant en scène William S. Burroughs ou Mick Jagger, des amis ou des inconnus, ils n'ont pas rencontré le même succès que ses photos.

Mais, durant un demi-siècle, entre 1959 et 2009, Frank n'a pas cessé de tourner. Evoquant pêle-mêle ses amitiés notamment avec Jack Kerouac, Allen Ginsberg et le mouvement beatnik, son travail, sa jeunesse en Suisse, ses deux enfants tragiquement disparus, sa famille, sa vision de l'Amérique et du monde, son bonheur de partager désormais sa vie entre New York et sa maison re-

fuge de Mabou, en Nouvelle-Ecosse (Canada), Robert Frank n'oublie rien. Et garde presque tout. « Les gens qui vivent en marge de la société m'ont toujours intéressé », confie-t-il. Archives, interviews, extraits de films, le documentaire de Laura Israel tente, avec succès, de capter les émotions de l'artiste, qui, d'une phrase, résume une existence: « Je crois au travail. C'est comme cela que l'on fait face au destin. »

ALAIN CONSTANT

Robert Frank, *l'Amérique dans le viseur*, de Laura Israel (EU, 2015, 50 min).

« Here and Now », un premier épisode qui laisse perplexé

Le scénariste de « Six Feet Under » brosse de nouveau le portrait d'une famille américaine, cette fois sous l'ère Trump

OCS GO
À LA DEMANDE
SÉRIE

Oscarisé pour le scénario du film *American Beauty* (1999), Alan Ball s'est lancé ensuite dans la formidable fresque *Six Feet Under* (2001-2005), sur les névroses d'une famille - les Fisher - à la tête d'une entreprise de pompes funèbres. Puis, il a créé la très vampirique *True Blood* (2008-2014), métaphore de la condition des gays aux Etats-Unis. Avec *Here and*

Now, une série sur les Bayer-Boatwright, une famille installée à Portland, dans le nord-ouest du pays, le scénariste et réalisateur porte son regard sur l'Amérique de l'ère Trump.

Anciens étudiants de Berkeley très Flower Power, les deux intellectuels que sont Audrey et Greg (Holly Hunter et Tim Robbins) ont adopté des enfants de la diversité, aujourd'hui adultes: Raimon, né en Colombie (Daniel Zovatto), Ashley, venue du Liberia (Jerrika Hinton), et Duc, d'origine vietnamienne (Raymond Lee). Ils

ont ensuite conçu leur propre enfant, Kristen (Sosie Bacon), qui, avec la cynisme lucidité de ses 17 ans, se qualifie de « l'ennuyeuse gamine blanche de la famille ».

Un lien secret

Alors que débute *Here and Now* - dont nous n'avons vu que le premier épisode, OCS diffusant la série au même rythme hebdomadaire que HBO -, le père, Greg, enseignant en philosophie, déprimé et infidèle sans enthousiasme, se voit infliger une grande fête pour son 60^e anniversaire. Une récep-

tion menée de main de maître par sa femme, dont le passé professionnel de thérapeute et les bons sentiments n'ont d'égal que son indécrottable psycho-rigidité.

Parallèlement à la présentation de cette famille que l'on devine dysfonctionnelle sous ses atours très « libéraux-libertaires », s'impose un mystère, de nature sur-naturelle ou hallucinatoire: les visions de leur fils homosexuel Raimon, qui voit le chiffre onze s'imprimer en double (11 11) un peu partout autour de lui, et se dessiner en barres de feu verticales -

qu'il est le seul à percevoir. Maladie mentale? Phénomène surnaturel? La réponse viendra peut-être du psychiatre qu'il va consulter, avec lequel le jeune homme semble avoir un lien secret.

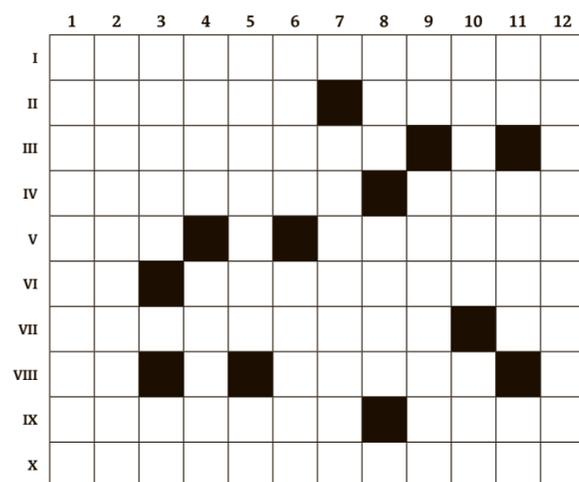
Il reste à espérer que l'aspect artificiel, voire caricatural et sur-joué du pilote ne soit qu'un trompe-l'œil. ■

MARTINE DELAHAYE

Here and Now, série créée par Alan Ball. Avec Holly Hunter, Tim Robbins, Daniel Zovatto (EU, 2018, 10 x 52 min).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 18 - 042
PAR PHILIPPE DUPUIS



SOLUTION DE LA GRILLE N° 18 - 041

HORIZONTALEMENT I. Grouillement. II. Râlera. Tor. III. Ite. Ecartela. IV. Nice. Elée. Dn. V. Corruptrices. VI. Ecartée. VII. Mine. Dressai. VIII. Nervées. UNR. IX. Ne. Ai. Eugène. X. Trainasseras.
VERTICALEMENT 1. Grincement. 2. Ratiociner. 3. Oléocrane. 4. Ue. Errerai. 5. Ire. Ut. Vin. 6. Lacépède. 7. Altérées. 8. Errer. Esus. 9. Teins. Gé. 10. Eté. Suer. 11. Nolde. Anna. 12. Transpires.

HORIZONTALEMENT

I. Charmant chez la cigale, beaucoup moins chez le nourrisson. II. Comme un spectacle de tuerie animale. Fait de l'ombre. III. Réjouies comme avant. IV. Monnaies de compte chez les Anglais. Bien protégé. V. Affluent du Danube. Souligné en bleu. VI. Possessif. Dispositions à suivre. VII. Bonnes dispositions à prendre. Sur la portée. VIII. S'est intéressé aux choux-fleurs. Restent en bordure des forêts. IX. Effet vocal ou plaisir gourmand. Cours africain. X. Prend des mesures au passage.

VERTICALEMENT

1. Grand herbivore du jurassique. 2. Permet d'aligner les chiffres et les lettres. 3. Manifestait par derrière. Cité antique. 4. Espagnole face à Hundaye. Mesure en mer et dans les airs. 5. Travailla pendant vingt ans sur l'Encyclopédie. Réunion ouverte à tous. 6. Très proche. Deuxième jour de la décade. 7. Forces navales et aériennes. 8. Evite blocages et dérapages. Italienne de la Grande Grèce. 9. Possessif. Accompagne le commissaire ou renifle. 10. Descendant des rois d'Espagne. A fait entrer les filles au lycée. 11. A toujours quelque chose à dire. Cries comme une bête. Pris en connaissance. 12. Rendre indispensable.

SUDOKU

N°18-042

								7	3		
							1	5		8	
		1									
		4								7	
		7	2	3	5				6		
		3		9							
		6		5	8			2	1		
					7	6	8				

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

5	3	7	8	6	9	4	1	2
6	9	2	4	1	7	3	8	5
4	8	1	3	2	5	7	6	9
8	7	6	5	9	3	1	2	4
2	5	4	7	8	1	9	3	6
3	1	9	6	4	2	8	5	7
9	2	5	1	7	8	6	4	3
7	4	8	2	3	6	5	9	1
1	6	3	9	5	4	2	7	8

Expert

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Un hors-série

Du Cambodge à l'Irlande, de la Chine à la Côte d'Ivoire, dans l'art, à l'école, au bureau, sur les réseaux sociaux, la lutte continue

En vente chez votre marchand de journaux

VOTRE
SOIRÉE
TÉLÉ

DIMANCHE 18 FÉVRIER

TF1

21.00 Le Labyrinthe.
La terre brûlée
Film de Wes Ball (EU, 2015, 145 min).

France 2

21.05 Tellement proches
Comédie (Fr., 2009, 100 min).

France 3

20.55 Brokenwood
Série (N-Z, S4, ép. 3/4; S3, ép. 3/4).

Canal+

21.00 Football
Marseille-Bordeaux
26^e journée de Ligue 1. En direct.

France 5

20.55 Aliments, rien ne se jette, tout se transforme
Documentaire (Fr., 2017, 50 min).

Arte

20.55 Drive
Thriller (EU, 2011, 95 min).

M6

21.00 Zone interdite
Présenté par Ophélie Meunier.

LUNDI 19 FÉVRIER

TF1

21.00 Les Bracelets rouges
Série (Fr., 2017, S1, ép. 5 et 6/6).

France 2

21.00 Rizzoli & Isles: autopsie d'un meurtre
Série (EU, 2016, S7, ép. 3 et 4/13).

France 3

20.55 Le Monde de Jamy
Ces animaux si proches de nous!

Canal+

21.00 Hard Sun
Série (GB, 2018, S1, ép. 1 et 2/6).

France 5

20.50 Cartouche, le brigand magnifique
Téléfilm (Fr.-Bel., 2009, 105 min).

Arte

20.50 Cloud Atlas
Film (EU-AII., 2012, 170 min).

M6

21.00 Iron Man 3
Film d'action (EU-Ch., 2013, 140 min).

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société: 99 ans à compter du 15 décembre 2000.

Capital social: 124.610.348,70 €. Actionnaire principal: Le Monde Libre (SCS). Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13 Tél.: 01-57-28-20-00 Abonnements par téléphone: de France 3289 (Service 0,30 €/min + prix appel); de l'étranger: (33) 1-76-26-32-89; par courrier électronique: abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an: France métropolitaine: 399 €. Courrier des lecteurs blog: <http://mediateur.blog.lemonde.fr/>; Par courrier électronique: courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Médiateur: mediateur@lemonde.fr Internet: site d'information: www.lemonde.fr; Finances: <http://finance.lemonde.fr>; Emploi: www.talents.fr/; Immobilier: <http://immobilier.lemonde.fr>

Documentation: <http://archives.lemonde.fr> Collection: Le Monde sur CD-ROM: CEDROM-SNI 01-44-82-66-40 Le Monde sur microfilms: 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0722 C 81975 ISSN 0395-2037



Présidente: Laurence Bonicalzi Bridier PRINTED IN FRANCE
80, bd Auguste-Blanqui, 75707 PARIS CEDEX 13
Tél.: 01-57-28-39-00 Fax: 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79 rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France Toulouse (Occitane Imprimerie) Montpellier (« Midi Libre »)

Origine du papier: France. Taux de fibres recyclées: 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement, porteur de l'Écolabel européen sous le N°FI/37/001. Entropisation: P10t = 0,009 kg/tonne de papier

Daniel Vernet

Ancien directeur de la rédaction du « Monde »

Cet homme était tout d'un bloc, à la fois complexe et entier. Chez Daniel Vernet, ancien rédacteur en chef et directeur de la rédaction du *Monde*, mort à Paris, jeudi 15 février, d'une défaillance cardiaque, à 73 ans, une manière inébranlablement calme masquait l'essentiel. Insatiable curiosité intellectuelle, boulimie de travail, passion de lire, d'écrire, de voyager, de comprendre, le tout mêlé à l'attention aux siens, au sens de l'amitié et à l'art festif de la table : Daniel Vernet ne faisait rien à moitié. Il a compté dans l'histoire du *Monde* et de ses journalistes.

Ce jeudi 15 février, cette dernière journée, fut à son image, largement occupée aux « affaires étrangères », son jardin intérieur : une réunion le matin, au club mensuel du Centre de recherches internationales de Sciences Po, « qu'il ne manquait jamais », nous dit son directeur, Alain Dieckhoff ; une conférence en fin de journée à l'Institut français des relations internationales (IFRI). Vernet n'avait pas « décroché » en prenant sa retraite du *Monde*, en 2009. Cet Auvergnat continuait à labourer ses terres : l'Allemagne, l'Europe, la Russie, champs de prédilection, mais aussi la Chine et les Etats-Unis.

Avec son épouse, Marie-Thérèse, et quelques autres passionnés, il animait *Boulevard extérieur*, un site entièrement consacré à l'actualité internationale. Il chroniquait sur *Slate*, où Jean-Marie Colombani, l'ancien directeur du *Monde*, l'avait accueilli. Pour un supplément du *Monde*, un article de revue sur un événement étranger, un débat à conduire à la Maison Heinrich Heine, une émission de radio en allemand ou en italien, on avait à Paris le même réflexe : « Il faut appeler Vernet. »

Pour autant, natif de Chamalières (Puy-de-Dôme), ancien du quotidien *La Montagne* – localier, puis chef d'édition, enfin journaliste politique –, il ne se poussait pas plus du coude qu'il n'était tenté par le parisianisme : tout sérieux, zéro paillette, de l'humour sur tout et d'abord sur lui-même, tel était Daniel Vernet. Diplômé de Sciences Po, il était entré au *Monde*, au service étranger, en 1973. Quand il revient de trois affectations à l'étranger – Bonn, alors capitale de l'Allemagne de l'Ouest, puis Moscou et Londres – qui, dix ans durant, le tiennent loin de la rédaction centrale, l'équipe du *Monde* découvre, en 1983, ce profil d'homme tranquille : silhouette robuste, grande modestie, énergie à revendre. Il est alors l'adjoint d'un des départements phares du journal, le service Etranger, que pilote en pleine souveraineté son ami Jacques Amalric.

Dès 1985, au côté du directeur André Fontaine, il prend la rédaction en chef du journal. Convivial, sans être expansif, d'humeur égale, pince-sans-rire, « il respirait la solidité, la fiabilité et il faisait confiance aux journalistes », se souvient l'un d'eux, Franck Nouchi. Vernet a le pas lent, la Boyard aux lèvres, une vaste culture et des nerfs d'acier pour traverser les secousses de l'actualité et celles, pas moins fréquentes, qui agitent la

rédaction. Un scoop un tantinet faisandé ou une histoire quelque peu survendue ne résistait pas longtemps au questionnement du « redchef » : « Bon, mais au fond, t'as quoi ? »

Son magistère sur l'actualité internationale n'était questionné par personne, mais sa curiosité était éclectique. Il s'intéressait aussi à l'économie, à l'environnement, à la psychanalyse, poursuit Franck Nouchi, qui se souvient l'avoir surpris en pleine discussion avec le philosophe et psychanalyste Félix Guattari (1930-1992). Homme de la culture du livre et de la chose écrite, il fait venir l'écrivain Bernard Frank (1929-2006) au *Monde* et lui confie une chronique littéraire – où s'emmêlèrent l'air du temps, les aventures de la politique, la vie des auteurs et celle de leurs restaurants (pas forcément dans cet ordre).

Quand il fallait au plus vite un « bulletin de l'étranger », un éditorial, une analyse à chaud, un commentaire express, Daniel était l'un des plus rapides. Dans ces moments-là, à la rédaction, on pouvait être d'accord ou non avec le fond du propos, peu importe, son professionnalisme – qui se manifestait aussi par une frappe sonore et décidée sur le clavier de l'ordinateur – ne suscitait qu'une réaction : respect.

« Honnête homme »

Vernet aimait *Le Monde*, ses traditions, son indépendance, ses structures d'usine à gaz, et savait courtoisement, mais avec acuité, en critiquer tous les errements. A l'automne 1990, après une intense compétition avec deux autres candidats (Jean-Marie Colombani et Bernard Guetta), la rédaction le choisit, à plus de 60 % des voix, pour succéder à André Fontaine à la direction du journal. Mais les autres sociétés d'actionnaires contestent, notamment, le format d'une trigérance que suggère Vernet pour assurer la direction de l'ensemble de l'entreprise. Au terme d'une de ces mystérieuses batailles qui ont animé l'histoire du journal, il est contraint à renoncer à la direction du *Monde*. Jacques Lesourne, polytechnicien venu de « l'extérieur », héritera du fauteuil de Fontaine.

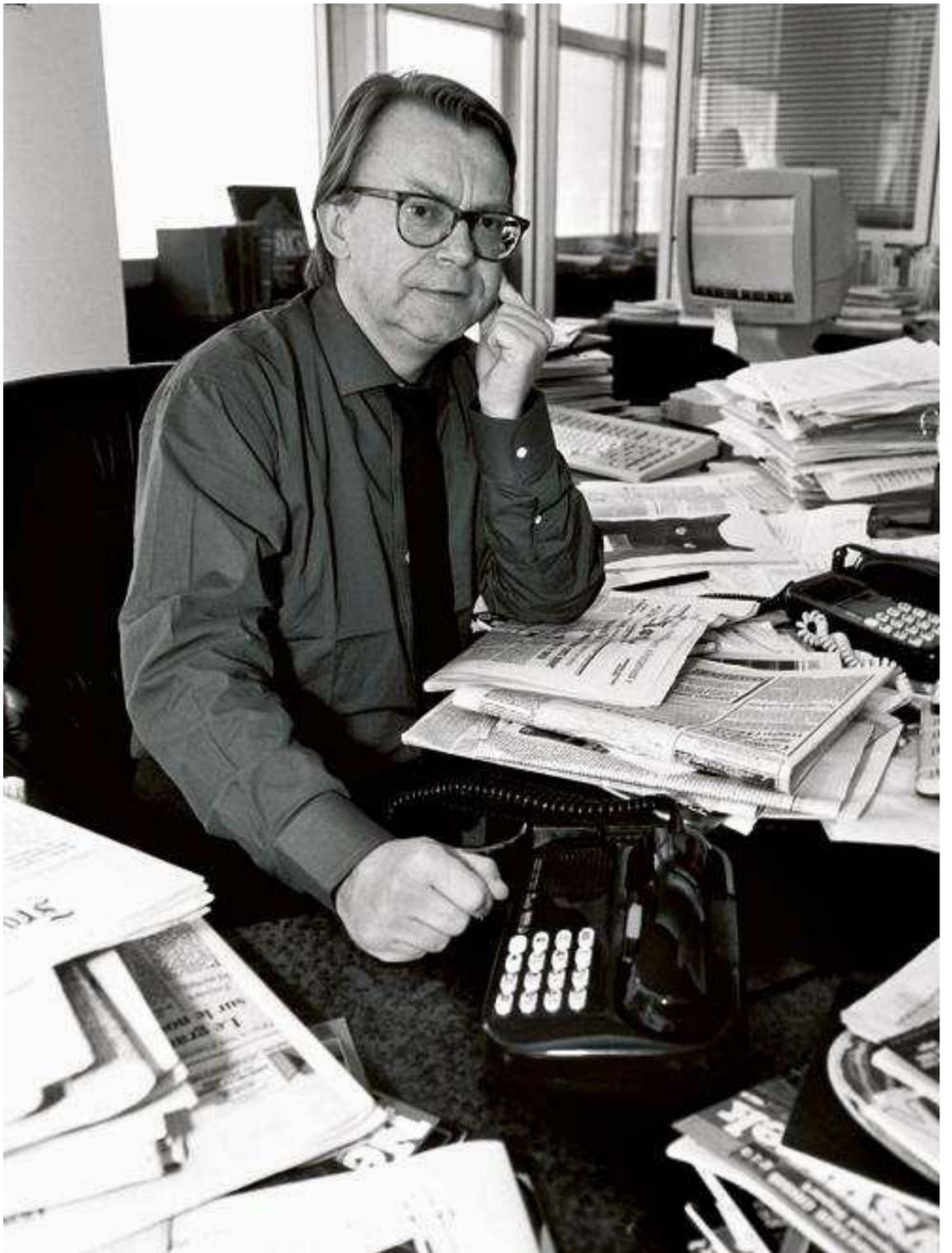
En ce début des années 1990, Vernet revient à son tropisme premier : l'étranger. En 1991, il devient directeur des affaires internationales. Vernet voyage et écrit. Cet « honnête homme » au sens du XVIII^e siècle, polyglotte, multiplie portraits, analyses et commentaires dans les colonnes du *Monde*. Plusieurs livres vont suivre. Ils reprennent les épisodes tourmentés de l'« époque » : la fin de la guerre froide et la saga de l'après-communisme, les tourments des Balkans, la renaissance allemande et celle de Berlin, les désillusions russes et l'avènement du poutinisme, les fantômes tragiques des néoconservateurs américains et la concurrence montante entre la Chine et les Etats-Unis, parmi d'autres.

Où est le fil directeur de ce travail journalistique ? Le seul attachement à la tâche sérieusement accomplie, l'éthique du travail de ce protestant non pratiquant n'expliquent pas tout. Pas plus que le plai-

sir de se cultiver, de pratiquer, outre l'allemand, le russe, l'italien et l'anglais – ni celui de cheminer à travers les livres et les capitales de l'Europe en compagnie de sa femme et de sa fille Noémie. Il y avait autre chose qui entretenait cette énergie intellectuelle. Il faut chercher du côté du séjour à Moscou. Peut-être cela avait-il commencé à Bonn, dans l'Europe divisée par le rideau de fer.

L'ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris fréquenta un court moment le cercle de réflexion plutôt restreint des étudiants communistes de la rue Saint-Guillaume. Il n'avait pas mis longtemps avant de comprendre ce qu'il en était du paradis socialiste. Mais le choc de la réalité du soviétisme vécu de l'intérieur – ce mélange d'échec dans le domaine économique et social et de perfection dans la répression policière – fut une sorte de vaccin à vie contre les dérives de l'idéologie.

Vernet rejoint ici ses amis du *Monde* qui l'ont précédé à Moscou, Michel Tatu et Jacques Amalric. Revenus à Paris, tous se battraient, au long des années 1970, pour tenter de dessiller les yeux d'une gauche française qui craignait encore trop souvent qu'on renforce la droite en disant la vérité sur l'URSS. A Moscou, ils ont vécu des deux côtés du miroir déformant de la propagande, au-delà des images de l'Intourist et des magasins spéciaux pour journalistes et diplomates étrangers. Ils ont fréquenté des gens de courage, les dissidents. Ils ont touché de près une société soviétique profondément inégalitaire – où le luxe était réservé à une petite nomenclatura. Etait-ce en-



Daniel Vernet, à son bureau, en 1990. MARC DEVILLE/GAMMA

21 MAI 1945 Naissance à Chamalières

1969 Obtient sa carte de presse

1973 Le 1^{er} janvier, engagé au « Monde » comme rédacteur au service Etranger. Le 1^{er} août, il devient correspondant à Bonn

1977 Correspondant à Moscou

1981 Correspondant à Londres

1983 De retour à Paris, il devient chef adjoint du service Etranger

1985 Rédacteur en chef

JANVIER 1990 Directeur de la rédaction (nommé par André Fontaine), il sera assisté de deux rédacteurs en chef, Bruno Frappat et Claude Sales

1991 Nommé directeur des relations internationales

2 JANVIER 2009 Quitte le journal

15 FÉVRIER 2018 Mort à Paris

dosser les excès du capitalisme que de rapporter ces choses-là ?

De cette expérience de l'URSS des années 1970, ils sont revenus avec la conviction que l'empire soviétique ne serait pas facilement ébranlé. Dans la deuxième moitié des années 1980, ils ont hésité avant de prendre au sérieux l'expérience de la perestroïka et de la glasnost menée par Mikhaïl Gorbatchev. Pouvaient-ils faire confiance à cet apparatchik entré au PC à 19 ans, plus tard nourri dans le giron de Iouri Andropov quand celui-ci était chef du KGB ? Vernet questionnait : Gorbatchev pourait-il surmonter les contradictions d'une politique qui, sans remettre en cause les fondements du système, finissait par scier les bases de l'omnipotence du parti ?

Engagement européen

Pourtant, l'URSS – pas forcément le soviétisme – va s'effondrer. Ce sera la fin de l'empire, puis la revanche des nationalités. Plus tard, s'interrogeant sur la politique de Vladimir Poutine, élu pour la première fois président en 2000, Daniel Vernet s'est efforcé de décrypter l'un des mystères de l'identité russe. Pourquoi le pays le plus grand de la Terre semblait-il n'être fidèle à lui-même qu'en élargissant sans cesse le périmètre de sa zone d'influence ? Vernet rapportait cette scène d'un Poutine citant au président Nicolas Sarkozy cette phrase du poète et diplomate Fiodor Tiouttchev (1803-1873) : « *La Russie, on ne peut pas la comprendre. Il faut la croire.* » Le journaliste Vernet restait sceptique. Et voulait comprendre. Son engagement européen ne se dé-

mentira jamais. L'Europe était une nécessité géopolitique dans le monde d'aujourd'hui. Nul besoin de céder à la tentation euro-lâtre pour défendre ce qui lui semblait une évidence et la leçon de tant et tant de drames passés. A la table des Vernet, de la maison de Cheyne Walk au bord de Tamise, à Londres, à l'appartement parisien en bordure du parc Montsouris, elle défilait, l'Europe – diplomates, dissidents, artistes, venus de l'est et de l'ouest du continent, débattaient sans fin des aventures diplomatiques du moment.

Il n'y avait pas que le journalisme, les livres et les résultats de l'équipe de rugby de Clermont-Ferrand que Vernet prenait au sérieux. Il y avait la cuisine. C'était une affaire importante. Pas plus qu'on ne l'embobinait sur l'actualité, on ne racontait de salades à Daniel sur la manière d'accueillir une blanquette de veau – et encore moins sur le choix de la bouteille pour l'accompagner. C'était sa façon d'honorer sa famille et ses amis. Tout d'une pièce, présence rugueuse, forte et attentive aux autres, il prenait de la place. Il manquera d'autant à beaucoup d'entre nous. ■

ALAIN FRACHON

[Daniel Vernet était de ces journalistes exceptionnels qui marquent l'histoire d'une rédaction. Pour celles et ceux qui ont eu la chance de travailler à ses côtés, au « Monde », il était une référence pour la finesse du regard qu'il portait sur les événements de la planète et la pertinence qu'il déployait dans chaque article, dans chaque discussion, au gré des postes qu'il a occupés. Ses qualités humaines, appuyées sur son calme et sa gentillesse, en faisaient aussi un modèle pour nombre d'entre nous. « Le Monde » présente ses plus sincères condoléances à sa famille et à ses proches. J.F.]

Michiko Ishimure Ecrivaine japonaise



« THE MAINICHI »/JAPAN

Une grande dame s'est éteinte : Michiko Ishimure, écrivaine qui révéla aux Japonais les souffrances des victimes de la maladie de Minamata (intoxication par le mercure), est morte le 10 février à Kumamoto. Elle avait 90 ans. Mêlant roman, poésie, journal intime, témoignages et histoire, elle fut la voix des 10 000 personnes qui ont été officiellement atteintes de cette maladie affectant le système nerveux central.

Née le 11 mars 1927 dans le village de Kawaura sur l'île Amakusa, elle avait grandi à Minamata (département de Kumamoto, dans le Kyushu) sur la rive opposée de la mer de Shiranui. Institutrice, elle avait découvert en se rendant à l'hôpital, où avait été hospitalisé son fils, les premiers malades souffrant de cette maladie mystérieuse qui n'épargnait pas les enfants, dont beaucoup naissaient avec des infirmités motrices et cérébrales lourdes. Un faisceau de symptômes (poissons morts, chats pris de spasmes convulsifs...) allaient permettre de conclure à un empoisonnement de la mer. La maladie fut reconnue en 1956 mais, jusqu'en 1968, l'usine chimique Chisso, qui déversait du méthyle-mercure dans la mer, et l'État nièrent toute responsabilité.

Michiko Ishimure rompit cette conspiration du silence qui contribua à contaminer la mer pendant des décennies. Elle ne fut certes pas seule à militer pour que la lumière soit faite et que les victimes soient dédommagées mais, par son empathie pour celles-ci, la trilogie qu'elle publia en 1959, *Mer de souffrance, terre de lumière* (*Paradise in the Sea of Sorrow: Our Minamata Disease*, University of Michigan, 2003), eut un fort retentissement, s'inscrivant dans ce que l'on appelle aujourd'hui la « narration littéraire documentaire ».

Michiko Ishimure a écouté les victimes provenant pour la plupart de communautés de pêcheurs des petites îles de la mer de Shiranui. A partir du récit de ces drames individuels (découverte d'une maladie sournoise à laquelle, au début, personne ne veut croire, agonie des malades dans des convulsions atroces, enfants handicapés se traînant sur les tatamis...), elle a reconstitué avec sensibilité une catastrophe collective.

Pour faire comprendre pourquoi les pêcheurs refusèrent longtemps de croire que la mer était polluée, Michiko Ishimure emmenait souvent ses visiteurs au bord de la baie de Minamata aux eaux bleues et limpides. « Les

pêcheurs ne pouvaient pas imaginer que cette mer, royaume des légendes de notre enfance, pouvait apporter la mort. Quand le soleil se couchait, nous pensions qu'il allait éclairer le fond de la mer, disait-elle. La mer de Shiranui était notre jardin enchanté. » « Tout cela nous a été ravi », ajoutait-elle. Sur les rives de la mer de Shiranui, deux mondes sont entrés en collision : des pêcheurs qui croyaient à l'harmonie entre l'homme et la nature, et un capitalisme prédateur.

Le « poison de la modernité »
Michiko Ishimure écrit plusieurs livres sur Minamata (dont un traduit en anglais sous le titre *The Story of Sea of Camellia*) et elle reçut, en 1973, le prix Ramon Magsaysay (ancien président des Philippines), sorte de prix Nobel asiatique pour son travail sur Minamata. Elle s'intéressa par la suite à l'histoire du Kyushu et, en particulier, aux révoltes dont l'île fut le théâtre comme celle des chrétiens au début du XVII^e siècle. Elle consacra aussi un ouvrage au combat contre l'intoxication par le cuivre à la fin du XIX^e siècle.

Au-delà de la lutte pour la protection de l'environnement, l'œuvre en 17 volumes de Michiko Ishimure est porteuse des interrogations de notre temps : l'asservissement à la loi du profit et la négligence des autorités face aux risques de cette course à l'efficacité qui, lorsque les catastrophes se produisent, éludent toute responsabilité. L'origine du mal à Minamata a été identifiée en 1956 mais ce n'est qu'en 2010 que les derniers plaignants ont été indemnisés.

La maladie de Minamata et d'autres drames de la pollution comme l'intoxication au cadmium relèvent d'un scénario tristement répétitif, dont le dernier exemple a été l'accident à la centrale nucléaire de Fukushima, en 2011. Toute sa vie, Michiko Ishimure dénonça le « poison de la modernité », appelant non pas à oublier, mais à reconnaître la souffrance de ceux qui en ont été victimes, et ainsi peut-être à trouver un antidote. ■

PHILIPPE PONS

Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous transmettre vos annonces chaque dimanche, de 9 heures à 12 h 30, pour la parution du lendemain.

Tarif à la ligne, réduction pour nos abonnés : nous consulter.

Pour toute information Carnet :
☎ 01 57 28 28 28
☎ 01 57 28 21 36
✉ carnet@mpublicite.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Mary-Aline Aladel,
Claire, Emmanuelle, Philippe et Vincent Capet,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Marie CAPET,

le 24 janvier 2018,
à l'âge de quarante-neuf ans, à Paris.

M^{me} Anne Chassard Duvernoy,
son épouse,
Olivier et Anne, Nicolas et Eve-Marie, Virginie et Nicolas, Anne-Sophie et Oscar, ses enfants,

Margaux, Lalo, Martin, Ninon, Jules et Prune, ses petits-enfants,
Jean-Noël et Jeanne, Jean-Luc et Jean-Louis, Jean-Marc et Marie-Claire, Eve-Marie et Jean-Louis, ses frères et sœur et leurs enfants,
Andrée et André, Michèle, Simone et Jean, ses beaux-frères et belles-sœurs et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Dominique CHASSARD,

ministre plénipotentiaire honoraire, ancien ambassadeur,

survenu le 10 février 2018.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 21 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Gilles de Bour-la-Reine.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille Deschateaux, la famille La Vieille,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} Mauricette DESCHATEAUX,

née CAUSSE,

survenu le 13 février 2018,
à l'âge de cent quatre ans.

Elle repose désormais au cimetière du Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine).

Nous avons la tristesse d'annoncer le décès de

Guillemette DOAT,

survenu le 10 février 2018.

Nous nous retrouverons autour d'elle à l'Institut médico-légal de Paris, le mardi 20 février, à 8 heures.

L'inhumation aura lieu à Perchède (Gers), le mercredi 21 février, à 14 h 30.

Famille Doat,
j-vautrin@orange.fr

Murat-le-Quaire. Paris. New York.

Françoise Fontanet, son épouse,
Philippe et Marie-Christine Gousseland,
Marc Fontanet, ses enfants,
Constance et Sixtine Fontanet, ses petites-filles,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques FONTANET,

survenu le 7 février 2018, à New York, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

204, rue de Vaugirard,
75015 Paris.

Juliette et Lucile Bailly-Gourévitch, ses filles,
Michel-Igor Gourévitch, son frère,
Malsun Ahn « Sunny », son amie,
Cristina Garcez, Janine Oxley Et tous ses amis et amis,
Alice et Rosette,
ses cousines et leurs conjoints,

ont la tristesse de faire part du décès de

René GOURÉVITCH,

survenu le 14 février 2018, à son domicile, à l'âge de soixante et onze ans, entouré de l'affection de ses proches et avec le soutien attentif du docteur Richard Handschuh.

L'incinération aura lieu au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e, le mardi 20 février, à 9 h 30.

« Pour quoi J'aurais su pour quoi, pour quoi Elle vient trop tôt la fin du bal..... »
Vladimir Vissotski, Maxime Le Forestier.

Monique et Micheline Jacob, ses sœurs,
Elisabeth Jacob, sa belle-sœur,
Ses neveux et ses nièces,

font part du rappel à Dieu de

Alain JACOB,

ancien ingénieur-conseil pour les pays en voie de développement,

le 13 février 2018.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 20 février, à 14 h 30, en l'église Saint-Joseph des Nations, 161 bis, rue Saint-Maur, Paris 11^e.

M. et M^{me} Patrice Spinosi, ses enfants,
Félix, Gaspard et Charles, ses petits-enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Camille JAUFFRET-SPINOSI,

professeur émérite des Universités,

survenu le 15 février 2018, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Sainte-Monique de Pietrosella (Corse), le 23 février, à 13 h 30.

Une messe en son souvenir se tiendra ultérieurement, à Paris.

Saint-Mathieu-de-Treviers. Montpellier. Nîmes.

Ses amis proches

font part du décès de leur cher,

Jean-Joseph LACOEUILHE,

ingénieur agronome,

survenu au matin du mardi 13 février 2018, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Une cérémonie civile sera célébrée le mardi 20 février, à 14 heures, au complexe funéraire de Grammont, à Montpellier, suivie de l'incinération.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

SARL APF Aliaga, Saint-Gely-du-Fesc. Tél. : 04 67 75 19 60.

Sylvie Smaniotto-Gruska, Isabelle et Jean-Marc Wieder, Florence Giraud-Gruska, ses filles et son gendre,
David et Joëlle, Victoria, Ann Sophie, William, Nicolas, Sébastien, Thomas, Maxence, ses petits-enfants, Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Nicole SAMUEL,

survenu le 14 février 2018, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Un hommage lui sera rendu le mercredi 21 février, à 15 heures, au cimetière de Condé, 59, avenue de Condé, à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), où nous pourrions lui témoigner toute notre affection.

Ni fleurs ni couronnes.

Les familles Souriau et Naddeo

ont la tristesse de faire part du décès de

Isabelle SOURIAU,

journaliste, écrivain et artiste peintre,

survenu le 15 février 2018, à Grenoble.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Notre-Dame-de-Vaulx (Isère), le mardi 20 février, à 14 heures.

lise.naddeo@gmail.com dam.naddeo@gmail.com

Paris.
Nathalie Moquay-Sahel, sa mère,
Etienne Sahel, son frère,
Jack et Monique Moquay, ses grands-parents,
Françoise Sahel et Florence Moquay, ses tantes,
Ses grandes-tantes,
Ses cousines, ses cousins,
Fanny Deschamps, son amie,
Ses amis,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

Felix SAHEL,

survenu le 10 février 2018, à Toulouse, dans sa vingt-deuxième année.

Nous y associons le souvenir de son papa,

Pierre SAHEL,

disparu trop tôt en 2008.

Les obsèques seront célébrées à Paris. natwoq@gmail.com

Angelina et Aurélien Tanant, ses petits-enfants,
Raphaël Tanant, son fils,
Maurice Tanant, son époux,
Renée Zannoni, sa cousine,
Les familles Pisoni, Milanoli et Dumont,
Les familles Tanant, Marchand, Pinelli, Deniau et Schmutzler,
Les familles Champigneulle, Marvaldi, Chedin, Blondeau et Chapin
Ainsi que tous ses amis et collègues,

partagent leur immense peine, faisant face au décès de

Myriam TANANT,

filles de Tarcisio et Renée PISONI,

auteur, librettiste, traductrice et metteur en scène,
agrégée de l'Université, docteur d'État, professeur émérite à l'université de Paris en études italiennes et études théâtrales, chevalier de la Légion d'honneur,

assistante de Giorgio Strehler au théâtre de l'Europe,
auteur et metteur en scène aux côtés de Jean-Claude Penchenat au théâtre du Campagnol, metteur en scène et librettiste à l'opéra de Lyon,
sous la direction de Claire Gibault, pour des œuvres de Fabio Vacchi et Hugues Dufour, traductrice de Goldoni pour Eric Ruf et Alain Françon à la Comédie Française ...

le 12 février 2018, à Paris.

Avec cœur, générosité, honneur, force et intelligence, elle a su créer, donner, accompagner, être le passeur qui permet aux yeux et à l'esprit de s'ouvrir et de grandir toujours un peu plus.

Nous serons avec Myriam, oiseaux de passage, lundi 19 février, à 11 heures, pour une célébration en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris 1^{er}.

« Povera Mimi Pi ! »

Gaïa, Maïa et Ulysse Klatzmann, ses petits-enfants,
David Klatzmann, son gendre,
Măkhi Xenakis-Klatzmann, sa fille,

ont la grande peine de faire part de la disparition de

Françoise XENAKIS,

survenue le 12 février 2018, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

La cérémonie aura lieu lundi 19 février, à partir de 10 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, en la salle de la Coupole, 71, rue des Rondeaux (métrô Gambetta), Paris 20^e.

Des fleurs !

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directeur de la rédaction Luc Bronner
Directrice déléguée à l'organisation des rédactions Françoise Tovo
Directeurs adjoints de la rédaction Philippe Broussard, Alexis Delcambre, Benoît Hopquin, Marie-Pierre Lannelongue, Virginie Malingre, Cécile Prieur
Direction éditoriale Gérard Courtios, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann
Rédaction en chef numérique Philippe Lecœur, Michael Szadkowski
Rédaction en chef quotidien Michel Guerrin, Christian Massol
Directeur délégué au développement du groupe Gilles van Kote
Directeur du développement numérique Julien Laroche-Joubert
Rédacteur en chef chargé des diversifications éditoriales Emmanuel Davidenkoff
Chef d'édition Sabine Ledoux
Directeur artistique Aris Papatheodorou
Photographie Nicolas Jimenez
Infographie Delphine Papi
Médiateur Franck Nouchi
Secrétaire générale du groupe Marguerite Moleux
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget
Conseil de surveillance Jean-Louis Belfa, président, Sébastien Carganico, vice-président

Souvenir

Au
docteur Jean-Louis FRASCA,
tué à trente-six ans,
le 14 septembre 1996.

Tu as célébré ton cinquante-huitième anniversaire le 6 février 2018.

Jean-Jacques Baudouin-Gautier,
ton ami.

Communication diverse



Prix de la Recherche de l'Ecole nationale de la magistrature

L'Ecole nationale de la magistrature décerne un prix destiné à distinguer annuellement des thèses en droit ou en histoire du droit relatives à l'organisation ou aux pratiques judiciaires.

Le prix ouvre droit à une aide à la publication de la thèse concernée.

Les étudiants ayant soutenu leur thèse entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2017 peuvent se procurer le formulaire de candidature sur le site www.enm.justice.fr/les-prix-de-l-enm ou auprès de biblio.enm@justice.fr

Date limite de dépôt des candidatures : 9 avril 2018, le cachet de la poste faisant foi auprès de

Département de la recherche et de la documentation, Ecole nationale de la magistrature, 10, rue des Frères Bonie, 33080 Bordeaux Cedex.

Assemblée générale

Les congés spectacles association Loi 1901, 74, rue Jean Bleuzen, 92170 Vanves.

Assemblée générale extraordinaire

Les membres de l'association sont convoqués à l'Assemblée générale extraordinaire qui se tiendra

le **lundi 12 mars 2018, à 11 heures**, au 74, rue Jean Bleuzen, à Vanves (Hauts-de-Seine) avec pour ordre du jour :

- Modifications statutaires,
- Résolutions,
- Questions diverses.

En l'absence de quorum, une nouvelle assemblée générale se tiendra le mercredi 28 mars, à 11 heures, au 74, rue Jean Bleuzen, à Vanves, avec le même ordre du jour et les mêmes résolutions.

Les propositions de modifications statutaires sont consultables sur le site www.audiens.org

Le président du conseil d'administration, Philippe Chapelon.

Nomination

L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, dans sa séance du vendredi 16 février 2018, a élu académicien :

M. Nicolas VATIN,

normalien et ancien élève de l'INALCO, agrégé de lettres classiques, ancien pensionnaire de l'Institut français d'études anatoliennes, à Istanbul, directeur de recherche au CNRS et directeur d'études à l'École pratique des Hautes Études (4^e section).

On doit notamment à ce grand historien de l'Empire ottoman des travaux novateurs sur les rapports entre la Porte et le monde occidental aux 15^e et 16^e siècles ainsi que des études pionnières sur les cimetières d'Istanbul et de Turquie entreprises dans le cadre d'une réflexion sur la mort chez les Ottomans.

Sempé

« Je dessine ce que j'aurais voulu être »

JE NE SERAIS PAS ARRIVÉ LÀ SI... « Le Monde » interroge une personnalité avec, pour point de départ, un moment décisif pour la suite de sa vie. Cette semaine, le dessinateur dont l'album « Musiques » est exposé à Paris

Père, avec René Goscinny, des célèbres aventures du Petit Nicolas, Jean-Jacques Sempé est aussi l'auteur de trente-cinq albums de dessins humoristiques. Le dernier paru, *Musiques*, fait l'objet d'une exposition à Paris.

Jean-Jacques Sempé, dit « Sempé », en mai 2016, à Paris.
LEA CRESPI/PASCO



Je ne serais pas arrivé là si...

Si je n'avais pas entendu Duke Ellington un jour à la radio. C'est un type que j'adorais, que j'adore encore. Grâce à lui, j'ai compris beaucoup de musiques. Grâce à lui, j'ai été ébloui par le talent des autres. Il m'a apporté la joie dont j'avais besoin.

Parce que votre enfance bordelaise n'a pas été très gaie ?

Pas très drôle, non. Je ne sais rien de mon père. C'était le patron de ma maman, qui était secrétaire. Un homme charmant, paraît-il. Il avait séduit ma mère, qui n'était pas mal du tout. Je suis arrivé, ça n'a pas dû être drôle pour tout le monde. Après, il y a eu Monsieur Sempé, mon beau-père. Je me suis appelé Sempé comme lui, ça s'est fait comme ça, il m'a reconnu, je suppose. J'ai été mis en nourrice, j'ai failli mourir parce que j'étais maltraité, ma mère m'a récupéré. Elle et mon beau-père, les pauvres gens, ont fait ce qu'ils ont pu. Ils étaient malheureux, vous savez, alors bien sûr ils se disputaient sans arrêt.

Monsieur Sempé était représentant de commerce...

Il tentait de vendre des boîtes de conserve, mais ça ne marchait pas fort. Évidemment, quand il avait vendu quelques boîtes, il fêtait ça et rentrait un peu bizarre à la maison. Ma mère lui faisait des reproches. A la fin, il ne pouvait pas s'empêcher de lui envoyer une bonne paire de baffes. Un jour, ma mère a hurlé : « *Jeannot! - Jeannot, c'était moi - Jeannot, viens vite, il veut m'étrangler!* » J'ai envoyé un marron à la figure du beau-père, ça l'a mis en colère, il m'a renvoyé un énorme coup de poing qui a fracassé la cloison. Je m'étais baissé, sans ça, le pauvre vieux, il me tuait. A moi, ma mère disait : « *Viens plus près que je te donne une giflette que le mur t'en donnera une autre.* » Elle m'envoyait une mandale terrible, j'allais ribouldinguer contre la cloison. C'était une ambiance générale, et moi j'étais un petit gosse qui faisait des bêtises tout le temps.

Que ressentiez-vous au milieu de cette violence ?

J'avais honte de maman, qui réjouissait le quartier avec ses jérémiades. Je voulais être comme les autres. J'étais fatigué. La pauvreté, c'était épouvantable! On n'avait pas les sous du loyer, alors on déménageait pour moins cher, plus loin. Les livres pour l'école, je n'osais pas dire que mes parents ne me les avaient pas achetés, alors je racontais que je n'en avais pas besoin. Je mentais tout le temps, à tout le monde. Je m'inventais une autre vie. Au pharmacien, j'avais dit que j'étais le fils d'un footballeur célèbre, en donnant des tas de précisions. Il était fou de ce footballeur, il a fermé la porte pour qu'on discute. Ça me faisait rire de le voir affolé!

Comment l'enfant pauvre que vous étiez a-t-il vécu les années d'école ?

J'organisais les chahuts. Ça a été des moments de bonheur intense! Je faisais sortir de la classe tous les copains quand un prof s'absentait. J'ai même fait monter la moitié de l'école sur le toit en prétextant un incendie. Les profs à la fin ne pouvaient pas s'empêcher

de rigoler. Ils étaient un peu indulgents. Même si je faisais tout pour que ma situation ne se sache pas, bien entendu, ça s'est vu très rapidement.

Je recevais des zéros tout le temps. J'avais raté deux ans d'école, à cause de la guerre. Il n'y avait qu'en français que j'étais bon. Je lisais le magazine *Confidences* que la voisine passait à ma mère. Dans un courrier des lecteurs, un journaliste avait écrit qu'il fallait tout lire, même les modes d'emploi, pour devenir bon en orthographe. Il n'y avait pas de livres à la maison, mais je trouvais des magazines anciens dans les greniers. J'ai acquis une orthographe parfaite, j'en tirais une vanité excessive!

La radio, aussi, a joué un grand rôle...

C'est la radio qui m'a sauvé la vie! Grâce à elle, très tôt, vers 8-9 ans, j'ai pu entendre aussi bien de la musique classique que de la variété et du jazz. Et des textes, puisqu'il y avait des pièces radiophoniques. Je me levais la nuit pour écouter les émissions de la radio américaine. Je ne pensais qu'à ça, je fouillais les poubelles pour trouver les programmes de radio. J'ai même réussi à faire arrêter le car du patronage en racontant que mon père allait passer à la radio, pour ne pas rater mon émission de jazz. En pleine campagne du Béarn, on a été demander à des gens d'écouter l'émission chez eux. A la fin, j'ai dit : « *Ben non, mon père n'est pas passé, il passera la prochaine fois!* », et on est reparti.

Comment êtes-vous venu au dessin ?

Dans un magazine, j'ai vu qu'un type avait dessiné une situation et mis une phrase en dessous. J'ai trouvé ça rigolo, je me suis dit que j'allais essayer. Mon rêve, à cause de Duke Ellington, c'était d'apprendre le piano. Mais c'était plus facile de trouver un crayon et du papier qu'un piano... Je devais avoir 12 ans, quand j'ai commencé à dessiner comme un fou, tout le temps. Je m'étais persuadé que j'en avais envie. En fait, pas tellement, non. Même maintenant d'ailleurs. Je n'ai jamais eu très envie de dessiner. Ça m'a toujours semblé trop difficile. Mais je me disais que peut-être avec ça, j'allais pouvoir gagner un peu d'argent. Ah, ce n'était pas très poétique!

C'est ce que vous avez fait après avoir quitté l'école, à 14 ans ?

D'abord, j'ai tenté la vente à domicile de dentifrice en poudre. Ça n'a pas marché du tout. La première fois que j'ai démarché, je suis tombé sur un brave monsieur paysan, il n'avait qu'une seule dent, et là j'ai eu un fou rire affreux. Je suis devenu livreur d'échantillons de vin à bicyclette (qu'on me prêtait), pour un courtier. Je répondais aussi à toutes les petites annonces du journal *Sud Ouest*, que mon patron recevait, en mentant comme un arracheur de dents. J'aurais fait n'importe quoi pour rapporter un peu d'argent à la maison!

Je suis allé aux Beaux-Arts présenter mes dessins, on m'a dit que, pour le dessin humoristique, ça ne servait à rien d'apprendre à dessiner les plis de vêtements. On ne m'a pas proposé de venir en cours. Il fallait sûrement ver-

ser un droit d'inscription... Je me suis remis à essayer tout seul. J'ai placé un ou deux dessins à *Sud Ouest*, c'était horriblement mal payé. J'ai fini par m'engager pour deux ans à l'armée qui m'offrait le gîte, le couvert et une solde, même si elle n'était pas bien grosse.

Vous, le chahuteur, à l'armée ?

Dès les premiers jours, j'ai perdu mon fusil. J'ai atterri en prison. Après ça, j'ai menti pour être muté à Paris, j'ai raconté que je connaissais un ministre! A la moindre permission, je dessinais, je démarchais les journaux. Le journal *Ici Paris* en a publié deux ou trois. Mais il a fallu beaucoup beaucoup de temps avant que j'en vive...

Comment est-ce enfin arrivé ?

Grâce à ma rencontre avec René Goscinny, dans une agence de presse des Champs-Élysées. J'y apportais des dessins pour un journal belge de programmes radio, *Le Moustique*. On a bavardé, il m'a emmené manger des oursins, je lui ai fait écouter des disques, on est devenus copains. Il était très gentil. Il m'impressionnait parce qu'il débarquait de New York. On voulait s'en sortir, tous les deux, lui aussi en avait bavé. Il était argentin d'origine, toute sa famille ou presque avait été décimée en camp de concentration, il bossait comme aide-comptable à New York.

Le directeur du *Moustique* m'avait demandé une BD. Et comme je dessinais souvent un petit gosse, il voulait que je lui donne un nom. Dans l'autobus, j'ai vu une pub pour les vins Nicolas, alors je l'ai appelé comme ça, et puis voilà! J'ai raconté à Goscinny que la BD, je ne savais pas faire. Que je détestais ça, même. Les « *Waoouh!* », les cases... Moi, j'ai toujours besoin d'espace. Il m'a dit : « *Tas ton personnage tout trouvé avec Nicolas.* » On s'est mis à travailler ensemble sur des histoires du Petit Nicolas. Après on les a proposées à *Sud Ouest*. Monique, la femme de l'éditeur Alex Grall, chez DENOËL, les a vues dans le journal quand elle était en vacances à Arcachon. Elle en a parlé à son mari, il nous a proposé de faire des livres. Le rêve! Goscinny écrivait un texte, moi j'illustrais quand il y avait la place. Au début, ça n'a pas du tout été un succès. On a vendu 28 exemplaires du premier livre, 29 du deuxième...

L'univers du « Petit Nicolas », c'était vos deux enfances réunies ?

C'était surtout inventé! Les gosses passent leur temps à se donner des marrons et ils ne se font jamais mal. Les parents s'engueulent mais ils s'embrassent tout de suite après. Tu parles! Je racontais beaucoup d'histoires de foot, d'école, de colos, de bagarres à Goscinny, et lui, il brodait. Je passais un temps fou à faire les dessins. Oh! là, là! Dessiner un petit gosse qui courait, c'était difficile pour moi! Et quand il ne courait pas, c'était pire!

Plus de 5 millions d'exemplaires du « Petit Nicolas » vendus en France et dans le monde, toutes éditions confondues. Comment expliquez-vous ce succès ?

L'innocence. Maintenant, dans les BD, très

souvent il y a une tendance un peu érotique. Là vous pensez bien que, dans *Le Petit Nicolas*, la maîtresse, elle ne montre pas ses nichons. C'est un univers intemporel, tout le monde s'imaginerait qu'il a vécu ça.

A partir du début des années 1960, vous publiez quasiment un livre par an aux éditions DENOËL. Vous êtes dessinateur humoriste, votre objectif est atteint ?

Quand on devient ce qu'on rêvait d'être, on s'aperçoit que la part du rêve est bien grande. Je n'étais pas aussi bon qu'il aurait fallu que je fusse.

Vous êtes aussi publié dans des titres prestigieux, comme Paris Match ou Le Nouvel Observateur, et même le New Yorker, dont vous dessinez régulièrement la « une » à partir de 1978...

J'en ai fait 106! *The New Yorker*, c'était un rêve inimaginable, comme d'entrer dans l'orchestre de Duke Ellington. Un jour, un journaliste du *New Yorker* est venue faire à Paris une enquête politique. Elle a voulu interviewer un dessinateur, je n'avais rien à dire, mais elle est repartie avec un de mes bouquins qu'elle a montré au directeur. Il m'a fait venir. Je suis tombé pratiquement malade tellement j'avais la trouille! J'étais bègue étant gosse, on n'en guérit jamais. Après quelques mots en anglais, je recommence à pétarader. J'avais peur qu'on me prenne pour le Français arrogant qui ne veut pas apprendre une langue étrangère! Je cotoyais mes dieux, comme Saul Steinberg... Et j'avais toute liberté, je faisais juste attention aux saisons. Ma première couv', c'était un type qui hésitait à s'envoler. J'ai eu de la chance parce qu'elle a eu beaucoup de succès.

Vous vous décrivez comme quelqu'un de très laborieux...

Je suis un terrassier. Je recommence sans arrêt, maintenant encore. Je suis à ma table de dessin et je réfléchis jusqu'à ce que ça vienne. Ça vient ou ça ne vient pas. Je dessine des musiciens, en attendant, pour me faire plaisir. Il faut des jours, même parfois des mois pour trouver une idée. Affreux! Qui travaillerait autant que moi ferait mieux.

Et pourtant, à 85 ans, vous pouvez vous retourner et contempler une œuvre riche!

Avec des creux impressionnants! Ce que j'ai fait n'a rien de miraculeux, mais je n'ai jamais été méchant, j'espère. Ce que je préfère, c'est *Monsieur Lambert*, je le relis fréquemment. C'est l'absurdité des gens, les pauvres, un peu démunis à tous les points de vue. Des braves gens qui, grâce à Monsieur Lambert, réussissent à se mentir à eux-mêmes, à s'inventer des histoires d'amour merveilleuses et à le faire croire aux autres.

Dans vos dessins, vous donnez une poésie aux petits riens du quotidien...

Voir passer dans la rue une fillette qui gigote, très drôle dans sa façon d'être, avec sa maman qui la suit, ces petites choses-là m'enchantent. J'ai envie de dire à on ne sait qui : « *C'est réussi!* » Tous les gens que j'aime sont un peu poètes : les dessinateurs Bosc et Chaval, Robert Doisneau, Charles Trenet, Jacques Tati avec qui j'étais très ami. Oh Tati, mais c'est une merveille, cette fantaisie! Un jour, il m'a dit qu'un de mes dessins résumait tout ce qu'il avait fait - ce n'est pas vrai. C'était des promoteurs immobiliers qui traversaient un endroit où se construisaient de grands immeubles. L'un disait à l'autre : « *Maintenant, il faudrait rendre tout ça plus érotique.* »

Vous aimez dessiner les arbres, les villes, les chats et les vélos, et surtout les musiciens. C'est d'ailleurs le thème de votre dernier album...

Je dessine ce que j'aurais voulu être. Je ne m'en remettra pas, de ne pas être musicien. Vous vous rendez compte qu'à mon âge je prends des leçons de piano. Et j'en bave! Et je souffre pour mon pauvre professeur! Quand je vois passer une jeune fille avec un étui à violon, je me dis : « *Quelle merveille de se déplacer avec l'objet de son plaisir!* » C'est si joli. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCALE KRÉMER

LES ENFANTS DÉPENDANTS AUX ÉCRANS ?

Ecrans : l'enfant surexposé peut présenter de graves retards

Les plus jeunes grandissent désormais dans un environnement où les écrans sont omniprésents. Les bébés, en particulier, peuvent développer une addiction et des troubles proches de l'autisme, alerte la psychologue Sabine Duflo

Par SABINE DUFLO

L'environnement dans lequel naît et grandit l'enfant est totalement différent de celui dans lequel ses parents ont grandi. Un objet fait la différence, l'écran ou plutôt les écrans. Quand le bébé y est exposé dès la naissance, plus de la moitié de son temps d'éveil, alors son rapport au monde, aux autres et à lui-même est modifié en profondeur. Ces bébés ne sont pas rares : expliquons pourquoi.

Les études portant sur les effets des écrans sur les enfants s'attachent à établir des corrélations entre le temps passé devant les écrans et les répercussions sur le temps de sommeil, d'attention, le langage, à partir de questionnaires aux médecins ou aux parents. Ce sont des suivis « à distance », des études élaborées et analysées par des chercheurs. Ces scientifiques peuvent apporter des éléments intéressants ; malheureusement, ils fréquentent peu leur objet d'étude.

A l'opposé se situe la démarche du psychothérapeute, qui reçoit chaque semaine les mêmes enfants, les fréquente durant plusieurs mois, voire des années. Mes observations répétées de très jeunes enfants m'autorisent à avancer ceci : il existe deux effets majeurs de l'exposition massive aux écrans.

L'un direct, sa potentialité addictive, et l'autre indirect, celle du temps volé à la mise en place d'un attachement sécurisant à son parent. Cet attachement va permettre à l'enfant d'explorer le monde physique de façon adaptée. Les deux effets sont liés : le caractère fortement addictif de l'écran engendre une impossibilité pour l'enfant de s'en détacher. Cela modifie en profondeur le processus classique d'attachement à une figure humaine, rendant l'enfant dépendant de l'écran pour se stimuler comme pour calmer ses angoisses. Mais l'écran stimule le cerveau de façon si pauvre et si particulière que l'enfant surexposé peut présenter des retards graves, joints à l'addiction.

Mais, après la période de sevrage, nous assistons à des redémarrages incroyables. D'abord, l'enfant se met à fixer plus longuement les objets et, très rapidement, s'en empare et les explore. De façon quasi simultanée, il se met à regarder son parent, à le fixer plus longuement. Les mots « maman, papa » apparaissent parfois quelques jours seulement après. Cette gratification du parent l'encourage à stimuler davantage son enfant. « Regarde » est souvent le deuxième mot du jeune enfant qui sort de sa bulle : l'apparition de l'attention conjointe en signe la sortie.

Quand nous intervenons avant l'âge de 2 ans, la rémission peut être totale. Plus tard, le déficit peut rester permanent, sous la forme d'un retard simple. De très nombreux enfants d'âge préscolaire sont touchés par ce phénomène pourtant simple à comprendre : les écrans font écran à la relation humaine, indispensable à leur développement. Le coût moral pour les familles est immense, le coût financier pour la société considérable. ■

Le bébé surexposé aux écrans ne perçoit pas de l'écran ce que l'adulte en perçoit. C'est, pour lui, un flux continu de couleurs et de sons, détachés de tout sens, sans possibilité de traitement supérieur de ces don-

nées sensorielles brutes, sans possibilité de s'y soustraire. Par ailleurs, le rôle de filtrage des perceptions sensorielles joué normalement par le parent n'est plus assuré correctement du fait d'une absorption du parent lui-même par les écrans. Bon nombre de mères allaitent en regardant la télévision ou leur portable.

Or le bébé a besoin de rencontrer régulièrement le regard de sa mère pour pouvoir se développer normalement. Il cherche à le capter dès l'âge d'un mois. Mais cette tentative échoue chaque fois que la mère est absorbée par autre chose. Ce peut être un grand souci, un désir qui se porte ailleurs ou... sur les écrans. Ne trouvant pas suffisamment de réponses à leurs regards orientés, certains bébés sont alors probablement conduits à rechercher des autostimulations sensorielles. Ils « deviennent » autistes au sens littéral du terme : ils se développent dans un repli complet sur eux-mêmes.

« REGARDE » APRÈS « PAPA »

Quand ils ne manifestent pas une simple agitation motrice jointe à un retard global (le cas le plus fréquent), ces enfants nourris précocement aux écrans peuvent présenter un tableau très proche de celui des enfants porteurs du trouble du spectre autistique : absence ou très grande rareté du contact oculaire, déficits dans la communication et les interactions sociales, déficits de la réciprocité socio-émotionnelle, modes restreints et répétitifs de comportements, d'intérêts ou d'activités, retard global important... Tous présentent des réactions intenses quand on supprime les écrans, proches du sevrage d'un toxicomane. Crises d'angoisse, cris, hurlements, auto ou hétéro-agressivité, pleurs qui peuvent durer plusieurs jours.

Mais, après la période de sevrage, nous assistons à des redémarrages incroyables. D'abord, l'enfant se met à fixer plus longuement les objets et, très rapidement, s'en empare et les explore. De façon quasi simultanée, il se met à regarder son parent, à le fixer plus longuement. Les mots « maman, papa » apparaissent parfois quelques jours seulement après. Cette gratification du parent l'encourage à stimuler davantage son enfant. « Regarde » est souvent le deuxième mot du jeune enfant qui sort de sa bulle : l'apparition de l'attention conjointe en signe la sortie.

Quand nous intervenons avant l'âge de 2 ans, la rémission peut être totale. Plus tard, le déficit peut rester permanent, sous la forme d'un retard simple. De très nombreux enfants d'âge préscolaire sont touchés par ce phénomène pourtant simple à comprendre : les écrans font écran à la relation humaine, indispensable à leur développement. Le coût moral pour les familles est immense, le coût financier pour la société considérable. ■

Sabine Duflo est psychologue, membre du Collectif surexpositions écrans (CoSE)



Ne parlons pas trop vite d'autisme et d'addiction

Un collectif de 17 associations de professionnels du soin et de chercheurs rappelle que l'addiction aux écrans n'est pas établie et craint que la peur de celle-ci ne perturbe le dépistage et la prise en charge de l'autisme

Collectif

Nous sommes des professionnels du soin, de la prévention, et des chercheurs spécialisés dans le champ de la petite enfance, de l'enfance, de l'autisme et de l'addiction. Conscients des dangers des écrans chez les plus jeunes, nous souhaitons pourtant témoigner de nos inquiétudes face aux affirmations erronées dont certains médias se font l'écho, notamment dans le reportage d'« Envoyé spécial » « Accros aux écrans » (18 janvier, France 2).

Depuis quelque temps, des vidéos circulent sur le Net : des signes d'autisme surviendraient chez des tout-petits très exposés à la télévision. Des chiffres effrayants sont avancés : un enfant sur vingt, dans chaque classe d'âge, dans une ville donnée. Des chiffres cinq fois supérieurs aux statistiques communément citées sur la prévalence des troubles du spectre autistique ! Enfin, affirmation tout aussi fantaisiste, il nous est assuré que la suppression des écrans conduit dans la majorité des cas à la disparition des symptômes en un mois.

Ces vidéos évoquent de très nombreux enfants exposés aux écrans six à douze heures par jour, ceci même en l'absence de problématique sociale ou familiale, précise-t-on. Or un enfant laissé de façon aussi importante devant un récepteur est de facto victime d'une carence éducative et/ou affective grave. Si la régulation de cette consommation est indispensable, elle ne suffira en aucun cas à compenser l'ensemble des effets du défaut de soins sur le développement de l'enfant. A l'évidence, de telles situations requièrent une prise en charge pluridisciplinaire rapide et conséquente.

Par ailleurs, aucune étude à ce jour ne permet d'établir une relation de causalité entre consommation d'écrans et autisme. Ce qui est en revanche fréquemment constaté, c'est un intérêt précoce des enfants atteints de troubles autistiques pour les écrans, qui prend une forme répétitive et qui est en lien avec leurs particularités cognitives. Ne passons pas à côté de troubles développementaux en chargeant les écrans de tous les maux ! Nous disposons d'outils de dépistage précoce de ce type de troubles et nous militons pour une prise en charge rapide.

N'attendons pas l'effet hypothétique de la régulation des écrans pour engager une démarche adaptée. Les exemples avant/après montrés dans le reportage « Accros aux écrans » ne sont pas du tout convaincants, malgré les commentaires enthousiastes appuyés qui les accompagnent !

Mais un autre épouvantail est aujourd'hui agité dans le débat public concernant les très jeunes enfants : celui de l'addiction aux écrans. Là encore, rappelons qu'elle n'a été reconnue ni par l'Académie de médecine (2012), ni par l'Académie des sciences (2013), ni même par le plus récent DSM-5 [la dernière édition du manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux de l'Association américaine de psychiatrie]. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) serait actuellement en pourparlers, et si elle reconnaît cette addiction, il s'agira de voir avec quels critères. Il est peu probable qu'elle concerne les enfants de moins de 4 ans. La prudence s'impose donc.

INFORMER, PRÉVENIR ET ÉDUIQUER

Or que nous dit-on dans l'émission « Envoyé spécial » du 18 janvier ? Que donner un écran numérique à son bébé est « exactement l'équivalent d'une drogue » ! Sur d'autres antennes, comme l'émission « Bourdin direct » sur RMC (10 janvier 2018), il est fait état de nombreux enfants de 3 ans qui se lèvent toutes les nuits à 3 heures du matin pour se saisir du smartphone de leurs parents et se brancher sur YouTube ! Si une telle attitude existe, elle ne peut être liée qu'à une utilisation massive du smartphone parental durant la journée. Comment affirmer, alors, que « les parents ne sont responsables en rien » ?

Nous nous battons depuis des années pour que des outils numériques ne soient pas confiés aux plus jeunes sans accompagnement, et en respectant des durées courtes afin de ne pas nuire à toutes les activités indispensables à cet âge. Mais nous ne brandissons pour cela ni le spectre de l'autisme ni celui de la drogue. Et nous continuerons à ne pas en parler parce que ces charges à caractère sensationnel font écran à une compréhension raisonnable des problèmes. Les effets délétères à long terme de la surconsommation télévisuelle chez les tout-petits sont connus grâce à l'étude longitudinale menée depuis 1996 par Linda Pagani, professeure à l'École de psychoéducation de l'université de Montréal. Ceux qui ont passé plus d'une heure par jour devant l'écran entre 2 et 3 ans ont des possibilités d'attention et de concentration, des capacités d'empathie et des compétences socio-relacionnelles moindres à l'âge de 13 ans. Mais cette même étude n'a jamais décrit de tableaux d'allure autistique en lien avec la surexposition.

Les rumeurs infondées lancées actuellement nourrissent une panique morale exploitée par certains médias, en dehors de toute rigueur scientifique. Non, un nou-

veau problème que personne n'aurait pris au sérieux auparavant ne vient pas d'être découvert. Il serait de plus fâcheux que ces messages simplistes portés devant des interlocuteurs politiques contrarient les projets d'éducation au numérique fondamentaux à mettre en place à l'école. Et il serait déplorable que les prévisions fantaisistes sur les effets de la suppression des écrans ne nous fassent perdre un temps précieux dans le repérage et la prise en charge précoces des troubles du spectre autistique.

La généralisation des écrans dans tous les espaces, y compris parfois dans des crèches, banalise leur usage et constitue un encouragement tacite permanent à leur surconsommation, chez les parents, parfois chez le personnel d'encadrement, et chez les enfants, avec des conséquences problématiques. Mais nous avons tous, parents, professionnels, chercheurs, politiques, à préparer l'avenir avec un double challenge. A la fois prémunir nos enfants contre les dangers des écrans pour éviter qu'ils ne s'y noient. Mais aussi leur apprendre à développer des usages qui leur permettent de devenir les citoyens d'une société connectée et responsable. Cela ne se fera pas en cultivant la peur et en cédant à la démagogie.

Nous plaçons pour informer avec rigueur, prévenir et éduquer. Et nous continuerons à nous battre pour aider chacun à mettre en place des règles familiales et institutionnelles de bon usage des écrans, dans un souci de prévention éclairé et raisonné.

Nous appelons à un large débat qui pourrait commencer à l'occasion de la semaine d'information de la santé mentale, du 12 au 25 mars, consacrée cette année à l'enfance et la parentalité dans la santé mentale. ■

Les premiers signataires de cette tribune sont : Patrick Belamich, président de la Fédération des centres médico-psycho-pédagogiques ; François-Marie Caron, ancien président (titre actif au sein du CA) de l'Association française de pédiatrie ambulatoire ; Marie-Noëlle Clément, vice-présidente du Programme de recherches et d'études sur l'autisme ; Michel Dugnat, président de l'Association recherche et information périnatale ; William Lowenstein, président de SOS-Addictions ; Denis Mellier, coprésident de la World Association for Infant Mental Health France ; Georges Picherot, président du Groupe de pédiatrie générale de la Société française de pédiatrie ; Pierre Suesser, coprésident du Syndicat national des médecins de protection maternelle et infantile ; Serge Tisseron, président de l'association Trois Six Neuf Douze
Retrouvez la liste complète des signataires sur Lemonde.fr

Diaboliser les jeux vidéo est inutile

Il faut apprendre aux enfants à avoir un usage raisonnable des écrans, estiment les spécialistes de l'addictologie Bruno Rocher et Jean-Pierre Couteron, qui pointent aussi la responsabilité des éditeurs dans les usages qu'ils génèrent

Par BRUNO ROCHER
et JEAN-PIERRE COUTERON

La culture numérique est bien installée. Ordinateurs, smartphones et Internet, supports des jeux vidéo, sont présents dans quasiment tous les foyers français. Une réflexion posée et mature peut aider à dépassionner le débat sur la place d'un objet désormais courant.

Que penser de l'appétence des jeunes et moins jeunes pour ces objets qui sont des biens inclus dans un marché économique aux énormes enjeux financiers? Jusqu'ou peut-on essayer d'en penser la rencontre, et d'en organiser la relation? Comment soutenir la capacité d'en faire un «bon usage», alors que l'on perçoit chez certains des usages excessifs? Cette ambition de contribuer au «bon usage du monde» et de ses objets n'est pas nouvelle.

Les signes d'alerte des mésusages sont la fatigue, l'absentéisme scolaire, le retrait social, l'enfermement, les passages à l'acte plus ou moins violents, des dépenses excessives, des conséquences sur le sommeil et l'alimentation. Mais l'épine dorsale de ces effets renvoie à une «captation de l'attention», aussi évocatrice à chacun que difficile à définir.

Afin de dénouer ces liens complexes, ne redoutons pas d'aller dans le champ de l'addiction. Il ne se résume ni à la formule «l'addiction est une maladie du cerveau», ni à l'utilisation de drogues ou de substances psychoactives. Au contraire, l'addictologie est par nature complexe et s'intéresse aux interrelations singulières de l'individu, de son contexte et du comportement d'usage.

MESURER LES RESSORTS UTILISÉS

Chez l'adulte, les usages excessifs permettent de remonter le fil d'un continuum allant de la simple utilisation à la dépendance. Une approche addictologique ouvre à la réduction des risques et à des stratégies de soins diversifiées. La proposition de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) concernant la 11^e version de la classification internationale des maladies (CIM-11), comme les travaux de la dernière édition du *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux*, de l'Association américaine de psychiatrie (APA), par une approche scientifique et rigoureuse, doit permettre de déterminer les facteurs de vulnérabilité et concourir à la définition des meilleures stratégies de soin.

Mais allons aussi du côté du produit, donc du jeu et de ses caractéristiques. S'il n'est pas question de diaboliser le jeu au prétexte qu'il n'est plus «de société», il ne devrait pas être tabou d'en interroger les caractéristiques: l'histoire de l'addiction nous a appris qu'un jeu de grattage n'en vaut pas un autre en termes de risques de perte de contrôle, que casinos et paris sportifs n'attirent pas le même public, et que des jeux trop addictifs peuvent être retirés du marché!

D'autant plus que nos patients, en contraste avec cette culture riche, pratiquent majoritairement les mêmes types de jeux, et les mêmes jeux, d'ailleurs.

Si la molécule éthanol finit toujours sa carrière dans le corps humain avec les mêmes conséquences sur la santé, la rencontrer dans une boisson plus ou moins «forte, sucrée et aromatisée», dans un contexte paisible ou au milieu de l'excitation, peut modifier la capacité à en réguler l'usage et une part des abus. Ici, le fait de jouer en réseau, de quêter les gratifications sans fin, de vérifier son rang aux classements – si possible mondiaux –, risque de compter dans l'implication dans les mondes numériques. Les contraintes de présence pour rester performant, pour obtenir des bonus, les flirts avec les jeux de hasard et d'argent par la problématique des *Loot Box* [ces coffres à butin dont le contenu est aléatoire], sont des ressorts utilisés pour agrémente le jeu qui nous semblent devoir être bien mesurés.

AIDER L'UTILISATEUR

Pour les jeux de hasard et d'argent, une instance de régulation a été mise en place par le biais de l'Autorité de régulation des jeux en ligne (Arjel). L'industrie vidéoludique a fait des efforts via la plate-forme PédagoJeux, l'adoption de la norme PEGI [la Pan European Game Information, un système d'évaluation européen des jeux vidéo]. Il s'agit d'amplifier ces actions, de les préciser et de mieux les diffuser. Et pour cela, la diversité des acteurs et des compétences est aussi nécessaire que leur indépendance et leur autonomie.

Nous y sommes prêts: il s'agit d'aider l'utilisateur, notamment enfant et adolescent, à organiser une pratique régulée, d'aider les familles, l'école et le milieu associatif à garder leurs rôles éducatifs dans une rencontre plus progressive et accompagnée des mondes numériques. Les propositions actuelles: les catégories par âge «3, 6, 9, 12» ou «les 4 pas» sont un socle fondé sur le développement de l'enfant et sa vie sociale. Il serait intéressant, comme pour l'apprentissage de la moto, par exemple (les catégories de cylindres, en cm³), de réfléchir en commun des limites progressives et techniques.

Le monde culturel et industriel doit pouvoir s'interroger sur les objets qu'il conçoit et réfléchir aux usages qu'ils génèrent. Un dialogue doit s'établir. Il sera alors temps de demander au politique de tenir son rôle de régulateur, garant de l'équilibre entre ces intérêts parfois légitimement contradictoires. Il devra à la fois garantir la cohérence entre le développement économique et l'enrichissement culturel permis par ces nouveaux médias. Il devra aussi être attentif à l'éducation à ces usages, à la prévention et aux soins parfois nécessaires. ■



Bruno Rocher est psychiatre-addictologue au CHU de Nantes, Institut fédératif des addictions comportementales

Jean-Pierre Couteron est président de la Fédération addiction, psychologue au Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie de Boulogne-Billancourt

Oxfam doit aller devant la justice haïtienne

L'ONG, dont des salariés ont eu recours à des prostituées à Haïti, se défend face à la communauté internationale et confirme, ce faisant, qu'elle se sent au-dessus des lois locales, déplore le politologue Frédéric Thomas

Par FRÉDÉRIC THOMAS

L'attitude d'une dizaine de membres d'Oxfam Grande-Bretagne, accusés d'avoir eu recours à des prostituées en Haïti, en 2011, n'est représentative ni de l'organisation elle-même ni des acteurs humanitaires en général. Elle ne peut toutefois s'apparenter à un simple accident ou à un dysfonctionnement; encore moins à un cas isolé. Des cas similaires dans d'autres pays (Liberia, Tchad, Soudan du Sud...), attribuables à d'autres organisations non gouvernementales (ONG), apparaissent de plus en plus au grand jour.

S'il convient de ne pas céder au réflexe d'autodéfense «corporatiste», il faut dénoncer le lynchage précipité et injuste d'Oxfam. Celui-ci, instrumentalisé par ceux qui veulent couper les budgets «inutiles» de la coopération au développement, vise en réalité la solidarité Nord-Sud et la critique politique des inégalités. Le scandale s'inscrit dans le contexte de dénonciation des agressions sexuelles envers les femmes à la suite de l'affaire Weinstein, mais il constitue également un révélateur de la place qu'occupe l'humanitaire et de son fonctionnement.

Découvrir que des humanitaires, au lendemain du séisme du 12 janvier 2010, dans un pays dévasté où vit une population en détresse, se sont «offerts» des prostituées (dont certaines pourraient être mineures) lors de soirées, payées indirectement par l'argent récolté au nom de la solidarité avec le peuple haïtien, s'apparente à une chute. Et une chute d'autant plus grande que l'aura

qui entoure l'aide humanitaire, du moins dans le monde occidental, est puissante.

Mais cette aura n'est que l'envers du désenchantement du politique et de notre paresse intellectuelle et affective. Investi de toutes les vertus, l'humanitaire doit nous laver des complications politiques et de notre impuissance. On juge de son efficacité et de sa légitimité sur la base de son propre discours d'autolégitimation et au prisme de notre (bonne) volonté de faire le bien. Et ceux-ci font écran à toute analyse critique, à tout questionnement. C'est cet écran que le scandale Oxfam est venu briser, en obligeant chacun et chacune à reconsidérer l'aide au miroir des inégalités.

INÉGALITÉS ET RAPPORTS DE POUVOIRS

L'indignation morale actuelle reproduit paradoxalement le fonctionnement autocentré du système humanitaire. Nos si beaux idéaux salis, on se sent trahis. Et de demander des comptes. Soit. Mais c'est d'abord et avant tout aux Haïtiens et Haïtiennes, aux Tchadiens et Tchadiennes, à tous les autres, qu'Oxfam doit rendre compte, et ce y compris devant leurs tribunaux s'il s'avère qu'il y a eu violation des lois en vigueur. On s'interroge beaucoup sur les retombées du scandale sur le milieu humanitaire. Aucun média, semble-t-il, ne s'intéresse à ce qu'en pensent les Haïtiens eux-mêmes; une nouvelle fois cantonnés, comme en 2010, au rôle de victimes passives et muettes.

Que tout cela puisse se régler par une enquête interne, quelques renvois pour des «écarts de conduite» (permettant aux employés mis en cause de poursuivre ailleurs, dans d'autres ONG, leurs agissements), en ignorant superbement la justice haïtienne, met en évidence une culture de l'impunité et un haut degré de tolérance. Cela montre également l'incohérence d'acteurs humanitaires qui ne cessent d'en appeler au renforcement de l'Etat et des institutions haïtiennes, tout en les contournant et en les affaiblissant par leur fonctionnement même.

Ce scandale met en évidence les inégalités et les rapports de pouvoir au cœur du fonctionnement humanitaire. Jaloux de leur in-

dépendance, obsédés par le pouvoir que les Etats peuvent exercer sur eux, les humanitaires sont par contre avantageusement aveugles à leur propre pouvoir, ainsi qu'à la manière dont ils l'exercent envers des Etats du Sud disposant souvent de moins de moyens qu'eux, et plus encore envers les populations. Et ce pouvoir est d'autant plus imposant qu'il est occulté au nom de l'urgence et d'une action neutre et apolitique.

Bien sûr, le recours à de jeunes femmes noires et pauvres dans des organes donne à voir ces rapports de pouvoir jusqu'à la caricature. Pour autant, ils ne s'y réduisent pas. Du fait de son terrain d'opération et de ses caractéristiques mêmes, ils imprègnent en réalité toute l'architecture de l'aide humanitaire, qui se déploie le plus souvent dans des pays, comme Haïti et le Tchad, marqués par la pauvreté, les inégalités et la dépendance de l'Etat. Or, loin d'y échapper, elle tend à se baser sur ces inégalités et à les reproduire.

Leurs 4 × 4, leurs salaires, leurs primes, leurs moyens et leur accès aux financements, aux médias et aux décideurs, sont autant de signes extérieurs de richesse et de pouvoir, qui placent les humanitaires, presque «naturellement», au-dessus de l'Etat et de la société civile, des fonctionnaires aux salaires (lorsqu'ils sont payés) dérisoires et des acteurs locaux dont l'expérience et l'expertise sont ignorées, sinon méprisées, et dont, de toute façon, on se méfie toujours.

Ce scandale est donc un marqueur du pouvoir et des inégalités qui structurent toute la chaîne de l'aide humanitaire internationale, et qui permettent de tels abus. Y remédier suppose plus et autre chose que des comités de vigilance et des codes de bonne conduite. Il oblige à repenser le fonctionnement de l'aide, à renverser cette relation asymétrique et à en finir avec la dépossession des pouvoirs et de la parole des «bénéficiaires». ■



Frédéric Thomas est politologue, chargé d'étude au Cetri (Centre tricontinental d'étude sur le développement et les rapports Nord-Sud), en Belgique

L'inquiétant gâchis kosovar

Analyse

JEAN-BAPTISTE CHASTAND

Service Internationalal

BIEN LOIN DE
PARVENIR À FAIRE
DU KOSOVO
UN ÉTAT VIABLE,
LA TUTELLE
OCCIDENTALE
SEMBLE AVOIR
RENFORCÉ
LES DÉRIVES
AUTOCHTONES

L'Etat le plus jeune d'Europe devait fêter, samedi 17 février, ses 10 ans. Officiellement indépendant de la Serbie depuis 2008, le Kosovo est dans une bien piètre situation. Malgré la longue période de préparation qui a suivi la guerre d'indépendance de 1998-1999, le pays se montre toujours incapable d'offrir un Etat de droit fonctionnel, une souveraineté sur tout son territoire et surtout l'espoir d'un avenir meilleur à sa population. Tout cela malgré le soutien financier, diplomatique et sécuritaire considérable offert par les parrains européens et américains.

Vingt ans après la guerre, le bilan est bien sombre. Dans un pays très majoritairement albanophone, la minorité serbe ne se reconnaît toujours pas dans les autorités de Pristina, la capitale. La région frontalière avec la Serbie où elle est majoritaire, au nord de Mitrovica, échappe à la souveraineté du pays et est devenue une zone de non-droit où un important responsable politique serbe a pu être tué en pleine rue à la mi-janvier. Malgré d'intenses et incessants pourparlers sous l'égide de l'Union européenne (UE), Belgrade refuse de reconnaître l'indépendance de son ancienne région. Et chaque avancée de ce dialogue est laborieuse. Les deux accords de normalisation conclus en 2013 et 2015 sont mis en application à grand-peine: le Kosovo devrait, par exemple, enfin disposer de son propre code téléphonique à partir de cet été.

Pendant longtemps, les autorités kosovares ont pu à raison rejeter la faute sur la Serbie pour son manque de bonne volonté. Mais depuis la conversion pro-européenne de l'homme fort de ce pays, son président Alexander Vucic, celle-ci est nettement moins évidente. Difficile d'envisager que la Serbie puisse entrer dans l'UE sans reconnaître le Kosovo, et Belgrade a envoyé des premiers signaux positifs en ce sens ces derniers mois, même s'ils auront besoin d'être confirmés. Pristina devrait essayer de saisir cette chance plutôt que de continuer à blâmer systématiquement la Serbie pour tous ses échecs.

Plusieurs d'entre eux incombent en effet aux autorités locales. Celles-ci ont été incapables de développer un véritable appareil productif et l'économie reste quasi totalement dépendante des envois de fonds de la diaspora et des fonds internationaux. En tout, près de 4,5 milliards de dollars d'aide publique au développement ont été distribués depuis l'indépendance, soit 2 500 dollars (2 000 euros) par habitant, le niveau le plus élevé de toute l'Europe. Malgré cela, le taux de chômage atteint toujours un niveau ef-

frayant de 30,5 % et même de 50,5 % chez les jeunes. Le secteur public est désaturé, à l'image du gouvernement qui compte cinq vice-premier ministres, 21 ministres et 70 vice-ministres. Pour 1,8 million d'habitants.

Corollaire traditionnel de ce type d'économie, l'activité informelle est généralisée, la corruption endémique. Le Kosovo occupe ainsi la dernière place des pays candidats à l'UE dans le classement Transparency des pays les plus corrompus. La justice locale s'est montrée incapable de combattre ce fléau. Pire, la mission européenne visant à instaurer un Etat de droit, Eulex, affiche un bilan très maigre en la matière. Contrairement aux espérances de la population, aucun «gros poisson» n'a été condamné et la mission a même fini par enchaîner elle-même les scandales dans une ambiance délétère. Une procureure britannique et le président des juges de la même nationalité ont successivement démissionné avec grand fracas en accusant leurs collègues de corruption. Eux-mêmes ont ensuite été mis en cause par les autorités européennes... Bien loin de parvenir à faire du Kosovo un Etat viable, la tutelle occidentale semble ainsi avoir renforcé les dérives autochtones, dans une dangereuse logique néocoloniale.

PROFONDE DÉSILLUSION

Tout cela cause une profonde désillusion parmi les Kosovars, qui ont quitté en masse le pays en 2015 jusqu'à ce que la route des Balkans leur soit fermée. La liberté de circulation de ces derniers citoyens des Balkans à devoir encore demander un visa pour voyager dans l'UE devrait rester restreinte tant que le gouvernement kosovar ne parviendra pas à régler un ridicule conflit frontalier avec le Monténégro voisin. A cela s'ajoute la tentative désespérée et désespérante de la majorité au pouvoir de supprimer le Tribunal spécial international pour les crimes de guerre commis entre 1998 et fin 2000 et censé juger des accusations scabreuses de trafic d'organes.

Ce tribunal, imposé par les puissances occidentales, doit prononcer prochainement ses premières accusations contre les anciens combattants de la guérilla albanophone de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Cela déclenche un mouvement de panique au sein de l'élite politique locale, alors que les trois postes les plus importants du pays (président, premier ministre, président du Parlement) sont occupés par des anciens commandants de l'UCK. Il a fallu que les ambassadeurs américains et européens menacent de rompre avec Pristina pour que la majorité recule. Mais les puissances occidentales semblent prises dans un engrenage dont elles ne savent plus comment sortir. Lâcher les autorités kosovares pourrait déstabiliser un pays encore fragile, continuer de les soutenir consacrerait leur échec, face à ce qui apparaît comme un gâchis. ■

chastand@lemonde.fr



L'AIR DU TEMPS | CHRONIQUE

PAR BENOÎT HOPQUIN

Le dernier mot

Fluctuat nec mergitur.» Elle tangué mais ne coule pas, la langue française. Ce bas latin, de cuisine et de gourmandise, peut s'arroger à bon droit la lûtécienne maxime. Sacré coup de tabac que lui impose l'actualité, en sa météo capricieuse. Vogue la grammaire ! Ces temps-ci, chacun croit avoir son mot à dire sur comment écrire. Tant pis si, comme aurait pu le faire remarquer Brassens, la conjugaison, ça ne se commande pas.

Sur l'écriture inclusive, telle la rose de Ronsard, la polémique « a déclose ». Les adeptes de la féminisation sèment les « -aine », les « -euse », les « -ice », à tire d'elle, au risque parfois de résumer les mots à des porteurs d'attributs. En face, l'Académie résiste. Les Immortels défendent la suprématie du masculin, croient toujours au Père éternel. Ils s'arc-boutent avec une mâle assurance sur ce qui est gravé, quitte à faire dans le français rupestre.

Au Monde, l'affaire est d'importance. On parle là boutique, fonds de commerce des journalistes. Les mots sont des outils que la profession utilise, et maltraite. Pas simple de marier un français syntaxiquement et politiquement correct. La question dépasse les genres, les générations et les époques. La maison écrit ainsi « auteure » depuis 1997. Devant l'hostilité ambiante, on lui mit d'abord des guillemets prophylactiques. Des sortes d'atelles qu'on enleva progressivement jusqu'à ce qu'il marche tout seul. Idem pour « écrivaine », apparu en 1989 et ainsi défendu en 1991 par Benoîte Groult : « Je défie qui que ce soit de prouver qu'écrivaine est plus laid ou plus bizarre que souveraine, châtelaine ou contemporaine. »

« Gagneur » ou « gagneuse » ?

Reste que le « cassetin », surnom du service de correction, a des airs de castel ces jours-ci. Il est assailli de demandes parfois baroques. Il doit trancher entre les mots, les maux et les émois. A lui d'ouvrir ou de fermer la barrière à un nom ou à une orthographe, en douanier de la langue se demandant : qu'avez-vous à déclarer ? A lui de trouver le bon équilibre, on n'ose dire le point médian, entre adeptes du « all inclusive » et club de ceux pour qui c'est exclu. Alors, « gagneur » ou « gagneuse » ? Sacrée gageure. « Entraîneur » ou « entraîneuse » ? Terrain glissant. La dispute sur le genre des mots s'apparente parfois à celle sur le sexe des anges.

Ce débat est loin d'être épuisé et déjà s'en profile un autre, tout aussi véhément. Le gouvernement, dans sa réforme du baccalauréat, veut développer la part de l'oral par rapport à celle de l'écrit. Ce qui a fait aussitôt couler l'encre et la salive, et a alimenté une interminable prose. Dis « plôme », se gaussent en substance les adversaires, qui y voient un galvaudage de l'examen. Politique de gribouille et même du gribouillis, érucitent-ils. A les écouter, le style déjà passablement relâché des copies ne pourra que souffrir davantage de cette prééminence du parler.

Chacun a son opinion sur qui sera avantagé par ce nouveau ba-

LES MOTS FINIRONT TOUJOURS VAINQUEURS. INUTILE DE CROIRE LES DOMPTER, LES APPRIVOISER

LA LANGUE FRANÇAISE SE RÉINVENTE SANS CESSER, POUR PEU QU'ON LUI EN DONNE LE TEMPS

chot. Pour les uns, l'oral favorise les classes supérieures, qui maintient mieux le langage soutenu et ont la prestance des âmes bien nées. L'écrit, qui est acquis sur les bancs de l'école et relève en outre de copies anonymes, serait plus égalitaire. Pour les autres, une rédaction ne va pas de soi dans les milieux défavorisés, chez des élèves qui ont grandi loin des livres. Parler est en revanche un art prolétaire, une gymnastique populaire. Certains jeunes de banlieue ont d'ailleurs fait de la tchatte une arme d'ascension sociale.

Les écrits restent

Mais au fond, entre oral et écrit, la différence existe-t-elle encore pour la jeune génération ? Les réseaux sociaux n'ont-ils pas aboli définitivement cette frontière ? L'affaire Mennel prouve le contraire. Cette apprentie chanteuse de religion musulmane a été brocardée pour des Tweet complotistes jetés dans l'air du temps des attentats de Nice. Sans doute ne s'agissait-il pas pour elle de propos noir sur blanc, plutôt d'un babill sans lendemain. Mais, retrouvées dans l'éther numérique par l'extrême droite, ses diatribes lui ont été renvoyées en pleine face. Les paroles s'envolent, les écrits restent : la leçon demeure valable. La candidate de l'émission « The Voice » (« la voix »), qui a dû se retirer du concours, l'avait négligée.

Au début était le Verbe. A la fin aussi. Les mots seront toujours les plus forts. Ils finiront toujours vainqueurs. Inutile de croire les dompter, les apprivoiser. Ils sont rétifs aux ordres. Ils ne viennent pas dès qu'on les siffle. Ils aiment se faire désirer, prier. Ils ont leur vie propre, leur rythme et leur musique. Ils muent d'eux-mêmes, mutent parfois sans crier gare. Prenez « beurette », hier fierté des filles de l'immigration, et aujourd'hui injure, car lié aux fantasmes des pornographes.

La langue plie mais ne rompt pas, comme le roseau de la fable. Elle se réinvente sans cesse, pour peu qu'on lui en donne le temps, qu'on accepte son indolence. On peut lui imposer toutes les règles, tous les carcans, tous les diktats, elle ira naturellement au plus facile. « Seule la force de la tradition orale populaire impose sa loi », constate Daniel Lacotte dans *Quand votre culotte est devenue pantalon* (Pygmalion, 2011). Car c'est bien là, dans la rue, dans le creuset des jours ordinaires, qu'elle bat le plus fort, qu'elle se régénère. N'en déplaise aux féministes, aux académiciens, et même aux journalistes, les rappeurs en captent bien mieux qu'eux les humeurs, comme les troubadours ou les poulbots d'hier.

Sous une superbe livrée rose bonbon, Muriel Gilbert, correctrice de la maison, vient de publier *Quand le pou éternuera* (Ateliers Henry Dougier, 144 pages, 14,90 euros). Sous-titré *Expressions des peuples, génie des langues*, ce livre dit cette réinvention permanente, cette fête de l'esprit. Si les mots ont un sens, portent un message, ils sont aussi un jeu. Ils permettent de « peigner la girafe » ou de « caller l'original ». La langue s'en bat l'œil, des polémiques. Elle aura toujours le dernier mot. ■

SNCF : LE PARI DE LA RÉFORME

ÉDITORIAL

Le rapport Spinetta sur « l'avenir du ferroviaire » est-il la première étape d'une réforme de la SNCF différée depuis plus de vingt ans ou bien un nouveau ballon d'essai lancé par le gouvernement avant qu'il se résolve, comme ses prédécesseurs, à reculer devant de probables mouvements sociaux ? En tout cas, le document remis le 15 février par l'ex-patron d'Air France au premier ministre décrit avec lucidité une situation que nul ne peut plus ignorer, celle d'un système ferroviaire à bout de souffle, maintenu sous oxygène par un Etat qui n'en a décemment plus les moyens.

Comment ainsi justifier 10,5 milliards d'euros de concours publics, alors que chaque année la dette continue de gonfler de 3 milliards ? Comment celle-ci, qui a déjà

atteint 46 milliards, pourrait-elle passer à 62 milliards en 2026, sans que l'on entrevoie une quelconque sortie de ce cercle vicieux ? Comment continuer à dépenser 1,7 milliard d'euros chaque année pour des lignes qui transportent seulement 2 % des voyageurs ?

Pour résoudre cette équation devenue impossible, le rapport propose deux principes de bon sens – qualité qui a justement fait cruellement défaut ces dernières décennies : la « cohérence des choix publics » et la « responsabilisation des acteurs ». Leur mise en œuvre passe par des mesures-chocs. Il s'agit notamment d'une remise à zéro des compteurs de la dette (qui serait reprise par l'Etat) pour que l'entreprise puisse assumer sereinement l'effort de modernisation de son réseau, dont les bugs à répétition ces derniers mois ne font que souligner l'urgence. En échange de quoi, la SNCF deviendrait une société anonyme à capitaux publics, ce qui mettrait fin à la possibilité de s'endetter quasiment sans limite comme c'est le cas aujourd'hui.

Autre mesure explosive : la révision du statut des agents de la SNCF pour les nouveaux embauchés, qui se verraient ainsi privés notamment de la garantie de l'emploi et d'augmentations automatiques en dehors de toute logique économique. Un système qui ne garantit rien la capacité de l'entreprise à remplir ses missions, mais

qui génère un surcoût de 30 % difficilement supportable au moment de l'ouverture du secteur à la concurrence.

On peut reprocher au rapport de se contenter d'une vision comptable du système ferroviaire, avec pour seule perspective son attrition, sans vraiment redéfinir la place du ferroviaire sur un plan sociétal, notamment par rapport à la route, dont le coût réel reste peu transparent et les conséquences environnementales lourdes. Mais il a le mérite de souligner une évidence : la situation n'a que trop duré et attendre pour agir ne ferait que l'aggraver.

C'est dans ce contexte que le premier ministre doit maintenant ouvrir une « première phase de concertation ». Certains syndicats parlent déjà de « déclaration de guerre », tandis que la CGT appelle à une « manifestation nationale » des cheminots le 22 mars, espérant raviver le souvenir des grandes grèves de 1995, qui n'a cessé de hanter tous les gouvernements au cours des deux dernières décennies.

Emmanuel Macron prend le pari que la France de 2018 a changé, et que les propositions de réforme qui avaient conduit, il y a vingt-trois ans, aux fameuses « grèves par procuration » d'une partie de la population ont fini par infuser dans les esprits. C'est un pari risqué, mais s'il n'est pas tenté, c'est notre système ferroviaire qui pourrait être le grand perdant. ■

SUWAOUH

NOUVEAU SUV COMPACT CITROËN C3 AIRCROSS

Plus Spacieux, Plus Modulable
#PlusDePossibilités

12 aides à la conduite**
Volume de coffre jusqu'à 520 L*
Toit ouvrant vitré panoramique*
90 combinaisons de personnalisation
Grip Control avec Hill Assist Descent*
Banquette arrière coulissante en 2 parties*

CITROËN préfère TOTAL. *Équipement de série, en option ou non disponible selon les versions. **Dans la limite des stocks disponibles.

CONSOMMATIONS MIXTES ET ÉMISSIONS DE CO₂ DE NOUVEAU CITROËN C3 AIRCROSS : DE 3,7 À 5,6 L/100 KM ET DE 96 À 126 G/KM.

avis clients
★★★★★
CITROËN ADVISOR
citroen.fr

Automobiles CITROËN - RCS Paris 642 050 189

Les chauffeurs de VTC se mobilisent pour obtenir un tarif minimum

► Les conducteurs mettent la pression sur les pouvoirs publics et réclament la mise en place d'un tarif minimum

► Le sujet est sensible, qui plus est dans un environnement en constante évolution

► Le leader, Uber, reste opposé à cette option, car il a popularisé son service et élargi son marché en baissant le prix des courses

PAGE 4

Manifestation de VTC, à Paris, en décembre 2016.
BENOIT TESSIER/REUTERS



La piste de la présidence commune dans l'audiovisuel public

La ministre de la culture, Françoise Nyssen, propose qu'à l'avenir France Télévisions, Radio France et France Médias Monde (France 24, RFI...) aient une présidence commune, ont confié au Monde des sources proches du dossier. Cela constituerait un changement important car, jusqu'ici, ces trois sociétés d'audiovisuel public avaient un président. Ce dernier serait remplacé par un directeur général, qui serait sous le contrôle d'un président non exécutif unique. La ministre envisagerait même d'étendre cette direction commune à l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

M^{me} Nyssen a, au cours des dix derniers jours, souhaité revoir les dirigeants des sociétés d'audiovisuel public, afin d'évoquer avec eux l'avenir de leurs entreprises et du secteur, avant une prise de parole en conseil des ministres, le 14 février.

Dans son propos, M^{me} Nyssen a d'ailleurs évoqué sa proposition d'une présidence commune. A ce stade, il s'agit d'une option, les arbitrages finaux de la grande réflexion sur l'audiovisuel public lancée par Emmanuel Macron sont attendus fin mars. Mais cette piste a déjà été évoquée au sein de l'exécutif dès la fin de 2017.

Un président commun permettrait un pilotage d'ensemble, alors que le gouvernement demande de plus en plus aux sociétés d'audiovisuel public de collaborer entre elles. En effet, France Télévisions, Radio France, France Médias Monde et l'INA ont, ensemble, lancé en 2016 Franceinfo, une offre d'information mêlant télévision, radio et numérique.

Et, depuis octobre 2017, le ministre de la culture a exigé des dirigeants de nouvelles synergies.

ALEXANDRE PIQUARD
LIRE LA SUITE PAGE 8

Voyage aux Herbiers, en Vendée, où le chômage n'existe pas

► Dans la commune du bocage vendéen, l'essor de l'économie locale a asséché le bassin d'emploi. Le taux de chômage atteint 5%, contre 8,9% en France

► Les problèmes de recrutement, que signalent de plus en plus d'entreprises, sont criants : sociétés d'intérim et PME peinent à trouver des bras

► Embauche sans CV, formation, prospection dans d'autres régions, aides financières... Les entreprises sont prêtes à tout pour attirer les candidats

► Partout en France, les métiers de la ville et de l'immobilier, qui souffrent d'un déficit d'image, ont aussi du mal à recruter

PAGE 3

PHARMACIE LES « LABOS » ÉGYPTIENS S'ENFONCENT DANS LA CRISE

PAGE 5

ART LE LUCRATIF BUSINESS DES GALERIES MARGINALES

PAGE 2

OR | 1 346,96 \$ L'ONCE

PÉTROLE | 64,84 \$ LE BARIL

EURO-DOLLAR | 1,2406

TAUX AMÉRICAIN À 10 ANS | 2,876 %

TAUX FRANÇAIS À 10 ANS | 0,953 %

VALEURS AU 17 FÉVRIER À 7 HEURES

VU DE MOSCOU

De l'atome au bitcoin

Des ingénieurs de l'Institut panrusse de recherche scientifique en physique expérimentale n'ont pas résisté à la tentation. Plusieurs d'entre eux ont été interpellés début février, après avoir tenté de « miner » du bitcoin sur les ordinateurs de ce centre nucléaire russe situé à Sarov, dans la région de Nijni-Novgorod. Même ici, dans cette ville fermée, autrefois connue sous son nom de code d'Arzamas-16, où fut mise au point « Tsar Bomba », la bombe nucléaire soviétique, dans l'un des endroits encore aujourd'hui les plus sécurisés de Russie, la monnaie virtuelle a fini par s'introduire.

« Il y a eu, en effet, une tentative d'utiliser les capacités informatiques à des fins personnelles, y compris pour gagner des bitcoins. Une enquête pénale a été ouverte », confirmait Tatiana Zalesskaïa, porte-parole de l'Institut, citée le 9 février par l'agence Interfax. Le site, il est vrai, possède quelques atouts. Le « minage » (la création sur le réseau de cryptomonnaies) nécessite d'effectuer des calculs mathématiques complexes sur de puissants ordinateurs, très gourmands en énergie. Or, en 2011, le centre de Sarov s'était équipé d'un superordinateur, avec une capacité de calcul atteignant 1 pétaflop, ce qui en faisait alors l'un des plus puissants du monde. Seul problème : les machines n'étaient pas reliées à Internet – un obstacle vite dépassé par les pros de l'atome. Le cours du bitcoin oscillait alors autour de 8 000 dollars (6 000 euros à l'époque).

La folie du bitcoin pose un problème particulier en Russie, où l'énergie ne coûte pas cher.

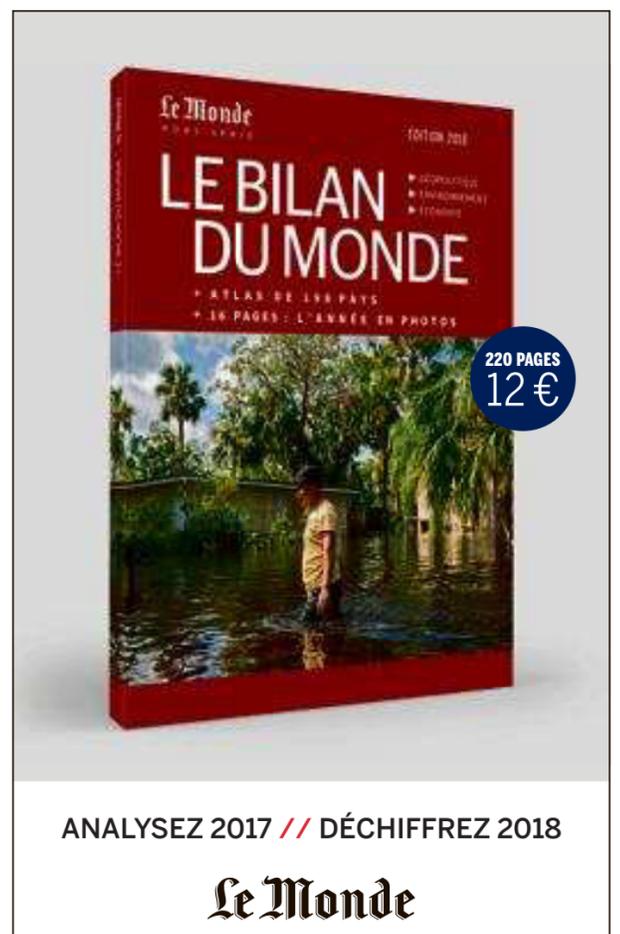
« Les abus deviennent de plus en plus fréquents », relève le journal *Vedomosti*. En décembre 2017, l'administrateur système de Vnoukovo, l'un des trois grands aéroports de Moscou, avait été repéré à cause des variations de tension dans le réseau interne que son activité souterraine provoquait. Appâté par les gains substantiels du bitcoin convertible en monnaie sonnante et trébuchante, il s'était mis lui aussi à en fabriquer. En Crimée, dans la péninsule ukrainienne annexée par la Russie en 2014, le chef de département matériel et son adjoint ont fait tourner plus d'une dizaine d'ordinateurs dans les sous-sols de l'administration, avant de se faire prendre, à leur tour, la main sur le clavier.

Des fatwas contre la monnaie virtuelle

La chasse aux fraudeurs est ouverte. German Gref, patron de la première banque de Russie, la Sberbank, l'a récemment admis : « Souvent, nous attrapons des employés qui se servent de nos équipements. »

Mais voici qu'en Tchétchénie un autre problème a surgi. Le bitcoin est-il conforme aux règles de l'islam ? Les fatwas émises en Egypte et en Palestine pour bannir les monnaies virtuelles « n'obligent en rien les musulmans des autres pays », a prévenu Ramzan Kadyrov en convoquant le grand mufti de Grozny. L'implacable dirigeant de cette région du Caucase russe à majorité musulmane a de quoi être contrarié. Il a lui-même décidé d'arrondir sa fortune en investissant dans le secteur. ■

ISABELLE MANDRAUD





Exposition de l'artiste Manolo Valdès a l'Opera Gallery, à Paris, en juin 2017. ERIK LASALLE

Galleries d'art La lutte des castes

Sur l'avenue Matignon, quelques numéros seulement séparent la galerie de Kamel Mennour de celle de Mickael Marciano. Les deux marchands sont amis de longue date, l'un et l'autre ayant fait leurs armes en vendant des lithographies dans des centres commerciaux parisiens. Entre eux pourtant, il y a un monde. Kamel Mennour défend une vision de l'art exigeante et pointue, plébiscitée par François Pinault et autres « giga » collectionneurs, ainsi que, du côté des institutions, par le Palais de Tokyo ou le Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Jamais, en revanche, les artistes de Mickael Marciano ne seront acceptés dans de tels cercles, dont les têtes d'affiches sont des galeristes comme Chantal Crousel ou Almine Rech... Trop pop, tape-à-l'œil, parfois criard, leur travail est à mille lieues de l'art validé par les experts qui font l'avant-garde, la cote et le (bon) goût.

Marciano, Opera Gallery, Bel Air, Bartoux, Frédéric Got ou Carré d'Artistes : autant de galeries mal-aimées par leurs confrères. « On ne fait pas le même métier », tranche Hervé Loevenbruck, président de MAP, une association qui réunit soixante-dix galeries parisiennes, mais pas celles-ci. « Elles ne s'embarassent pas de frais de production ou de catalogue et ont un discours décomplexé de vendeur de vêtements », ajoute Georges-Philippe Vallois, président du Comité professionnel des galeries d'art, qui n'a accueilli aucune de ces enseignes. Même la foire Art Elysées, qui avait eu la faiblesse d'entrouvrir sa porte à certaines de ces galeries, préfère ne plus les exposer. « Elles fonctionnent selon une logique industrielle de marque et sur un gros volume de ventes », résume Isabelle Keit-Pariand, directrice du salon.

À CHAQUE QUARTIER, SA CLIENTÈLE

Ces critiques ne semblent pas miner le moral de ces « intouchables ». « Ce n'est pas parce que vous achetez un artiste à 50 000 euros dans une grande galerie que l'œuvre vaudra quelque chose plus tard », réplique Frédéric Got. Et d'ajouter : « Chez nous, les gens se font plaisir. Où est le problème ? » Frédéric Got se moque d'autant plus du qu'en-dira-t-on qu'il affiche un chiffre d'affaires de 4,5 millions d'euros, soit autant qu'une bonne galerie de taille intermédiaire active dans le Marais. Dispersé en douze galeries, le réseau Opera Gallery génère, lui, un chiffre d'affaires d'environ 160 millions d'euros, dont 26 millions d'euros pour son seul espace parisien.

La clé de ce succès ? Une multiplication d'espaces dans les artères les plus cossues des grandes capitales – Madison Avenue à New York, la place des Vosges à Paris, etc. –

Un monde sépare les galeries exposant des artistes avant-gardistes, cotés auprès des grandes fortunes, et les marchands proposant des œuvres plus populaires. Et pourtant ces derniers rencontrent un franc succès

mais aussi à proximité des grands palaces et des centres d'affaires, ainsi que dans les hauts lieux de villégiature, dans les stations balnéaires ou de ski les plus huppées. Entre 50 % et 90 % de l'activité de ces galeries repose sur les touristes. De telles adresses permettent aussi de renouveler le vivier d'acheteurs. Opera Gallery se targue ainsi de 50 % de nouveaux clients par an.

L'emplacement, l'emplacement, l'emplacement. La règle numéro un du commerce vaut pour les œuvres d'art. Car chaque quartier draine une clientèle spécifique. « Place des Vosges, j'ai un public à 60 % français, détaille Mickael Marciano, qui dispose de quatre espaces à Paris. Rue de Rivoli, c'est à 85 % étranger, plutôt des Américains et des Moyen-Orientaux, essentiellement une clientèle d'hô-

« ELLES ONT UN DISCOURS DÉCOMPLEXÉ DE VENDEUR DE VÊTEMENTS »

GEORGES-PHILIPPE VALLOIS
président
du Comité professionnel
des galeries d'art

Crocodiles en plastique, King Kong en Inox, bonbons géants en Plexiglas...

ILS SONT PARMIS les artistes français les plus vendeurs. Mais vous n'en verrez pas un seul dans un grand musée occidental. Leur fonds de commerce, ce sont les touristes et les nouveaux riches, suffisamment aisés pour acheter au coup de cœur et peu regardants quant au CV.

Dans la presse spécialisée sur l'art, Richard Orlinski est aux abonnés absents. Il vend néanmoins ses sculptures dans quelque 90 galeries opérant hors des circuits officiels. Et il figure dans le classement Artprice des artistes français les plus cotés aux enchères. En 2004, l'ancien spécialiste des reconversions immobilières commence à vendre ses crocodiles en plastique coloré pour environ 1 000 euros. Dix ans plus tard, en 2014, une de ses sculptures s'est catapultée à 650 000 euros.

Le sculpteur a été poursuivi pour parasitisme en 2013 par l'artiste Xavier Veilhan, qui voit dans ses œuvres une trop grande parenté avec ses propres sculptures, reconnaissables à leurs formes simplifiées et leurs surfaces lisses et anguleuses. Si l'esthétique est voisine, les parcours et visées sont aux antipodes. Ancien étudiant de l'École nationale supérieure des arts décoratifs de Paris, Xavier Veilhan travaille depuis longtemps sur l'idée d'archétype, dépouillant les formes pour les réduire à l'essentiel.

« Un art accessible »

Sur son site Internet, Richard Orlinski déclare, lui, sculpter « pour sublimer la réalité et créer des œuvres d'art vivantes, belles et intemporelles, qui suscitent l'émotion dans le regard de l'autre ». Le procès, que Richard Or-

linski a gagné en 2014, n'a pas freiné ses affaires. « J'ai des collectionneurs qui sont lassés qu'on leur impose ce qu'ils doivent acheter », dit-il.

Son succès commercial est tel qu'il a ouvert à l'automne 2017 une galerie à son nom, en partenariat avec le groupe Bartoux, en face de l'Elysée. En vitrine, un King Kong en Inox, qui existe aussi dans d'autres matériaux et formats, rouge, bleu, etc. « Nous faisons en sorte de rendre un art accessible à tous les collectionneurs, quel que soit leur budget », résume le sculpteur. En un mois, il avait aligné un chiffre d'affaires de 1 million d'euros. Signe que le marché joue sa propre partition, souvent indépendante de l'art.

« INITIER ET FORMER »

Autodidacte azuréenne, Laurence Jenkell s'est elle aussi taillé une petite notoriété avec des bonbons géants en Plexiglas. Elle les a installés partout : les loyers sont chers. De l'ordre de 1,7 million d'euros par an pour les 1 000 m² dont dispose Opera Gallery, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris, 1 million de livres sterling (1,12 million d'euros) pour son espace de 200 m² situé en plein Mayfair à Londres... Mais le jeu en vaut la chandelle, même pour Carré d'Artistes, qui s'est positionné depuis 2001 sur un art abordable entre 75 et 4 000 euros, avec un ticket moyen à 250 euros. Ce tarif lui a permis de se constituer un fichier de 100 000 clients et une marque déclinée dans 38 espaces dans le monde. Avec un chiffre d'affaires de 15 millions d'euros, « la société est tout juste à l'équilibre », selon Stéphanie Tosi, patronne du groupe.

Pour augmenter les bénéficiaires, il faut des œuvres à prix plus élevés. Le panier moyen dans la plupart des autres galeries va de 3 000 à 30 000 euros. « Toutes nos galeries font autour d'un à deux millions de chiffre d'affaires », poursuit M. Chabanian, qui compte dans son fichier quelque 10 000 clients, dont 30 % réguliers. Opera Gallery a longtemps officié sur cette gamme intermédiaire de prix avant d'exposer aussi des Picasso, Chagall et autres toiles modernes, qui représentent désormais 65 % de son chiffre d'affaires.

Patron de Galeristes, un salon intimiste consacré aux galeries d'auteur, par nature peu commerciales, Stéphane Corréard est convaincu de l'importance de ce marché parallèle. « Faisons une comparaison : qui va directement voir des films d'auteur, sans avoir commencé à s'intéresser au cinéma par des films plus populaires ?, s'interroge-t-il. Ces galeries effectuent un travail vertueux pour initier et former des nouveaux collectionneurs, que le monde de l'art contemporain intimide souvent, avec ses codes glacés, non dénués d'un certain snobisme, voire de condescendance pure et simple. » Selon cet esprit indépendant, « un pourcentage non négligeable de collectionneurs authentiques, mais autodidactes ou socialement moins assurés, y effectuent leurs premiers achats ». Et pour François Chabanian, 10 % de cette clientèle aisée portée sur la déco pourrait basculer dans les grandes galeries. ■

ROXANA AZIMI

Les Herbiers cherchent salariés désespérément

Dans la ville vendéenne, le taux de chômage atteint 5 %. Les entreprises se battent pour attirer la main-d'œuvre

REPORTAGE

LES HERBIERS (VENDÉE) -
envoyée spéciale

L'Oncle Sam, index pointé, se détache sur fond vert. « I want you », disaient les affiches placardées pendant la guerre. « Recrutement », proclame, en lettres rouges, celle annonçant la tenue du Salon de l'emploi des Herbiers (Vendée). L'événement, prévu le 15 mars, réunira tout ce que la commune vendéenne compte d'entreprises. Combien de candidats viendront ? La question inquiète. Dans ce coin du bocage, ce n'est pas le chômage qui menace, mais le manque de bras. L'essor de l'économie locale a presque complètement asséché le bassin d'emploi.

On est en effet loin, très loin des données nationales. Aux Herbiers, seuls 5 % de la population est sans activité, contre 8,9 % à l'échelle nationale. Et les problèmes de recrutement que signalent de plus en plus d'entreprises en France sont illustrés ici jusqu'à la caricature. Il suffit, pour s'en convaincre, de remonter la rue de l'Eglise. Partenaire, Adecco, Interaction... La ville de 16 000 habitants ne compte pas moins de 17 agences d'intérim ! Le nombre d'offres exposées en vitrine donne le tournis. « Quelques fois, on s'arrache les cheveux pour trouver un manutentionnaire, alors que ça réclame deux bras, deux jambes, un cerveau », se désespère une employée de Start People. Les besoins sont tels que certaines entreprises mettent leurs annonces d'emploi sur des enveloppes de baguette de pain, des sets de table, et, plus fréquemment, Alouette, la radio locale.

Dans la zone industrielle, des panneaux « On recrute » ont fleuri jusque devant les usines. Ces mêmes usines qui ont fait la prospérité de la région. Car, contrairement à d'autres terres agricoles, l'introduction, dans les années 1960, du machinisme en Vendée n'a pas provoqué d'exode rural massif. Les « ventres à choux », contraints de trouver leur pitance ailleurs que dans les champs, sont devenus artisans. Leurs enfants ont fondé des PME, dont certaines sont devenues des grands groupes comme Briand, spécialisé

La ville de 16 000 habitants ne compte pas moins de 17 agences d'intérim ! Le nombre d'offres donne le tournis

dans la charpente métallique, ou Jeanneau, pour les bateaux de plaisance. « Le Vendéen d'ici a l'habitude de se débrouiller tout seul, il n'attend rien de Paris », aime à répéter la députée Véronique Besse, la maire Mouvement pour la France, le parti dirigé par Philippe de Villiers, des Herbiers.

Mais que faire fasse au plein-emploi ? « J'ai des collègues qui se moquent, qui disent que j'ai des problèmes de riche. Ça ne me fait pas rire », déplore Laurent Soullard, qui dirige l'agence locale de Pôle emploi. Il reste 2700 chômeurs de catégorie A dans sa zone. Alors, main dans la main avec les entreprises de travail temporaire, l'Herbretais évangélise les entreprises pour qu'elles recrutent des « profils inattendus ». Qu'elles prennent surtout le temps de les intégrer, de les former. « C'est le levier majeur, explique-t-il. En deux ans, on a doublé le nombre d'entrées en formation, et 70 % des personnes qui passent par là sont toujours dans l'emploi après six mois. »

La mobilité, une priorité

Avec K-Line, filiale du groupe Liébot et leader français de la fenêtre en aluminium, Pôle emploi a mis en place un processus d'embauche fondé sur les aptitudes et non sur le CV. Cette méthode de recrutement par simulation a permis d'intégrer 60 personnes à l'entreprise sur les 300 qui ont suivi la demi-journée de mise en situation en usine. Cela ne suffit pas, loin de là, à combler les besoins. En 2017, K-Line a recruté 200 personnes en CDI et compte bien en faire autant cette année. « Principalement des opérateurs, des conducteurs d'équipement industriel, mais aussi des techniciens de maintenance, des managers de production, des informaticiens... », égrène Pierre



Chaîne de montage de fenêtres à l'entreprise K-Line des Herbiers (Vendée), en 2017. GAEL ARNAUD

Postic, directeur des ressources humaines de l'entreprise.

La société a de grandes ambitions. Deux grues de chantier jouxtent le siège. Le terrain a été retourné et, d'ici à 2019, un restaurant d'entreprise et de nouveaux bâtiments devraient sortir de terre. Une cinquième usine a été construite dans l'Ain, en plus des quatre qui sont sorties de terre depuis 1997, dans la zone industrielle des Herbiers. A l'intérieur, peu de monde, beaucoup de machines. On peine à croire que 1200 personnes, sans compter les intérimaires, tournent sur ces sites.

La plupart des ouvriers et des cadres sont des gens du cru. Chez K-Line, les « étrangers » – un Alsacien, quelques Parisiens et Toulousains –, se comptent sur les doigts de la main. La Rochelaise Marianne Ordureau fait partie de ces déplacés qui ont pris racine. Employée depuis vingt ans chez le constructeur naval Jeanneau (ra-

cheté en 1995 par son concurrent vendéen Beneteau), elle a vu le bocage se transformer. « Maintenant, les routes sont bonnes. Plus besoin d'aller à Cholet ou à Nantes pour changer son électroménager. » Pas sûr que cet argument suffise à attirer la main-d'œuvre. Car même si elle est à une heure de Nantes et de la mer, la commune souffre d'un manque de logements et surtout de desserte ferroviaire.

Corinne Margot, la directrice des ressources humaines du groupe Beneteau, fait pourtant feu de tout bois. Une « task-force recrutement » a été montée en septembre 2017 pour les 500 postes à pourvoir en 2018. L'enjeu est double : satisfaire la demande et remplacer les nombreux départs à la retraite. Après avoir freiné les embauches pendant la crise de 2008, le constructeur a, pour la première fois, fin 2017, embauché des opérateurs directement en CDI. La formation

en interne a également été relancée pour faciliter la transition générationnelle. « Hier, on a même posté des annonces sur Leboncoin », soupire la DRH.

Ses équipes ont surtout élargi leurs périmètres de prospection. « Je leur ai dit d'aller dans la Creuse, chercher des [ex-salariés de l'équipementier automobile] GM & S », assure M^{me} Margot. Plus près des Herbiers, une campagne de recrutement a été organisée en Basse-Normandie. La mobilité des travailleurs est devenue une priorité. Des mesures d'accompagnement généralement réservées aux cadres (aides au logement, au déménagement...) pourraient bientôt concerner les petites mains. « Tout ça coûte cher, reconnaît la DRH, mais ça vaut mieux que ne pas sortir les bateaux. Heureusement, le tam-tam fonctionnel ! On a eu nos premières candidatures de Marseille ! » ■

ÉLISE BARTHET

LES CHIFFRES

8,9 %

C'est le taux de chômage en France, au quatrième trimestre 2017, selon les normes du Bureau international du travail. Sur les trois derniers mois de 2017, le taux de chômage a reculé de 0,7 point, son plus bas niveau depuis le début de 2009.

253 500

C'est le nombre de postes créés dans le secteur privé en 2017, selon l'Insee.

65,7 %

C'est le taux d'emploi des 15-64 ans en contrat à durée indéterminée, à fin décembre 2017. Il s'agit du niveau le plus haut depuis le début des années 1980.

A l'heure d'embaucher, les métiers de la ville et du BTP pénalisés

Les trois quarts des dirigeants d'entreprises prévoient d'embaucher dans les trois ans mais anticipent des difficultés de recrutement

Dans les métiers du bâtiment et de la promotion immobilière, l'activité décolle mais l'emploi rencontre quelques freins. « La crise est finie » : après « plusieurs années de croissance molle, la filière se régénère », observe la deuxième édition de l'étude annuelle sur les « Métiers de l'immobilier et de la ville », présentée le jeudi 15 février. Cette enquête a été réalisée auprès de trente fédérations et associations professionnelles et de 900 dirigeants d'entreprises par le cabinet de conseil EY, la Fondation Palladio et Business Immo.

La filière, qui va de l'architecture à la gestion immobilière, en passant par l'ingénierie, la promotion et la construction, a connu 3 % de croissance entre 2015 et 2016, une progression 2,5 fois plus rapide que celle de l'économie française. Une activité portée par les ventes de logements comme par la demande de bureaux et des projets d'envergure, à l'instar de ceux du Grand Paris. « Les chiffres de 2017 vont confirmer, voire amplifier cette reprise », estime Marc Lhermitte, associé chez EY.

Conséquence logique, presque tous les secteurs de cette filière,

	PART DES DIRIGEANTS ENVISAGEANT DE RECRUTER D'ICI TROIS ANS, EN %	DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT, EN %
Ingénierie et prestations techniques	88	71
Promotion immobilière	86	69
Commercialisation	81	67
Investissement et financement de l'immobilier	79	61
Gestion de l'immobilier	76	72
Construction des bâtiments (métiers de coordination)	75	67
Architecture, aménagement et urbanisme	68	52
Expertise et conseil (dont juridique)	65	68

SOURCE : ÉTUDE SUR LES "MÉTIERES DE L'IMMOBILIER ET DE LA VILLE" 2018 (EY, FONDATION PALLADIO ET BUSINESS IMMO)

qui fait travailler 2 millions de salariés dans une centaine de métiers, ont créé des emplois en 2016. Les effectifs des activités de conseil et d'expertise ont bondi de 9,7 %, ceux de la promotion immobilière de 5,2 %. Seul point négatif : le secteur de la

construction, qui représente la moitié des emplois de la filière, enregistre un recul de ses effectifs de 2,5 %. « Il y a un effet retard, de nombreuses entreprises sont encore en sureffectif malgré la reprise », explique M. Lhermitte. Entre 2007 et 2015, les emplois de la

construction avaient fondu de 11,3 %, mais l'activité du secteur, elle, avait chuté de 21 %.

Signe de leur optimisme retrouvé, les chefs d'entreprise de la ville et de l'immobilier se préparent à embaucher : 77 % des dirigeants interrogés envisagent

de recruter dans les trois ans, en Ile-de-France et en régions, et 80 % de ces intentions sont en contrat à durée indéterminée. Pas sûr, toutefois, que tous ces postes soient facilement pourvus : 68 % des dirigeants font état de difficultés de recrutement en 2017, dix points de plus qu'en 2016. Sur ce terrain, seuls 3 % des chefs d'entreprise ont vu la situation s'améliorer en un an. Dans l'ingénierie, 34 % des dirigeants disent éprouver davantage de difficultés de recrutement qu'au cours des trois dernières années.

Une filière « hyperfragmentée »

En cause : la concurrence des autres industries, dans un contexte général de reprise de l'économie française. Et un sévère déficit d'image. Selon une enquête menée pour cette étude auprès de 500 étudiants dans ces secteurs, près de la moitié des futurs professionnels considèrent l'immobilier et la ville comme une filière peu innovante. Un sentiment d'ailleurs partagé par la moitié des dirigeants d'entreprises, dans des métiers qui découvrent tardivement la révolution numérique.

La filière a crû de 3 % entre 2015 et 2016, 2,5 fois plus vite que l'économie française

« La filière est hyperfragmentée, avec des acteurs et des secteurs qui fonctionnent en silo au lieu de travailler ensemble sur les questions d'innovation industrielle et numérique, de formation aux nouveaux métiers, d'outils de financement, de smart city », analyse M. Lhermitte.

Un chantier collectif qui, en plus de séduire les jeunes diplômés, aurait un effet démultiplicateur sur l'emploi : « Ensemble, les acteurs français seraient plus forts pour exporter le modèle de la ville et de l'immobilier à la française, là où les Anglo-saxons et les Allemands sont mieux organisés aujourd'hui, estime-t-il. Et ils auraient plus d'arguments pour attirer de gros investisseurs étrangers dans l'Hexagone. » ■

GRÉGOIRE ALLIX

Des chauffeurs de VTC veulent un tarif minimum

Le sujet est sensible dans un environnement en constante évolution. La profession reste très divisée

Le rendez-vous a été donné à la station Total sur la voie de sortie de l'aéroport Charles-de-Gaulle, samedi 17 février. « Nous ne voulons pas bloquer les véhicules VTC se dirigeant vers l'aéroport, mais ceux se rendant vers Paris. La profession est en grève, et on entend que ce soit respecté », explique Yazid Sekhri, de l'Union des VTC (voitures de transport avec chauffeurs). Des actions à Lille, Nice, Toulouse ou Bordeaux sont également prévues.

Près d'un an après une mobilisation massive des VTC, liée à l'augmentation de la commission d'Uber, les conducteurs professionnels veulent remettre la pression sur les pouvoirs publics. Objectif : obtenir un tarif minimum pour les conducteurs, qu'ils réclament depuis plus d'un an.

« Depuis janvier 2017, les représentants des VTC, souhaitant obtenir une tarification minimum, sont conviés de réunion en réunion avec les plates-formes ou le gouvernement », relève, dans un communiqué, l'Union des VTC. « D'études en missions, rien ne vient », s'emporte M. Sekhri. « La mission est encore en cours », indique-t-on sobrement au ministère des transports.

Le sujet est sensible, qui plus est dans un environnement en constante évolution. Depuis le 1^{er} janvier, le marché du transport particulier de personnes a été secoué par la mise en place de la mesure phare de la loi Grandguillaume, qui bannit les chauffeurs salariés ayant le statut LOTI.

Du jour au lendemain, Uber a vu disparaître 5 000 à 6 000 chauffeurs de sa plate-forme de mise en relation. La société américaine travaille désormais avec 20 000 indépendants. Au 1^{er} février, environ 26 000 chauffeurs exploitants sont comptabilisés par le gouvernement, selon un courrier d'Elisabeth Borne, la ministre des transports, envoyé le 14 février aux différents acteurs du secteur.

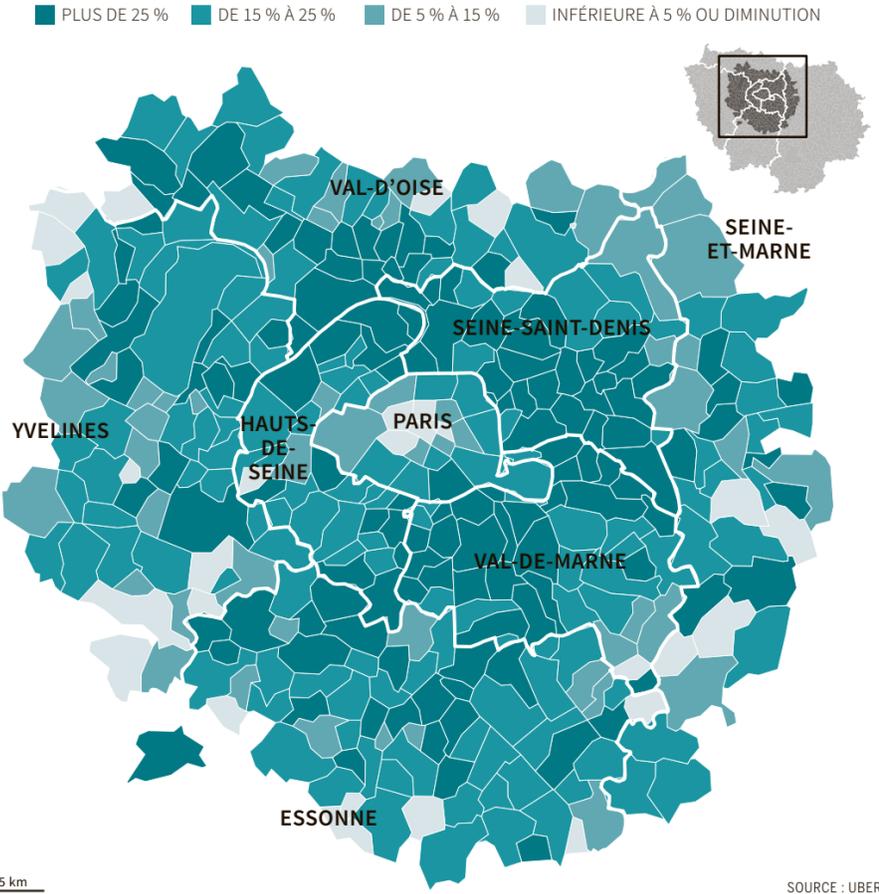
Les autres sociétés ont connu les mêmes secousses. « Seulement 5 % de nos chauffeurs étaient des LOTI, indique Yanis Kiansky, PDG d'Allocab. Cependant, nous avons tout de même senti la différence. Malgré l'augmentation des demandes de courses, aujourd'hui, je ne peux pas répondre à toutes les demandes... »

Rapport de force inversé

Dans les faits, le temps d'attente pour une course VTC a largement augmenté en région parisienne, tandis que la « gestion dynamique » des prix d'Uber et de quelques concurrents, liés à un déséquilibre entre offre et demande, a poussé les prix à la hausse. Dans le même temps, les taxis reprennent des couleurs. Nicolas Rouselet, le patron de G7, a indiqué début février une croissance de 20 % des commandes de courses de taxis en janvier.

La baisse du nombre de chauffeurs rallonge les délais d'attente

AUGMENTATION DU TEMPS D'ATTENTE MOYEN EN RÉGION PARISIENNE, ENTRE LA SEMAINE DU 4 DÉCEMBRE 2017 ET CELLE DU 29 JANVIER 2018



« Si on met un tarif minimum à 15 euros, il y aura deux fois moins de trajets pour le même nombre de chauffeurs »

TEDDY PELLERIN
cofondateur d'Heetch

tandis qu'il est de 7 euros chez Heetch ou 9 euros chez Allocab.

La profession reste cependant divisée. Yanis Kiansky soutient un tarif minimal. « Les revenus des chauffeurs sont aujourd'hui indécents. Ce n'est même pas le smic. Si vous voulez que les chauffeurs offrent des prestations de qualité, il faut qu'ils soient heureux et gagnent correctement leur vie. »

« Préserver un équilibre »

En revanche, les autres sociétés sont plus sceptiques. « D'une manière générale, cela peut être une bonne idée, mais une mauvaise idée, estime Teddy Pellerin, cofondateur d'Heetch. Le problème est plus sur l'équilibre entre offre et demande. Si on met un tarif minimum à 15 euros, qui va supprimer une grande part de la demande, il y aura deux fois moins de trajets pour le même nombre de chauffeurs. Dans ce cas, leur rentabilité baisserait probablement. Il faut étudier précisément ce projet. »

« La tarification est une question complexe, ajoute-t-on chez Uber, car elle doit répondre à plusieurs critères : l'accessibilité du service pour les passagers, la rentabilité des chauffeurs et la capacité d'Uber à poursuivre sa croissance pour continuer à investir, afin d'offrir un service de meilleure qualité. Nous devons préserver un équilibre entre ces trois éléments. » Dans les faits, le leader reste opposé à tout tarif minimal, car il a popularisé son service et élargi son marché en baissant le prix des courses. ■

PHILIPPE JACQUÉ

LES CHIFFRES

26 000

C'est le nombre de chauffeurs VTC indépendants recensés par l'Etat au 1^{er} février, dont 19 000 travaillaient en Ile-de-France, selon le ministère des transports.

4 500

C'est le nombre de chauffeurs sous statut LOTI (loi d'orientation des transports intérieurs) encore en circulation au 1^{er} février. Les plates-formes VTC avaient utilisé ces conducteurs salariés d'entreprise de transport pour augmenter le nombre de chauffeurs sur le marché. Interdits par la loi Grandguillaume, ces « chauffeurs LOTI » ont jusqu'au 31 mars pour régulariser leur situation. Depuis septembre, 7 200 « LOTI » sont devenus chauffeurs indépendants.

32 000

C'est le nombre de vignettes VTC qui ont été délivrées au 14 février par le gouvernement.

Le champion tricolore de la borne rapide surfe sur la vague de la voiture électrique

IES Synergy, une PME de Montpellier, déploie son parc de chargeurs en France et à l'étranger

Elle accélère. Un nouvel actionnaire de poids, de nouveaux produits plus abordables pour les collectivités publiques... L'année 2018 s'annonce prometteuse pour IES Synergy, une PME de Montpellier spécialisée dans l'électrique de puissance, utilisée dans les bornes de recharge rapide. En cinq ans, la petite société, détenue majoritairement par Eurazeo, a doublé son chiffre d'affaires, à 24 millions d'euros, et ses effectifs, pour atteindre 125 salariés.

En janvier, Nexans a pris 27,8 % du capital d'IES pour, selon nos sources, plusieurs dizaines de millions d'euros. « Les fonds réunis permettront à IES de développer son potentiel commercial, d'élargir sa gamme de produits et de renforcer sa présence internationale », avait expliqué le fabricant de câbles. Dès cette année, 25 personnes devraient être recrutées.

IES dispose déjà de filiales en Allemagne, aux Etats-Unis et en Chine, au cœur des trois plus importants marchés automobiles mondiaux. Pourquoi Nexans met-il un ticket si important dans cette PME ? En 25 ans, la petite société s'est affirmée comme

la spécialiste mondiale de la transformation du courant alternatif, celui donné par EDF, en courant continu nécessaire à la recharge des batteries de véhicules électriques. Et ce, par le biais d'un boîtier étanche miniaturisé. L'essentiel des constructeurs automobiles de la planète travaille déjà avec elle, en utilisant notamment ses chargeurs dans ses centres de recherche.

Un marché encore très éclaté

Historiquement, l'entreprise s'est concentrée sur les chargeurs internes aux véhicules électriques, de relativement faible puissance. La Twizy de Renault, par exemple, en est équipée. Depuis, IES a développé des chargeurs externes jusqu'à 100 kW, ce qui permet une recharge bien plus rapide des batteries. En 2012, la PME fournit ainsi les chargeurs externes de BMW, GM ou encore de groupes chinois et deux ans plus tard, elle équipe les écuries de Formule E.

Sa technologie est aussi intégrée par les producteurs de bornes, tels Lafon et DBT, et depuis peu, la société assemble ses propres bornes. « Depuis sa création, nous avons fourni environ 4 000 bornes

La petite française se hisse sur le podium mondial, derrière le géant suédo-suisse ABB et ses 6 000 bornes

de recharge rapide dans le monde », résume Jean-Michel Cornille, son PDG et actionnaire depuis 2015. Avec les bornes Belib à Paris, le réseau de 520 unités Chargemaster au Royaume-Uni, ou les 1 350 installées en Chine avec ses partenaires locaux, la PME montpelliéraine se hisse sur le podium mondial, en deuxième position, juste derrière le géant suédo-suisse ABB (6 000 bornes), sur un marché encore très éclaté, puisque environ 110 000 bornes rapides sont aujourd'hui déployées dans le monde.

Et ce n'est pas fini. « Nous sommes sur un marché appelé à exploser grâce au développement des véhicules électriques », juge M. Cornille. Les ventes de voitures électri-

ques ont augmenté de 60 % en 2017, avec 1,2 million d'unités écoulées. Le rythme devrait accélérer avec l'arrivée d'un grand nombre de nouveaux modèles annoncés par tous les constructeurs d'ici à la fin de la décennie. Parallèlement, les villes s'équipent de bus, qui nécessitent également des systèmes de recharge rapide. Selon le cabinet de consultants Roland Berger, pas moins de 580 000 bornes rapides devraient être déployées d'ici à 2025. Cela représente un marché mondial de près de 2,5 milliards de dollars (environ 2 milliards d'euros).

Les nouveaux véhicules nécessiteront également des bornes plus puissantes, capables de recharger les batteries en 20 à 30 minutes, à l'image de ce que met en place Tesla depuis cinq ans. Les nouveaux modèles annoncés, comme la Porsche Mission E, fin 2019, auront besoin de chargeurs de 150 à 350 kW, contre un maximum de 100 kW aujourd'hui. « A cet horizon », assure M. Cornille, nous sortirons notre quatrième génération de chargeurs pour répondre aux besoins de ces nouveaux véhicules. ■

PH. J

250 000

C'est, en euros, le montant de l'astreinte journalière qu'encourt Facebook, si le réseau social ne cesse pas de pister les internautes en Belgique sans leur consentement. La justice belge a infligé, vendredi 16 février, un revers à Facebook, en le sommant de « cesser de suivre et d'enregistrer l'utilisation d'Internet des personnes surfant de Belgique, jusqu'à ce qu'il se conforme à la loi belge sur la vie privée », a indiqué le tribunal dans un communiqué. Le groupe « doit également détruire toutes les données personnelles obtenues illégalement ». Facebook a annoncé son intention de faire appel.

AGRICULTURE Lancement de la concertation sur la réforme de la fiscalité agricole

Les ministres de l'économie, Bruno Le Maire, et de l'agriculture, Stéphane Travert, ont lancé, vendredi 16 février, la concertation sur la réforme de la fiscalité agricole, qui se déroulera sur quatre mois, en y associant parlementaires et professionnels.

COMMERCE Washington envisage de lourdes taxes sur les importations d'acier et d'aluminium

L'administration Trump étudie l'imposition de taxes sur l'ensemble des importations d'acier et d'aluminium ou une taxation encore plus lourde de celles provenant de certains pays, dont la Chine et la Russie, voire la

mise en place de quotas, a indiqué, vendredi 16 février, le secrétaire au commerce, Wilbur Ross. - (AFP)

TRANSPORT SNCF : les régions « très préoccupées » par l'avenir du réseau de proximité

Les régions se disent « très préoccupées » par l'avenir du réseau ferroviaire de proximité et s'opposent à la recommandation du rapport Spinetta sur l'évolution du rail, « qui invite l'Etat à ne pas respecter les contrats de plan Etat-régions ». Des préconisations du rapport traduisent « une méconnaissance de la réalité du transport ferroviaire dans les territoires », a indiqué, vendredi 16 février, dans un communiqué, l'association Régions de France, qui rassemble les présidents de conseils régionaux. - (AFP)

En Egypte, l'industrie pharmaceutique est en crise

Les firmes, importatrices à presque 100 %, sont pénalisées par le dollar fort et les prix réglementés

LE CAIRE - envoyée spéciale

L'Egypte a connu une nouvelle vague de pénurie de médicaments, fin décembre 2017. Dans les pharmacies, la pénicilline injectable et une douzaine d'autres médicaments sans substituts, destinés à soigner la maladie de Parkinson ou des affections cardiaques, hépatiques et rénales, ont disparu des rayons. Une situation devenue courante dans le pays, depuis 2016, où circulent régulièrement les images d'Égyptiens faisant la queue devant des pharmacies vides et les appels désespérés aux dons d'hôpitaux. La dépréciation de la livre égyptienne (LE) et son flottement face au dollar en novembre 2016 ont affecté le secteur pharmaceutique, qui importe plus de 90 % de ses matières premières.

« En Egypte, on fabrique des produits finis : 100 % des principes actifs sont importés, de même que le matériel comme les emballages, les machines et les pièces de rechange », explique Gamal El-Leithy, le PDG de Future Pharmaceutical Industries. A la tête de 500 salariés, il produit ses propres antibiotiques, antidiabétiques ou traitements gastro-intestinaux, et sous-traite une partie de la production locale de multinationales comme la suisse Novartis, le français Sanofi ou l'indien SUN.

Vingt-deux multinationales (55 % du marché), onze groupes publics (5 %), 14 000 entreprises et 140 usines de production locales se partagent ce marché de 60 mil-

liards de LE (2,7 milliards d'euros), qui emploie 300 000 personnes. Avec une population de 97 millions d'habitants et un taux de natalité de 2 % par an, l'Egypte - déjà l'un des plus grands du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord - a un fort potentiel de croissance et d'attrait pour les investisseurs.

Mais le dollar fort, passé de 8,8 LE à 18 LE, a contraint plusieurs entreprises à arrêter des lignes de production. « Entre novembre 2016 et janvier 2017, on a tous souffert. La production a baissé de 30 % à 40 %, car on ne pouvait plus importer. Une société américaine de produits ophtalmologiques a fermé. Les autres ont réduit les dépenses », explique M. El-Leithy.

« Restructurer tout le secteur »

Les pénuries ont touché des produits vitaux, comme les traitements pour le cancer ou les vaccins. Les hôpitaux ont commencé à refuser des patients et les listes d'attente se sont allongées de plusieurs mois, notamment dans les centres de cardiologie. Les médecins ont lancé des campagnes sur les réseaux sociaux pour réunir des dons et acheter des médicaments. « La pénurie n'a pas été totale, car le gouvernement a pris des mesures, comme débloquer 200 millions de dollars [160 millions d'euros] pour importer ces produits, mais c'est une goutte d'eau à la mer », ajoute le PDG de Future Pharmaceutical Industries.

A ses yeux, le problème n'est pas le flottement de la LE - « une mesure qu'on réclamait » -, mais la

Les pénuries ont touché des produits vitaux, comme les traitements pour le cancer ou les vaccins

crise structurelle et ancienne du secteur pharmaceutique. Les entreprises n'ont pas pu répercuter la hausse du coût des matières premières sur les prix de vente des médicaments, soumis à une tarification réglementée du ministère de la santé. Les hausses de prix consenties par le gouvernement sont jugées insuffisantes. En mai 2016, les traitements de moins de 30 LE ont été augmentés de 30 % et, en janvier 2017, le ministère a autorisé une hausse de prix de 15 % à 20 % en moyenne pour 3 000 des 12 000 médicaments commercialisés dans le pays.

« Il nous faut une ou deux autres vagues d'augmentation. Entre 40 % et 50 % des entreprises sont toujours au seuil critique », affirme Gamal El-Leithy. Les entreprises ont demandé une hausse des prix indexée sur l'inflation, qui a atteint un pic de 35 % en juillet 2017. Elle leur a été refusée. « On comprend la position du ministère qui dit que les gens souffrent, mais les entreprises souffrent aussi et, finalement, il n'y a plus de médicaments. La solution

est de trouver le prix du marché et d'aider les gens à payer les médicaments », dit-il encore.

Le projet de loi portant sur la création d'une assurance-maladie universelle, débattue au Parlement depuis novembre 2017, va dans ce sens. Mahmoud Fouad, président du Centre égyptien pour le droit à la médication Ibn Sina, attend cette loi depuis quinze ans. Quelque « 58 % des Égyptiens ont une sécurité sociale, mais beaucoup de gens sans contrat ou des mères seules n'en ont pas. Cela contribue à la diffusion de maladies », dit-il, citant le chiffre de 22 % d'Égyptiens atteints d'une hépatite, selon l'Organisation mondiale de la santé. Le coût de cette assurance est estimé à 160 milliards de dollars pour 100 millions d'Égyptiens. Une combinaison de recettes tirées de l'impôt sur le revenu, de taxes des usines polluantes ou de taxes sur le tabac est envisagée. « L'assurance sera d'abord offerte dans cinq gouvernorats, puis étendue à trois autres chaque année, pour couvrir tout le pays en quinze ans », croit savoir M. Fouad.

« Ce n'est pas assez. Il faut restructurer tout le secteur de la santé. Pour pouvoir être couvert par l'assurance santé quand on est hospitalisé, il faut que l'établissement hospitalier en question ait une certification ISO que seuls 5 sur 150 ont », dit M. Fouad. Les dépenses de santé (moins de 2 % du budget de l'Etat) sont insuffisantes.

Les laboratoires pharmaceutiques plaident, eux aussi, pour une

restructuration du secteur. « Il faut trois à cinq ans pour enregistrer un médicament, et cela peut prendre deux ans pour la tarification », dit M. El-Leithy. Les industriels saluent donc la décision du gouvernement de créer une autorité médicale égyptienne, la première instance indépendante de régulation du secteur. Ils pensent que le principal objectif d'une restructuration doit être de développer la production locale de principes actifs.

« Ce doit être un objectif national. Le bureau du président, les ministères et l'armée doivent s'unir pour développer cette production et sécuriser des débouchés en Afrique, dans les pays arabes et en Europe », plaide-t-il. Des pays comme l'Inde, la Chine, la Thaïlande ou Taïwan produisent à des prix bien plus bas. L'entrepreneur égyptien ne voit pas l'arrivée de l'armée dans le secteur comme un problème.

Ce n'est pas l'avis de tous. « On espère que l'armée ne va pas s'engager dans le secteur », plaide Ahmed Farouk Chaaban, à la tête du syndicat des pharmaciens. Après avoir pris en charge l'importation de lait maternel lors des pénuries de 2016, l'armée projette d'ouvrir six sociétés pharmaceutiques. Le responsable syndical préférerait, lui, que les entreprises étrangères investissent davantage en Egypte. « Nous aimerions que des pays comme la France coopèrent davantage avec des firmes égyptiennes dans le secteur de la recherche et développement pour produire localement », dit M. Chaaban. ■

HÉLÈNE SALLON

LES CHIFFRES

60 %

C'est la part des Égyptiens qui ont moins de 30 ans. La moyenne d'âge de la population est inférieure à 25 ans. L'espérance de vie était de 71,3 ans en 2015, contre 67 ans en 1990.

40 %

C'est le taux de décès imputables aux maladies cardiovasculaires, première cause de mortalité, en 2014. L'obésité est en progression constante (près de 70 % des Égyptiens sont en surpoids), le diabète touchait 16,5 millions de personnes en 2015 et l'hypertension touchait 40 % de la population en 2012.

60 %

C'est, environ, la part de la population théoriquement couverte par l'assurance-maladie égyptienne (publique). Quelque 30 % des Égyptiens cotisent en plus à des régimes privés. A l'inverse, un quart de la population n'a pas de couverture santé.

Bonnes Adresses

Tarifs 01/01/18 | Tél. : 01 57 28 38 52

	Professionnels	Particuliers
1 parution		
Forfait 5 lignes	65€ HT	65€ TTC
Forfait 10 lignes	110€ HT	110€ TTC

Reproduction interdite

ANDRÉ RENAULT, BULTEX, DUNLOPILLO, DUVIVIER, EPÉDA, MÉRINOS, SEALY, SIMMONS, SWISS LINE, TEMPUR, TRÉCA...

Grand Litier
PARIS - 15^e - 12^e - 11^e - 14^e - 18^e - 19^e - 20^e - 21^e - 22^e - 23^e - 24^e - 25^e - 26^e - 27^e - 28^e - 29^e - 30^e - 75000



DES OFFRES IMBATTABLES SUR LES PLUS BELLES MARQUES DE LITERIE

EspaceTopper
Maison familiale depuis 1926

Paris 15^e sur 500 m² | Paris 12^e sur 300 m²
66 rue de la Convention - 01 40 59 02 10 | 56-60 cours de Vincennes - 01 43 41 80 93
7j/7 - M^o Boucicaut, P. gratuit | 7j/7 - M^o Pte de Vincennes ou Nation
Canapés, armoires lits, dressings CeLio, Steiner et Leolux, mobilier contemporain :
toutes nos adresses sur www.topper.fr

JAMES le couturier de l'homme
Le prêt-à-porter à votre mesure

PRIX EXCEPTIONNELS SUR TOUT LE MAGASIN

LIQUIDATION D'HIVER

CESSATION D'ACTIVITÉ

Du mardi au vendredi de 14 h 30 à 19 heures,
Samedi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures
53, rue d'Avron - 75020 PARIS - Tél. : 01.43.73.21.03

ANTIQUITÉS

ACHÈTE

Mobilier de toutes époques
Pianos et billards anciens
Manteaux de fourrure
Sacs à main de marque
Foulards et vêtements de marque
Briquets Dupont, Cartier ...
Bijoux or, argent, fantaisies
Cuivres et étains anciens
Argentierie & Ménagères
Bibels de vitrine & divers
Tableaux, gravures & lithos...
Livres, photos & papiers anciens
Sculptures et vases chinois
Bouddhas, coraux, Jades
Tapis et tapisseries
Trophées de chasse
Pendules et horlogeries
Vieux vins et champagnes

ACHAT AU DESSUS DE VOS ESTIMATIONS ET EXPERTISES

« ART D'ASIE » :
CHINE, JAPON
ET MOYEN-ORIENT
06.07.55.42.30
P. MORCOS
EXPERT CNE
* Porcelaines et Bronzes
* Cristal de Roche
* Corail et Ivoires Anc.
* Jade blanc et couleurs
* Cornes et Laques
* Peintures et Tissus anc.
* Manuscrits et Estampes
DEPLACEMENT
PARIS - PROVINCE
morcospatrick@orange.fr

Maison Charles Heitzmann
01.40.89.01.77
DÉPLACEMENT ET ESTIMATION
GRATUITS SUR TOUTE LA FRANCE
Paiement comptant immédiat
charlesheitzmann@free.fr
www.antiquaire-heitzmann.fr

SÉJOURS LINGUISTIQUES

OISE

Stages Prépa en immersion.

La réussite des concours d'entrée aux grandes écoles requiert plus qu'une simple maîtrise de la langue anglaise, allemande ou espagnole.

Pour ce faire, nos stages Prépa OISE vont au-delà de simples cours.

Tél. : 01 39 20 22 50

ACHÈTE VINS



ACHÈTE CHER

VINS ET CHAMPAGNES

Tout millésimes même abimés

SPIRITUEUX

PAIEMENT IMMÉDIAT

06.28.71.37.00

contact@jacqueslacombe.vin
www.jacqueslacombe.vin

BIJOUX

PERRONO-BIJOUX

Anciens. Occasions argenteries.
Brillants. Pierres précieuses.
Création & transformation réparations. Achats ventes.

Echanges sélectionnés par le guide PARIS PAS CHER

OPÉRA : angle bd des Italiens 4, rue de la Chaussée d'Antin
Tél. : 01 47 70 83 61
ÉTOILE : 37, avenue Victor Hugo
Tél. : 01 45 01 67 88
Ouverts les lundis

Le Monde
Bonnes Adresses

Pour communiquer dans cette rubrique, appelez le :

01.57.28.38.52

Envoyer votre texte par e-mail : nathalie.lavenu@mpublicite.fr

COACHING

Ex DRH propose un coaching efficace pour les adultes en recherche d'emploi ou les jeunes en quête d'orientation scolaire.
Tél. : 06 74 06 17 24.

LIVRES

LIBRAIRE ACHÈTE

Services de presse, livres modernes, essais, beaux-arts, livres anciens, Pléiades, successions.
06 80 43 82 70

ACHÈTE LIVRES ANCIENS DE VALEUR : voyages, sciences, littérature, etc., et livres XX^e illustrés : Miro, Chagall, Dali, Foujita, Matisse, etc.
Tél. : 06 80 06 54 24
hubert.hoppenot@orange.fr

PARIS	FRANCFORT	LONDRES	EURO STOXX 50	NEW YORK	NASDAQ	TOKYO
+ 3,98 %	+ 2,85 %	+ 2,85 %	+ 3,03 %	+ 4,25 %	+ 5,31 %	- 0,78 %
						
CAC 40	DAX 30	FTSE 100		DOW JONES		NIKKEI
5 281,58 POINTS	12 451,96 POINTS	7 294,70 POINTS	3 426,80 POINTS	25 219,38 POINTS	7 239,47 POINTS	21 720,25 POINTS

Retour au calme, et aux fondamentaux, sur les marchés financiers

Après le coup de grisou de début février, les indices sont repartis de l'avant. De nouvelles répliques sont à attendre

La tempête boursière de début février allait-elle dégénérer en cyclone ? La semaine dernière, nous expliquions dans ces mêmes lignes qu'une telle probabilité restait faible, dans un environnement économique apte à servir de « force de rappel ». La semaine écoulée a plutôt apporté des signes d'apaisement.

Tout d'abord, après les deux fortes baisses du 5 et du 8 février, l'indice Dow Jones est reparti à la hausse dès le 9, pour enchaîner six séances haussières consécutives et retrouver les 25 000 points. Le CAC 40, de son côté, a repris 200 points environ depuis son point bas de 2018, touché dans la séance du 9 février (5 051 points). Surtout, la volatilité des marchés, qui s'était réveillée de manière très brutale,

voire suspecte, est en train de retomber, pour chercher un nouveau point d'équilibre.

Ainsi, le Vstoxx, qui mesure la volatilité de l'indice actions européen Euro Stoxx 50, est retombé à 21 points après un pic de 35. Certes, ce niveau est plus élevé qu'avant cet épisode de fièvre sur les marchés (11 à 12 points), mais il est aussi plus conforme à ce qu'est historiquement le niveau de fluctuation du cours des actions. La mer trop calme de ces dernières années était trompeuse et, finalement, tout le monde le savait plus ou moins.

C'est bien un retour à la normale que les marchés sont, progressivement, en train d'intégrer. Et l'ingrédient de cette nouvelle normalité que les investisseurs vont par-

ticulièrement examiner, soupeser, disséquer dans les mois à venir est sans nul doute l'inflation américaine. Justement, les chiffres pour janvier publiés cette semaine sont supérieurs aux attentes, tant au niveau de l'inflation totale (2,1 %, contre 1,9 % attendus par le consensus) que de l'inflation sous-jacente (qui exclut notamment l'énergie), avec un taux de 1,8 %, contre 1,7 % escompté.

Une note positive

En examinant la réaction des marchés à cette annonce, deux constats s'imposent : tout d'abord, les taux américains semblent réintégrer la composante inflationniste qu'ils semblaient avoir oubliée. « Après cette publication, les taux américains ont largement progressé, avec des révisions d'anticipations sur l'inflation forte, expliquent Hervé Goulet et Stéphane Déo, stratèges à La Banque Postale AM. Or entre 2012 et 2017, les surprises d'inflation ne modifiaient pas les attentes sur les Fed Funds. Les marchés sont passés d'une phase où l'inflation ne comptait pas, à une hypersensibilité à l'inflation. »

L'autre enseignement, c'est que ce nouveau signal inflationniste – après la publication sur les salaires du 26 janvier qui avait déclenché la correction boursière – n'a pas du

En 2018, les marchés mettront en balance un scénario de croissance sans nuages avec le risque d'emballlement de l'inflation

tout eu les mêmes effets sur les marchés d'actions. Certes, les marchés européens ont encaissé le coup, l'Euro Stoxx 50 plongeant de 1,4 % en quelques minutes au moment de la publication, mais ils se sont assez rapidement repris pour finir sur une note positive.

Le rebond du marché s'est dessiné à la faveur de preuves concrètes, dans quelques résultats d'entreprises, de la dynamique économique mondiale : ainsi, le triplement du bénéfice net d'Airbus (2,9 milliards d'euros en 2017), malgré la poursuite des déboires de l'A400M, source d'une nouvelle charge de quelque 1,3 milliard sur les comptes 2017, a été salué par une hausse de 10,3 % jeudi. Même les chiffres pourtant moins reluisants d'EDF ont été accueillis posi-

tivement, les investisseurs semblant saluer l'avancée du plan de restructuration.

Terminée, la secousse de février ? Sans doute. Mais cela ne signifie pas qu'elle n'aura pas de réplique plus tard dans l'année. En 2017, les marchés balançaient entre une macroéconomie donnant enfin des signes tangibles d'amélioration et un agenda politique à haut risque. En 2018, ils mettront en balance un scénario de croissance sans nuages avec le risque d'emballlement de l'inflation. Un tel emballlement, s'il se concrétise au niveau des salaires américains, se heurtera aussi à des forces de rappel.

« Les hausses de salaires restent localisées à certains secteurs sous tension aux Etats-Unis, en quête de profils très qualifiés, estime Daniel Gerino, président de la société de gestion Carlton Sélection. Et le départ à la retraite des baby-boomers, classe d'âge nombreuse bénéficiant de rémunérations élevées en fin de carrière, devrait limiter la progression du salaire moyen dans les pays occidentaux. Enfin, le taux d'emploi aux Etats-Unis reste, autour de 63 %, à des niveaux particulièrement faibles. Tant qu'il ne remontera pas significativement, il n'y aura pas de remontée durable de l'inflation liée à la revalorisation des salaires outre-Atlantique. » ■

EMMANUEL SCHAFROTH

Soupçons de tricherie sur le « VIX »

L'indice CBOE Volatility Index (ou « VIX ») mesure la volatilité à court terme des actions du S&P 500 : il est très suivi par les investisseurs mondiaux et son envolée au début de février n'a échappé à personne. Cette semaine, le VIX a refait parler de lui, entouré d'un parfum de scandale. La Security Exchange Commission (SEC), le gendarme boursier américain, a reçu un courrier dénonçant de possibles manipulations de cet indicateur par des traders utilisant des « algorithmes sophistiqués » pour faire bouger l'indice à leur guise. Cet informateur est resté anonyme, mais il aurait, selon son avocat, occupé des postes managériaux dans plusieurs sociétés d'investissement importantes.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le blé français joue à la roulette russe

Entre chandeleur et Mardi gras, crêpes, bugnes ou gaufres ont régalé les gourmands. Becs farineux en fête ! Pas sûr, toutefois, que ces agapes aient suffi à redonner le sourire aux céréaliers français. Assis sur leurs sacs de blé, ils ont les yeux rivés sur le cours de leur précieuse céréale. Enfin, moins précieuse, qu'ils ne le souhaiteraient. La courbe qu'ils contemplant est lisse comme une pâte sans grumeau. Sur Euronext, le prix de la tonne de blé oscille autour de 160 euros. Vendredi 16 février, elle se négociait sur l'échéance de mars à 159,50 euros.

« Il faut enlever 15 à 20 euros, pour avoir le prix payé à l'agriculteur. Cela ne couvre pas les coûts de production, qui peuvent atteindre 160 euros la tonne », explique Michel Portier, de la société Agritel. Ce dernier anticipe néanmoins un retour à une certaine

volatilité après la secousse des marchés actions.

« La Russie et l'Ukraine font les prix du blé », affirme, pour sa part, Marc Zribi, chef de l'unité « grains et sucre » au sein de l'organisme public FranceAgrimer. La première a engrangé une belle moisson, estimée à 85 millions de tonnes. De quoi en exporter 35 millions, après avoir satisfait les appétits de sa population. Depuis, le pays de Poutine ne cesse de décrocher les contrats. En particulier, en Egypte, il trône près de 80 % des volumes achetés par le gouvernement, soit plus de 4 millions de tonnes, depuis le début de la campagne. La Russie devance largement la Roumanie et l'Ukraine et ne laisse que des miettes – 60 000 tonnes – à la France.

Or, l'Egypte est un des plus grands importateurs mondiaux, même si elle devrait cette année être dépassée « par l'Indonésie, où

le mode de vie s'occidentalise », selon M. Zribi, avec plus de 12 millions de tonnes. De quoi nourrir les adeptes (de fraîche date) de pâtisseries et de pizzas.

La Russie est devenue un rouleau compresseur sur le marché du blé. Prêt à mouler la concurrence. « Il y a un cercle vertueux, avec un stockage et une logistique qui ne cessent de s'améliorer », estime Rémi Haquin, président du conseil spécialisé céréales de FranceAgrimer. Les Français ont espéré un grain de sable voire de blé dans les rouages. La glaciation hivernale pour immobiliser les bateaux. Et ont gardé leur grain. Ou comment jouer à la roulette russe. Mais la météo a été clémente. Et voguent les navires...

Le gâteau algérien grignoté

Reste un marché encore peu ouvert aux Russes et longtemps pré carré des céréaliers français : l'Algérie. Et pour cause. Ce pays épingle le blé punaisé et le rejette. Or, l'attaque de punaises est assez fréquente de l'autre côté de l'Oural. Mais même sur ce marché croustillant où la France a déjà exporté 2,43 millions de tonnes, les blés européens et argentin viennent aussi grignoter des parts du gâteau.

Résultat, la France, qui a engrangé une très belle récolte de 36,6 millions de tonnes, pourrait se retrouver avec un stock de 3,25 millions de tonnes. Heureusement, la qualité est telle, que le blé peut se conserver. En espérant qu'un euro moins fort ou un aléa météo fasse remonter les cours. ■

LAURENCE GIRARD

TAUX & CHANGES

Les vertus de la (bonne) peur

Apprendre à maîtriser la panique, apprivoiser votre angoisse, vaincre l'anxiété. » Concocté par un coach en gestion du stress, ce programme n'est pas très différent de celui que les banques centrales vont devoir administrer aux marchés ces prochains mois. La brutale correction boursière de la semaine du 5 février et la soudaine bouffée de panique autour de l'inflation américaine ont révélé un paradoxe : les marchés ont peur, mais pas comme il faut. Ni de ce qu'il faut. Et certainement pas dans les bonnes proportions.

Imagine-t-on que ce qui réjouit le reste du monde et le commun des mortels, à savoir un possible rebond des salaires, alimente aujourd'hui la nervosité des investisseurs ? Car ces derniers redoutent que cette bonne nouvelle n'encourage la Réserve fédérale américaine (Fed) et ses homologues à accélérer le retrait des largesses monétaires, dans lesquelles ils se complaisent depuis près d'une décennie.

Le baromètre du risque détraqué

Biberonnés aux taux bas, abreuvés de liquidités, les marchés ne regardent plus uniquement les indicateurs conjoncturels pour ce qu'ils révèlent de l'état de santé réel de l'économie, mais aussi pour les changements qu'ils sont susceptibles de déclencher dans la stratégie des grandes banques centrales. Ce n'est pas sain. La Fed, la Banque centrale européenne (BCE) et la Banque d'Angleterre (BoE) ont anéanti leur capacité d'analyse et plus encore : elles ont détraqué le baromètre du risque et de la peur.

C'était d'ailleurs l'un de leurs objectifs affichés. En baissant ses taux et en rachetant massivement une grande partie des dettes publiques et privées disponibles sur les marchés, la BCE cherche, depuis 2015, à pousser les investisseurs vers des actifs considérés comme plus risqués. Comme

par exemple, des obligations d'entreprises moins prisées, car affichant une santé financière un peu moins solide. L'idée est de permettre à ces entreprises d'accéder à des financements à moindre coût et de diffuser la reprise. Cela a fonctionné. Mais aussi brouillé la perception de ce que sont les risques réels, et où ils se trouvent, pour nombre d'opérateurs de marché.

Un rempart contre les bulles

Ces prochains mois, à mesure que la Fed relâvera ses taux et que la BCE réduira ses rachats de dettes, les marchés vont devoir retrouver leur autonomie. (Ré)apprendre à lire les indicateurs économiques pour ce qu'ils sont, dans un monde obligatoirement plus incertain, puisque les banques centrales ne seront plus les seules à faire la pluie et le beau temps. Cela signifie que les Bourses seront plus volatiles. Et que d'autres corrections plus ou moins brutales auront lieu. Mais elles ne seront pas pour autant le début d'un krach ou de la prochaine crise – du moins, pas toutes, et pas tout de suite.

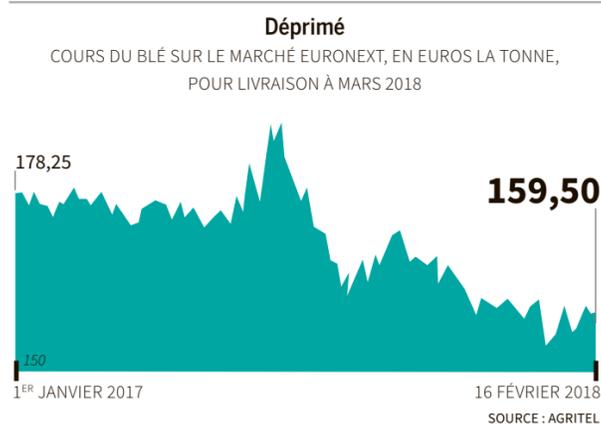
Les incertitudes reprendront le dessus et ce ne sera pas une mauvaise chose, car un peu de peur – la bonne, mesurée, réfléchie, bien placée – est un guide avisé et un rempart contre la formation de bulles spéculatives. Ces prochains mois, l'une des missions des banques centrales consistera à accompagner les marchés pendant qu'ils réajustent leur baromètre du risque, sans les brusquer. Mais sans les choyer non plus... ■

MARIE CHARREL

LA SOCIÉTÉ DES LECTEURS DU « MONDE »

0,91€ COURS DE L'ACTION
VENDREDI 16 FÉVRIER

Société des lecteurs du « Monde »
80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13
Tél. : 01 57 28 25 01 - sdl@lemonde.fr



Les épargnants plébiscitent toujours la pierre-papier

Malgré des rendements en baisse, les placements collectifs dans l'immobilier restent un secteur d'investissement prisé par les particuliers

IMMOBILIER

Les sociétés civiles de placement immobilier, communément appelées SCPI, ont enregistré une collecte record au titre de 2017. Selon l'Association française des sociétés de placement dans l'immobilier (Aspim), qui a déjà recueilli les données de 79 SCPI sur les 84 existantes, plus de 6 milliards d'euros ont été collectés au cours de l'année, soit une croissance de 15,2 % par rapport à l'exercice précédent, qui avait déjà été exceptionnel.

Si les montants sont importants, ils masquent toutefois des disparités. En effet, les SCPI traditionnelles, qui investissent soit dans des bureaux, soit dans des commerces, ont enregistré une collecte légèrement moins importante, même si elles continuent de concentrer l'essentiel de la demande (près de 4,2 milliards d'euros). En revanche, les SCPI plus jeunes, diversifiées ou spécialisées, ont été très demandées, à l'image d'Épargne Pierre, du groupe Voisin, qui a collecté 160 millions d'euros. Parmi celles spécialisées dans un thème particulier, Pierval Santé, d'Euryale Asset Management, a vu sa collecte augmenter de... 135 %, à 165 millions d'euros ! Et ce n'est rien au regard de Primovie (Primonial) qui, en annonçant avec un peu d'anticipation la hausse du prix des parts de sa SCPI, a créé un appel d'air lui permettant de lever 808 millions d'euros.

Ces montants sont d'autant plus significatifs que la capitalisation des SCPI est

à peine supérieure à 46 milliards d'euros (en hausse de 18,1 % sur un an). Ces sociétés vont désormais devoir gérer cette masse de liquidités pour l'investir dans de nouveaux actifs immobiliers. Pour celles qui ne se contentent pas du territoire français, l'exercice reste toutefois parfaitement réalisable puisque le marché européen de l'immobilier d'entreprise était évalué à 230 milliards d'euros en 2016.

Un investissement peu liquide

Si l'engouement des particuliers s'accroît chaque année, c'est en raison de la rémunération offerte par les SCPI, mais aussi de l'érosion, année après année, des taux de rendement des assurances-vie en euros. Il y a un report de placement vers les SCPI qui, bien que les montants investis ne soient pas garantis, offrent des rendements moyens de 4,43 %, selon les chiffres de l'Aspim, quand ceux de l'assurance-vie en euros tendent vers 1,6 %. Et avec la nouvelle baisse annoncée des rémunérations des fonds en euros, il va encore y avoir un afflux massif de liquidités vers les SCPI en 2018.

Toutefois, « les conseillers financiers ne communiquent pas assez sur le fait que le sous-jacent des SCPI est de l'immobilier, un actif peu liquide et que ce placement n'est gagnant qu'à long terme », tempère Paul Bourdois, cofondateur de France-scpi.com. Il est vrai qu'entre les frais de souscription, généralement de plus de 10 %, et le délai de jouissance qui prive de

LES SCPI OFFRENT DES RENDEMENTS MOYENS DE 4,43 % QUAND CEUX DE L'ASSURANCE-VIE EN EUROS TENDENT VERS 1,6 %

les sociétés auront du mal à continuer de réévaluer le montant des parts des SCPI comme ce fut régulièrement le cas ces dernières années.

A l'abri d'un dérapage

Les SCPI ont l'interdiction de s'endetter à plus de 30 % lorsqu'elles achètent un bien, ce qui les met à l'abri d'un éventuel dérapage des frais financiers, mais pas d'une baisse des prix de l'immobilier, si les taux devaient s'emballer dans les prochaines années. Quant au retour de l'inflation, c'est plutôt une bonne nouvelle pour les SCPI, car elle entre indirectement dans le mode de calcul des loyers. Sur ce point, les SCPI qui investissent dans les bureaux seraient les premières à en bénéficier : elles peuvent répercuter plus facilement ces hausses aux entreprises.

Finalement, le vrai risque du marché des SCPI est sa liquidité. Si d'aventure des épargnants venaient à sortir massivement de cette classe d'actifs, il faudrait que d'autres décident d'en acheter. En 2017, 840 millions d'euros de parts ont été échangés, en hausse de 21,4 % par rapport à 2016, mais cela représente à peine 2 % de la capitalisation des SCPI. Pour pallier ce risque, mieux vaut privilégier les SCPI à capital variable de plus de 1 milliard d'euros qui, contrairement à celles à capital fixe, rachètent leurs propres parts, ou loger les SCPI dans une assurance-vie. Dans ce cas, c'est à l'assureur de garantir la liquidité du produit. ■

JOHAN DESCHAMPS

percevoir la quote-part de loyers au cours des six premiers mois le plus souvent, l'investisseur ne rentre dans ses frais qu'après un minimum d'investissement de trois ans. Et ce délai s'allonge progressivement, car les rendements offerts par les SCPI diminuent.

Avec l'engouement des investisseurs pour l'immobilier, le prix de la pierre grimpe et, réciproquement, le rendement locatif brut descend. Or, ce dernier sert de base à la rémunération des SCPI. D'ailleurs, « on peut anticiper une poursuite de l'érosion des rendements vers 4 % d'ici les trois prochaines années », prévient M. Bourdois.

Une érosion qui pourrait à terme décevoir ces nouveaux investisseurs friands de la pierre-papier, d'autant que les prémices d'une hausse des taux d'intérêt se multiplient, au risque d'entraver la progression des prix de l'immobilier à court terme. Or, sans hausse du prix des actifs,

GESTION COLLECTIVE

Comment les gérants obligataires négocient la hausse des taux

L'inflation marque son grand retour. Sa vitesse de reprise est un facteur d'inquiétude sur les marchés obligataires. Et cela se lit dans l'évolution des taux longs, ceux auxquels les Etats et les entreprises empruntent. Depuis le début de décembre 2017, le mouvement s'est accéléré. Le taux à 10 ans de l'emprunt d'Etat français est passé de 0,48 % à près de 1 %. Celui du Bund allemand équivalent a grimpé à 0,7 % contre 0,3 %. Aux Etats-Unis, le taux à 10 ans a atteint mi-février 2,85 %, au lieu de 2,4 % trois mois plus tôt. Or, sur les marchés obligataires, la hausse des rendements se fait au détriment de la valorisation des titres que détiennent déjà les investisseurs.

Pour autant, le scénario d'un krach obligataire semble s'éloigner. « Il y a de fortes probabilités que nous assistions à une normalisation partielle et graduelle de l'inflation et des taux d'intérêt », rassure François-Xavier Chauchat, économiste et membre du comité d'investissement de Dorval Asset Management. Plus que le retour de l'inflation, les intervenants craignent ses accélérations et les réactions inattendues des banques centrales pour la maîtriser. Après deux années de belles performances sur les marchés obligataires, les gérants spécialisés sur ce marché cherchent depuis quelques mois à réduire la sensibilité de leurs portefeuilles obligataires à une hausse des taux. Cela passe par différentes stratégies.

Des résultats en baisse

PERFORMANCES MOYENNES DES PRINCIPALES « FAMILLES » DE FONDS OBLIGATAIRES, EN %

Type de fonds	Performance sur un an	Performance annualisée sur trois ans	Performance annualisée sur cinq ans
Fonds diversifiés européens	1,29	0,57	2,82
Fonds diversifiés européens court terme	0,36	0,26	0,97
Fonds diversifiés mondiaux	-3,97	-0,16	3,32

SOURCE : MORNINGSTAR

Certains gérants préfèrent accroître la part des titres d'émetteurs de qualité dans leurs portefeuilles. « Nous privilégions les obligations très bien notées par les agences, tout en gardant une poche de liquidité pour les retraits des clients mais aussi pour saisir des occasions sur le marché primaire », explique Damien Rio, gérant monétaire et obligataire de Federal Finance Gestion. Même démarche chez Axa IM, dont le solde du « portefeuille cible est composé à hauteur de 5 % par des obligations indexées sur l'inflation et de 25 % par des titres à haut rendement et venant des pays émergents », précise Nicolas Trindade, gérant obligataire.

Autre levier, les gérants s'intéressent aux obligations à « durée » courte. La « durée » mesure la sensibilité du prix d'une obligation à un mouvement de taux d'intérêt. « Pour notre pro-

duit Axa WF Global Short Duration Bonds, la durée choisie de deux ans permet d'amortir l'impact de la remontée des taux ; 20 % de nos positions arrivent à maturité chaque année », indique M. Trindade. Avec ce produit, nous dégageons un rendement moyen en euros de 1 %, tout autant que l'indice obligataire Euro Corporate, qui a une durée de plus de cinq ans. »

Les gérants se protègent

Pour se prémunir de la hausse des taux, d'autres gestionnaires se « couvrent ». Chez Federal Finance Gestion, « nous avons réduit notre exposition aux obligations grâce à des produits dérivés, des contrats à terme et des options », explique Damien Rio. Du côté d'Axa Investment Managers, on utilise aussi des assurances contre le risque de défaut (credit default swaps, CDS).

Les obligations à taux variable et les titres indexés sur l'inflation offrent également une réponse à la remontée des taux. « Le fonds Federal Obligation Variable ISR mise sur les titres à taux variables. Résultat : sa sensibilité au risque de taux est proche de 0 et protège l'investisseur des mouvements de hausse de taux », explique M. Rio. Cependant, très recherchés, ces titres sont devenus chers.

Les gérants se protègent. Mais ils sont également à l'affût des aubaines. « Depuis plusieurs mois, nous demeurons acheteurs de titres de l'Europe du Sud, qui profite du retour de la croissance. En revanche, nous sommes vendeurs sur le Bund allemand. Nous avons également pris des positions sur des pays émergents qui bénéficient de cette embellie de la croissance et d'une baisse de l'inflation chez eux », décrit François-Xavier Chauchat chez Dorval AM.

D'autres sont plus radicaux : ils ont décidé de changer l'orientation de leur fonds obligataire pour une gestion flexible diversifiée. Fin 2017, Saint Philippe Obligations a été renommé Matignon Patrimoine. Une décision similaire a été prise pour AAZ Capitalisation, de la Financière Desselligny. Des transformations qui, pour le moment, restent exceptionnelles et concernent des petites sociétés de gestion qui veulent retrouver une marge de manœuvre dans un environnement de rendements encore faibles. ■

STÉPHANE LE PAGE

CLIGNOTANT



Rénovation énergétique à marche forcée

Attention aux sociétés de rénovation énergétique, met en garde l'UFC-Que Choisir, qui a passé au crible environ 300 dossiers. L'association dénonce les promesses non tenues de ces entreprises et, surtout, leurs méthodes de démarchage agressives, par téléphone ou à domicile. Elle critique aussi l'attitude des banques, qui seraient peu regardantes sur les crédits accordés pour financer ce type d'opération. Les démarchages agressifs, qui s'étaient raréfiés après le vote de la loi Hamon, sont revenus en 2017 avec le développement des crédits d'impôt pour la transition énergétique (CITE).

QUESTION À UN EXPERT

Puis-je rectifier une erreur dans ma déclaration fiscale ?

OLIVIER ROZENFELD, président de Fidoit

Vous avez commis une erreur dans votre déclaration, ne vous inquiétez pas, l'Administration sait aussi être tolérante. La déclaration des revenus, à laquelle nous n'échapperons pas avec la mise en œuvre du prélèvement à la source en 2019, est complexe. La fiscalité française est ainsi remplie de chausse-trappes dont il est parfois difficile de s'extraire. C'est dans ce cadre que la loi prévoit en faveur de celui qui s'est trompé le droit de rectifier sa déclaration a posteriori. C'est la réclamation contentieuse, recevable jusqu'au 31 décembre de la deuxième année suivant celle de la mise en recouvrement de l'impôt. Soit 2019 pour l'impôt payé en 2017. La motivation de la réclamation tient à la modification rétroactive de l'assiette ou des modalités de calcul de l'impôt. C'est le cas si vous avez oublié de déclarer l'emploi d'un salarié à domicile, vos travaux... Cela ouvre droit au dégrèvement ou à la restitution de tout ou partie d'une imposition. Les contribuables disposent aussi de ce droit en cas de publication d'une loi comportant des dispositions qui modifient avec effet rétroactif les règles d'imposition ou d'une décision de justice fixant, avec retard, la véritable situation du contribuable. Le prélèvement à la source permettra aussi d'ajuster l'impôt quasiment en « temps réel » puisqu'il vous appartiendra d'informer l'administration des changements familiaux. ■



TITEUF DE A À ZEP

Un hors-série du « Monde »

124 pages - 8,50 € chez votre marchand de journaux et sur Lemonde.fr/boutique

Course au « perchoir » sous tension pour LCP

La sortante, Marie-Eve Malouines, affronte Thierry Guerrier, présentateur, et Bertrand Delais, réalisateur

Tensions, pressions et intrigues... le processus de désignation du prochain président de LCP – la chaîne parlementaire dont l'Assemblée nationale est l'unique actionnaire – pourrait donner lieu à une adaptation télévisée à la manière de « Baron noir », la série politique française de Canal+.

Trois candidats, dont l'actuelle présidente Marie-Eve Malouines, sont en lice après avoir été sélectionnés au terme d'auditions devant un comité de députés, lundi 12 février. Face à la sortante, deux autres journalistes ont été retenus par le comité de sélection : Thierry Guerrier, présentateur de télévision, et Bertrand Delais, réalisateur et auteur d'un documentaire sur les coulisses de l'élection d'Emmanuel Macron. Ce second candidat s'est fait remarquer par une série de posts de blog louangeurs sur l'action du président de la République publiés sur le site HuffPost.

M^{me} Malouines, ancienne chef du service politique de Franceinfo qui se trouve à la tête de LCP depuis 2015, a décidé de se représenter malgré une forte contestation interne, qui a abouti à une motion de défiance en janvier : « Je suis accusée d'être autoritariste et complice des agresseurs sexuels. Je refuse en fait de céder à la rumeur, aux pressions, au climat général. Je m'en tiens aux faits, au respect de la loi. Je passe sur mon ressenti personnel en tant que femme, qui a toujours lutté contre la phalocratie », a-t-elle déclaré, lundi 12 février, aux parlementaires.

Cette hostilité d'une partie du personnel s'est concentrée sur l'affaire Frédéric Haziza, animateur de l'émission « Questions d'info », accusé d'agression sexuelle par une journaliste, Astrid de Villaines. Dans la foulée des répercussions de l'affaire Harvey Weinstein, elle a en effet décidé, en novembre 2017, de porter plainte, juste avant une éven-

tuelle prescription, pour des faits remontant à 2014, ce qui a déclenché une enquête préliminaire de la police judiciaire. A l'époque, ces faits avaient été sanctionnés par un simple avertissement de la direction à l'encontre de M. Haziza, qui en conteste la réalité.

« On souhaite le calme »

De son côté, M^{me} Malouines a diligencé une enquête interne. Le rapport rédigé par un expert indépendant a jugé que, « depuis 2014, il n'y avait aucun comportement inapproprié à lui reprocher ». Ce qui a conduit à la décision de réintégrer M. Haziza en janvier, et provoqué une fronde de la rédaction : une motion de défiance a été votée par la Société des journalistes (SDJ), à l'unanimité moins une abstention. Ce retour, « malgré l'ouverture d'une enquête préliminaire après la plainte déposée par une de nos collègues pour agression sexuelle, nous choque », a écrit la SDJ.

Cette dernière s'est également étonnée de ne pas retrouver dans l'enquête interne les témoignages « d'autres comportements totalement inappropriés de la part de Frédéric Haziza après 2014 », dénonçant par ailleurs le « climat délétère » et la « souffrance au travail qui règnent au sein de la chaîne ». Le Monde et Franceinfo, deux médias partenaires de l'émission « Questions d'info », ont alors suspendu leur collaboration. La direction du Monde a mis en avant « la dégradation du climat interne à LCP, illustrée par le vote récent d'une motion de défiance ». Pour sa part, la présidence de l'Assemblée nationale s'est engagée à mettre en œuvre un audit par un cabinet indépendant, avant la prise de fonctions du nouveau président.

Dans *Le Parisien*, l'avocate de M. Haziza, Jacqueline Laffont, jugeait que cette « affaire semble largement instrumentalisée dans un contexte de prochain éventuel

La présidente a décidé de se représenter malgré une forte contestation interne, qui a abouti à une motion de défiance

renouvellement de la direction de la chaîne ». Et, devant les députés, lundi, Marie-Eve Malouines s'est présentée comme la victime d'une campagne injuste : « Eh bien, oui, je me représente quand même, parce que cette campagne qui me cible n'a rien à voir avec la réalité, parce que cette fonction de PDG de la chaîne parlementaire impose précisément de savoir résister aux pressions, d'où qu'elles viennent. »

Au sein de la rédaction de LCP, certains journalistes redoutent une reconduction de M^{me} Malouines. « On souhaite le calme, que l'apaisement revienne, mais on ne croit pas que ce soit possible avec elle », explique l'un d'eux. Un autre prévient : « Si elle est élue, beaucoup de gens vont partir, elle aura les mains libres. »

La présidente sortante s'est dite prête à renouer le dialogue : « Nous nous retrouverons parce que nous partageons le même idéal, le même projet qui est de faire rayonner la culture LCP, une éthique, un état d'esprit républicain, citoyen et démocratique. » La nomination sera décidée en mars par le président de l'Assemblée, François de Rugy, pour une prise de fonctions le 8 juin. Outre un climat social dégradé, celui qui sera désigné devra gérer l'éventuelle fusion avec Public Sénat, l'autre chaîne parlementaire. Un autre dossier délicat. ■

FRANÇOIS BOUGON

Audiovisuel public : M^{me} Nyssen veut une présidence commune

France Télévisions, France Médias Monde, Radio France, voire l'INA, seraient concernés

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Les dirigeants ont donc en projet une offre d'information locale associant France 3 et France Bleu, une plate-forme numérique culturelle autour de France Culture et France 5, un média Web destiné aux jeunes, qui s'appuiera la radio Mouv et France Télévisions...

Instaurer un dirigeant unique est aussi une réponse à la volonté de « rapprocher » les sociétés d'audiovisuel public, formulée dès le printemps 2017 dans le programme d'Emmanuel Macron. Depuis lors, le secteur spéculé sur les intentions du président de la République : veut-il fusionner les structures ? M. Macron rejoindrait alors les partisans de la création d'une « BBC à la française », prônée par certains parlementaires.

Dès l'été 2017, l'idée d'une telle fusion a été combattue par Delphine Ernotte, la présidente de France Télévisions, Mathieu Gallet, à Radio France, ou Marie-Christine Saragosse, à France Médias Monde : selon eux, cette réforme de structure serait beaucoup trop lourde et mobiliserait inutilement les personnels et les dirigeants. Ils ont cité en exemple la difficile mise en œuvre de l'entreprise unique rassemblant France 2, France 3, etc. Ou le rapprochement houleux entre la chaîne France 24 et la radio RFI. Dernier argument : une fusion serait coûteuse à court terme, car il faudrait aligner les statuts des personnels de Radio France sur ceux de France Télévisions, mieux rémunérés.

La tension s'est accrue

A l'automne 2017, on a parlé, au sein de l'exécutif, de créer une holding : il s'agirait alors d'une structure transversale qui gérerait les sociétés concernées, toujours séparées les unes des autres. La holding pourrait rassembler la présidence et des fonctions transverses comme la stratégie, les ressources humaines, la direction financière... C'était l'option défendue notamment par Marc Schwartz, qui a participé à la campagne d'Emmanuel Macron, avant de devenir directeur de cabinet de François Nyssen, puis d'être écarté de

cette fonction, début janvier. Mais cette piste n'a pas fait l'unanimité au sein de l'exécutif.

La présidence commune est une version plus légère du rapprochement des entreprises. Mais elle bousculerait tout de même l'organisation adoptée pour l'audiovisuel public depuis des années. Et certains pourraient y voir un premier pas, franchi avec l'intention d'avancer plus tard vers une holding, voire une fusion. D'ailleurs, avant la création de l'entreprise unique France Télévisions, ses chaînes ont eu un président commun, à partir de 1989, puis ont été gérées par une holding, à partir de 2000. Clin d'œil de l'histoire, Marc Schwartz a été directeur général adjoint de cette dernière structure, dirigée par Marc Tessier, qui est aujourd'hui l'un des deux responsables de la réflexion sur l'audiovisuel public au sein du « comité action publique 2022 », chargé par Matignon de proposer, d'ici fin mars, des pistes de réduction des dépenses publiques.

Si la solution de rapprochement prônée par M^{me} Nyssen est mesurée, c'est aussi peut-être parce que la gouvernance est toujours un sujet polémique dans l'audiovisuel public, censé être indépendant du pouvoir politique. D'ailleurs, quand la presse a évoqué la possibilité d'une holding, les syndicats de France Télévisions ou de Radio France ont fait savoir leurs réticences. Depuis, la tension s'est accrue, à la suite de deux événements inédits : Mathieu Gallet a été révoqué après sa condamnation pour favoritisme et Marie-Christine Saragosse a vu son mandat annulé pour ne pas avoir fait sa déclaration de patrimoine dans les délais. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel cherche actuellement un successeur au premier et relance une procédure de nomination pour la seconde.

Alors que la majorité réfléchit à l'avenir du secteur, deux dirigeants manquent à l'appel. Face à cette situation, les syndicats ont exprimé leur vive inquiétude et mis en garde le gouvernement contre la déstabilisation de l'audiovisuel public. ■

ALEXANDRE PIQUARD

skyline
Direct marketplace

L'ACCÈS DIRECT À
37 MILLIONS D'INTERNUTES

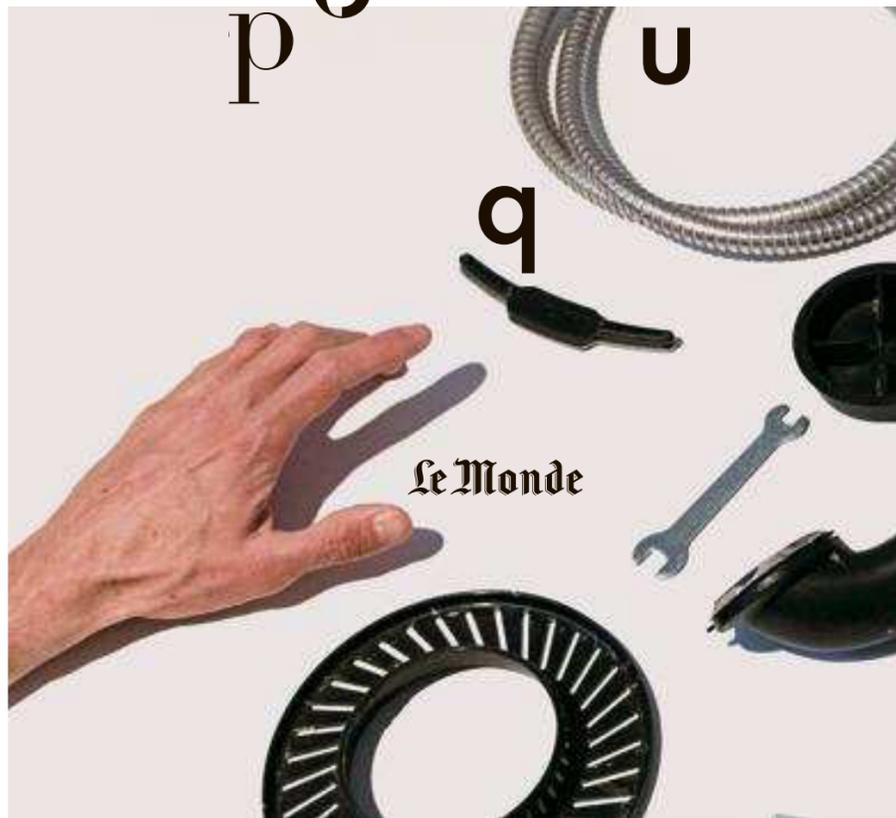
100% TRANSPARENT, 100% BRAND SAFE

GROUPE FIGARO



SKYLINE-DIRECTMARKETPLACE.COM

l'é
p o u e



2

ENQUÊTE

Ras la cafetière des lave-linge, imprimantes, et autres smartphones qui tombent trop vite en rideau... La riposte est en marche

5 **INDULGENCES**
La culture de l'excuse

Quelle que soit la faute à se faire pardonner, le mea culpa public est devenu un passage obligé

6 **VOYAGE**
Week-ends studieux

Cinq destinations pour réviser son histoire de France, de la préhistoire au Débarquement

8 **UN APÉRO AVEC...**
Eddy de Pretto

L'auteur-compositeur-interprète sort son premier album, « Cure », le 2 mars. Il nous parle de la scène, du sexe et de la fête

Obsolescence déprogrammée



GUILAUME MARTIAL POUR «LE MONDE»

Par Catherine Rollot

Agaçante, cette batterie d'ordinateur qui se vide à la vitesse d'un sablier au bout de quelques saisons; énervant, ce robot ménager dont la pale à purée s'emballé quelques semaines après la fin de la garantie; crispant, ce smartphone au ralenti depuis une nouvelle mise à jour... Les nerfs en pelote et direction le site Internet ou le magasin le plus proche pour remplacer l'objet. Le consommateur n'est-il que cet être soumis à la durée de vie limitée des objets, orchestrée par les fabricants? Ou au diktat de la mode et du marketing qui le fait jeter au lieu de réparer? Ce n'est encore qu'un frémissement, un combat mené par quelques précurseurs, mais la riposte s'organise contre l'obsolescence programmée, cette pratique qui consiste à raccourcir artificiellement la durée de vie des biens de consommation pour en accélérer le renouvellement.

La bataille est juridique. En première ligne, les bénévoles de l'association HOP (pour «Halte à l'obsolescence programmée») qui, fin 2017, ont porté plainte contre Apple, soupçonné de brider le fonctionnement de ses anciens modèles d'iPhone, et contre le fabricant japonais d'imprimantes Epson, accusé d'avoir incité l'utilisateur à remplacer des cartouches alors qu'elles contenaient encore de l'encre. Une première depuis la création en mars 2015 d'un «délit d'obsolescence» passible de deux ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende, voire, dans certains cas, jusqu'à 5 % du chiffre d'affaires moyen annuel de l'entreprise jugée coupable. Depuis, la mobilisation des consommateurs s'est étendue à plusieurs pays. Fin janvier 2018, en Italie, Corée du Sud, Chine et Etats-Unis, des actions similaires ont été ouvertes.

Elle est aussi politique. La loi consommation, votée en mars 2014, impose aux distributeurs d'afficher de manière lisible l'information sur la disponibilité des pièces détachées. Mais, selon une enquête menée par 60 millions de consommateurs en partenariat avec Les Amis de la Terre en 2016, 60 % des magasins visités n'affichaient pas ces données. Surtout, un décret d'application de la loi ne sanctionne pas les mauvais élèves. «C'est absurde! L'obligation actuelle ne pousse pas les fabricants à concevoir des biens réparables», estime Alma Dufour, chargée de campagne modes de production et consommation responsables aux Amis de la Terre, l'une des associations mobilisées pour la réécriture du décret.

Pour bousculer les pratiques, les défenseurs de l'environnement et des consommateurs militent pour l'affichage obligatoire de la durée de vie des appareils neufs, ou encore la création d'un crédit d'impôt pour aider le consommateur à financer le dépannage de son électroménager ou de son téléphone. Des propositions qu'ils espèrent voir retenues dans la feuille de route pour l'économie circulaire et solidaire, attendues pour la fin mars. Lundi 12 février, Brune Poirson, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'écologie Nicolas Hulot, a d'ores et déjà fait savoir que l'affichage sur une base volontaire d'ici au 1^{er} janvier 2020, et pour certaines catégories de produits (électroménager, matériel de bricolage...), d'un «indice de durée de vie», figurerait dans les propositions, encore soumises à consultation, du plan gouvernemental. Cet indice prendrait en compte une dizaine de critères (robustesse, réparabilité...) donnant une note comprise entre 1 et 10.

Le combat se mène aussi au quotidien, avec des consommateurs toujours

VICTIMES DE LA MODE

40 %
des consommateurs
renouvelleraient
leur équipement
électroménager
avant qu'il ne tombe
en panne

ENQUÊTE

L'obsolescence, c'est dépassé

La riposte anticasse s'organise. Les consommateurs se rebiffent contre la durée de vie artificiellement limitée des objets. Industriels et ingénieurs s'en mêlent

en état et construisent leur image de marque sur des produits fabriqués pour durer. SEB et sa promesse de «réparabilité» sur dix ans, Michelin ou le distributeur Boulanger, qui planchent ou utilisent les possibilités de l'impression en 3D pour fabriquer ou réparer des pièces. De jeunes start-up, comme L'Inceivable, travaillent sur des produits costauds et évolutifs. A défaut d'avoir encore trouvé un partenaire industriel, ses deux jeunes ingénieurs ont eu la visite du président Emmanuel Macron en décembre dernier.

Sur le marché de la téléphonie, le néerlandais Fairphone, avec son téléphone modulable d'une durée de vie de cinq ans, fabriqué de façon éthique, fait figure d'exception. Prix élevé au vu des performances moyennes, problèmes de disponibilité des pièces détachées, de distribution, l'aventure est encore expérimentale. Depuis son lancement en 2013, seuls 140 000 exemplaires ont été vendus. Soit autant que le nombre d'iPhone en cinq heures.

plus nombreux à vouloir résister au tout-jetable qui rafistolent eux-mêmes pour faire des économies, pour préserver l'environnement et par plaisir de bricoler. Un Français sur deux a déjà réparé lui-même un appareil électroménager, selon une enquête (novembre 2017) de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) et Sparka, un site de pièces détachées. Et, à l'ère Internet, jamais la bidouille n'a été aussi accessible. On s'échange des astuces de MacGyver du dimanche, on y trouve quantité de tutos explicatifs et des milliers de références de pièces détachées. Dans le monde réel, si le nombre de réparateurs indépendants a été divisé par deux pour les équipements bruns (télévisions, appareils photo, Hi-Fi...) et de 37 % pour le petit et le gros électroménager depuis 2009, de nouveaux lieux, comme les *repair* cafés, proposent des séances tournevis et fer à souder entre néophytes et experts.

Certains industriels commencent à encourager le recours à la remise

«La prise de conscience a dépassé le cercle des initiés, assure Laetitia Vasseur, cofondatrice et déléguée générale de HOP. Le consommateur commence à comprendre qu'il peut faire bouger les choses, mais, en même temps, il est sans cesse sollicité et orienté dans ses choix par le matraquage publicitaire.» Pris dans ses contradictions, il peste contre les industriels et «leurs combines», trouve «insupportable» le gaspillage, mais cède encore bien souvent aux sirènes du marketing. «Plus le produit est technologique, à la mode et porteur d'un marqueur social, plus le consommateur va avoir envie d'en changer», confirme Philippe Moati, économiste et cofondateur de l'Observatoire société et consommation (l'Obsoco).

En tête, les téléphones portables, avec un remplacement en moyenne tous les dix-huit mois. Près de la moitié des Français n'attendent pas que survienne une panne pour le renouveler. Résultat, selon un rapport sénatorial publié en septembre 2016, usagés, cassés ou simplement plus à la mode, 100 millions de portables croupiraient dans les placards des Français. Sacrifiés sur l'autel de l'hyperconsommation.

Rien ne se jette, tout se répare

ANTI-GASPI

Permis de durer

Et si le sauveur de l'électroménager fatigué se trouvait dans les 15 000 m² d'un hangar de Franche-Comté? Depuis 2016, le groupe SEB stocke là, dans la petite commune de Faucogney-et-la Mer (Haute-Saône), six millions de pièces détachées pour tenir son engagement de «réparabilité» durant dix ans de 95 % des produits de ses six marques phares (Moulinex, Tefal, Calor, SEB, Krups, Rowenta). Le groupe bourguignon, leader mondial du petit électroménager, a réorienté sa stratégie en 2008, faisant le pari qu'un produit facilement réparable serait un facteur de fidélisation de ses clients.

Mais avant d'en arriver là, l'entreprise a mené pendant plus de huit ans sa révolution «industrielle», de la conception des produits à la remise à plat du service après-vente. «Notre motivation de départ était de diminuer le taux de retour des produits encore sous garantie et de mieux connaître les parties défaillantes pour améliorer les fabrications futures», reconnaît Alain Pautrot, vice-président satisfaction consommateurs du groupe SEB. Cet intérêt économique s'est transformé au fil du temps en une vraie politique de responsabilité sociale et environnementale.

Pour être réparables, robots, centrales vapeur et autres cafetières électriques doivent être faciles à démonter et à remonter. Les pièces détachées accessibles et remplaçables à coût réduit. Ce cahier des charges fait aujourd'hui partie du quotidien de l'équipe d'ingénieurs qui planchent sur les nouveaux produits. Adieu les pièces soudées, bonjour les clip-sables, abandonnés les gros éléments d'usinage, place aux composants plus petits indépendants les

uns des autres, plus aisés à remplacer. «Il a fallu aussi travailler sur la constitution d'un stock de pièces détachées de 40 000 références», explique Alain Pautrot. Pour que le coût de la réparation reste acceptable pour le consommateur, le champion du petit équipement domestique a parallèlement baissé de 30 % leur prix, en rognant sur ses marges. «On estime qu'un client est prêt à dépenser jusqu'à 30 % environ du prix d'achat pour réparer son produit. Mais les mentalités évoluent. De plus en plus de consommateurs veulent conserver leurs équipements pour éviter le gaspillage et préserver l'environnement.»

Cette politique a porté ses fruits. Les réparations hors garantie ont doublé entre 2010 et 2015, date de la création d'un logo «produit durable dix ans» apposé sur tous les produits. En 2017, 300 000 réparations ont été effectuées par an et en France, un chiffre en augmentation de 15 % sur un an. Autre bénéfice, le nombre de produits encore sous garantie, retournés et échangés par le biais des distributeurs et marchant pourtant parfaitement bien est passé de 50 % à 15 %. Le consommateur est plus enclin à lire la notice, à vérifier ses branchements... avant de rapporter son appareil quand il sait qu'il ne va pas être automatiquement remplacé par un neuf. S'engager sur une durée de vie aussi longue des produits n'a pas plombé les ventes, le groupe se porte bien (33 000 salariés dans 63 pays, 6,485 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2017). Mais de l'avis même de M. Pautrot, «il est très difficile de quantifier l'impact commercial de cette politique. Même si je crois que chaque produit réparé est une vente qui ne va pas chez nos concurrents.»

C. Ro.



MÈRE DENIS

A vendre: machine à laver, programme long

Pourra-t-on bel et bien l'acheter un jour, cette machine à laver écologique conçue pour durer des décennies, la bien nommée L'Increvable? Pour son inventeur, Julien Phedyaeff, jeune designer industriel, tout commence par un mystère à résoudre, à l'époque de tant d'exploits technologiques: pourquoi un lave-linge, qui se conservait douze ans en moyenne, il y a une vingtaine d'années, s'éteint-il en à peine neuf ans aujourd'hui?

Enfant du Gers, il a passé son enfance à démonter tout ce qui lui tombait sous la main, des jouets à la Mobyette, curieux de «comprendre comment les choses fonctionnent». Devenu étudiant à l'École nationale supérieure de création industrielle (Ensci), à Paris, il poursuit ses dissections technologiques, de lave-linge cette fois, pour en imaginer un bien différent, qui vieillira en beauté: ses composants sont robustes, ni collés ni soudés entre

eux, donc démontables et remplaçables à l'envi. Une machine «Increvable» qu'il sera toujours possible de réparer.

En 2015, son sujet de mémoire de fin d'études devient un prototype, présenté à la Cité des sciences, à Paris. Un symbole de la lutte contre l'obsolescence programmée du gros électroménager. Les médias s'emballent. Les prix pleuvent, les ministères de l'éducation et de l'environnement, la Banque publique d'investissement, subventionnent. Julien Phedyaeff, 29 ans aujourd'hui, est rejoint par un camarade de promotion, Christopher Santerre, et L'Increvable se sophistique: système de dosage automatique de la lessive, bandeau de commande évolutif, avec mise à jour possible, façade amovible pour suivre les modes décoratives...

De retour de la grande messe technologique de Las Vegas, les deux pères de L'Increvable ont l'air un brin crevés, ce jeudi de la mi-janvier, dans leur atelier de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) encombré de matériel de prototype et de lave-linge désosés. Ils «affinent la machine» tant que possible sans connaître l'outillage industriel de son futur assembleur, qu'ils cherchent encore à travers toute l'Europe. «On a des pistes», assurent-ils.

Les industriels, imaginez-t-on, ne se précipitent pas pour fabriquer le lave-linge éternel.

«Ils tendent l'oreille, nous trompe Christopher Santerre. Les mentalités changent.» Si les deux compères convainquent, L'Increvable fera l'objet d'un financement participatif à la fin de l'année, puis d'une mise en vente en 2019, sur un site Web en propre qui fournira également plans et tutoriels de réparation.

Son prix? Moins de 1000 euros. Mais près de trois fois le prix moyen (380 euros) des machines actuellement vendues. «Les fabricants mettent sur le marché des produits à très bas coût, optimisés pour durer quelques années, mais irréparables, a compris M. Santerre. Il ne s'agit pas d'un complot du fabricant, nous, consommateurs, sommes tous responsables, il doit sortir une machine à 200 euros.» Les biens d'équipement durables, en un mot, sont devenus jetables.

Pas encore lancée, L'Increvable fait déjà des petits. Un autre jeune designer, Paul Morin, lui aussi récent diplômé de l'Ensci, a conçu une imprimante simplifiée et murale, aisément démontable, réparable, rechargeable, avec des réservoirs apparents plutôt que ces cartouches d'encre si coûteuses et périssables. Quel sera l'appareil suivant?

Pascal Krémer

> Commentreparer.com: l'entraide des bricoleurs

Damien Ravé parle «d'effet calcatoire». Depuis 2011, date de la création de Commentreparer.com, les buses bouchées, les turbines grippées et les résistances encrassées des cafetières et machines à laver tiennent la corde des SOS. Sur ce forum d'entraide des bricoleurs, 30 000 questions ont déjà trouvé leurs réponses et sorti de l'embarras le néophyte. Développeur Web de profession, Damien Ravé a eu le déclic, après la diffusion sur Arte en 2011 du film documentaire allemand *Prêt à jeter* (Cosima Dannoritzer), consacré à l'obsolescence programmée. Comment un simple citoyen comme lui, et pas vraiment bidouilleur, pouvait apporter sa clé à molette pour allonger la durée de vie de tous ces objets du quotidien à la durée de vie limitée? En créant en ligne une agora gratuite, où chacun pourrait trouver une solution à sa panne. Aujourd'hui, ils sont 600 000 par mois à poser, répondre et surtout lire les astuces de réparations listées par catégorie, de l'électroménager à la télévision en passant par le vélo d'appartement ou encore les problèmes de fermetures Eclair cassées ou bloquées. Une communauté qui se modère et se régule quasiment toute seule, et laisse un peu de temps à Damien Ravé pour travailler à un nouveau projet: construire une base de données des produits les plus durables.

> Spareka: la caverne d'Ali Baba de l'autoréparation

La machine à laver fuit? Serpillière, ça va de soi. Puis Internet. Pas pour dénicher le réparateur du coin mais pour se débrouiller seul. C'est ce nouveau réflexe que tente de donner Spareka, caverne d'Ali Baba numérique de l'autoréparation. «Réparer c'est facile», promet la page d'accueil du site. Sur Spareka.fr, 8 millions de pièces détachées sont à vendre pour prolonger la vie de tous les appareils électroménagers et électroniques, de la cafetière aux portails motorisés. Après une aide au diagnostic par questionnaire, et une fois la pièce de rechange reçue, des schémas et des tutoriels vidéos guident la manœuvre. Le tuto le plus vu: «Comment réparer ma courroie de machine à laver?» Un forum de bricoleurs partageurs fournit les dernières astuces.

Le fondateur (en 2012) et président de Spareka, Geoffroy Malaterre, est un ingénieur des arts et métiers pas tout à fait quadragénaire, mais totalement écolo, en lutte contre «la consommation à outrance», la prolifération des déchets, l'obsolescence programmée. Ses 15 millions de chiffre d'affaires en 2017, 300 000 commandes et 4 millions de pièces vendues par an ont le goût de premières victoires. Mais le combat est rude, certaines marques refusant de fournir leurs pièces détachées à des prix corrects. On n'obtiendra pas la liste des réfractaires. Juste le trio des bons élèves: Whirlpool, LG, SEB.

> iFixit.com: le Wikipédia du dépannage

iFixit, littéralement «je l'ai réparé» en anglais, n'est pas né dans un garage mais dans une chambre d'une résidence universitaire américaine. En 2003, Luke Soules et Kyle Wiens, deux geeks ingénieurs et bricoleurs essayent de retaper un vieux iBook. Avec succès. Ils se piquent au jeu et redonnent une seconde jeunesse à d'autres vieux ordinateurs, mais se heurtent à la difficulté de trouver pièces de rechange, instructions et outils. L'idée d'une unique plate-forme qui proposerait les trois prend forme. En janvier 2018, plus de 35 000 tutoriels de réparations pour 9 800 appareils, en particulier smartphones, ordinateurs et consoles de jeux, sont disponibles gratuitement et en 11 langues, dont le français. Le site s'enrichit des apports de la communauté des bricoleurs, qui peut créer un nouveau tutoriel ou le modifier pour l'améliorer. Ce «Wiki de la réparation», comme se revendique iFixit, se finance grâce à la vente en ligne des pièces et outils nécessaires à la remise à neuf des affaires cassées.

> BuyMeOnce.com: des produits pour la vie

C'est en recevant en cadeau une cocotte en fonte de la marque française Le Creuset, garantie à vie, que Tara Button, une jeune publicitaire britannique, a eu envie d'ouvrir en 2016 une boutique en ligne d'objets durables. Un an après son lancement, la trentenaire a définitivement tourné la page du monde du marketing et vit de son site qui référence des fabricants garantissant leurs produits sur le long terme ou offrant un service de réparation gratuit. Accessoires de cuisine ou de beauté, chaussures, vêtements, outils de bricolage... tout y est de qualité, de bonne facture.

> Sosav.fr: un SAV économique

Spécialisé dans les smartphones, tablettes, consoles de jeux et baladeurs numériques, ce site vend des pièces détachées et met à disposition gratuitement des guides vidéo.

> Les repair cafés: des réparateurs bénévoles

Le principe, lancé en 2007 par la Néerlandaise Martine Postman, à Amsterdam: des bénévoles bricoleurs partagent leur savoir avec des particuliers venus faire réparer leurs objets. On recense aujourd'hui près de 1 400 repair cafés dans 33 pays, dont 90 en France.

P. Kr. et C. Ro.



S'AIMER COMME ON SE QUITTE

Deux jours dans la vie des amoureux. Le premier jour parce que tout s'y joue, le dernier parce que tout s'y perd. Lorraine de Foucher a recueilli ces moments-clés d'une histoire. A chacun de deviner ce qui s'est passé entre-temps. Cette semaine, Paul, 30 ans, se souvient

« Elle veut que je lui fasse l'amour, je lui fais sa valise »



BUREAU-TICS

Moulés dans le cool

Par Nicolas Santolaria

Aujourd'hui, pour une marque, une entreprise, une personnalité en vue, renvoyer au public une image positive est au moins aussi important qu'offrir un service de qualité. On appelle cela le « cool factor ». Être perçu comme cool, c'est avoir accès à une place privilégiée dans l'esprit des consommateurs et parader au milieu des valeurs symboliques en hausse, quelque part entre un burger végétarien et la revisitation de la mythique basket Air Jordan par le designer Virgile Abloh. Une bonne illustration de cette bataille pour la coolitude obligée s'affiche en 4 x 3 dans les couloirs du métro parisien, avec les nouvelles publicités Uber. On y voit mis en scène des chauffeurs qui, au travers de cette fenêtre promotionnelle, nous font savoir à quel point leur collaboration avec l'entreprise californienne a été bénéfique pour eux.

« Fodhil, chauffeur avec Uber et jeune chef d'entreprise » : le slogan, réduit à sa plus simple expression, a ici vocation à invalider les images mentales qui se sont formées au fil des mois au sujet de cette société emblématique du capitalisme de plate-forme. Uber exploiterait ses chauffeurs, s'arrogeant des commissions si importantes que les prestataires indépendants n'auraient pas de quoi vivre décemment ? Mais vous voulez rire, j'espère ! Regardez Fodhil, baskets blanches aux pieds, posant négligemment à l'entrée de ce qui n'est autre que sa laverie perso, dont nous sommes invités à penser qu'elle a été acquise grâce à ses courses mirobolantes ! Si elle fait écho au mythe de la prospérité économique pour tous, cette pub évoque également, en creux, peut-être même inconsciemment, un célèbre spot Levi's. Au plus chaud des années 1980, un strip-tease effectué par un apollon gominé dans une laverie automatique avait aidé la marque d'habillement à quitter les rives de la ringardise.

Un strip-tease effectué par un apollon gominé dans une laverie automatique avait aidé Levi's à quitter les rives de la ringardise

Le « cool factor », reposant autant sur le sex-appeal du mannequin Nick Kamen que sur les notes entêtantes de la chanson de Marvin Gaye *I Heard It Through the Grapevine*, avait alors produit son plein effet potentialisateur, faisant du jean *stonewashed* un nouvel objet de désir. « Il n'y a pas aujourd'hui de catégorie aussi banale et efficace que le cool pour dessiner l'horizon de la marchandisation du monde », écrit le journaliste Jean-Marie Durand dans son bel essai *Le Cool dans nos veines. Histoire d'une sensibilité* (Robert Laffont, 2015). Le cool serait donc le mot désignant la marchandise devenue fantôme. Pourtant, le terme, dont l'une des premières occurrences apparaît dans les années 1950 avec l'album de Miles Davis *Birth of the Cool*, puise plus profondément ses racines dans l'histoire de l'esclavage, figurant une attitude de « rébellion passive », de « distanciation ironique » face à l'oppression. Cette ruse retire alors au maître la jouissance de sa propre domination. Face à ces influences historiques ambivalentes, on ne sait plus très bien à quelle tradition rattacher Fodhil et sa laverie ? A celle du cool devenu véhicule marketing, ou au cool envisagé comme révolte froide et infrapolitique ? Et pourquoi pas aux deux, finalement ?



Le premier jour

« C'ÉTAIT L'ÉPOQUE OÙ TINDER était gratuit et où je likais tous les profils sans regarder, en mode chalutier. J'ai un profil très marketing, côté photos. On me voit faire du skate ou habillé en médecin ou au bord d'une falaise façon "j'aime la nature". En dessous, j'écris toujours des phrases un peu absurdes, "permanente est la révolte", "le tiroir est dans la clé", ça fait in-tello je-suis-pas-que-médecin. Je matche un jour avec une très belle blonde au visage chérubin. Sur sa première photo, elle fait un câlin à son chat tellement fort qu'on dirait qu'elle va l'étrangler. Ensuite, elle pose comme pour des magazines. Dans sa biographie, elle cite des écrivains russes.

C'est elle qui me parle en premier, ce qui est rare pour une fille. D'emblée, elle me dit qu'elle a envie de me rencontrer, car elle écrit un article sur les dragueurs de Tinder. Je fouine sur Internet, comprends qu'elle a effectivement un fanzine de mode et j'achète un peu son histoire. On passe deux semaines à discuter, de littérature, d'art, je me mets à palpiter devant cette Lolita surdouée, qui me divertit dans une ville où je m'ennuie, avec des conversations à l'hôpital alimentées par la météo ou les histoires de beuveries.

On décide de se rencontrer enfin, autour d'une exposition au Musée d'art moderne de Strasbourg. J'allais presque tous les jours faire du skate sur le parvis avec mes potes. A son arrivée, ils lui font presque une haie d'honneur, à tous vouloir voir autant que moi à quoi elle ressemble. Elle est très belle, ne veut pas me sourire, m'analyse, reste sur la défensive.

A court de banalités, on sort du musée, en se regardant dans les yeux comme des lycéens. En même temps, elle est lycéenne. On va s'asseoir sur un banc du quartier de la Petite France, il se met à pleuvoir comme dans les films. Les gens courent partout, les énarques avec leurs attachés-cases sur la tête. J'attrape sa main, je l'embrasse pendant dix minutes.

Je tiens une liste des filles avec lesquelles je couche, dans la section "Notes" de mon iPhone. Parfois, je n'ai même pas les noms, alors j'écris "fille de l'escalier" ou "interne de l'ascenseur". Mais là, j'arrive un peu à sortir de l'habitude. Je lui propose quand même la classique : aller boire un thé chez moi - ça marche bien le coup du thé en général, ça fait mec rassurant qui lit des livres en savourant une infusion. L'eau a chauffé mais on n'a jamais eu le temps de mettre le sachet. Ensuite, elle est rentrée chez elle, ses parents l'attendaient. Je l'ai regardée partir, et j'ai pensé que celle-là, elle allait compter. Qu'elle allait m'extraire les mots que je n'arrivais pas à dire, le "je t'aime", aux forceps. »



Le dernier jour

« GARE DE L'EST À PARIS, JE SUIS GARÉ en double file, je viens la chercher pour l'emmener en Bretagne. Elle apparaît, des lunettes de soleil lui mangent le visage et ne laissent voir que ses lèvres colorées d'un rouge vif. Elle a son air de mannequin agacé, et le temps que je mette sa valise dans le coffre, elle m'a déjà reproché de ne pas paraître assez content de la voir. Je suis juste nonchalant comme d'habitude. Tout de suite, elle cherche le conflit.

Elle ne dessert pas les dents de toute l'autoroute, jusqu'au panneau qui affiche Chartres. Je lui propose d'aller voir la cathédrale. Depuis le temps que je vais en vacances à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), je ne l'ai jamais vue. On entre dans la ville et, au moment de se garer, elle aperçoit un cheveu blond sur le siège passager. Elle me fait une crise de jalousie sauf que, pour une fois, c'est celui de ma mère. Furieuse, elle claque la porte et s'enfuit dans Chartres avec sa valise rouge. Les roulettes tapent contre les pavés, je lui cours après, je la rassure, elle tente d'y croire. "Promis, c'est ma mère."

On poursuit notre balade dans Chartres, la ville est mignonne, je lui achète un croissant aux amandes, sa viennoiserie préférée. On reprend la route. Au volant, je lui dis des mots que je ne pense pas, la situation l'exige. Il y a un côté absolu dans le "je t'aime" qui me dérange. En général, je préfère être un vrai connard, au moins ça déçoit pas, un vrai connard. On arrive au Val-André. La maison sur la plage fait son petit effet. La confiance ne se rétablit pas pour autant. Elle me fait scène sur scène, me harcèle. Une nuit, je l'embrasse avant d'aller me coucher, et je la vois laide, elle sent la cigarette, la transpiration. Je m'enferme dans ma chambre.

Je ne comprends pas pourquoi elle crie tout le temps alors qu'elle est venue jusqu'en Bretagne. Elle tambourine à ma porte. Je l'imagine comme une sorcière, mon esprit ne la vénère plus, c'est la douche froide, la pluie du début, mais dans l'autre sens. Cette nuit-là, je décide que je ne veux plus jamais entendre parler d'elle. On dirait un mauvais coup d'un soir.

Au petit matin, après ma nuit enfermée, je la trouve assoupie sur le canapé. Sa valise à ses pieds, à moitié faite et défectueuse, me dit "je pars mais retiens-moi". Elle se réveille, s'allume une cigarette et me lance un regard de forcenée. D'un coup, elle s'échappe de la maison, se met à courir pieds nus sur la plage, interrompant les sportifs de l'aube. Elle m'attrape les mains, me dit qu'elle m'aime, qu'elle va s'en aller ; je lui réponds que oui, il faut qu'elle s'en aille.

On rentre à la maison, elle redevient un peu humaine, ne croit pas au fait qu'elle va partir. Elle veut que je lui fasse l'amour, je lui fais sa valise. Elle ne dit plus rien, je la mets dans la voiture et pars pour la gare. Baroud d'honneur, elle fait arrêter la voiture, s'échappe, et court - décidément, elle aura beaucoup couru ce jour-là - dans le champ d'à côté. Je la vois qui se cache dans un buisson, prend son téléphone et m'appelle. Je laisse sonner, elle me laisse un message où elle me dit encore qu'elle m'aime.

Je ne cède pas, on arrive à la gare de Saint-Brieuc, il est 10 heures du matin et je n'ai aucune idée d'où vont les trains. Je la dépose sur le quai et décrète que plus rien de ce qui lui arrivera ne m'intéresse. Elle est là, et j'ai de la haine pour elle. J'étais vraiment amoureux d'elle. »

LES MOTS DU SEXE

Etoile de mer

Par Maïa Mazaurette

Au rayon des rêves humides, les métaphores aquatiques sont légion - pensez à vos moules favorites ou au succès aphrodisiaque des huîtres. Le sexe se fait coquillage, on mouille, on suinte, on transpire. Dans les tréfonds de ce bestiaire immergé erre l'étoile de mer, qui qualifie la partenaire sexuelle étalée en croix, passive, apathique au point de ne même pas refuser le rapport - laisser couler reste

encore l'option la moins fatigante. La métaphore fonctionne au niveau visuel, mais pas seulement : l'étoile de mer est plutôt nocturne, souvent méfiante, et surtout elle méprise les parties de branches en l'air au point de préférer une reproduction externe - les œufs sont expulsés et fécondés dans la mer. Notre étoile de mer est internationale, bien évidemment. *Seestern* en allemand, *søstjerne* en danois, *estrella de mar* en espagnol. La langue anglaise en revanche passe son tour (c'est rare). La *sea star* est un américanisme pour *sister*, et *starfish* reste peu employé - cependant, pour rester dans les images vaseuses, les Américains peuvent parler

de *cold fish* (poisson froid). Les expressions plus couramment usitées sont nettement plus agressives que sur le continent européen : *mattress* (matelas) ou *dead lay* (littéralement, coup mort). Quid des hommes qui se laissent faire ? Sans surprise, les mots nous manquent : la virilité est étroitement associée avec un rôle actif. Pour compléter notre dictionnaire érotique, nous proposerons donc une métaphore appartenant à la même classe des échinodermes : le concombre de mer.

REPENTANCE

Excuses
exigéesAujourd'hui, le rituel de l'acte
de contrition relève de l'exercice
de style. Toute figure médiatique est
censée s'y plier. Succès non garanti

Nicolas Santolaria

La vie moderne est rythmée depuis quelques années par un rituel social devenu presque aussi incontournable que le port des Stan Smith ou l'ingestion de Spritz: les excuses. Récemment, c'est la jeune chanteuse d'origine syrienne Mennel Ibtissem, candidate du télécrochet de TF1 « The Voice », qui a dû faire acte de contrition publique. En cause? D'anciens Tweet complotistes à propos de l'attentat de Nice et de l'assassinat du père Jacques Hamel dans l'église de Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime) – « Les vrais terroristes, c'est notre gouvernement ». Alors que Mennel avait ébloui les juges de « The Voice » en interprétant, en anglais et en arabe, *Hallelujah*, de Leonard Cohen, l'exhumation par les internautes de son passé numérique l'aura conduite en comparaison immédiate devant le tribunal populaire, contraignant l'interprète de 22 ans à publier, le 6 février, cette mise au point sur Twitter: « Deux ans après, j'ai mûri et je mesure le manque de réflexion de ces messages. Je comprends que ces messages choquent et je m'en excuse. »

Malgré ce mea culpa, Mennel, poussée vers la sortie, a annoncé trois jours après sur Facebook qu'elle quittait la saison 7 de « The Voice ». Sans statuer sur le fond, on peut simplement constater que l'histoire de la Pietà à turban répond à un scénario courant, au déroulé presque immuable: 1) Apparition sur les radars d'une figure médiatique qui focalise l'attention. 2) Déballage de vieilles archives numériques qui ne sentent pas très bon. 3) Séance d'autoflagellation en place publique. « Les excuses sont un rituel social réparateur. Elles permettent de régler une offense en signifiant qu'on considère l'autre comme une personne digne de respect. Celui qui s'excuse montre qu'il est humain, capable de reconnaître ses fautes; tout le contraire de l'égoïsme », explique la psychosociologue Dominique Picard, coauteure du « Que sais-je? » *Les Conflits relationnels* (PUF, 2015).

Ce rituel codifié évacue la colère et réinsère alors conjointement l'offensé et l'offenseur dans le tissu de relations sociales normalisées. Aujourd'hui, force est de constater que cette réinsertion va bon train, si l'on en juge par la litanie d'excuses qui a rythmé ces derniers mois: le PDG de la SNCF, Guillaume Pepy (pour les retards récurrents des tortillards en Ile-de-France), l'arbitre Tony Chapron (pour son tacle surréaliste sur un joueur du FC Nantes), Catherine Deneuve (pour sa tribune dans *Le Monde*, qui aurait pu choquer certaines « victimes d'actes odieux »), Emmanuel Macron (pour la colonisation en Algérie), Brigitte Lahaie (pour ses propos sur le viol), Apple (pour avoir délibérément ralenti certains de ses iPhone), Mathieu Kassovitz (pour avoir insulté des policiers sur Twitter), le cham-

« M'excuser? Moi, jamais! »

Incarnant un capitaine sur le point de quitter l'armée dans *La Charge héroïque* (John Ford, 1949), John Wayne, entre deux racllements de gorge, prononce cette phrase massue, emblématique d'une certaine conception de la masculinité: « Ne vous excusez jamais, c'est un signe de faiblesse! » Si l'époque a aujourd'hui profondément évolué, cette maxime est encore revendiquée par certains, comme l'agent Gibbs, de la série américaine *NCIS* ou encore, dans un registre moins fictionnel, par Donald Trump. Après avoir traité Haïti et une cinquantaine d'États africains de « pays de merde », le président des États-Unis a nié les faits et refusé de s'excuser. Attitude de déni déjà adoptée pendant la primaire républicaine, lorsqu'il avait été accusé d'avoir tenu des propos sexistes à l'endroit de la journaliste de Fox News, Megyn Kelly. Même si Donald Trump s'est visiblement assoupli,

ayant récemment présenté des excuses pour avoir retweeté le message d'un groupe d'extrême droite britannique, il a fait de cette raideur de principe une véritable posture, le geste obstiné de celui qui incarnerait la vérité du peuple contre le diktat moral des élites. « Un chef politique ne doit pas se présenter comme quelqu'un qui commet des erreurs, car cela risque de faire douter les électeurs. A fortiori s'il veut donner de lui l'image d'un homme providentiel qui connaît les solutions, comme c'est le cas de Trump », analyse la psychosociologue Dominique Picard. Une posture de radicalité autopromotionnelle qui fonctionne aussi pour les comiques puisque, après avoir traité Zinédine Zidane de « panneau publicitaire à trois neurones », l'humoriste Christophe Alévêque s'était exclamé: « M'excuser? Jamais! » Résultat, il avait été poursuivi et condamné en appel à 5 000 euros de dommages et intérêts pour injures.



Le pardon des casseurs sur une vitre brisée de l'hôpital Necker, lors de la manifestation contre la loi travail, le 14 juin 2016.

ALAIN GUILHOT/DIVERGENCE

pion de F1 Lewis Hamilton (pour s'être moqué de son petit neveu portant une robe), l'élu américain Joe Barton (pour la publication sur Twitter d'une photo de ses parties intimes), l'homme politique Gérard Filoche (pour un photomontage antisémite)... Même le cinéaste Joel Schumacher s'est excusé, vingt ans après, pour son nanar *Batman & Robin*!

« C'est juste une partie de l'explication, mais on peut voir là l'influence grandissante de la culture moralisante américaine, où il est courant de faire publiquement acte de contrition », explique Dominique Picard. Si tout le monde se souvient de Bill Clinton expliquant à ses concitoyens américains à quel point il était désolé de sa relation « inappropriée » avec la stagiaire Monica Lewinsky, on constate, aujourd'hui, un abaissement notable du seuil à partir duquel un comportement ou un propos exige réparation. En mai 2017, l'acteur américain Chris Pratt s'excusait longuement, en langage des signes, après s'être moqué des sous-titrages automatiques présents sous les vidéos des réseaux sociaux. « J'ai des personnes dans ma vie qui ont des problèmes auditifs, et la dernière chose que je souhaite est de les offenser », a fait savoir la star de *Jurassic World*, espérant ainsi regagner les faveurs d'un public malentendant de plusieurs millions de personnes. Plus récemment, ce sont le réalisateur du film d'animation *Peter Rabbit* et Sony Pictures qui, pour avoir mis en scène un personnage atteint d'une allergie aux mûres, ont présenté leurs excuses, après avoir pris conscience qu'ils avaient dépeint avec un coupable excès de légèreté cette angoissante affection. « Aujourd'hui, on a vite fait de devenir un salaud », résume la psychosociologue Dominique Picard.

Les médias numériques, qui produisent des traces décontextualisées (on appelle cela le *context collapse*), sont devenus à la fois la matière première et la caisse de résonance de ce moralisme ambiant. Une simple blague faite au deuxième degré sur Twitter pourra ainsi, des années après, une fois devenue orpheline de son contexte d'énonciation initial, se transformer en élément à charge contre vous. Vous aurez beau jurer que c'était « pour rire », le poids du soupçon continuera à peser sur vos épaules. « Aujourd'hui, les traces deviennent des preuves », explique Raphaël Enthoven, auteur de *Morales provisoires* (Editions de l'Observatoire, 552 pages, 21 euros). Au-delà de la question morale, le cœur du problème, c'est l'essentialisation, l'idée selon laquelle vous ne pouvez pas penser autre chose, puisque en un temps donné vous avez dit ça. Vous êtes alors prisonnier de vos paroles, de vos gestes passés, et désigné pour servir de bouc émissaire. Il existe aujourd'hui un « parti unanime » qui censure tout type de pensée non conforme au nom du progressisme. »

En matière d'excuses publiques, le philosophe sait de quoi il parle. En novembre 2017, après une chronique sur Europe 1 où il laissait entendre que la nouvelle version du « Notre Père » était islamophobe, il avait présenté « ses excuses plates aux gens de bonne volonté qui prient du fond du cœur et ne connaissent pas la haine ». « Pour moi, ça a été un plaisir, une joie de dire que je m'étais trompé. J'ai découvert à l'occasion que le catholicisme considère la repentance comme quelque chose qui vous grandit, là où la société voit plutôt cela comme une faiblesse. » Cette nouvelle exigence qui oblige tout un chacun à être capable de faire amende honorable s'applique avec encore plus d'acuité aux personnages publics, aux entreprises et aux institutions. Peu après son élection, Emmanuel Macron avait dû faire face à une pétition sur Change.org (presque 30 000 signatures à ce jour) exigeant qu'il s'excuse auprès du chef d'état-major des armées d'alors, le général de Villiers, avec qui il avait eu de vifs échanges. « L'intolérance de l'opinion publique face aux erreurs – voire aux fautes – des élites et la rapidité des mobilisations par le biais des réseaux sociaux fragilisent institutions et organisations », souligne Thierry Portal, expert du cabinet Nitidis, spécialisé en gestion de crise.

Mais si s'excuser est une chose, réussir ses excuses en est une autre. « On constate trop souvent un exercice maîtrisé de communication verbale, dans lequel la posture et l'affectation remplacent l'émotion et la sincérité, comme ce fut le cas pour Dominique Strauss-Kahn ou Jérôme Cahuzac », souligne Thierry Portal. Ces dernières semaines, c'est la société Lactalis, empêtrée dans l'affaire du lait infantile contaminé, qui aura porté à un degré de raffinement jusque-là jamais atteint l'art des excuses ratées. « Comme cela fait des semaines qu'on demande à être reçus par Lactalis, on aurait aimé qu'ils s'excusent de vive voix, mais au lieu de ça, ils ont publié une lettre ouverte sur leur site, regrette Quentin Guillemain, président de l'Association des familles de victimes du lait contaminé aux salmonelles (AFVLCs). C'est le mépris total. Non seulement ces excuses ont été trop tardives, mais sans aucune reconnaissance de responsabilité. Ce n'est jamais de leur faute! Tout ça se résume à un simple exercice de communication, sans aucune humanité ni empathie pour les nourrissons qui ont été affectés. » Au nom de son association, Quentin Guillemain a finalement décidé de ne pas accepter ces excuses à l'arrière-goût trop artificiel pour lui.

Quant à moi, je suis vraiment désolé, mais cet article est maintenant terminé.

COMMENT BIEN
FAIRE AMENDE
HONORABLE> RECONNAÎTRE
SES TORTS

Une étude menée en 2010 par l'université de Waterloo (Ontario), au Canada, a montré que les femmes avaient tendance à plus s'excuser que les hommes, car elles seraient plus sensibles à leurs propres comportements offensants. Pour bien s'excuser, il faut d'abord réussir à reconnaître ses torts. À l'inverse, on ne s'excusera pas si l'on n'a rien fait, même sous la pression.

> PRÉSENTER
RAPIDEMENT
SES EXCUSES

Sans forcément réagir à chaud, il faut engager assez rapidement le processus de réparation, au risque sinon de paraître insensible. Pour ce faire, on ne s'excuse pas, mais on « présente ses excuses ». Si l'offense a été publique, l'acte de contrition doit l'être aussi, s'accompagner d'un véritable repentir et, au besoin, de propositions d'actions concrètes (un séjour en rehab, par exemple).

> SAVOURER
L'ACCEPTATION

Les excuses sont un rituel solidaire qui nécessite la collaboration de l'offensé et de l'offenseur. Pour être acceptées, elles doivent être jugées sincères. « Si c'est fait de façon mécanique, ça n'a aucune valeur », précise la psychosociologue Dominique Picard. S'ensuit généralement la gratitude de l'offensé, qui efface la dette en manifestant sa mansuétude au travers de formules telles que « je vous en prie ».

VOYAGE

Cinq week-ends pour réviser l'histoire de France

De Cro-Magnon aux plages du Débarquement, ces destinations vous feront remonter le temps, mieux qu'un cours magistral

Yoanna Sultan-R'bibo



Devoirs de mémoire, en Normandie

Marcher le long d'Utah Beach (Manche) ou de Sword Beach (Calvados), immenses et silencieuses, imaginer des centaines de soldats débarquant sous le feu allemand... Raconter la seconde guerre mondiale depuis ces lieux si symboliques vaut bien un cours magistral. Direction le Mémorial de Caen (Calvados). Un musée à la vocation pédagogique réussie, très riche en informations (les visites en famille, à partir de 8 ans, sont vivement conseillées). Affiches et films de propagande, lettres de soldats qui s'apprêtent à débarquer et font leurs adieux à leurs proches, uniformes, bombes artisanales utilisées par les résistants... Même si la scénographie n'est pas très moderne, l'exposition captive. L'espace consacré à la Shoah et aux violences de masse, et celui sur le Débarquement et la bataille de Normandie, sont particulièrement émouvants. Impressionnant, l'ancien bunker et poste de commandement du général allemand Wilhelm Richter se visite. En sortant, pèlerinage au cimetière américain de Colleville-sur-Mer (Calvados), qui surplombe Omaha Beach.

Où dormir ? Résidence Pierre

& Vacances Le Green Beach, tout près d'Omaha Beach (parc avec piscine), studios 4-5 personnes à partir de 100 €. Pierreetvacances.com

Visiter : Memorial-caen.fr



Bisons futés, à Lascaux

Pour réviser la préhistoire, on peut regarder en boucle *La Famille Pierrefeu*. Ou visiter Lascaux. Ouvert en décembre 2016, le Centre international de l'art pariétal, aussi appelé Lascaux 4, attire des flots de touristes. A raison, car la réplique de la célèbre grotte ornée découverte en 1940 est bluffante. Le bâtiment vitré et semi-enterré de 8000 m², construit au pied de la colline de Lascaux, offre une expérience étonnante. Armé d'une tablette numérique, on pénètre par groupes de 30 maximum. Il fait frais et sombre – prenez une petite laine – les sons sont assourdis, les peintures magnifiquement reproduites. C'est beau, et émouvant. Dans l'atelier, place ensuite à la 3D et à la réalité augmentée : on peut manipuler les objets trouvés à Lascaux lors des fouilles, scanner la maquette de la grotte... Si vous êtes en famille, finissez par le parc du Thot et ses ateliers pédagogiques géniaux : les petits réalisent des fresques d'animaux, s'initient aux fouilles, s'entraînent aux techniques de chasse du paléolithique, taillent des silex. Vis ma vie de Cro-Magnon!

Où dormir ? Domaine de Lascaux, à Montignac

(Dordogne), chambres familiales à partir de 140 €.

Domainedelascaux.com

Visiter : Lascaux.fr



Colombages et sorcellerie, à Pérouges

Moyen Age

A la lueur des flambeaux, on longe les remparts de la ville. Tandis que des ombres se dessinent sur les pierres blondes et les pavés, la « Dame de Pérouges », en costume d'époque, évoque en chuchotant des histoires de sorcellerie et de fantômes.

Les heures sombres du Moyen Age... Les visites théâtrales nocturnes de Pérouges (Ain) ont l'art de mettre dans l'ambiance ! Pérouges, c'est ce village médiéval des abords de Lyon classé parmi les plus beaux de France. Des ruelles aux galets inégaux, une église fortifiée, des vieilles demeures à colombages pleines de charme, des dizaines de monuments médiévaux, comme dans un décor de cinéma ; les tournages de films historiques y sont d'ailleurs nombreux. Difficile d'imaginer que ce lieu riche de mille ans d'histoire a failli être détruit au début du XX^e siècle, avant d'être sauvé et restauré par un comité de défense, soutenu par Edouard Herriot, à l'époque maire de Lyon. Après avoir passé la porte du papetier et du boulanger (pour goûter une galette au sucre, spécialité de la cité), on s'assoit en terrasse place du Tilleul, dans une atmosphère d'un autre temps.

Où dormir ? Hostellerie du Vieux Pérouges, à partir de 100 € env.

Hostelleriedeperouges.com

Deux maisons d'hôte : Casa la signora di Perugia, à partir de 180 euros, Casaperugia.com, et Le Grenier à sel, à partir de 75 €, Hebergement-perouges.fr

Visiter : Perouges.org



Antiquité

Ils sont fous, ces Romains, à Nîmes

« Faites entrer Spartacus et les rebelles ! » L'esclave et gladiateur thrace, torse nu, le regard noir, entre sur la piste dans une cage, pour livrer bataille contre les soldats de Rome. Dans les gradins, l'empereur ne manque rien du spectacle, les chevaux des légionnaires se cabrent, le public vocifère. Nous sommes dans les arènes de Nîmes (Gard)... en 2018. Fin avril, aura lieu la 9^e édition des Grands Jeux romains, qui reconstituent pendant trois jours les *ludi* légendaires de l'époque. L'histoire en immersion ! Mais la simple visite de l'amphithéâtre datant du I^{er} siècle de notre ère, l'un des mieux conservés du monde romain, est à elle seule spectaculaire. Un ovale de 133 mètres longs, 60 arcades superposées, le bâtiment à la symétrie parfaite illustre le degré de perfectionnement des ingénieurs romains. L'audio-guide tient les enfants en haleine, tout comme le quartier des gladiateurs. « Ils sont fous, ces Romains ! » Fous, mais doués. C'est ce qu'on se dit en tombant nez à nez avec la Maison carrée, en plein cœur de la ville : le seul temple antique au monde entièrement conservé, dont les proportions précises et les colonnades impressionnent. La balade se poursuit dans les jardins de la Fontaine, construits autour de la source d'eau de Nemausus. Entre deux tours de poney et de voiture à pédales, les enfants escaladent les ruines du mystérieux temple de Diane. Puis on grimpe jusqu'à la tour Magne, perchée sur le mont Cavalier, la plus haute et la plus prestigieuse de l'enceinte augustéenne.

Où dormir ? Royal Hôtel, face à la Maison carrée, chambres doubles à partir de 92 € et une grande chambre familiale à 190 €.

Visiter : Ot-nimes.fr et Arenes-nimes.com



Des Capétiens au Second Empire

Rois et reines, à Fontainebleau

« Voilà la vraie demeure des rois, la maison des Siècles », dira Napoléon du château de Fontainebleau (Seine-et-Marne). Aucun autre domaine royal n'a accueilli autant de souverains (34!) de Louis VI le Gros à Napoléon III, sur près de huit siècles. Passer une journée à Fontainebleau, à moins de 45 minutes de Paris, c'est donc réviser en accéléré l'arbre généalogique de la royauté française. « Maman, c'est quoi la différence entre les Capétiens et les Bourbons ? Et François I^{er}, c'était qui ? »

Pour éviter l'humiliation, optez pour le visio-guide jeune public. Ou inscrivez les enfants à la visite « Enquête au château », sur les traces d'un coupable, entre passages secrets et salles cachées. Dans la cour d'honneur, selfie obligatoire devant le célèbre escalier en fer-à-cheval ; le 20 avril 1814, c'est de ces marches que Napoléon a fait ses adieux à sa garde.

A l'intérieur du château, les appartements sont somptueux, les deux petits boudoirs de Marie-Antoinette, d'un raffinement extrême. Il faut aussi visiter le magnifique parc et les quatre jardins, y faire un tour en calèche ou tenter la barque sur l'étang aux carpes. Pour prolonger le rêve royal, pourquoi ne pas assister à un grand bal ? Le 24 février, un carnaval sera donné dans le château, avec concours de duels à l'épée, danses de la Renaissance, ateliers mascarade et robes de princesse. Adultes acceptés.

Où dormir ? Hôtel l'Aigle noir.

Chambre familiale à partir de 165 € pour 4 personnes.

Aiglenoirhotel.com/fr

Hôtel Mercure, à partir de 112 €.

Mercure.com

Visiter : Musee-chateau-

fontainebleau.fr

CUISINE

Grains de table

Vert, noir, blanc, rouge... mais pas gris. Dix idées reçues sur le poivre décortiquées pour pimenter vos dîners

Stéphanie Noblet

Dans le déroulé ordinaire d'une recette, la mention anodine finale « salez, poivrez » peut induire le pire comme le meilleur. Le banal ou le sublime. Un ajout machinal ou une étape majeure dans l'élaboration des saveurs. Tout dépend de l'importance accordée au choix et à la qualité du *Piper nigrum*, épice universelle pourtant fréquemment méconnue, sous-estimée, standardisée, maltraitée par la commercialisation de masse. Pour rappeler l'intérêt crucial de ce tour de moulin, tentons de séparer le bon grain de l'ivraie en passant en revue dix idées reçues sur l'or noir issu de la famille des pipéracées.

1. Le poivre n'est pas gris

Vrai. La palette chromatique ne compte que quatre couleurs (vert, noir, blanc, rouge), qui correspondent, dans cet ordre, aux stades de maturité des baies du poivrier. Le vert n'est pas encore mûr; le noir l'est presque (cueilli jaune, il devient brun ou noir après séchage); le blanc, cueilli à pleine maturité, est plongé dans de l'eau de source pour en ôter le péricarpe et ne garder que le noyau couleur crème; le rouge, très mûr, prend une teinte brique après séchage. Le noir et le blanc sont les plus fréquents, le vert (périssable, donc mis en saumure, torréfié ou lyophilisé pour être transporté) et le rouge demeurent rares.

2. Le poivre n'est pas une poudre

Vrai. A l'état naturel, ce sont des grains entiers, bien plus aromatiques. Les préparations grisâtres vendues sous le nom de poivre moulu cumulent les mauvais points: une composition obscure et de piètre qualité, parfois impure, issue de grains vieux ou éventés, dont le piquant se développe au détriment des arômes. Les poivres en grain garantissent plus de fraîcheur et de qualités organoleptiques: on prendra soin de les concasser, de les piler au mortier ou de les mouliner (pas trop finement), toujours au dernier moment.

3. Le poivre n'est pas rond

Vrai et faux. On reconnaît les variétés de qualité de *Piper nigrum* à l'aspect de leurs baies, circulaires, de belle taille et régulières – même si elles présentent une apparence fripée après le séchage. Il faut admettre que certains poivres ne sont pourtant pas ronds: le cubèbe (*Piper cubeba*, dit « poivre à queue », d'Indonésie) possède une petite queue, le voatsiperifery (*Piper borbonense*, sauvage de Madagascar), un très mince pédoncule, tandis que d'autres (*Piper longum*) se présentent sous forme de chatons allongés, sortes d'épis miniatures.

4. Le poivre n'en est pas toujours un

Vrai. Bien que n'appartenant pas, d'un strict point de vue botanique, à la famille des poivres, plusieurs baies sont communément désignées ainsi. Parmi les plus intéressants de ces « faux poivres »: le sichuan (de Chine, aux notes d'agrumes), le timut (du Népal, arômes de pamplemousse), les baies roses (de Madagascar, fruitées et florales).

5. Le poivre n'a pas de nom

Faux. Comme la vigne, il pousse en grappes et possède ses terroirs, ses crus, ses couleurs. Originaire de la côte de Malabar, en Inde, l'arbuste est une liane qui s'est épanouie dans diverses régions tropicales du globe. Le nom de certaines de ses terres d'élection est désormais indissociable de la culture du poivre: Sarawak (Malaisie), Kampot (Cambodge), Phu Quoc (Vietnam), Penja (Cameroun)... Plusieurs chasseurs de poivres passionnés ont contribué à les rendre célèbres, en distinguant leurs spécificités: Olivier Roellinger, Gérard Vives, Erwan de Kerros (Terre Exotique) et Karine Blanc (Sarabar, contraction imaginaire de deux grands terroirs, Sarawak et Malabar).

6. Le poivre n'est pas fragile

Vrai. A l'abri de la lumière, dans un endroit sec et tempéré, les grains entiers se conservent bien, jusqu'à trois ans sans problème. Mieux vaut les acheter lorsqu'ils ne sont pas présentés à l'air libre et opter pour de petites quantités, afin de renouveler les stocks plus souvent, en variant les plaisirs.

À LIRE

➤ **POIVRES**, de Gérard Vives (Rouergue, 2010, 192 p., 29 €)

➤ **TERRE DE POIVRES**, d'Erwan de Kerros et Bénédicte Bortoli (La Martinière, 2016, 304 p., 39,90 €)



REIN JANSSEN POUR « LE MONDE »

7. Le poivre n'est pas cher

Faux. Ou c'est qu'il est médiocre. De tout temps, il a été une épice onéreuse (« cher comme poivre », dit le proverbe), servant tour à tour d'offrande, de monnaie, d'impôt ou de rançon et incitant les explorateurs à venir à sa source, à l'autre bout des mers. Malgré une baisse du cours du prix mondial en 2017, liée à l'augmentation des volumes, surtout au Vietnam (premier producteur mondial), le poivre de qualité demeure un petit luxe, accessible néanmoins puisque disponible en petits conditionnements (boîtes en métal ou tubes en verre de 40 g environ, au prix de 5 à 10 €). Et quand il est savoureux, nul besoin d'en mettre des tonnes!

8. Le poivre n'est que piquant

Faux. Il possède, certes, une dimension piquante très appréciable en cuisine, liée à l'un de ses composants, la pipérine, puissant alcaloïde diffusant une impression de chaleur... Mais celle-ci, plus marquée dans le noir, est très variable selon les espèces, et s'accompagne d'une large palette d'arômes, allant du doux herbacé au fruité, en passant par le minéral, l'animal (surtout présent dans le blanc), le fumé, le boisé, le floral, des notes d'agrumes... Il faut goûter pour établir ses préférences – les miennes vont au classique sarawak noir, au poivre vert pour sa fraîcheur et au voatsiperifery, doux et élégant – et adapter le poivre à la recette choisie.

9. Le poivre n'a qu'un compagnon

Faux. Indissociable du sel, pour un assaisonnement minimal, il s'accorde avec presque toutes les épices et notamment celles présentes dans le registre sucré (fève de tonka, vanille, réglisse...) pour sublimer un dessert (salade de fraises, carpaccio d'agrumes, tarte au chocolat, crème brûlée). Il forme un duo de choc avec l'ail (dans les recettes thaïes), le fromage (*pecorino pepato* et *cacio e pepe*, en Italie), la crème (la sauce de notre fameux steak au poivre), la charcuterie et l'huître.

10. Le poivre n'aime pas la cuisson

Vrai. Ses arômes volatils s'estompent lors d'une cuisson prolongée. S'il conserve toute sa place dans un bouillon, il demeure avant tout une épice de finition, à mouliner au dernier instant et à doser subtilement. Une pépite ouvrant la voie au parachèvement gustatif.

Cacio e pepe

– Pour 4 personnes –

Râpez finement **150 g de pecorino romano**. Concassez grossièrement **2 cuil. à café de poivre noir** de qualité: jeerakarimundi ou tellichery (Inde), kampo (Cambodge) ou sarawak (Malaisie). Portez à ébullition dans un faitout une grande quantité d'eau très faiblement salée. Faites cuire **400 g de tonnarelli** (ou spaghetti alla chitarra, pâtes fraîches longues aux œufs), en ne dépassant pas une cuisson *al dente*. En parallèle, faites chauffer dans une grande sauteuse **2 cuil. à s. d'huile d'olive** avec 2 louches d'eau de cuisson des pâtes. Avec une pince, transférez les pâtes dans la sauteuse en laissant leur eau de cuisson dans le faitout; remuez pour les enrober. Hors du feu, ajoutez les 2/3 du pecorino râpé et le poivre concassé sur les pâtes. Mélangez délicatement avec une grande fourchette et une grande cuillère, en soulevant haut les pâtes et en les tournant. Répétez ce mouvement plusieurs fois pour obtenir une sauce liée, en ajoutant davantage d'eau de cuisson des pâtes si nécessaire. Servez immédiatement, en saupoudrant les pâtes du reste de pecorino râpé.

FAIRE LE TOUR DES MOULINS

ÉPICES ROELLINGER, Epices-roellinger.com

TERRE EXOTIQUE, Terreexotique.fr

SARABAR, Sarabar.fr

IZRAËL, 30, rue François-Miron, 75004 Paris, tél.: 01-42-72-66-23

LES ENFANTS D'ABORD

« Elle est moche, la dame »

Marlène Duretz

Dans l'ascenseur, au côté de son père, Candice, 5 ans, lorgne la voisine du 6^e étage avant de lâcher un inopiné... « C'qu'elle est moche la dame! » La phrase assassine n'est pas tombée dans l'oreille d'une sourde, qui fait pourtant mine de ne pas l'avoir saisie. Raclement de gorge paternel, petite toux pour masquer la gêne. « Candice, tu ne peux pas dire cela. Nous en reparlerons plus tard », propose le papa. « Et pis, elle sent mauvais! », récidive l'offenseuse.

Malaise. Que faire? Le parent dans l'embarras pourra tout au plus se réjouir sous cape du sens de l'observation et du franc-parler de l'enfant. Mais, pour favoriser sa socialisation et l'aider à adopter un comportement approprié, il convient qu'il acquière et maîtrise les codes de « bonne conduite ». Lui faudrait-il apprendre à bien mentir, lui à qui l'on promet un nez aussi long

que celui de Pinocchio s'il venait à déformer la réalité? Il doit avant tout apprendre à ménager son entourage et, pour cela, taire certaines de ses réflexions, certes nées d'une louable curiosité.

« Il s'agit de développer chez l'enfant son empathie envers autrui », explique le pédopsychiatre Jean Chambry. Le parent demandera par exemple à l'enfant s'il aimerait lui-même être la cible d'une telle remarque. Ce qui lui permettra de comprendre qu'il doit éviter de mettre une personne dans une situation qu'il n'aimerait pas vivre lui-même. »

Ses observations sont sans aucun doute pleines de bon sens, mais « si c'est une vérité en soi, ce qui prime avant tout sur la vérité, c'est que l'enfant reconnaisse les émotions chez l'autre, et ne le mette pas en difficulté ou en situation de souffrir de

« CE QUI PRIME SUR LA VÉRITÉ, C'EST QUE L'ENFANT RECONNAISSE LES ÉMOTIONS CHEZ L'AUTRE, ET NE LE METTE PAS EN SITUATION DE SOUFFRIR DE SES PROPOS »

Jean Chambry, pédopsychiatre

ses propos », poursuit le pédopsychiatre. Ce qu'un enfant est susceptible de comprendre dès l'âge de 3 ans, selon lui.

En outre, et ce qui demandera quelques années de plus, l'enfant doit aussi appréhender la notion d'intimité – à savoir qu'il est des choses qu'il peut partager dans un cercle donné – et la notion de confiance, c'est-à-dire déterminer les personnes à qui il

peut les confier ou non. Par exemple, l'enfant qui a entendu sa mère dire qu'elle n'apporterait pas de fleurs à sa grand-mère « parce que c'est une vieille bique » peut être tenté de colporter ces propos à son aïeule, sans intention de la blesser. Mais simplement pour lui restituer, en tant que personne de confiance, ce qu'il a entendu et qu'il cherche à comprendre.

Dans tous les cas, « l'enfant va développer son empathie sociale et acquérir cette compétence, aussi hétérogène qu'il est de sensibilité », assure Jean Chambry. Ainsi, certaines personnes auront le chic pour « percevoir ce qui pose souci et mettront systématiquement le doigt dessus ». Indélicates pour les uns, franches du collier pour les autres. De celles qui vous disent que vous avez une feuille de salade coincée entre les dents. Ou une sale tête dans l'ascenseur.

UN APÉRO AVEC...
EDDY DE PRETTO

Chaque semaine, «L'Époque» paie son coup. Le chanteur, rencontré devant une grenadine dans un bar vide, lance son premier album et une tournée complète

«Sur scène, je mets mon costume de monstre»



MATHIEU ZAZZO POUR «LE MONDE»

Par Zineb Dryef

Eddy de Pretto hésite entre un Perrier et une bière. Il regarde l'heure : 13 h 15. Va pour la bière. Mais il n'y a personne pour faire le service et les fûts, comme les réfrigérateurs, sont vides – c'est le gros inconvénient des bars déserts. On avait d'abord convenu d'un rendez-vous un soir dans un bar du 18^e arrondissement. Mais depuis qu'il a concouru dans la catégorie « Révélation scène » des Victoires de la musique, Eddy de Pretto a un agenda tellement gonflé d'interviews et de sessions live qu'il a fini par nous emmener en pleine journée dans un bar de nuit ouvert rien que pour nous. Reparti bredouille des Victoires, il se dit déçu mais pas à cause du trophée décerné à Gaël Faye plutôt qu'à lui-même : « Je m'attendais à faire quelque chose de mieux sur scène mais on a eu des problèmes techniques. »

En fouillant bien le bar, on finit par tomber sur quelques bouteilles de sirop. Le choix d'une sage grenadine s'impose. Dans *La Fête de trop*, son premier titre, visionné près de 5 millions de fois sur YouTube, il scande : « Tu sais, ce soir, j'ai vu tous les bijoux de la pop/J'ai même bu à outrance toute l'absinthe de tes potes/J'ai côtoyé de rares nymphes, pris des rails en avance/Dans des salles bien trop noires sans leur d'élégance. » Et si on était tombé sur une bouteille de vodka ? Le jeune homme sourit, « je me préserve de la fête en ce moment », mais il poursuit, en se balançant dans le fauteuil suspendu où il s'est lové : « Je n'aime pas la demi-mesure. J'aime aller au fond des choses, de façon totale. Pour moi, la scène, le sexe et la fête, c'est un lâcher prise total. On ne mesure rien, on ne calcule rien. On y va à fond et jusqu'au bout. »

Eddy de Pretto s'étonne des questions parfois curieuses des journalistes. On lui a demandé s'il n'était pas trop jeune pour avoir déjà connu la fête de trop. « C'est étrange d'imaginer que tout est figé. Je raconte qu'à trop faire la fête, j'en ai ressenti l'extrême mélancolie. Mais pas que j'y avais renoncé. » Il s'amuse aussi qu'on lui dise que ça doit faire « quelque chose » d'être programmé à l'Olympia. « C'est drôle parce que non, je ne rêvais pas d'une scène plutôt que d'une autre. Ce qui

m'excitait et qui m'excite toujours, c'est de me dépasser. J'avais des envies de démesure, cette envie folle de tout transcender, de parvenir moi aussi à briller. »

Ce mercredi de février, dans le Bar à bulles, lieu cosy perché au-dessus de La Machine, le club du Moulin-Rouge, tout en meubles chinés, abat-jour et plantes suspendues, d'autres journalistes défilent pour interviewer et photographier la nouvelle sensation de la saison, arrivée avec le quart d'heure de retard réglementaire et sa maquilleuse. A 24 ans et à peine quelques mois de notoriété, Eddy de Pretto se prête aux séances photo avec une aisance et une assurance folles. Il s'amuse, pianote sur son smartphone, folâtre avec sa maquilleuse (« Faites attention avec ma mise en pli »). Avec un premier album qui sort le 2 mars prochain et une tournée qui affiche déjà complet, Eddy de Pretto se laisse griser par sa nouvelle vie dont il a peur qu'elle file trop vite. « Et puis discuter avec des journalistes, ça fait travailler l'éloquence, ça me permet de réfléchir à la façon dont je vis ce qui m'arrive. C'est ma thérapie journalistique. »

Seule contrariété depuis que la sortie de son premier EP, *Kid*, en octobre 2017, et son passage à l'émission « Quotidien », qui l'ont propulsé révélation de la nouvelle scène musicale française : il ne peut plus aller sur Tinder. « C'est très codifié sexuellement : il faut envoyer des photos... Aujourd'hui, je ne peux pas envoyer ces photos. Je n'ai pas envie de les retrouver dans Voici. » A la réflexion, autre chose le trouble : « Autour de moi, il y a plus d'impressionnés que d'impressionnants, c'est un peu difficile. Ça change les relations, ça crée des fossés. » Il s'accroche à sa bande de copains de collège, une amitié dont il mesure aujourd'hui « la puissance et la force », parce qu'entre eux rien n'a changé.

C'est dans son enfance et son adolescence qu'il a puisé la matière de *Kid*, la scansion puissante d'un fils contre son père qui veut lui imposer les codes de la « virilité abusive » : « Tu seras viril mon kid/Tu brilleras par ta force physique, ton allure dominante, ta posture de caïd/Et ton sexe triomphant pour mépriser les faibles/Tu jouiras de ta vue d'étincelles. » Dans le quartier où il a grandi, à Créteil, dans le Val-de-Marne, le jeune Eddy menait deux vies. En haut, dans l'appartement de ses parents – une mère autoritaire et un père qui rêve de le voir faire de la mécanique – il écoute les Spice Girls en jouant avec les petites voisines. En bas, il joue aux caïds avec les garçons et ça lui plaît. « En bas, j'étais la personne qu'il fallait être. » Poli, il dit trouver « génial » d'avoir en face de lui la seule journaliste qui ignore toujours qu'il est gay, même après avoir écouté tous ses titres (où il parle pourtant d'homosexualité). Cette lacune le change un peu : « On m'a dit "Kid est un hymne homosexuel". Mais je ne crois pas. Est-ce que parler de la masculinité et de la virilité est réservé aux homosexuels ? Est-ce que les hétérosexuels n'ont pas le droit eux aussi de revendiquer une sensibilité qu'on qualifie à tort de féminine ? Ça n'a pourtant rien à voir avec le féminin et le masculin. Vivement qu'on puisse être sans limites, sans archétypes et sans modèles. Qu'on soit libres. » Lui qui ne veut être assigné ni à un genre ni même à un style musical, observe que les plus jeunes – les 15-25 ans – ont l'air de se poser moins de questions. Il en parle comme de « la génération des garçons qui peuvent dire j'aime à un copain », comme ça, pour montrer son attachement et son amitié. « Même le rap est devenu très tendre. *Columbine* et *PNL* ont apporté de la douceur. »

Pelotonné dans son fauteuil qu'il balance toujours, Eddy de Pretto, dont le visage singulier et la panoplie sweat et bas de jogging (ou jean) taille haute donnent l'impression d'être face à un personnage sorti d'un film de Ken Loach, parle d'une voix claire, à la diction de comédien et aux inflexions douces. « Je ne pourrais pas entrer sur scène avec la timidité, la gêne, la modestie. Il faut une sacrée assurance alors je mets mon costume de monstre. » L'évocation de la scène l'anime : « Par exemple : une main qui se lève sur un mot, cette main va le rendre monstrueux, grandiloquent, grandiose. Sur scène, j'endosse cet habit, celui du "monstre de soi", qui me redouble et me donne des couches supplémentaires. C'est moi fois mille. » Et c'est sur scène qu'il est heureux. Il dit que « c'est transpirant » et qu'il préfère ces moments à ceux de l'écriture, quand il s'arrache les tripes mais que rien ne vient. « C'est laborieux pour moi d'écrire. » Il a du mal à se plonger dans la lecture de romans (« j'ai du mal à me concentrer, c'est peut-être lié au portable ») mais pendant ses années de formation (une école de théâtre), il a dévoré Beckett, Koltès, Racine, Corneille et Pommerat, qu'il adore.

Il est attendu ailleurs (et il n'a pas touché à sa grenadine.) Le soir même, sur France Inter, tiens, c'est le metteur en scène Joël Pommerat chez Laure Adler. Et le voilà qui parle de son admiration pour un jeune chanteur : Eddy de Pretto.

- > 1993
Naissance à Créteil (Val-de-Marne)
- > 2017
Premier succès avec « Kid »
- > 2017
Prix des Inouïs au Printemps de Bourges
- > 2018
Premier album : « Cure »

PENDANT CE TEMPS-LÀ... À TOURS

Les bénéficiaires de l'âge

Par Frédéric Potet



Il n'y a pas d'âge pour twister à Saint-Tropez, ni même à Tours, dixième étape ce jour-là de la tournée « Age tendre ». Enorme tournée, au demeurant : 31 dates, 150 000 spectateurs attendus (dans des Zénith, Parcs expo et Arena), dix musiciens sur scène et autant d'« idoles » des années yé-yé et disco qui se succèdent devant un grand rideau à paillettes. Le coût du plateau est tel que, pour l'amortir, chaque date a été doublée d'une représentation à 15 heures, en plus de celle du soir. Autant dire que se pressent exclusivement des retraités cet après-midi, sous la coupole du Grand Hall.

Transitions et intermèdes sont assurés par l'animateur de jeux télévisés Cyril Féraud, plus de deux fois moins âgé (32 ans) que les chanteurs et chanteuses qui se suivent au micro pour un set de vingt minutes chacun. Trois choristes aux voix suaves sont prêtes à rehausser les aigus qui peineront à grimper. Veste pied-de-poule et chevalières aux doigts, Dick Rivers, 72 ans, est le

premier à se lancer pour un medley d'anciens tubes, dont *Twist à Saint-Tropez* justement : « J'avais 15 ans quand j'ai enregistré cette chanson [avec les Chats sauvages, en 1961]. Je m'en souviens encore. » Dick Rivers est heureux de chanter à Tours : « C'est là que j'achète mes Cadillac. »

Suit Michèle Torr, 70 ans, qui, dans un défi à l'altération des cordes vocales qui affecte tout chanteur grisonnant, se prend à interpréter d'un capella *Mon Dieu*, d'Edith Piaf – sans musicien ni choriste, ni même de micro. Lui succède Isabelle

Aubret, 79 ans, la pudeur incarnée : la seule à ne pas abreuver le public de « je vous aime » et de « vous êtes fantastiques ». La salle demande un rappel. Impossible, il faut enchaîner. Avec Sheila, 72 ans, qui remue sur scène presque autant que Mick Jagger – l'autodérision en prime : « Ce n'est pas sérieux de continuer à faire ça, mais qu'est-ce que je m'éclate. » Pourquoi continuer, oui, quand on a l'âge de couler une paisible retraite à l'ombre des palétuviers ? Profitons de l'entracte – au cours duquel les spectateurs sont invités à s'inscrire à la



croisière « Age tendre » qui aura lieu dans un an en Méditerranée – pour poser la question à l'idole de nos 10 ans, Nicoletta, 73 printemps : « Je suis en pleine forme. Pourquoi voudriez-vous que j'arrête ? Comment il fait Aznavour, le papy ? »

Le spectacle reprend avec le benjamin de la troupe, Patrick Juvet, 67 ans, plus que jamais hanté par la question qui l'obsède depuis l'été 1977 : « Où sont les femmes ? » Puis avec Richard Dewitte, 71 ans, le batteur du groupe Il était une fois, qui envoie un « petit coucou au paradis » à la chanteuse Joëlle, décédée en 1982. Stone, 70 ans, fera de même en direction de son ancien alter ego Eric Charden, mort en 2012. La tentation mortifère est vite balayée, heureusement, par le véritable showman du spectacle : Dave, 73 ans. Le chanteur néerlandais fait assaut d'ironie : « Quand je me vois gesticuler sur scène de la sorte, je me dis que ce doit être assez pathétique », lance-t-il, avant d'inviter la foule à chanter avec lui : « seulement les vierges », d'abord ; puis « seulement les hommes fidèles » ; enfin « seulement les femmes de moins de 60 ans : j'en ai vu deux ou trois dans la salle. Des minettes ; des vieilles minettes. » Sur *Vanina*, Dave fait ensuite tomber la veste et sort la chemise du pantalon. Le public est debout. On frôle l'émeute.